RÉGION RÉUNION
www.regionreunion.com







# BUDGET PRIMITIF DE LA RÉGION POUR L'EXERCICE 2025



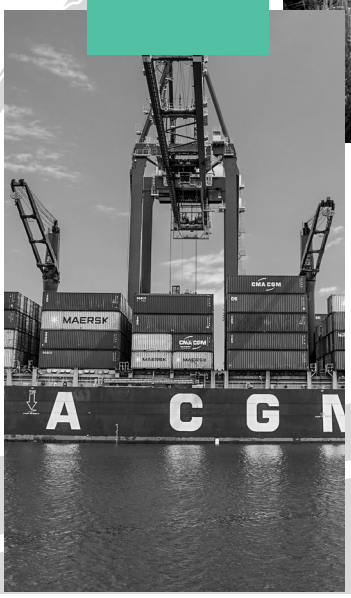















Présenté par Madame Huguette BELLO
Présidente du Conseil Régional



REGION REUNION
www.regionreunion.com

# MOT DE LA PRÉSIDENTE



Huguette **BELLO**
Présidente du **Conseil Régional**

A la lumière du débat sur les Orientations Budgétaires, le projet de Budget Primitif 2025 traduit la volonté déterminée de la Région de poursuivre la réalisation de son projet de mandature, malgré un contexte marqué par de lourdes incertitudes.

Au moment de l'élaboration de notre budget, le sort de la loi de finances 2025, orienté vers la réduction d'un déficit historique, et âprement discuté devant la représentation nationale, restait en suspens.

Mais l'action de notre collectivité, en relation avec « Régions de France », conjuguée avec celle des parlementaires et des acteurs économiques, a permis quelques avancées, dans ce cadre financier extrêmement contraint.

Ainsi, l'exemption de la Région Réunion de la contribution au « fond de précaution » a été confirmée.

La perspective de l'éligibilité des Régions au Versement Mobilité a été ouverte.

La suppression de l'exonération des véhicules électriques de la carte grise dont le plafond a été relevé constitue également une potentialité d'augmentation de cette ressource fiscale.

Sur le plan précisément de la fiscalité, le risque d'une réforme brutale de l'octroi de mer a été écarté. La Région Réunion entend faire la démonstration que l'efficience de cet outil peut être amélioré dans le sens des objectifs de développement durable et de lutte contre la vie chère, sans qu'il soit besoin de remettre en cause les bases et les principes fondamentaux du dispositif.

S'agissant de la Taxe Spéciale de la Consommation des Carburants (TSCC) dont l'assiette se réduit inéluctablement du fait de l'électrification progressive du parc automobile, une réflexion sera engagée par le Conseil Économique, Social, Environnemental et Régional (CESER) et le Conseil de la Culture de l'Éducation et de l'environnement (CCEE) sur l'idée d'une nouvelle ressource compensatrice de cette perte de recettes.

Dans l'immédiat, notre collectivité devra faire face à l'impact de la baisse du FCTVA, au gel de la fraction reversée de la TVA et à l'augmentation des cotisations à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), ce qui représentent au total une ponction de plus de 11 millions d'euros.

Ces décisions budgétaires de l'État concernant directement les collectivités sont de nature à affecter les dépenses de développement et l'activité économique.

De surcroit, l'économie réunionnaise devra composer avec la fin du dispositif Pinel sur la défiscalisation, sans compter « l'épée de Damoclès » qui plane sur les mesures dites de la LODEOM (allègement des charges) susceptibles d'être modifiées dans le sens de restriction par ordonnance.

En dépit de toutes ces incertitudes, notre collectivité a fait le choix de ne pas différer le vote de son Budget Primitif. Il est en effet essentiel, dans cette conjoncture mouvante, de sécuriser les interventions, les opérations et la réalisation des investissements programmés, et de rassurer également les bénéficiaires et les acteurs du développement concernés par l'action de la Région.

Les prochaines décisions modificatives permettront, en cas de nécessité, de procéder aux ajustements budgétaires.

Notre projet de budget maintient également les mesures prises par la Région en faveur du pouvoir d'achat , qu'il s'agisse du prix de la bouteille de gaz, de la cantine à un euro, de la gratuité des livres numériques ou encore de la gratuité du car jaune pour les publics les plus fragiles.

Plus que jamais, nous devons être solidaires pour bâtir le développement durable de La Réunion et poursuivre la réalisation de notre projet mandature.

# SOMMAIRE


**06** RAPPORT FINANCIER

**09** A - LE BUDGET PRINCIPAL

I. La structure du budget principal 9
II. Les recettes attendues 11
II.1 Les recettes réelles de fonctionnement 14
II.2 Des recettes réelles d'investissement 20
III. Les dépenses prévues 23
AXE 1 : Le développement humain et solidaire 28
AXE 2 : Le développement économique par l'ouverture de nouveaux horizons 30
AXE 3 : Le développement durable et la transition écologique 33
Les missions transversales 35

**38** B - LES BUDGETS ANNEXES SANS AUTONOMIE FINANCIER

I. Le budget annexe transport 38
II. Le budget annexe énergie 39
III. Le budget annexe délégation de service public des musées 40

**41** C - BALANCE CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

**42** D - BUDGETS DOTÉS DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE : PÉRIODE PROGRAMMATION EUROPÉENNE 2014-2020

I. Budget autonome FEDER 42
II. Budget autonome poct 43

**45** E - BUDGETS DOTÉS DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE : PÉRIODE PROGRAMMATION EUROPÉENNE 2021-2027

I. Budget autonome FEDER/FSE 2021-2027 45
II. Budget autonome INTERRREG OI 2021-2027 47

**48** ANNEXES

**69** RAPPORTS SECTORIELS

**70** AXE 1 LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOLIDAIRE : LA PIERRE ANGULAIRE DE LA MANDATURE

Accompagner une politique éducative ambitieuse ____ 72
S'engager dans l'enseignement supérieur, la vie et la mobilité des étudiants ____ 79
Déployer des formations mieux adapteées aux besoins du territoire et de la population ____ 86
Développer l'excellence culturelle et sportive ____ 98
Soutenir la cohésion sociale et renforcer les solidarités ____ 108
Contribuer à la réhabilitation et à la rénovation énergetique des logements ____ 118

**122** AXE 2 LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : PAR L'OUVERTURE DE NOUVEAUX HORIZONS ET L'INNOVATION

Le développement du tissu économique et la création d'emplois ____ 124
L'internationalisation des entreprises ____ 131
Innover et accompagner nos secteurs d'avenir ____ 135
La relance du tourisme ____ 146
Une agriculture forte et durable pour tendre vers la souveraineté alimentaire ____ 153
Soutenir l'industrie de l'image, du cinéma et de l'audiovisuel ____ 157
Favoriser l'émergence de nouveaux modèles par l'économie sociale et solidaire ____ 160
Promouvoir le co-développement régional et ouvrir de nouveaux horizons ____ 166
Le numérique au carrefour des politiques publiques régionales ____ 172

**176** AXE 3 LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : PAR UNE EXCELLENCE ENVIRONNEMENTALE

Doter l'île d'infrastructures modernes ____ 178
Une politique régionale de mobilité durable ambitieuse en faveur du transport et des déplacements ____ 182
Maintenir un réseau routier national à haut niveau de service ____ 189
Pour un rééquilibrage harmonieux du territoire dans le respect de l'environnement ____ 195
Pour une politique de traitement des déchets respectueuse de l'environnement, une sécurisation et une amélioration du cadre de vie du citoyen ____ 203
Atteindre l'autonomie énergétique ____ 210

**218** LES MISSIONS TRANSVERSALES

Les ressources humaines ____ 220
Les affaires juridiques et la commande publique ____ 225
Les systèmes d'information et organisation ____ 228
Le patrimoine et l'immobilier ____ 232
Les moyens généraux ____ 239

# LE BUDGET PRIMITIF
# RAPPORT FINANCIER



# INTRODUCTION

Le budget primitif (BP) de la Région pour l'année 2025 s'inscrit dans un contexte national des finances très dégradé où une forte contribution des collectivités au redressement des comptes publics est demandée à hauteur de 5 Md€ dont 1,149 Md€ pour les Régions dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2025.

A cela, s'ajoutent des menaces qui pèsent sur les ressources de la Région dès cette fin d'exercice 2024 avec des recettes de la TVA nationale en forte régression, des financements incertains de l'Etat de nos programmes d'investissements qui sont à ce jour bien engagés et une fiscalité locale devenue moins dynamique.

Le cadrage budgétaire 2025 fixé tient compte des décisions contraignantes imposées par l'Etat dans son Projet de Loi de Finances pour 2025 présenté en octobre 2024, à savoir :
- Le gel de la fraction de TVA à un niveau de croissance de 0,8 % au lieu de 4,5 % prévu pour 2024 ;
- La baisse du fonds de compensation de la TVA (FCTVA) à 14,85 % au lieu de 16,404 % ;
- La hausse des cotisations patronales à la caisse des retraites des fonctionnaires de 4 points.

Ces mesures qui sont impactantes sur les dépenses et les recettes régionales appellent d'ores et déjà à des leviers d'optimisation sur les recettes mais également à des actions d'optimisation et de maitrise des charges de fonctionnement de la collectivité pour 2025 et les années à venir. De plus, en fonction des décisions prises lors du vote du budget 2025 de l'Etat, une révision des projets inscrits dans le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) et le Plan Pluriannuel de Fonctionnement (PPF) sur la période 2023-2030 restera à mener pour confirmer la programmation des interventions régionales selon une trajectoire financière soutenable et une stratégie de gestion financière responsable.

Malgré ces fortes contraintes financières, ce BP 2025 répond aux Orientations Budgétaires présentées en novembre dernier. Il poursuit les priorités du plan d'actions de la mandature et les compétences obligatoires de la Région selon les 3 axes :

- Le développement humain et solidaire ;
- Le développement économique et l'ouverture de nouveaux horizons ;
- Le développement durable et la transition écologique.

La construction du budget primitif 2025 (budget principal) de la Région Réunion est marquée par les éléments suivants :

- des recettes de fonctionnement qui évoluent légèrement **(+) 2 %** ;
- des charges de fonctionnement en plus forte augmentation **(+) 5 %** *(hors dette et provisions)* ;
- des recettes d'investissement qui régressent de **(-) 45%** *(hors cessions et emprunt)* ;
- des investissements en augmentation de **(+) 8 %** *(hors dette et dépenses de la NRL)*.

Le **budget principal 2025** s'élève à **1 038 052 000 €** et se décline comme suit, en crédits de paiement :

- Le développement humain et solidaire : **266 759 595 €** ;
- Le développement économique par l'ouverture de nouveaux horizons : **97 668 485 €** ;
- Le développement durable et la transition écologique : **352 234 001 €** ;
- Les missions transversales : **321 389 919 €**.

Ce budget de la Région Réunion 2025 est composé d'un budget principal et de trois budgets annexes ne disposant pas d'autonomie juridique et financière :

| En M€ avec dette | BP 2024 | BP 2025 | EVOLUTION % |
|---|---|---|---|
| **Budget Principal** | 1 029 475 000 | 1 038 052 000 | 1 % |
| **Budget Annexe Transport** | 38 412 000 | 43 252 000 | 13 % |
| **Budget Annexe Energie** | 126 000 | 73 000 | -42 % |
| **Budget Annexe DSP** | 150 100 | - | -100 % |
| **TOTAL** | **1 068 163 100** | **1 081 377 000** | **1 %** |

En consolidé, il s'élève ainsi en mouvements réels à **1 081 377 000 €** dont **452 840 000 €** de dépenses d'investissement hors dette.

La répartition des dépenses et des recettes réelles entre les deux sections s'établit comme suit :

| En € | FONCTIONNEMENT | INVESTISSEMENT | TOTAL |
|---|---|---|---|
| **RECETTES** | 703 772 000 | 377 605 000 | **1 081 377 000** |
| **DEPENSES** | 561 337 000 | 520 040 000 | **1 081 377 000** |

# A - LE BUDGET PRINCIPAL

La présentation du budget principal est articulée en trois parties :

I. La structure du budget principal
II. Les recettes attendues
III. Les dépenses prévues

## I. LA STRUCTURE DU BUDGET PRINCIPAL

Notre collectivité disposera en 2025 d'un budget principal de **1 038 052 000 €** (en mouvements réels), se répartissant comme suit :

- **Budget de fonctionnement** : 518 012 000 € (49,9 %) soit (+) 0,8 % par rapport au BP 2024 et (+) 0,8 % hors intérêts de la dette ;

- **Budget d'investissement** : 520 040 000 € (50,1 %) soit (+) 0,9 % par rapport au BP 2024 et (+) 3,6 % hors capital de la dette.

Le budget de la Région Réunion se caractérise par des dépenses d'investissement légèrement supérieures aux charges de fonctionnement.

| | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| | Montant | % | Montant | % | |
| **RECETTES REELLES** | 660 447 000 | 63,6 % | 377 605 000 | 36,4 % | **1 038 052 000** |
| **DEPENSES REELLES** | 518 012 000 *(dont capital de la dette : 67 200 000)* | 49,9 % | 520 040 000 *(dont capital de la dette : 67 200 000)* | 50,1 % | **1 038 052 000** |

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| **518 012 000**<br>Dépenses hors intérêt de la dette : 487 522 000 | **660 447 000** |

**Epargne brute* : 142 435 000**

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| **257 950 000** | **115 515 000** |
| **775 962 000** | **775 962 000** |

## SECTION D'INVESTISSEMENT

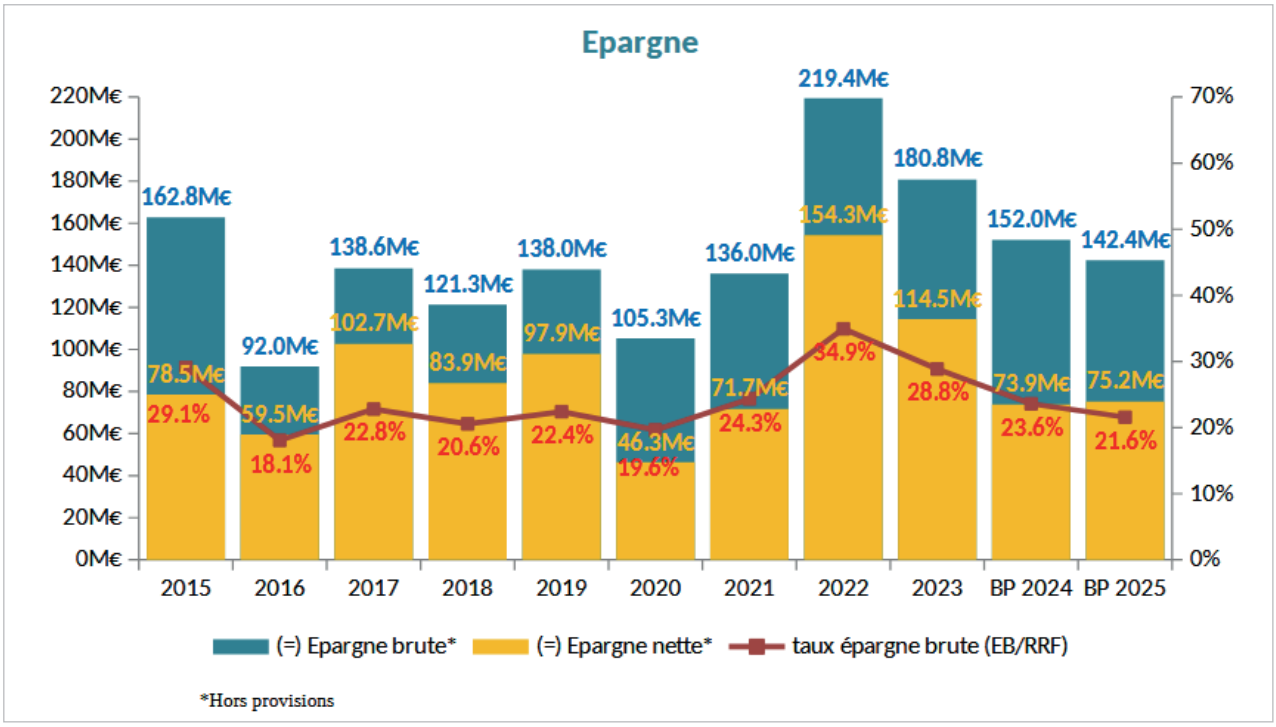
| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| **520 040 000**<br>Dépenses hors capital de la dette : 452 840 000 | **377 605 000**<br>Recettes hors dette : 164 056 000 |

**Epargne nette* : 75 235 000**

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| **130 515 000** | **272 950 000** |
| **650 555 000** | **650 555 000** |

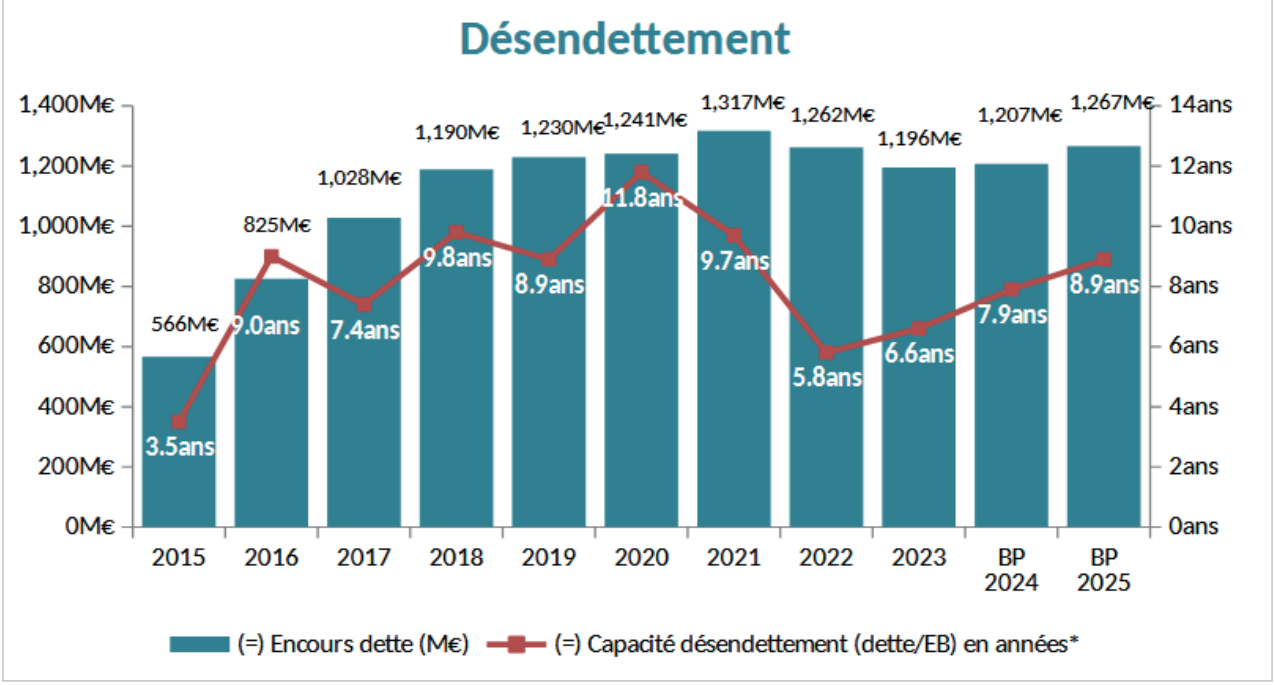
## LES RATIOS 2025

**Un niveau d'épargne maintenu dans le cadre fixé :**



Dans le cadre de sa stratégie financière, la Région cible un taux d'épargne brute supérieur à 20 %. Pour 2025, le taux d'épargne brute s'établit à **21,6 %.**

**Une capacité de désendettement inférieure au seuil des 9 années malgré un encours de dette à la hausse :**




Depuis 2021, la Région poursuit son processus de maitrise de sa dette avec une limitation du recours à l'emprunt. Le ratio dynamique de désendettement s'établit à 8,9 ans pour 2025.

## II. LES RECETTES ATTENDUES

| NATURE | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/BP |
|---|---|---|---|
| **Fiscalité** | 474 600 000 | 488 520 208 | 3% |
| **Dotations Etat** | 155 350 160 | 150 028 892 | -3% |
| **Subventions et Participations** | 293 426 140 | 169 346 175 | -42% |
| **Autres Recettes** | 15 066 700 | 14 607 725 | -3% |
| **Cessions** | 1 500 000 | 2 000 000 | 33% |
| **Emprunts** | 89 532 000 | 213 549 000 | 139% |
| **TOTAL** | **1 029 475 000** | **1 038 052 000** | **1%** |
| **TOTAL hors cessions et hors emprunts** | **938 443 000** | **822 503 000** | **-12%** |

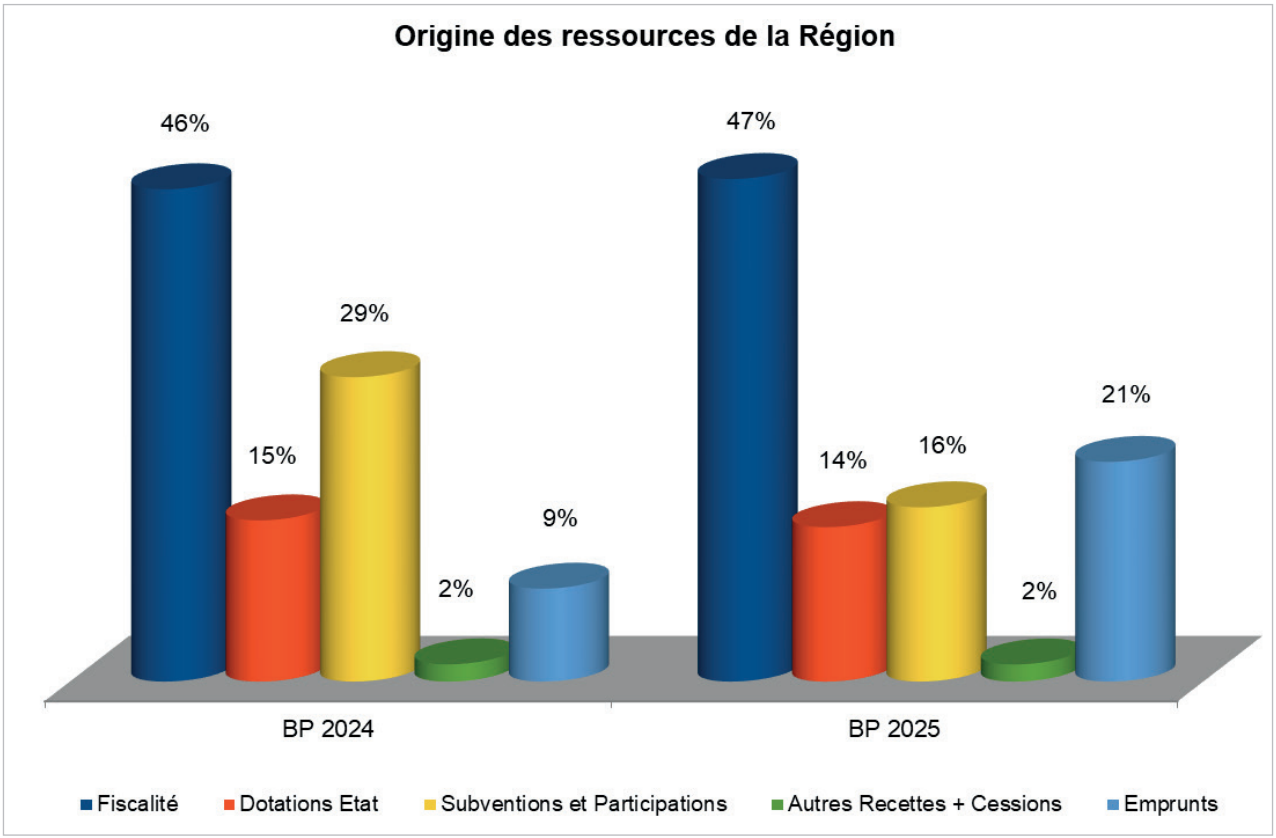
* estimations au 25/11/2023

L'équilibre est obtenu en recettes à hauteur de **1 038 052 000 €** avec :
- 47 % de ressources fiscales ;
- 14 % de dotations de l'Etat ;
- 16 % de subventions et participations ;
- 2 % de recettes diverses (locatives etc..) ;
- 21 % d'emprunts nouveaux.

Globalement, les recettes 2025 (hors cessions et emprunts) sont en diminution de (-) 12 % par rapport au BP 2024 notamment avec la perception des soldes des subventions européennes de la programmation 2014-2020 et du plan de relance REACT-UE intervenue à fin 2024. Avec l'emprunt et les cessions, les recettes progressent de (+) 1 %.

Les subventions de fonctionnement en 2025 sont en légère augmentation (+) 3,4 % avec notamment un complément de financement du PACTE de (+) 1,2 M€ et la prise en charge supplémentaire d'une partie des frais de restauration scolaire en outre-mer par les caisses d'allocations familiales (2,15 € par élève au lieu de 0,30 €) depuis avril 2024 générant une recette supplémentaire de (+) 5 M€.

En revanche, en investissement, les subventions sont en forte diminution (-) 61,6 % par rapport au BP 2024 avec l'encaissement des soldes des financements de la NRL prévu à hauteur de 102 M€ en 2024 (Feder : 44,5 M€ et AFIT Etat: 57,6 M€).




Hors emprunts, PACTE et cessions, la fiscalité demeure la principale ressource (61 %).

## TABLEAU SYNTHETIQUE DES RECETTES REELLES

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/BP | € |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **644 538 000** | **660 447 000** | **2,5%** | **15 909 000** |
| **FISCALITE** | **474 600 000** | **488 520 208** | **2,9%** | **13 920 208** |
| ***Fiscalité directe :*** | ***164 600 000*** | ***164 320 208*** | ***-0,2%*** | ***- 279 792*** |
| Fraction TVA ex CVAE | 92 800 000 | 89 000 000 | | |
| Fraction TVA ex DGF | 20 100 000 | 19 000 000 | | |
| TICPE Frais de gestion | 27 800 000 | 30 970 208 | | - |
| Fonds de solidarité régional (péréquation ex CVAE) | 8 400 000 | 8 610 000 | | - |
| Apprentissage - Neutralisation ressource apprentissage | 6 300 000 | 6 300 000 | | - |
| Apprentissage - Prélèvement Sur Recettes (PSR) | 3 100 000 | 3 100 000 | | |
| Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux | 3 500 000 | 3 640 000 | | - |
| Autres TICPE | 2 600 000 | 2 600 000 | | - |
| TICPE IFSI | - | 1 100 000 | | - |
| ***Fiscalité indirecte :*** | ***310 000 000*** | ***324 200 000*** | ***4,6%*** | ***14 200 000*** |
| Octroi de Mer Régional | 138 000 000 | 147 000 000 | | - |
| Taxe sur les Carburants | 136 000 000 | 138 000 000 | | - |
| TSCC – Fonds compensation transporteurs | 2 000 000 | 2 000 000 | | - |
| Carte Grise | 27 800 000 | 30 600 000 | | - |
| Taxe sur les transports public aériens et maritimes | 4 000 000 | 4 400 000 | | - |
| Taxe sur les Rhums | 2 200 000 | 2 200 000 | | - |
| **DOTATIONS ETAT** | **73 350 160** | **72 142 392** | **-1,6%** | **- 1 207 768** |
| Dotation Générale de Décentralisation | 69 801 060 | 70 070 500 | | - |
| Fonds de Compensation de la TVA | 300 000 | - | | |
| Dotation de soutien à l'apprentissage | 3 249 100 | 2 071 892 | | |
| **SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS** | **87 041 140** | **90 022 350** | **3,4%** | **2 981 210** |
| Europe (FSE, ) | 59 494 140 | 52 698 000 | | - |
| Etat | 25 207 000 | 33 217 000 | | - |
| Autres | 2 340 000 | 4 107 350 | | - |
| **PRODUITS / AUTRES** | **9 546 700** | **9 762 050** | **2,3%** | **215 350** |
| Produits de Gestion | 9 546 700 | 9 762 050 | | - |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **384 937 000** | **377 605 000** | **-1,9%** | **- 7 332 000** |
| **RECETTES D'INVESTISSEMENT hors cessions** | **383 437 000** | **375 605 000** | **-2,0%** | **- 7 832 000** |
| **RECETTES D'INVESTISSEMENT hors cessions et emprunts** | **293 905 000** | **162 056 000** | **-44,9%** | **- 131 849 000** |
| **FISCALITE** | **-** | **-** | | **-** |
| OM - FRDE | - | - | | - |
| **DOTATIONS ETAT** | **82 000 000** | **77 886 500** | **-5,0%** | **- 4 113 500** |
| Dotation Régionale d'Equipement Scolaire | 46 911 000 | 46 911 000 | | - |
| Fonds de Compensation de la TVA | 33 113 500 | 29 000 000 | | - |
| Dotation de soutien à l'apprentissage | 1 975 500 | 1 975 500 | | |
| **SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS** | **206 385 000** | **79 323 825** | **-61,6%** | **- 127 061 175** |
| Europe | 141 085 000 | 56 452 035 | | - |
| Etat | 61 647 500 | 15 692 940 | | - |
| Autres (Energie, AFD,…) | 3 652 500 | 7 178 850 | | - |
| **AUTRES RECETTES** | **5 520 000** | **4 845 675** | **-12,2%** | **- 674 325** |
| Remboursement régie THD | 980 000 | 1 106 111 | | - |
| Amendes radars automatiques et amendes de police | 100 000 | 100 000 | | - |
| Produits Financiers | 4 440 000 | 3 639 564 | | - |
| **EMPRUNTS** | **89 532 000** | **213 549 000** | **138,5%** | **124 017 000** |
| Emprunts pour financement des investissements | 89 532 000 | 213 549 000 | | - |
| **PRODUITS DE CESSION** | **1 500 000** | **2 000 000** | **33,3%** | **500 000** |
| **TOTAL GENERAL DES RECETTES (hors cessions et emprunts)** | **938 443 000** | **822 503 000** | **-12,4%** | **- 115 940 000** |
| **TOTAL GENERAL DES RECETTES** | **1 029 475 000** | **1 038 052 000** | **0,8%** | **8 577 000** |

## II. 1 LES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

En section de fonctionnement, les prévisions de recettes s'élèvent à **660 447 000 €**, soit une augmentation de (+) 2,5 % par rapport au BP 2024.

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/BP |
|---|---|---|---|
| **RECETTES DE FONCTIONNEMENT** | **644 538 000** | **660 447 000** | **2,5%** |
| **Fiscalité** | 474 600 000 | 488 520 208 | 2,9% |
| **Dotations Etat** | 73 350 160 | 72 142 392 | -1,6% |
| **Subventions et Participations** | 87 041 140 | 90 022 350 | 3,4% |
| **Produits / Autres** | 9 546 700 | 9 762 050 | 2,3% |

### 1. Des produits de fiscalité en augmentation (+) 2,9 %

Le produit total attendu par la Région au titre des recettes fiscales et des compensations pour l'exercice 2025 est de **488 520 208 €**, soit en augmentation de (+) 2,9 % par rapport au BP 2024.

Les recettes fiscales directes représentent 34 % contre 66 % pour les recettes fiscales indirectes.

### a) La fiscalité locale directe : 164,3 M€

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/BP |
|---|---|---|---|
| ***Fiscalité directe :*** | **164 600 000** | **164 320 208** | **-0,2%** |
| **Fraction TVA ex CVAE** | 92 800 000 | 89 000 000 | |
| **Fraction TVA ex DGF** | 20 100 000 | 19 000 000 | |
| **TICPE Frais de gestion** | 27 800 000 | 30 970 208 | |
| **Fonds de solidarité régional (péréquation ex CVAE)** | 8 400 000 | 8 610 000 | |
| **Apprentissage - Neutralisation ressource apprentissage** | 6 300 000 | 6 300 000 | |
| **Apprentissage - Prélèvement Sur Recettes (PSR)** | 3 100 000 | 3 100 000 | |
| **Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux** | 3 500 000 | 3 640 000 | |
| **Autres TICPE** | 2 600 000 | 2 600 000 | |
| **TICPE IFSI** | - | 1 100 000 | |

**- les recettes de fraction TVA : 108 M€**
La région perçoit deux fractions de TVA nationale :

1. la première en remplacement de la CVAE : 89 M€
   L'article 31 du Projet de Loi de Finances pour 2025 annonce une révision à la baisse de la croissance de la TVA au titre de 2024 à hauteur de 0,8 % au lieu 4,5 % prévue initialement pour 2024. Il prévoit également un gel du montant de la TVA 2025 affecté à la Région Réunion en compensation de la perte de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) à celui de 2024 révisé au mois d'octobre, soit une recette de fraction de TVA à 88 M€. Ainsi, dans l'attente de la base définitive de la TVA nationale pour 2024, un montant de 89 M€ est proposé pour le BP 2025.

2. la seconde en remplacement de la DGF : 19 M€

Depuis 2018, la DGF des régions est remplacée par une fraction de TVA nationale. La région bénéficie de l'évolution dynamique de la TVA. Son montant garanti ne peut être inférieur à celui de la DGF perçue en 2017 (14,9 M€).

**- TICPE Frais de gestion : 31 M€**

Les frais de gestion sont composés des frais de gestion perçus sur la cotisation foncière des entreprises (CFE) de 16,7 M€ et des dotations destinées à compenser la baisse de ces frais de gestion en raison de mesures règlementaires telles que la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, la réduction de 50% des valeurs locatives des locaux industriels, puis la suppression de la CVAE. Ces compensations représentaient 14,3 M€ en 2024.

**- le fonds de solidarité régional : 8,6 M€**

La réforme de la péréquation régionale a été actée dans la loi de finances 2022 avec la création d'un nouveau fonds de solidarité régional. Sont contributeurs à ce fonds les régions dont le panier de ressources par habitant est supérieur à 80 % de la moyenne. Le volume du fonds est égal à 0,1 % de la fraction de TVA CVAE en 2022 puis est augmenté chaque année de 1,5 % de l'augmentation du produit de TVA.
Les régions d'Outre-mer et la Corse sont éligibles à un reversement réparti entre elles en tenant compte de la population, du revenu par habitant, du nombre de personnes âgées de quinze à dix-huit ans et de la densité de population.
La Région a perçu 7 M€ en 2023, et 8,4 M€ en 2024.

**- l'apprentissage : neutralisation de la ressource et prélèvement sur recettes : 9,4 M€**

Depuis 2020, le financement de l'apprentissage est réformé par la loi Avenir Professionnel qui transfère la gestion de ces compétences aux branches professionnelles. Pour la Région, cela se traduit par la perte de ressources liées à l'apprentissage et la perception de recettes figées destinées à neutraliser l'impact de ces modifications.
Le financement de l'apprentissage s'élève à 9,4 M€ et se répartit comme suit :
* 6,3 M€ au titre de la neutralisation de la ressource apprentissage,
* 3,1 M€ au titre du Prélèvement Sur Recettes (PSR).

**- les IFER - Imposition Forfaitaire des Entreprises en Réseau (article 1635-0 quinquies du CGI) : 3,6 M€**

La Région encaisse cette recette relative à une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux, sur les répartiteurs principaux de la boucle locale de cuivre.
Ce produit est stable, soit 3,6 M€ attendu au BP 2025.

**- autres TICPE : 2,6 M€**

Ces recettes sont liées à la compensation des transferts de compétence vers la Région tels que le transfert de la gestion des fonds européens, les CREPS et le service de l'orientation scolaire et professionnelle des élèves et des étudiants.

**- TICPE IFSI : 1,1 M€**

Pour l'exercice de sa compétence en matière de formation professionnelle continue, l'Etat a revalorisé la rémunération des stagiaires. Le montant global pour les régions en 2024 est de 1 113,6 M€, soit 1,1 M€ pour la collectivité.

### b) La fiscalité locale indirecte : 324,2 M€

Le produit attendu au titre de la fiscalité locale indirecte assise sur la consommation s'élève à 324,2 M€, en augmentation de (+) 4,6 % par rapport à 2024.

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/BP |
|---|---|---|---|
| **Fiscalité indirecte :** | **310 000 000** | **324 200 000** | **4,6%** |
| **Octroi de Mer Régional** | 138 000 000 | 147 000 000 | |
| **Taxe sur les Carburants** | 136 000 000 | 138 000 000 | |
| **TSCC – Fonds compensation transporteurs** | 2 000 000 | 2 000 000 | |
| **Carte Grise** | 27 800 000 | 30 600 000 | |
| **Taxe sur les transports public aériens et maritimes** | 4 000 000 | 4 400 000 | |
| **Taxe sur les Rhums** | 2 200 000 | 2 200 000 | |

Dans le cadre de ce budget primitif 2025, il est proposé un ajustement du tarif du cheval fiscal de 51 €/cv à 57 €/cv.
Les autres taux des taxes régionales demeurent inchangés.

| Fiscalité | Taux |
|---|---|
| **Cartes grises** | *57 €/cv* |
| **Taxe carburants**<br>***essence***<br>***gazole*** | <br>*58,24 €/hl*<br>*36,13 €/hl* |
| **Octroi de mer régional** | 0% à 2,50% |
| **Taxe sur les transports aériens et maritimes** | 4,57 €/passager |
| **Taxe sur les rhums** | 106,71 €/hlap |

**- la carte grise : 30,6 M€**
La Région perçoit une taxe proportionnelle (fonction du nombre de chevaux fiscaux immatriculés et du tarif voté par la Région) ainsi qu'une taxe fixe dans certains cas pour les duplicatas de certificats d'immatriculation. Cette recette est atone en lien avec la politique de décarbonation du parc automobile au niveau national.
Pour le BP 2025, il est proposé une revalorisation de la taxe proportionnelle de 51 €/cv à 57 €/cv à compter du 1er février 2025, soit une recette supplémentaire prévisionnelle de 2,8 M€.

**- la taxe sur la consommation des carburants TSCC : 140 M€**
Elle est calculée sur le volume de carburant mis à la consommation sur le territoire régional durant l'année avec application des tarifs votés par la Région soit 36,13 €/hl sur le gazole et 58,24 €/hl sur les supers.
La Région perçoit 57,62 % du produit total de TSCC.
Ces taux sont inchangés depuis plus de 20 ans (dernière révision en 2002).

**Répartition du produit de la taxe spéciale de consommation sur les carburants (TSCC)**

| INTITULE | BP 2024 | | BP 2025 | |
|---|---|---|---|---|
| | TAUX | MONTANT | TAUX | MONTANT |
| **Produit total TSCC** | _ | 239 500 175 | _ | 242 971 192 |
| **Investissement 10%** | 10,00% | 23 950 018 | 10,00% | 24 297 119 |
| **Sous-total 1** | **10,00%** | **23 950 018** | **10,00%** | **24 297 119** |
| **Dotation Région**<br>**- Dont part principale**<br>**- Dont fonds de compensation routier** | 47,62%<br>46,70%<br>0,92% | 114 049 983<br>111 846 582<br>2 203 402 | 47,62%<br>46,70%<br>0,92% | 115 702 882<br>113 467 547<br>2 235 335 |
| **Part «Département»** | 17,12% | 41 002 430 | 17,12% | 41 596 668 |
| **Part «Commune»** | 22,26% | 53 312 739 | 22,26% | 54 085 387 |
| **Part «EPCI - Transports»** | 3,00% | 7 185 005 | 3,00% | 7 289 136 |
| **Sous-total 2** | **90,00%** | **215 550 158** | **90,00%** | **218 674 073** |
| **Sous-total 1 + 2** | **100,00%** | **239 500 175** | **100,00%** | **242 971 192** |

Pour rappel, le préciput de 10 % est destiné au financement d'opérations d'intérêt régional (article L 4434-3 du CGCT), 3% pour les EPCI et le surplus bénéficie aux autres collectivités selon des taux de répartition fixés par délibération du conseil régional.

**- l'Octroi de Mer : 147 M€**
Le produit de la taxe additionnelle à l'octroi de mer perçu par la Région frappe deux types d'opérations qui constituent deux parts distinctes de son produit :
* la première part, dite externe, porte sur le produit de certains biens importés (valeur en douane) ;
* la seconde part, dite interne, porte sur le produit de certaines productions locales.

Un travail sur les taux est engagé pour répondre aux objectifs de développement durable et de lutte contre la vie chère.

**- la taxe sur les entreprises de transport public aérien et maritime : 4,4 M€**
L'article 285 ter du code des douanes prévoit qu'il est institué au profit des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de la Réunion une taxe due par les entreprises de transport public aérien et maritime. Elle est ajoutée au prix demandé aux passagers.
Le montant de la taxe s'élève à 4,57 €/passager.

**- la taxe sur les Rhums : 2,2 M€**
La recette est stable et le taux reste inchangé (106,71 € /hap).

## 2. Des concours financiers de l'État stables en diminution (-) 1,6 %

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/ BP | Ecart |
|---|---|---|---|---|
| **DOTATIONS ETAT** | **73 350 160** | **72 142 392** | **-1,6%** | **-1 207 768** |
| **Dotation Générale de Décentralisation** | 69 801 060 | 70 070 500 | - | - |
| **Fonds de Compensation de la TVA** | 300 000 | - | - | - |
| **Dotation de soutien à l'apprentissage** | 3 249 100 | 2 071 892 | - | - |

La Région perçoit 70 M€ de Dotation Globale de Décentralisation.

L'article 30 du Projet de Loi de Finance pour 2025 propose la suppression du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) pour les dépenses de la section de fonctionnement jusqu'à présent éligibles, à l'exception des prestations relevant de l'informatique en nuage réalisées avant la promulgation de la loi.

La dotation de soutien à l'apprentissage qui contribue au financement des centres de formation pour l'apprentissage a diminué de (-) 1,2 M€ pour s'établir à 2 M€ à la suite de la parution de l'arrêté en date du 13 mai 2024 qui fixe à 88 M€ le financement des dépenses de fonctionnement des centres de formation d'apprentis affecté aux régions en 2024, soit une baisse de (-) 50 M€ pour les régions.

## 3. Des subventions et participations en augmentation (+) 3,4 %

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/ BP | Ecart |
|---|---|---|---|---|
| **SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS** | **87 041 140** | **90 022 350** | **3,4%** | **2 981 210** |
| **Europe (FSE)** | 59 494 140 | 52 698 000 | - | - |
| **Etat** | 25 207 000 | 33 217 000 | - | - |
| **Autres** | 2 340 000 | 4 107 350 | | - |

| Subventions et participations de fonctionnement | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/BP |
|---|---|---|---|
| | **87 041 140** | **90 022 350** | **3,4%** |
| ***Europe*** | ***59 494 140*** | ***52 698 000*** | ***-11,4%*** |
| **Assistance Technique FEDER 2021-2027** | 59 494 140 | 52 698 000 | -11,4% |
| **Assistance Technique FEDER 2014-2020** | 2 100 000 | 7 000 000 | - |
| **Assistance Technique FSE 2014-2020** | 9 000 000 | - | - |
| **Assistance Technique FSE 2021-2027** | 7 513 000 | - | - |
| **Assistance Technique INTERREG 2014-2020** | 1 000 000 | 1 100 000 | - |
| **Assistance Technique INTERREG 2021-2027** | 170 000 | - | - |
| **FEAMPA 2021-2027** | - | 400 000 | - |
| **FEDER 2014-2020 MAINSTREAM** | 4 500 000 | 9 000 000 | - |
| **FEDER 2014-2020 Bourses Doctorales** | - | 4 500 000 | - |
| **FSE Aide à la mobilité** | 763 140 | 1 600 000 | - |
| **FSE+ 2021-2027** | 6 000 000 | 2 800 000 | - |
| **Projet INTERREG** | 28 448 000 | 26 265 000 | - |
| ***Etat*** | ***25 207 000*** | ***33 217 000*** | ***31,8%*** |
| **PACTE** | 25 000 000 | 26 000 000 | - |
| **Participation de l'ETAT au fonctionnement du CRR** | 200 000 | 200 000 | - |
| **Autres** | 7 000 | - | - |
| **ETAT Fonds vert covoiturage KAROS** | - | 460 000 | - |
| **ETAT Pôle de compétitivité** | - | 65 000 | - |
| **PARS (Prestation Accueil Restauration Scolaire)** | - | 4 942 000 | - |
| **ETAT - Audiovisuel** | - | 1 400 000 | - |
| **ETAT - DEFFIRUN** | - | 150 000 | - |
| ***Autres*** | ***2 340 000*** | ***4 107 350*** | ***75,5%*** |
| **Participation du Département sur le dispositif GAZ** | 2 300 000 | 1 800 000 | - |
| **Participation du Département Personnels Cuisine Centrale** | - | 2 000 000 | - |
| **Part. AFD Evaluation du PASS numérique** | 40 000 | - | - |
| **Part. Agence Nationale de la Sécurité des Systhèmes d'Information (ANSSI) - CYBERSECURITE** | | 300 000 | - |
| **Prestations de services dues par la Régie THD** | - | 7 350 | - |

Les principales subventions proviennent :
- de l'Europe (soldes de la programmation 2014-2020 et programmation 2021-2027) pour 59 % soit 52,7 M€ ;
- de l'Etat pour 37 % soit 33,2 M€.

Les subventions européennes concernent principalement :
- le Fonds Social Européen (FSE) : 30,6 M€ pour le financement de la formation professionnelle et de la mobilité des étudiants dans le cadre de l'enseignement supérieur ;
- le FEAMPA : 9 M€ ;
- l'Assistance Technique pour la gestion des fonds européens : 8,5 M€.

Les participations de l'État sont en augmentation de (+) 31,8 % du fait de la recette supplémentaire de (+) 1 M€ du PACTE et de près de (+) 5 M€ attendues au titre du financement de la restauration scolaire par les CAF.

### 4. Les autres recettes de fonctionnement en augmentation (+) 2,3 %

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/BP | Ecart |
|---|---|---|---|---|
| **PRODUITS / AUTRES** | **9 546 700** | **9 762 050** | **2,3%** | **215 350** |
| Produits de Gestion | 9 546 700 | 9 762 050 | _ | _- |

Cela concerne principalement des produits de gestion comme la location des bâtiments administratifs, les redevances et les concessions routières, les cotisations des familles au conservatoire régional et des recettes liées à la participation des familles aux frais de restauration et d'hébergement.

Il n'y a pas de recettes exceptionnelles identifiées au stade de la préparation budgétaire.

## II.2 DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT

Hors emprunts et cessions, les recettes d'investissement sont en diminution de (-) 1,9 % par rapport à 2024.

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/BP |
|---|---|---|---|
| **RECETTES D'INVESTISSEMENT** | **384 937 000** | **377 605 000** | **-1,9%** |
| Dotations Etat | 82 000 000 | 77 886 500 | -5,0% |
| Subventions et Participations | 206 385 000 | 79 323 825 | -61,6% |
| Autres Recettes | 5 520 000 | 4 845 675 | -12,2% |
| Emprunts | 89 532 000 | 213 549 000 | 138,5% |
| Produits de Cessions | 1 500 000 | 2 000 000 | 33,3% |
| **TOTAL hors sessions** | **383 437 000** | **375 605 000** | **-2,0%** |
| **TOTAL hors cessions et hors emprunts** | **293 905 000** | **162 056 000** | **-44,9%** |

Les dépenses d'investissement 2025 seront financées comme suit :
- Autofinancement : 142 435 000 € dont 12 400 000 € d'amortissement ;
- Subventions + FCTVA + autres recettes : 162 056 000 € ;
- Cessions : 2 000 000 € ;
- Emprunts : 213 549 000 €.

## 1. Fiscalité : Fonds Régional pour le Développement et l'Emploi : 0 M€

Lorsque le produit de l'octroi de mer communal dépasse la dotation garantie fixée par arrêté préfectoral chaque année, le surplus est affecté à un Fonds Régional pour le Développement et l'emploi (FRDE) dont 20 % sont affectés à la Région.
La dotation garantie de 2024 est fixée à hauteur de 420 936 099 €. Compte tenu des encaissements de la recette d'octroi de mer constatée en 2024, le montant garanti ne devrait pas être atteint à fin 2024.
Il n'y aurait donc pas de recette FRDE en 2025.

## 2. Des concours financiers de l'État en diminution (-) 5,0 %

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/ BP |
|---|---|---|---|
| **DOTATIONS ETAT** | **82 000 000** | **77 886 500** | **-5,0%** |
| **Dotation Régionale d'Equipement Scolaire** | 46 911 000 | 46 911 000 | - |
| **Fonds de Compensation de la TVA** | 33 113 500 | 29 000 000 | - |
| **Dotation de soutien à l'apprentissage** | 1 975 500 | 1 975 500 | - |

La Dotation Régionale pour les équipements scolaires (DRES) est stable à 46,9 M€.

Le FCTVA attendu pour 2025 est en diminution par rapport aux dépenses d'investissement éligibles en maîtrise d'ouvrage réalisés en 2024, à la suite du Projet de Loi de Finances pour 2025 qui réduit le taux appliqué à 14,85 % au lieu de 16,404 %, soit une perte évaluée de 4 M€.

La dotation de soutien à l'apprentissage d'un montant de 1,9 M€ contribue au financement des centres de formation pour l'apprentissage.

## 3. Les subventions et participations en diminution (-) 61,6 %

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/ BP |
|---|---|---|---|
| **SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS** | **206 385 000** | **79 323 825** | **-61,6%** |
| **Europe** | 141 085 000 | 56 452 035 | - |
| **Etat** | 61 647 500 | 15 692 940 | - |
| **Autres (Energie)** | 3 652 500 | 7 178 850 | - |

Les subventions sont en forte diminution soit (-) 61,6 %.
Les principales subventions attendues concernent les projets financés :
- avec des fonds européens pour 56,4 M€ ;
- avec l'Etat pour 15,6 M€ dont principalement l'AFIT pour la NRL à hauteur de 9 M€ et le contrat de convergence pour les constructions des lycées à hauteur de 4,2 M€ ;
- d'autres partenaires (AFD pour une construction d'une école à Madagascar, projets Energie etc..) pour 7,1 M€.

Ci-après le détail des subventions attendues de l'Europe, l'État et autres partenaires en 2025.

| Subventions et participations d'Investissement | BP 2024<br>206 385 000 | BP 2025<br>79 323 685 | Evol. BP/BP<br>-61,6% |
|---|---|---|---|
| ***Europe*** | ***141 085 000*** | ***56 452 035*** | ***-60,0%*** |
| **FEADER PISTES FORESTIERES** | 141 085 000 | 56 452 035 | -60,0% |
| **FEAMPA PO 2021-2027** | 5 000 000 | 1 000 000 | - |
| **FEDER - PROJET CLIMAX** | 961 000 | - | - |
| **FEDER PROG. REGIONAL ROUTE - INFRASTRUCTURES** | - | 79 185 | - |
| **FEDER ECOSOLIDAIRE - CHAUFFE EAU SOLAIRE PATICULIERS** | 3 000 000 | 1 500 000 | - |
| **FEDER FINANCIERE REGION REUNION** | 2 220 000 | 1 100 000 | - |
| **FEDER KAP NUMERIK REACT UE - (EX CHEQUES NUMERIQUES)** | 7 500 000 | | - |
| **FEDER NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL (Solde)** | 3 000 000 | | - |
| **FEDER PO 2014-2020 (Env. GLOBALE)** | 44 500 000 | - | - |
| **FEDER PO 2021-2027 (Env. GLOBALE)** | 20 800 000 | - | - |
| **FEDER PONT DE LA RIVIERE DE L'EST** | 650 000 | 6 953 350 | - |
| **FEDER PROGRAMME REGIONAL ROUTE** | 500 000 | - | - |
| **FEDER PRR - MOBILITE DURABLE** | 5 560 000 | 14 500 000 | - |
| **FEDER TRAVAUX GARES ROUTIERES** | 11 220 000 | 28 140 000 | - |
| **FEI - AUTRES FONDS EUROPEENS** | 240 000 | 200 000 | - |
| **REACT UE (Env. GLOBALE)** | 13 440 000 | - | - |
| **REACT-EU PO 2014-2020 PROG. INFORMAT. DES LYCEES** | 10 300 000 | - | - |
| **REACT-UE CHEQUE EQUIP. PHOTOVOLTAIQUES** | - | 79 500 | - |
| **REACT-UE PO 2014-2020** | 10 500 000 | 2 900 000 | - |
| ***Etat*** | ***1 694 000*** | ***-*** | ***-74,5%*** |
| **ETAT NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL** | 57 600 000 | 9 000 000 | - |
| **CONVENTION CNC ETAT - REGION** | 1 430 000 | 1 500 000 | - |
| **ETAT ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (Env. GLOBALE)** | 920 000 | 4 067 200 | - |
| **APPEL A PROJETS TIERS LIEUX DEFFINOV** | 715 000 | 175 000 | - |
| **CPN ETAT - LABORATOIRE** | 374 000 | - | - |
| **SUBV. ETAT NAVIRE ECOLE** | 346 500 | 346 500 | - |
| **ETAT - REHABILITATION CREPS** | 245 300 | 126 600 | - |
| **CPN ETAT - INDUSTRIE COMMERCE** | 16 700 | - | - |
| **ETAT - Musées** | - | 450 000 | - |
| **ETAT - CADRE DU LIVRE** | - | 27 500 | - |
| ***Autres*** | ***3 652 500*** | ***7 178 850*** | ***96,5%*** |
| **PROGRAMME SLIME - PART. EDF ET CLER** | 1 400 000 | 1 575 000 | - |
| **PROGRAMME SARE - PARTICIPATION SRPP ET EDF** | 750 000 | 700 000 | - |
| **ENERGIE - AUDIT EFFIKAZ** | 552 500 | 100 000 | - |
| **AUTRES PROGRAMME REGIONAL ROUTE** | 700 000 | 3 100 000 | - |
| **COMMUNES PROG. REGIONAL ROUTE** | 250 000 | - | - |
| **MORONDAVA SUBVENTION FICOL** | - | 1 600 000 | - |
| **SUBVENTION ADEME** | - | 103 850 | - |

## 4. Les autres recettes d'investissement en diminution (-) 12,2 %

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/ BP |
|---|---|---|---|
| **AUTRES RECETTES** | **5 520 000** | **4 845 675** | **-12,2%** |
| **Remboursement régie THD** | 980 000 | 1 106 111 | - |
| **Amendes radars automatiques et amendes de police** | 100 000 | 100 000 | - |
| **Produits Exceptionnels** | - | - | - |
| **Produits Financiers** | 4 440 000 | 3 639 564 | - |

Les autres recettes d'investissement sont en diminution de (-) 12,2 %.
Ces produits concernent principalement le remboursement du prêt de 1,1 M€ de la régie Très Haut Débit et une recette attendue de 3,6 M€ d'ingénierie financière (fonds de prêt).

## 5. Les emprunts nouveaux

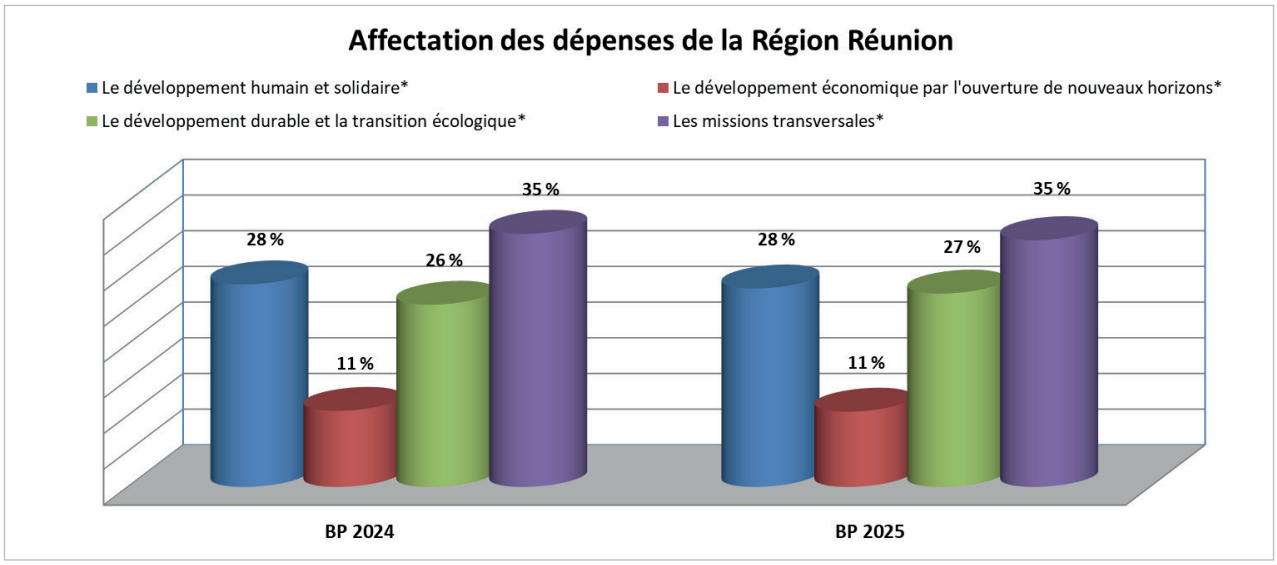
| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. BP/ BP |
|---|---|---|---|
| **EMPRUNTS** | **89 532 000** | **213 549 000** | **138,5%** |
| **Emprunts pour financement des investissements** | 89 532 000 | 213 549 000 | - |

Pour financer les investissements en 2025, il est prévu de recourir à des emprunts nouveaux à hauteur de 213 549 000 €.

# III. LES DÉPENSES PRÉVUES

| Axes | BP 2024 | | BP 2025 | | Evolution | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | avant retraitement | **après retraitement** | avant retraitement | **après retraitement** | avant retraitement | **après retraitement** |
| **Le développement humain et solidaire*** | 263 361 062 | **247 507 062** | 266 759 595 | **257 723 064** | 1,3% | **4,1%** |
| **Le développement économique par l'ouverture de nouveaux horizons*** | 92 904 574 | **92 904 574** | 97 668 485 | **97 668 485** | 5,1% | **5,1%** |
| **Le développement durable et la transition écologique*** | 333 930 835 | **222 611 975** | 352 234 001 | **251 107 701** | 5,5% | **12,8%** |
| **Les missions transversales*** | 339 278 529 | **309 206 529** | 321 389 919 | **320 489 919** | -5,3% | **3,6%** |
| **TOTAL** | **1 029 475 000** | **872 230 140** | **1 038 052 000** | **926 989 169** | **0,8%** | **6,3%** |

** Après retraitement des dépenses exceptionnelles (cf. fin du tableau synthétique des dépenses réelles).*


Affectation des dépenses de la Région Réunion
Le développement humain et solidaire*
Le développement économique par l'ouverture de nouveaux horizons*
Le développement durable et la transition écologique*
Les missions transversales*
28 %
11 %
26 %
35 %
28 %
11 %
27 %
35 %
BP 2024
BP 2025

# TABLEAU SYNTHETIQUE DES DEPENSES REELLES

| | | BP 2024 | | | | BP 2025 | | | | Evolution % | | Evolution % | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
| | | AE | CP | AP | CP | AE | CP | AP | CP | AE | CP | AP | CP |
| POLITIQUES PUBLIQUES | **AXE 1 : LE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SOLIDAIRE** | **191 953 099** | **179 646 744** | **149 130 280** | **83 714 318** | **192 461 371** | **176 637 935** | **142 379 280** | **90 121 660** | **0,3%** | **-1,7%** | **-4,5%** | **7,7%** |
| | **Hors dépenses retraitées** | **186 953 099** | **176 046 744** | **139 730 280** | **71 460 318** | **188 861 371** | **173 037 935** | **141 529 280** | **84 685 129** | **1,0%** | **-1,7%** | **1,3%** | **18,5%** |
| | **Politique éducative** | **28 272 534** | **26 682 534** | **108 774 280** | **53 077 318** | **30 100 732** | **29 425 732** | **113 759 280** | **62 049 110** | **6,5%** | **10,3%** | **4,6%** | **16,9%** |
| | *dont cartable numérique* | | | *5 500 000* | *5 500 000* | | | *8 800 000* | *8 800 000* | | | *60,0%* | *60,0%* |
| | *dont manuels scolaires (papier/numérique)* | *200 000* | *200 000* | *3 300 000* | *3 300 000* | *200 000* | *200 000* | | | *0,0%* | *0,0%* | *-100,0%* | *-100,0%* |
| | *dont fonctionnement / équipement lycées (inclus DGF/DGE)* | *24 097 729* | *23 097 729* | *10 474 280* | *10 181 568* | *26 434 103* | *25 934 103* | *10 674 280* | *10 683 629* | *9,7%* | *12,3%* | *1,9%* | *4,9%* |
| | *dont constructions scolaires neufs* | | | *68 750 000* | *3 000 000* | | | *47 800 000* | *10 000 000* | | | *-30,5%* | *233,3%* |
| | *dont réhabilitation et mise aux normes, accessibilité des bâtiments* | | | *2 650 000* | *8 280 000* | | | *16 600 000* | *13 600 000* | | | *526,4%* | *64,3%* |
| | *dont rénovation efficacité thermique* | | | *50 000* | *1 960 000* | | | *8 900 000* | *5 000 000* | | | *17700,0%* | *155,1%* |
| | *dont travaux maintenance lycées* | | | *13 000 000* | *10 780 000* | | | *15 735 000* | *7 000 000* | | | *21,0%* | *-35,1%* |
| | *dont subvention lycées travaux maintenance* | | | *2 000 000* | *2 347 750* | | | *2 000 000* | *2 000 000* | | | *0,0%* | *-14,8%* |
| | *dont acquisition foncière* | | | | | | | *450 000* | *450 000* | | | | |
| | *dont PRR II communes-éducation* | | | | *4 928 000* | | | | *1 715 481* | | | | *-65,2%* |
| | *dont subvention ATTEE lycées privés* | *1 229 805* | *1 229 805* | | | *1 136 629* | *1 136 629* | | | *-7,6%* | *-7,6%* | | |
| | *dont mesures d'accompagnement secondaire (précarité menstruelle, connexions internet…)* | *1 550 000* | *1 035 000* | | | *1 135 000* | *1 035 000* | | | *-26,8%* | *0,0%* | | |
| | *dont voie professionnelle* | | | *2 000 000* | *2 000 000* | | | *2 000 000* | *2 000 000* | | | *0,0%* | *0,0%* |
| | *dont plan lecture lycée* | | | *800 000* | *800 000* | | | *800 000* | *800 000* | | | *0,0%* | *0,0%* |
| | *dont mobilité éducative lycéenne* | *470 000* | *470 000* | | | *470 000* | *470 000* | | | *0,0%* | *0,0%* | | |
| | *dont divers (orientat°, voyages pédagog, valorisat°scolaires, frais gestion…)* | *725 000* | *650 000* | *250 000* | *-* | *725 000* | *650 000* | | | *0,0%* | *0,0%* | *-100,0%* | |
| | **Enseignement supérieur** | **21 851 000** | **20 895 000** | **2 200 000** | **2 200 000** | **22 566 500** | **21 925 500** | **1 200 000** | **1 200 000** | **3,3%** | **4,9%** | **-45,5%** | **-45,5%** |
| | *dont aides en faveur étudiants* | *3 400 000* | *2 980 000* | | | *4 443 500* | *3 866 000* | | | *30,7%* | *29,7%* | | |
| | *dont mesures accompagnement* | *2 316 000* | *2 280 000* | | | *2 248 000* | *2 388 000* | | | *-2,9%* | *4,7%* | | |
| | *dont équipement et construction université* | | | *2 200 000* | *2 200 000* | | | *1 200 000* | *1 200 000* | | | *-45,5%* | *-45,5%* |
| | *dont bourse réussite étudiant/aides mobilité* | *8 500 000* | *8 500 000* | | | *9 265 000* | *9 632 500* | | | *9,0%* | *13,3%* | | |
| | *dont aides mobilité professionnelle* | *4 600 000* | *4 100 000* | | | *3 570 000* | *2 999 000* | | | *-22,4%* | *-26,9%* | | |
| | *dont ressourcement étudiant* | *3 000 000* | *3 000 000* | | | *3 000 000* | *3 000 000* | | | *0,0%* | *0,0%* | | |
| | *dont divers (mesure accompagnement mobilité…)* | *35 000* | *35 000* | | | *40 000* | *40 000* | | | *14,3%* | *14,3%* | | |
| | **Formations adaptées** | **109 221 630** | **102 773 500** | **16 761 000** | **13 739 000** | **108 820 000** | **96 250 000** | **11 525 000** | **10 115 000** | **-0,4%** | **-6,3%** | **-31,2%** | **-26,4%** |
| | *dont équipements des centres* | | | *4 975 000* | *3 208 000* | | | *4 625 000* | *3 445 000* | | | *-7,0%* | *7,4%* |
| | *dont travaux sur les centres (y compris maintenance)* | | | *2 550 000* | *2 970 000* | | | *2 200 000* | *1 700 000* | | | *-13,7%* | *-42,8%* |
| | *dont mise aux normes, accessibilité, renovation thermique* | | | *550 000* | *1 500 000* | | | | *100 000* | | | *-100,0%* | *-93,3%* |
| | *dont marchés* | *104 176 130* | *97 869 600* | | | *104 930 000* | *92 640 000* | | | *0,7%* | *-5,3%* | | |
| | *dont apprentissage* | *2 542 000* | *2 542 000* | | | *1 170 000* | *1 000 000* | | | *-54,0%* | *-60,7%* | | |
| | *dont mesure accompagnement* | | | | | | | | | | | | |
| | *dont frais fonct/invest CPOI* | *1 373 500* | *1 373 500* | *386 000* | *386 000* | *1 500 000* | *1 500 000* | *400 000* | *450 000* | *9,2%* | *9,2%* | *3,6%* | *16,6%* |
| | *dont subv° travx sur centres formation* | | | *400 000* | *660 000* | | | *400 000* | *400 000* | | | *0,0%* | *-39,4%* |
| | *dont maitrise des compétences clés* | *830 000* | *688 400* | | | *900 000* | *790 000* | | | *8,4%* | *14,8%* | | |
| | *dont construction centres formation* | | | *500 000* | *1 115 000* | | | *3 500 000* | *2 320 000* | | | *600,0%* | *108,1%* |
| | *dont acquisition formation professionnelle* | | | *7 400 000* | *3 900 000* | | | *400 000* | *1 700 000* | | | *-94,6%* | *-56,4%* |
| | *dont divers (autres prestations services…)* | *300 000* | *300 000* | | | *320 000* | *320 000* | | | *6,7%* | *6,7%* | | |
| | **Excellence culturelle** | **17 768 125** | **15 735 010** | **6 880 000** | **7 485 000** | **18 123 739** | **16 404 303** | **4 830 000** | **5 894 050** | **2,0%** | **4,3%** | **-29,8%** | **-21,3%** |
| | *dont subvention équipement associations* | | | *1 400 000* | *1 130 000* | | | *1 300 000* | *1 150 000* | | | *-7,1%* | *1,8%* |
| | *dont subvention fonctionnement associations* | *1 375 000* | *1 100 000* | | | *1 300 000* | *1 150 000* | | | *-5,5%* | *4,5%* | | |
| | *dont divers manifestations culturelles* | *2 300 000* | *2 050 000* | | | *1 800 000* | *1 800 000* | | | *-21,7%* | *-12,2%* | | |
| | *dont fonctionnement structures muséales* | *6 519 010* | *6 519 010* | | | *7 591 624* | *6 919 303* | | | *16,5%* | *6,1%* | | |
| | *dont fonctionnement salle de diffusion* | *1 586 115* | *1 210 000* | | | *1 689 115* | *1 500 000* | | | *6,5%* | *24,0%* | | |
| | *dont fonctionnement EPCC /PRMA* | *805 000* | *660 000* | | | *825 000* | *680 000* | | | *2,5%* | *3,0%* | | |
| | *dont CRR* | *1 801 000* | *1 801 000* | *280 000* | *380 000* | *1 865 000* | *1 865 000* | *380 000* | *380 000* | *3,6%* | *3,6%* | *35,7%* | *0,0%* |
| | *dont acquisitions foncières* | | | *2 000 000* | *800 000* | | | | | | | *-100,0%* | *-100,0%* |
| | *dont travaux/équipt sur structures muséales* | | | *1 650 000* | *1 160 000* | | | *1 950 000* | *1 950 000* | | | *18,2%* | *68,1%* |
| | *dont PRR Communes - Culture* | | | | *2 280 000* | | | | *1 334 050* | | | | *-41,5%* |
| | *dont connaissance valorisation transmission arts combats* | *600 000* | | | | *150 000* | *80 000* | | | *-75,0%* | | | |
| | *dont pole régional littérature&diversité liguistique* | *175 000* | *130 000* | | | *210 000* | *180 000* | | | *20,0%* | *38,5%* | | |
| | *dont aides entreprises culturelles* | *170 000* | *170 000* | *390 000* | *380 000* | *170 000* | *170 000* | *250 000* | *230 000* | *0,0%* | *0,0%* | *-35,9%* | *-39,5%* |
| | *dont subvention équipements Communes* | | | *300 000* | *200 000* | | | *300 000* | *300 000* | | | *0,0%* | *50,0%* |
| | *dont schéma enseignement artistique* | *662 000* | *550 000* | | | *780 000* | *580 000* | | | *17,8%* | *5,5%* | | |
| | *dont divers (acquisition ouvrage, œuvres d'art , inventaire patrimoine, IOMMA, réhabilitation…)* | *1 775 000* | *1 545 000* | *860 000* | *1 155 000* | *1 743 000* | *1 480 000* | *650 000* | *550 000* | *-1,8%* | *-4,2%* | *-24,4%* | *-52,4%* |
| | **Excellence sportive** | **3 440 000** | **3 440 000** | **11 215 000** | **4 656 000** | **3 190 000** | **3 090 000** | **7 315 000** | **6 552 000** | **-7,3%** | **-10,2%** | **-34,8%** | **40,7%** |
| | *dont subvention équipement* | | | *400 000* | *250 000* | | | *400 000* | *400 000* | | | *0,0%* | *60,0%* |
| | *dont mise aux normes, accessibilité, renovation thermique* | | | *650 000* | *1 200 000* | | | *1 500 000* | *1 500 000* | | | *130,8%* | *25,0%* |
| | *dont construction équipts sportifs* | | | *8 350 000* | *1 200 000* | | | *4 000 000* | *3 000 000* | | | *-52,1%* | *150,0%* |
| | *dont subv fonctionnement sport* | *2 700 000* | *2 700 000* | | | *2 500 000* | *2 400 000* | | | *-7,4%* | *-11,1%* | | |
| | *dont travx maintenance EPS* | | | *900 000* | *745 000* | | | *500 000* | *500 000* | | | *-44,4%* | *-32,9%* |
| | *dont PRR II Communes-sport* | | | | *346 000* | | | | *237 000* | | | | *-31,5%* |
| | *dont Institut régional sport océan indien* | *150 000* | *150 000* | *100 000* | *100 000* | *150 000* | *150 000* | *100 000* | *100 000* | *0,0%* | *0,0%* | *0,0%* | *0,0%* |
| | *dont divers (bourses, billets avion, études…)* | *590 000* | *590 000* | *815 000* | *815 000* | *540 000* | *540 000* | *815 000* | *815 000* | *-8,5%* | *-8,5%* | *0,0%* | *0,0%* |
| | **Cohésion sociale et solidarités** | **11 379 410** | **10 100 300** | **800 000** | **580 000** | **9 620 000** | **9 502 000** | **650 000** | **630 000** | **-15,5%** | **-5,9%** | **-18,8%** | **8,6%** |
| | *dont investissements aides alimentaires + égalité des chances* | | | *800 000* | *580 000* | | | *550 000* | *530 000* | | | *-31,3%* | *-8,6%* |
| | *dont aide aux familles (gaz)* | *5 000 000* | *3 600 000* | | | *3 600 000* | *3 600 000* | | | *-28,0%* | *0,0%* | | |
| | *dont politique de la ville* | *200 000* | *205 000* | | | *250 000* | *252 000* | | | *25,0%* | *22,9%* | | |
| | *dont Continuité territoriale* | *4 945 000* | *4 965 000* | | | *4 675 000* | *4 695 000* | | | *-5,5%* | *-5,4%* | | |
| | *dont divers (démocratie participative, frais de fonctionnement CT..)* | *1 234 410* | *1 330 300* | | | *1 095 000* | *955 000* | *100 000* | *100 000* | *-11,3%* | *-28,2%* | | |
| | **Rénovation énergétique logements** | **20 400** | **20 400** | **2 500 000** | **1 977 000** | **40 400** | **40 400** | **3 100 000** | **3 681 500** | **98,0%** | **98,0%** | **24,0%** | **86,2%** |
| | *dont logement réhab énergétique* | | | | *255 000* | | | | | | | | *-100,0%* |
| | *dont logement réhab et amélioration* | | | | *900 000* | | | | *600 000* | | | | *-33,3%* |
| | *dont logement renouvellement urbain* | | | | | | | *2 000 000* | *300 000* | | | | |
| | *dont aménagement FRAFU EPS* | | | *2 000 000* | *622 000* | | | *1 000 000* | *2 761 500* | | | *-50,0%* | *344,0%* |
| | *dont divers (dotations ADIL, OFS…)* | *20 400* | *20 400* | *500 000* | *200 000* | *40 400* | *40 400* | *100 000* | *20 000* | *98,0%* | *98,0%* | *-80,0%* | *-90,0%* |

| | | BP 2024 | | | | BP 2025 | | | | Evolution % | | Evolution % | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
| | | AE | CP | AP | CP | AE | CP | AP | CP | AE | CP | AP | CP |
| POLITIQUES PUBLIQUES | **AXE 2 : LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE PAR L'OUVERTURE DE NOUVEAUX HORIZONS** | **61 060 286** | **41 474 512** | **70 536 868** | **51 430 062** | **36 791 954** | **40 727 854** | **49 936 348** | **56 940 631** | **-39,7%** | **-1,8%** | **-29,2%** | **10,7%** |
| | **Hors dépenses retraitées** | **61 060 286** | **41 474 512** | **70 536 868** | **51 430 062** | **36 791 954** | **40 727 854** | **49 936 348** | **56 940 631** | **-39,7%** | **-1,8%** | **-29,2%** | **10,7%** |
| | **Le tissu économique** | **9 491 457** | **8 644 242** | **34 338 200** | **20 394 960** | **9 292 600** | **8 687 357** | **14 096 200** | **24 566 750** | **-2,1%** | **0,5%** | **-58,9%** | **20,5%** |
| | ***dont soutien aux entreprises*** | ***9 036 457*** | ***8 104 242*** | ***33 633 200*** | ***19 544 960*** | ***8 788 100*** | ***7 882 657*** | ***12 706 200*** | ***23 772 750*** | **-2,7%** | **-2,7%** | **-62,2%** | **21,6%** |
| | *dont aides régionales aux entreprises* | | | *4 977 000* | *3 409 000* | | | *5 150 000* | *3 404 000* | | | *3,5%* | *-0,1%* |
| | *dont fonds de crédits* | | | | *13 962 000* | | | | *18 149 250* | | | | *30,0%* |
| | *dont fonds avance remboursable* | | | *2 000 000* | *500 000* | | | *2 000 000* | *1 000 000* | | | *0,0%* | *100,0%* |
| | *dont fonds stratégique* | | | *25 000 000* | | | | *5 000 000* | | | | *-80,0%* | |
| | *dont prêt relance* | | | *1 000 000* | *1 000 000* | | | | *1 000 000* | | | *-100,0%* | *0,0%* |
| | *dont aides organismes économiques* | | | *456 200* | *468 960* | | | *456 200* | *119 500* | | | *0,0%* | *-74,5%* |
| | *dont aides animation économique* | *6 456 457* | *5 574 242* | | | *6 078 100* | *5 382 657* | | | *-5,9%* | *-3,4%* | | |
| | *dont fonds aux soutien professionnels route* | *2 000 000* | *2 000 000* | | | *2 000 000* | *2 000 000* | | | *0,0%* | *0,0%* | | |
| | *dont divers (frais gestion, études…)* | *580 000* | *530 000* | *200 000* | *205 000* | *710 000* | *500 000* | *100 000* | *100 000* | *22,4%* | *-5,7%* | *-50,0%* | *-51,2%* |
| | ***dont aménagement économique*** | ***455 000*** | ***540 000*** | ***705 000*** | ***850 000*** | ***504 500*** | ***804 700*** | ***1 390 000*** | ***794 000*** | **10,9%** | **49,0%** | **97,2%** | **-6,6%** |
| | *dont aménagements de zones d'activités (Ecocité + Bois Rouge+CPN)* | *110 000* | *260 000* | *555 000* | *700 000* | *129 833* | *129 833* | *950 000* | *200 000* | *18,0%* | *-50,1%* | *71,2%* | *-71,4%* |
| | *dont Pierrefonds (aménagt&fonctionnement)* | *345 000* | *280 000* | *150 000* | *150 000* | *326 667* | *376 867* | *400 000* | *400 000* | *-5,3%* | *34,6%* | *166,7%* | *166,7%* |
| | *dont divers (études…)* | | | | | *48 000* | *298 000* | *40 000* | *194 000* | | | | |
| | **L'internationalisation des entreprises** | **1 822 143** | **1 891 527** | **0** | **0** | **1 980 000** | **1 934 912** | **0** | **0** | **8,7%** | **2,3%** | | |
| | *dont promotion export (soutien logistique…)* | *1 622 143* | *1 691 527* | | | *1 980 000* | *1 934 912* | | | *22,1%* | *14,4%* | | |
| | *dont divers* | *200 000* | *200 000* | | | | | | | *-100,0%* | *-100,0%* | | |
| | ***L'accompagnement des secteurs d'avenir*** | **27 966 000** | **11 766 000** | **13 461 277** | **8 517 215** | **1 715 500** | **11 076 245** | **18 325 148** | **12 798 898** | **-93,9%** | **-5,9%** | **36,1%** | **50,3%** |
| | ***dont l'innovation*** | **1 351 000** | **1 351 000** | **1 570 700** | **1 390 700** | **758 000** | **3 558 000** | **1 430 000** | **3 051 000** | **-43,9%** | **163,4%** | **-9,0%** | **119,4%** |
| | *dont aides entreprises innovation (inclus projets)* | | | *1 500 000* | *1 320 000* | | | *1 100 000* | *2 721 000* | | | *-26,7%* | *106,1%* |
| | *dont subv° fonct innovat°/aides animation* | *321 000* | *340 000* | | | *321 000* | *640 000* | | | *0,0%* | *88,2%* | | |
| | *dont Agce Régionale Innovat°(fonct&CPN)* | *300 000* | *264 000* | | | *107 000* | *430 000* | | | *-64,3%* | *62,9%* | | |
| | *dont structure accompagt innov° (CPN)* | *500 000* | *549 000* | | | | *2 150 000* | | | *-100,0%* | *291,6%* | | |
| | *dont divers (frais gest°, AMO, pole compétitivité…)* | *230 000* | *198 000* | *70 700* | *70 700* | *330 000* | *338 000* | *330 000* | *330 000* | *43,5%* | *70,7%* | *366,8%* | *366,8%* |
| | **dont la recherche** | **40 000** | **40 000** | **3 480 000** | **1 755 000** | **10 000** | **40 000** | **6 795 148** | **4 364 574** | **-75,0%** | **0,0%** | **95,3%** | **148,7%** |
| | *dont soutien à la recherche* | | | *850 000* | *25 000* | | | *1 720 000* | *1 400 000* | | | *102,4%* | *5500,0%* |
| | *dont recherche agronomique* | | | *1 480 000* | *1 480 000* | | | *2 925 148* | *2 814 574* | | | *97,6%* | *90,2%* |
| | *dont observation vulcanologique Piton Fournaise* | | | *1 000 000* | *250 000* | | | *100 000* | *100 000* | | | *-90,0%* | *-60,0%* |
| | *dont équipement construction* | | | *150 000* | | | | *2 050 000* | *50 000* | | | *1266,7%* | |
| | *dont divers (subvention recherche…)* | *40 000* | *40 000* | *-* | | *10 000* | *40 000* | | | *-75,0%* | *0,0%* | | |
| | **dont l'économie Bleue (y compris FEAMPA)** | ***26 575 000*** | ***10 375 000*** | ***8 410 577*** | ***5 371 515*** | **947 500** | **7 478 245** | **10 100 000** | **5 383 324** | ***-96,4%*** | ***-27,9%*** | ***20,1%*** | ***0,2%*** |
| | **La relance du tourisme** | **11 637 400** | **10 644 485** | **6 987 270** | **7 875 674** | **11 687 500** | **9 132 999** | **2 225 000** | **3 408 313** | **0,4%** | **-14,2%** | **-68,2%** | **-56,7%** |
| | *dont aménagements touristiques* | | | *600 000* | *933 408* | | | *550 000* | *300 000* | | | *-8,3%* | *-67,9%* |
| | *dont aides aux entreprises touristiques* | | | *1 437 270* | *1 844 970* | | | *1 215 000* | *570 000* | | | *-15,5%* | *-69,1%* |
| | *dont aide promotion touristique (FRT, IRT)* | *8 600 000* | *7 588 000* | | | *10 000 000* | *7 587 999* | | | *16,3%* | *0,0%* | | |
| | *dont animat°touristiq & aide organism éco (OTI)* | *2 857 400* | *2 850 000* | *4 500 000* | *4 647 296* | *1 600 000* | *1 440 000* | *400 000* | *2 478 313* | *-44,0%* | *-49,5%* | *-91,1%* | *-46,7%* |
| | *dont études à caractère touristique* | | | *250 000* | *250 000* | | | *60 000* | *60 000* | | | *-76,0%* | *-76,0%* |
| | *dont tourisme numérique & frais gest° & divers* | *180 000* | *206 485* | *200 000* | *200 000* | *87 500* | *105 000* | | | *-51,4%* | *-49,1%* | *-100,0%* | *-100,0%* |
| | **Une agriculture forte et durable** | **80 000** | **80 000** | **2 000 000** | **2 700 000** | **120 000** | **120 000** | **2 150 000** | **1 575 000** | **50,0%** | **50,0%** | **7,5%** | **-41,7%** |
| | *dont aides entreprises(invt) & frs gest°(fonct)* | *80 000* | *80 000* | *2 000 000* | *2 700 000* | *120 000* | *120 000* | *2 150 000* | *1 575 000* | *50,0%* | *50,0%* | *7,5%* | *-41,7%* |
| | **L'audiovisuel** | **1 026 286** | **1 227 286** | **5 822 000** | **5 895 000** | **1 317 833** | **1 345 333** | **5 360 000** | **5 832 228** | **28,4%** | **9,6%** | **-7,9%** | **-1,1%** |
| | *dont aides aux entreprises* | | | | *2 000* | | | | *51 061* | | | | *2453,1%* |
| | *dont animation* | *40 000* | *55 000* | | | *46 000* | *40 000* | | | *15,0%* | *-27,3%* | | |
| | *dont fds soutien audio&créat°jeux vidéos (inv)&CPN maison cinéma+jeux (fonct)* | *60 000* | *60 000* | *4 782 000* | *4 853 000* | *60 000* | *60 000* | *4 800 000* | *4 541 167* | *0,0%* | *0,0%* | *0,4%* | *-6,4%* |
| | *dont soutien product° TV locales* | | | *295 000* | *295 000* | | | *315 000* | *295 000* | | | *6,8%* | *0,0%* |
| | *dont investissements indust images* | | | *700 000* | *700 000* | | | *200 000* | *900 000* | | | *-71,4%* | *28,6%* |
| | *dont audiovisuel fonctionnement* | *604 286* | *781 000* | | | *836 833* | *868 000* | | | *38,5%* | *11,1%* | | |
| | *dont divers (nlle oriental°+adhés°+étud)* | *322 000* | *331 286* | *45 000* | *45 000* | *375 000* | *377 333* | *45 000* | *45 000* | *16,5%* | *13,9%* | *0,0%* | *0,0%* |
| | **L'économie sociale et solidaire** | **4 329 000** | **3 618 100** | **3 300 000** | **2 687 500** | **3 814 000** | **3 689 336** | **2 820 000** | **2 462 442** | **-11,9%** | **2,0%** | **-14,5%** | **-8,4%** |
| | *dont aid structur+étud(inv)&éco alternativ(fonct)* | *4 329 000* | *3 618 100* | *1 940 000* | *1 580 000* | *3 714 000* | *3 599 336* | *1 860 000* | *1 793 500* | *-14,2%* | *-0,5%* | *-4,1%* | *13,5%* |
| | *dont économie circulaire (aides animations et aux investissements)* | | | *1 360 000* | *1 107 500* | *100 000,00* | *90 000* | *960 000* | *668 942* | | | *-29,4%* | *-39,6%* |
| | **Le co-développement régional** | **3 216 000** | **1 934 000** | **50 000** | **65 000** | **5 326 000** | **2 894 000** | **650 000** | **627 000** | **65,6%** | **49,6%** | **1200,0%** | **864,6%** |
| | *dont participation action coopération régionale (CPN Interreg…)* | *3 016 000* | *1 734 000* | *50 000* | *65 000* | *5 116 000* | *2 684 000* | *650 000* | *627 000* | *69,6%* | *54,8%* | *1200,0%* | *864,6%* |
| | *dont divers (régies avances, Représentation Paris)* | *200 000* | *200 000* | | | *210 000* | *210 000* | | | *5,0%* | *5,0%* | | |
| | ***Le numérique*** | **1 492 000** | **1 668 872** | **4 578 121** | **3 294 713** | **1 538 521** | **1 847 672** | **4 310 000** | **5 670 000** | **3,1%** | **10,7%** | **-5,9%** | **72,1%** |
| | *dont aides aux entreprises* | | | *347 571* | *351 570* | | | *200 000* | *110 000* | | | *-42,5%* | *-68,7%* |
| | *dont animation* | *260 000* | *352 000* | | | *187 000* | *171 000* | | | *-28,1%* | *-51,4%* | | |
| | *dont régie THD (gazelle+aménagt numériq)* | | | *1 461 700* | *1 154 000* | | | *2 000 000* | *2 900 000* | | | *36,8%* | *151,3%* |
| | *dont aménagt numériq fonctionnemt* | *950 000* | *1 034 872* | | | *1 212 521* | *1 434 672* | | | *27,6%* | *38,6%* | | |
| | *dont Kap Numérik* | | | *2 500 000* | *1 582 143* | | | *2 000 000* | *2 500 000* | | | *-20,0%* | *58,0%* |
| | *dont divers (adhésion, études, salon, stratégie…)* | *282 000* | *282 000* | *268 850* | *207 000* | *139 000* | *242 000* | *110 000* | *160 000* | *-50,7%* | *-14,2%* | *-59,1%* | *-22,7%* |
| | **AXE 3 : LE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LA TRANSITION ECOLOGIQUE** | **24 030 845** | **54 321 845** | **150 576 700** | **279 608 990** | **22 836 100** | **58 446 700** | **1 018 281 000** | **293 787 301** | **-5,0%** | **7,6%** | **576,3%** | **5,1%** |
| | **Hors dépenses retraitées** | **24 030 845** | **54 321 845** | **150 576 700** | **168 290 130** | **22 836 100** | **58 446 700** | **1 018 281 000** | **192 661 001** | **-5,0%** | **7,6%** | **576,3%** | **14,5%** |
| | **Des Infrastructures modernes** | **200 000** | **200 000** | **1 000 000** | **137 500 000** | **200 000** | **200 000** | **846 000 000** | **133 600 000** | **0,0%** | **0,0%** | **84500,0%** | **-2,8%** |
| | *dont NRL/NEO et Possession)* | *200 000* | *200 000* | | *130 600 000* | *200 000* | *200 000* | *846 000 000* | *130 600 000* | *0,0%* | *0,0%* | | *0,0%* |
| | *dont autres grands travaux (contournements urbains, entrées de villes…)* | | | *1 000 000* | *6 900 000* | | | | *3 000 000* | | | *-100,0%* | *-56,5%* |
| | **La mobilité durable** | **2 742 560** | **33 157 560** | **39 390 000** | **47 890 000** | **1 730 000** | **37 872 500** | **68 400 000** | **51 360 000** | **-36,9%** | **14,2%** | **73,6%** | **7,2%** |
| | *dont travaux TCSP (prog régional rte)* | | | *30 190 000* | *37 940 000* | | | *63 400 000* | *46 250 000* | | | *110,0%* | *21,9%* |
| | *dont voie et plan vélo régional* | *40 000* | *40 000* | *1 000 000* | *200 000* | *20 000* | *20 000* | | *200 000* | *-50,0%* | *-50,0%* | *-100,0%* | *0,0%* |
| | *dont travaux gares routières & investissements* | | | *100 000* | *1 000 000* | | | *1 400 000* | *960 000* | | | *1300,0%* | *-4,0%* |
| | *dont frais fonctionnement gares routières* | *40 000* | *40 000* | | | *40 000* | *40 000* | | | *0,0%* | *0,0%* | | |
| | *dont subv° versée BA Transport* | | *31 215 000* | | | | *36 142 500* | | | | *15,8%* | | |
| | *dont fonctionnement co-voiturage* | *2 000 000* | *1 200 000* | | | *1 000 000* | *1 000 000* | | | *-50,0%* | *-16,7%* | | |
| | *dont divers (subv°EPCI+études+pole échange)* | *662 560* | *662 560* | *200 000* | *650 000* | *670 000* | *670 000* | *400 000* | *650 000* | *1,1%* | *1,1%* | *100,0%* | *0,0%* |
| | *dont acquisition matériels roulants réseau Cars Jaunes* | | | *7 900 000* | *8 100 000* | | | *3 200 000* | *3 300 000* | | | *-59,5%* | *-59,3%* |
| | **Le réseau routier** | **8 250 000** | **7 550 000** | **72 400 000** | **59 110 000** | **7 500 000** | **7 500 000** | **74 070 000** | **83 270 000** | **-9,1%** | **-0,7%** | **2,3%** | **40,9%** |
| | *dont programme régional routes* | | | *61 100 000* | *45 910 000* | | | *64 200 000* | *74 080 000* | | | *5,1%* | *61,4%* |
| | *dont pistes forestières* | | | *4 000 000* | *6 800 000* | | | *3 000 000* | *1 700 000* | | | *-25,0%* | *-75,0%* |
| | *dont travaux routiers SMPRR* | | | *5 300 000* | *5 300 000* | | | *5 300 000* | *5 300 000* | | | *0,0%* | *0,0%* |
| | *dont restaurat°pont rivière Est* | | | | *500 000* | | | | | | | | *-100,0%* |
| | *dont réseaux et espaces verts* | *5 500 000* | *4 800 000* | | | *4 800 000* | *4 800 000* | | | *-12,7%* | *0,0%* | | |
| | *dont participat° SMPRR & subv°invest* | *2 000 000* | *2 000 000* | *400 000* | *400 000* | *2 000 000* | *2 000 000* | *450 000* | *450 000* | *0,0%* | *0,0%* | *12,5%* | *12,5%* |
| | *dont divers (subv°Cnes+piste Riv galets+frais)* | *750 000* | *750 000* | *1 600 000* | *200 000* | *700 000* | *700 000* | *1 120 000* | *1 740 000* | *-6,7%* | *-6,7%* | *-30,0%* | *770,0%* |
| | **Le rééquilibrage harmonieux du territoire** | **2 118 300** | **2 245 600** | **5 450 700** | **4 797 200** | **2 280 000** | **2 087 100** | **7 700 000** | **5 069 801** | **7,6%** | **-7,1%** | **41,3%** | **5,7%** |
| | *dont SAR révision 2022-2026* | *430 000* | *341 000* | *100 000* | *860 000* | *450 000* | *350 000* | *400 000* | *708 000* | *4,7%* | *2,6%* | *300,0%* | *-17,7%* |
| | *dont aide développt territorial (Urbain) (pol interm)* | | *32 000* | | *630 500* | *20 000* | *32 000* | | | | *0,0%* | | *-100,0%* |
| | *dont aide développt territorial (Hauts) (amenagt, gouvernanc, LEADER, outil pilotage)* | *792 300* | *889 600* | *200 000* | *211 400* | *695 000* | *565 100* | *280 000* | *342 750* | *-12,3%* | *-36,5%* | *40,0%* | *62,1%* |
| | *dont PRR Bâtiment* | | | | *1 146 000* | | | | *1 126 300* | | | | *-1,7%* |
| | *dont Biodiversité marine & terrestre* | *366 000* | *406 000* | *575 200* | *708 400* | *657 500* | *657 500* | *900 000* | *548 000* | *79,6%* | *61,9%* | *56,5%* | *-22,6%* |
| | *dont agence régionale biodiversité (ARB)* | *300 000* | *300 000* | | | *300 000* | *300 000* | | | *0,0%* | *0,0%* | | |
| | *dont Cartographie-accompagnement projets* | *100 000* | *217 000* | *25 500* | *390 900* | *91 500* | *115 500* | *20 000* | *253 951* | *-8,5%* | *-46,8%* | *-21,6%* | *-35,0%* |
| | *Agorah* | | | *500 000* | *500 000* | | | *600 000* | *590 800* | | | *20,0%* | *18,2%* |
| | *dont projet structurant-Ecocité-pôle glisse* | | | *3 500 000* | *350 000* | | | *5 500 000* | *1 500 000* | | | *57,1%* | *328,6%* |
| | *Sensibilisation à la préservation de la biodiversité* | *130 000* | *60 000* | *550 000* | *-* | *66 000* | *67 000* | *-* | *-* | *-49,2%* | *11,7%* | *-100,0%* | |

| | | BP 2024 | | | | BP 2025 | | | | Evolution % | | Evolution % | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
| | | AE | CP | AP | CP | AE | CP | AP | CP | AE | CP | AP | CP |
| POLITIQUES PUBLIQUES | **Le traitement des déchets et le cadre vie** | **10 319 985** | **10 428 685** | **1 586 000** | **2 805 660** | **10 700 100** | **10 135 100** | **1 356 000** | **1 645 000** | **3,7%** | **-2,8%** | **-14,5%** | **-41,4%** |
| | *dont déchets cadre de vie* | *845 100* | *916 500* | | *57 300* | *1 120 100* | *1 105 100* | *300 000* | *839 000* | *32,5%* | *20,6%* | | *1364,2%* |
| | *dont plan gestion risques inondation (PGRI)* | | | | *87 500* | | | | | | | | *-100,0%* |
| | *dont risque et adaptation climatique/Gestion risque requin* | *700 000* | *737 300* | | *293 000* | *700 000* | *700 000* | *606 000* | *506 000* | *0,0%* | *-5,1%* | | *72,7%* |
| | *dont potabilisation* | | | | *1 505 000* | | | | | | | | *-100,0%* |
| | *dont Politique de l'eau PRR* | | | | *172 860* | | | | | | | | *-100,0%* |
| | *dont récupérateur eau de pluie* | | | *350 000* | *100 000* | | | *200 000* | *50 000* | | | *-42,9%* | *-50,0%* |
| | *dont PEC (Emplois verts + LAV, investissements chantiers +signalitiques...)* | *8 774 885* | *8 774 885* | *590 000* | *590 000* | *8 880 000* | *8 330 000* | *250 000* | *250 000* | *1,2%* | *-5,1%* | *-57,6%* | *-57,6%* |
| | *dont divers* | *-* | *-* | *546 000* | *-* | | | *-* | *-* | | | *-100,0%* | |
| | **L'autonomie énergétique** | **400 000** | **740 000** | **30 750 000** | **27 506 130** | **426 000** | **652 000** | **20 755 000** | **18 842 500** | **6,5%** | **-11,9%** | **-32,5%** | **-31,5%** |
| | *dont aides aux collectivités et entreprises* | | | *1 050 000* | *1 166 630* | | | *2 860 000* | *1 712 700* | | | *172,4%* | *46,8%* |
| | *dont Plan solaire: " aides photovoltaiques"* | | | *16 000 000* | *10 955 000* | | | *7 950 000* | *7 715 300* | | | *-50,3%* | *-29,6%* |
| | *dont Plan solaire "Aides chauffe eau solaire"* | | | *2 400 000* | *2 861 000* | | | *2 400 000* | *2 536 000* | | | *0,0%* | *-11,4%* |
| | *dont Travaux maitrise d'ouvrage* | | | | *3 498 500* | | | | *1 448 500* | | | *#DIV/0!* | *-58,6%* |
| | *dont énergie audit effikaz* | | | *650 000* | *650 000* | | | *390 000* | *425 000* | | | *-40,0%* | *-34,6%* |
| | *dont énergie bras des lianes* | | | *3 000 000* | *500 000* | | | *3 000 000* | *1 000 000* | | | *0,0%* | *100,0%* |
| | *dont énergie éolien offshore* | | | *500 000* | *500 000* | | | *750 000* | *250 000* | | | *50,0%* | *-50,0%* |
| | *dont énergie sce accompagnement rénovation énergétique (SARE)* | | | *1 500 000* | *1 500 000* | | | *250 000* | *250 000* | | | *-83,3%* | *-83,3%* |
| | *dont énergie sce local intervention maîtrise énergie (SLIME)* | | | *2 000 000* | *2 000 000* | | | *1 750 000* | *1 750 000* | | | *-12,5%* | *-12,5%* |
| | *dont énergie SPL HORIZON* | | | *3 500 000* | *3 500 000* | | | *750 000* | *1 055 000* | | | *-78,6%* | *-69,9%* |
| | *dont énergie dispositif PV climatisation/isolation personnes vulnérables* | | | | | | | *500 000* | *500 000* | | | | |
| | *dont Documents stratégiques " Frais d'études'* | *390 000* | *730 000* | | | *400 000* | *627 000* | | | *2,6%* | *-14,1%* | | |
| | *dont Frais divers* | *10 000* | *10 000* | *150 000* | *375 000* | *26 000* | *25 000* | *155 000* | *200 000* | *160,0%* | *150,0%* | *3,3%* | *-46,7%* |
| | **TOTAL POLITIQUES PUBLIQUES** | **277 044 230** | **275 443 101** | **370 243 848** | **414 753 370** | **252 089 425** | **275 812 489** | **1 210 596 628** | **440 849 592** | **-9,0%** | **0,1%** | **227,0%** | **6,3%** |
| | **Hors dépenses retraitées** | **272 044 230** | **271 843 101** | **360 843 848** | **402 499 370** | **248 489 425** | **272 212 489** | **1 209 746 628** | **334 286 761** | **-8,7%** | **0,1%** | **235,3%** | **-16,9%** |
| MISSIONS TRANSVERSALES | **Finances** | **7 195 739** | **52 441 139** | **6 060 532** | **78 231 810** | **8 850 428** | **31 231 974** | **7 403 372** | **67 557 872** | **23,0%** | **-40,4%** | **0,22** | **-13,6%** |
| | *dont Provisions* | | *21 500 000* | | | | | | | | *-100,0%* | | |
| | *dont Dette* | | *30 245 500* | | *78 172 000* | | *30 490 000* | | *67 200 000* | | *0,8%* | | *-14,0%* |
| | *dont Autres* | *7 195 739* | *695 639* | *6 060 532* | *59 810* | *8 850 428* | *741 974* | *7 403 372* | *357 872* | *23,0%* | *6,7%* | *22,2%* | *498,3%* |
| | **Ressources Humaines** | **4 578 547** | **166 239 018** | **20 000** | **20 000** | **4 962 392** | **187 853 137** | **30 000** | **30 000** | **8,4%** | **13,0%** | **50,0%** | **50,0%** |
| | *dont ATTEE* | *57 000* | *76 362 048* | | | *62 000* | *83 051 957* | | | *8,8%* | *8,8%* | | |
| | *dont Conservatoire Régional* | | *10 121 880* | | | | *11 550 575* | | | | *14,1%* | | |
| | *dont Route* | *36 000* | *19 477 287* | | | *46 000* | *21 995 649* | | | *27,8%* | *12,9%* | | |
| | *dont gest° fds européens* | *28 000* | *6 758 660* | | | *38 000* | *7 895 485* | | | *35,7%* | *16,8%* | | |
| | *dont Autres* | *4 457 547* | *53 519 143* | *20 000* | *20 000* | *4 816 392* | *63 359 471* | *30 000* | *30 000* | *8,1%* | *18,4%* | *50,0%* | *50,0%* |
| | **Système information et organisations** | **2 903 200** | **2 350 228** | **5 780 000** | **5 150 320** | **3 269 000** | **3 268 400** | **5 060 000** | **5 691 536** | **12,6%** | **39,1%** | **-12,5%** | **10,5%** |
| | **Patrimoine** | **2 090 000** | **2 674 500** | **3 640 000** | **13 424 000** | **3 845 500** | **4 199 500** | **1 620 000** | **3 100 000** | **84,0%** | **57,0%** | **-55,5%** | **-76,9%** |
| | **Administration Générale** | **8 005 634** | **11 085 014** | **3 234 620** | **3 695 500** | **8 098 255** | **11 129 500** | **2 661 000** | **2 711 000** | **1,2%** | **0,4%** | **-17,7%** | **-26,6%** |
| | *dont CESER, CCEE* | *555 000* | *1 830 000* | *32 120* | *13 000* | *985 000* | *1 830 000* | *23 000* | *23 000* | *77,5%* | *0,0%* | *-28,4%* | *76,9%* |
| | *dont Assemblée* | *360 500* | *2 361 500* | *52 000* | *52 000* | *360 500* | *2 391 500* | *52 000* | *52 000* | *0,0%* | *1,3%* | *0,0%* | *0,0%* |
| | *dont Affaires générales* | *400 000* | *209 000* | | | *397 500* | *517 500* | | | *-0,6%* | *147,6%* | | |
| | *dont Commande publique, affaires juridiques* | *2 347 655* | *2 342 035* | *1 500* | *1 500* | *2 080 255* | *2 155 500* | *1 000* | *1 000* | *-11,4%* | *-8,0%* | *-33,3%* | *-33,3%* |
| | *dont Moyens généraux* | *4 342 479* | *4 342 479* | *3 149 000* | *3 629 000* | *4 275 000* | *4 235 000* | *2 585 000* | *2 635 000* | *-1,6%* | *-2,5%* | *-17,9%* | *-27,4%* |
| | **Autres** | **8 375 650** | **3 767 000** | **200 000** | **200 000** | **15 017 000** | **4 517 000** | **200 000** | **100 000** | **79,3%** | **19,9%** | **0,0%** | **-50,0%** |
| | **TOTAL MISSIONS TRANSVERSALES** | **33 148 770** | **238 556 899** | **18 935 152** | **100 721 630** | **44 042 575** | **242 199 511** | **16 974 372** | **79 190 408** | **32,9%** | **1,5%** | **-10,4%** | **-21,4%** |
| | ***TOTAL GENERAL DES DEPENSES HORS DETTE (intérêts/capital) et DEPENSES RETRAITEES*** | ***305 193 000*** | ***458 654 500*** | ***379 559 000*** | ***305 158 140*** | ***292 532 000*** | ***483 922 000*** | ***1 226 721 000*** | ***345 377 169*** | ***-4,1%*** | ***5,5%*** | ***223,2%*** | ***13,2%*** |
| | ***TOTAL GENERAL DES DEPENSES HORS DETTE (intérêts/capital)*** | ***310 193 000*** | ***483 754 500*** | ***389 179 000*** | ***437 303 000*** | ***296 132 000*** | ***487 522 000*** | ***1 227 571 000*** | ***452 840 000*** | ***-4,5%*** | ***0,8%*** | ***215,4%*** | ***3,6%*** |
| | **TOTAL GENERAL DES DEPENSES** | **310 193 000** | **514 000 000** | **389 179 000** | **515 475 000** | **296 132 000** | **518 012 000** | **1 227 571 000** | **520 040 000** | **-4,5%** | **0,8%** | **215,4%** | **0,9%** |

| DEPENSES EXCEPTIONNELLES RETRAITEES | BP 2024 | | | | BP 2025 | | | | Evolution % | | Evolution % | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
| | AE | CP | AP | CP | AE | CP | AP | CP | AE | CP | AP | CP |
| **Axe 1: Le Développement Humain et Solidaire** | **5 000 000** | **3 600 000** | **9 400 000** | **12 254 000** | **3 600 000** | **3 600 000** | **850 000** | **5 436 531** | **-28,0%** | **0,0%** | | **-55,6%** |
| *dont aide aux familles (gaz)* | *5 000 000* | *3 600 000* | | | *3 600 000* | *3 600 000* | | | *-28,0%* | *0,0%* | | |
| *dont acquisitions foncières éducation* | | | | | | | *450 000* | *450 000* | | | | |
| *dont acquisition formation professionnelle* | | | *7 400 000* | *3 900 000* | | | *400 000* | *1 700 000* | | | *-94,6%* | *-56,4%* |
| *dont acquisitions foncières culture* | | | *2 000 000* | *800 000* | | | | | | | *-100,0%* | *-100,0%* |
| *dont PRR II communes-éducation* | | | | *4 928 000* | | | | *1 715 481* | | | | *-65,2%* |
| *dont PRR Communes - Culture* | | | | *2 280 000* | | | | *1 334 050* | | | | *-41,5%* |
| *dont PRR II Communes-sport* | | | | *346 000* | | | | *237 000* | | | | *-31,5%* |
| **AXE3 : Le Développement Durable et la Transition Ecologique** | **-** | **-** | **-** | **111 318 860** | **-** | **-** | **-** | **101 126 300** | | | | **-9,2%** |
| *dont PRR Bâtiment* | | | | *1 146 000* | | | | *1 126 300* | | | | *-1,7%* |
| *dont Politique de l'eau PRR* | | | | *172 860* | | | | | | | | *-100,0%* |
| *dont dépenses exceptionnelles NRL* | | | | *110 000 000* | | | | *100 000 000* | | | | *-9,1%* |
| **Missions transversales** | **-** | **21 500 000** | **220 000** | **8 572 000** | **-** | **-** | **-** | **900 000** | | **-100,0%** | | |
| *dont Provisions* | | *21 500 000* | | | | | | | | *-100,0%* | | |
| *dont acquisition batiment VEFA St Paul* | | | *220 000* | *8 572 000* | | | | *900 000* | | | *-100,0%* | *-89,5%* |
| **Total:** | **5 000 000** | **25 100 000** | **9 620 000** | **132 144 860** | **3 600 000** | **3 600 000** | **850 000** | **107 462 831** | **-28,0%** | **-85,7%** | | **-18,7%** |

## AXE 1 : LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOLIDAIRE
## (AE/AP= 334,84 M€; CP= 266,76 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 341,08 M€ ; CP= 263,36 M€)

### Politique éducative (AE/AP= 143,86 M€ ; CP= 91,47 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 137,05 M€ ; CP= 79,76 M€)

Fonctionnement : (AE= 30,1 M€ ; CP= 29,43 M€) (contre en 2024 : AE= 28,27 M€ ; CP= 26,68 M€)

Concernant la dotation globale de fonctionnement des lycées (DGF) de 25,93 M€ en crédits de paiement (CP), une hausse de 12,3 % est constatée par rapport au budget précédent soit + 2,84 M€. Cette augmentation provient principalement de la mise en place de la gratuité des repas dans les lycées (budget complémentaire de 4,1 M€) ainsi que de la compensation de l'inflation sur l'énergie et des frais de maintenance des bâtiments et équipements techniques des lycées dont les cuisines scolaires.

Investissement : (AP= 113,76 M€ ; CP= 62,05 M€) (contre en 2024 : AP= 108,77 M€ ; CP= 53,08 M€)

Le financement des lycées en équipement (DGE) représente un montant de 10,68 M€ pour répondre aux besoins matériels des lycées publics et privés.

Il est également prévu un montant de 10 M€ pour les constructions scolaires soit une augmentation de + 7 M€ notamment pour les nouveaux lycées des métiers de la mer et des métiers de l'hôtellerie et du tourisme. Les travaux de réhabilitation et de mise aux normes dans les lycées représentent un montant de 13,6 M€ en CP soit une hausse de 64,3 % par rapport au BP 2024. Une enveloppe de 12 M€ est également inscrite en faveur de travaux de rénovation thermique pour répondre aux enjeux du développement durable ainsi qu'à des travaux nécessaires de maintenance et d'adaptation aux évolutions des structures pédagogiques en particulier le numérique.

Le financement du dispositif d'aide au cartable numérique à destination des nouveaux lycéens est constant à hauteur de 5,5 M€.

L'acquisition de logiciels pédagogiques numériques en remplacement de l'aide aux manuels scolaires est de 3,3 M€ comme pour l'exercice précédent.

En 2025, la collectivité mettra en place des groupements d'achats afin d'harmoniser et de rationaliser la dépense publique sur certains besoins spécifiques en partenariat avec les établissements.

### Enseignement supérieur (AE/AP= 23,77 M€ ; CP= 23,13 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 24,05 M€ ; CP= 23,1 M€)

Fonctionnement : (AE= 22,57 M€ ; CP= 21,93 M€) (contre en 2024 : AE= 21,85 M€ ; CP= 20,9 M€)

Le montant des aides en faveur des étudiants est de 3,87 M€ en CP soit une hausse de + 29,7 % par rapport à 2024 pour un accompagnement ambitieux des jeunes étudiants à la Réunion ou en mobilité, en vue d'assurer une formation diplômante d'excellence et d'encourager la découverte de nouveaux environnements éducatifs pour une plus grande chance d'insertion professionnelle.

En 2025, les dispositifs d'aides seront adaptés et simplifiés dans le but d'améliorer leur lisibilité pour les étudiants et leurs familles en veillant à un rééquilibrage des aides pour des études à la Réunion et vers la France Hexagonale, l'Europe ou les pays étrangers.

Le budget des dispositifs de bourse réussite étudiant ainsi que celui des aides à la mobilité éducative et professionnelle restent constants à hauteur de 12,6 M€ de dépenses en CP.

S'agissant de l'aide au ressourcement des étudiants, il est prévu un montant de 3 M€ comme précédemment, afin d'apporter un soutien aux jeunes réunionnais inscrits en études en mobilité en Métropole, en Europe ou à l'Etranger.

Investissement : (AP= 1,2 M€ ; CP= 1,2 M€) (contre en 2024 : AP= 2,2 M€ ; CP= 2,2 M€)

Cette dépense concerne principalement la construction d'infrastructures à destination des opérateurs de l'enseignement supérieur avec le concours des fonds européens. Ainsi un budget de 1,2 M€ en CP est prévu sur 2025 notamment pour accompagner l'Université de la Réunion dans la construction du Campus Est.

**Formations adaptées (AE/AP= 120,35 M€ ; CP= 106,37 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 125,98 M€ ; CP= 116,51 M€)**

Fonctionnement : (AE= 108,82 M€ ; CP= 96,25 M€) (contre en 2024 : AE= 109,22 M€ ; CP= 102,77 M€)

La dépense principale concerne les actions de la formation professionnelle avec un budget de 38,27 M€ consacré sur l'exercice. Le dispositif PACTE mobilise une enveloppe plus importante de 45,71 M€ y compris la rémunération des stagiaires dont le budget évolue de 12,6 M€ à 18 M€ soit une hausse de 42,9 % selon l'activité de 2024.

Par ailleurs, la collectivité renforcera l'animation du Plan Régional pour la Maitrise des Compétences Clés (PR2C) avec la poursuite du dispositif d'apprentissage LésPassClés au niveau d'autres communes dans le cadre d'appels à projets. L'objectif pour 2025 est d'atteindre 16 communes bénéficiant d'une structure LésPassClés contre 4 communes en 2024. En 2025, le budget qui y est consacré est de 0,79 M€ en CP contre 0,69 M€ précédemment.

Investissement : (AP= 11,53 M€ ; CP= 10,12 M€) (contre en 2024 : AP= 16,76 M€ ; CP= 13,74 M€)

La Région a prévu des travaux de mises aux normes et équipements des centres de formation à hauteur de 5,25 M€ en vue de garantir une formation aux apprentis avec du matériel adapté et les technologies les plus modernes.

Par ailleurs, il est prévu un montant de 2,32 M€ en investissement pour la construction des centres de formation soit une progression de + 1,2 M€ par rapport à l'exercice précédent. Ainsi, la relocalisation des Instituts d'Etudes en Santé (IES) du CHU Nord ainsi que la construction d'un nouveau site de formation pour l'IRTS sur le territoire de Saint-Benoît comptent parmi les projets immobiliers importants dans le secteur des formations sanitaires et sociales dans le cadre de cette mandature.

**Excellence culturelle (AE/AP= 22,95 M€ ; CP= 22,30 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 24,65 M€ ; CP= 23,22 M€)**

Fonctionnement : (AE= 18,12 M€ ; CP= 16,40 M€) (contre en 2024 : AE= 17,77 M€ ; CP= 15,74 M€)

La principale dépense est consacrée au financement du fonctionnement des musées régionaux avec un montant de 6,92 M€ en CP soit une évolution de 6,1 %. En 2024, une nouvelle délégation de service public de la gestion de nos musées a été contractualisée avec la SPL RMR.

Il est également prévu un budget de 1,87 M€ pour les dépenses des Conservatoires à Rayonnement Régional, 1,5 M€ pour les salles de diffusion, 1,8 M€ pour diverses manifestations culturelles et 1,15 M€ pour les subventions aux associations.

Investissement : (AP= 4,83 M€ ; CP= 5,89 M€) (contre en 2024 : AP= 6,88 M€ ; CP= 7,49 M€)

Les travaux et équipements sur les structures muséales représentent un budget de 1,95 M€ soit une hausse de 68,1 %. Par ailleurs, un budget à hauteur de 1,15 M€ est alloué pour subventionner les équipements des associations culturelles.

**Excellence sportive (AE/AP= 10,51 M€ ; CP= 9,64 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 14,66 M€ ; CP= 8,1 M€)**

Fonctionnement : (AE= 3,19 M€ ; CP= 3,09 M€) (contre en 2024 : AE= 3,44 M€ ; CP= 3,44 M€)

L'essentiel de la dépense concerne les subventions accordées dans le domaine sportif pour un montant de 2,4 M€. Le partenariat entre la collectivité et les ligues et comités sportifs constitue un pilier fondamental du développement du sport sur le territoire, Ce budget permet de diversifier l'offre sportive mais également d'accompagner les athlètes locaux en matière de pratique sportive de haut niveau.

Investissement : (AP= 7,32 M€ ; CP= 6,55 M€) (contre en 2024 : AP= 11,22 M€ ; CP= 4,66 M€)

Il est prévu des mises aux normes réglementaires et rénovations des équipements sportifs à hauteur de 1,5 M€ soit une progression de 25 %. Par ailleurs, un budget de 3 M€ est inscrit en CP en vue de la réhabilitation des CREPS de Saint-Denis et de la Plaine des Cafres, la construction du gymnase de Champ Fleuri et du Stadium Olympique d'escalade et la rénovation des équipements sportifs des lycées dont le complexe sportif du lycée Bel Air de Sainte Suzanne.

**Cohésion sociale et solidarités (AE/AP= 10,27 M€ ; CP= 10,13 M€) (contre en 2024 : AEAP= 12,18 M€ ; CP= 10,68 M€)**

Fonctionnement : (AE= 9,62 M€ ; CP= 9,50 M€) (contre en 2024 : AE= 11,38 M€ ; CP= 10,10 M€)

En 2025, il est proposé de reconduire l'aide aux familles pour l'acquisition de bouteille de gaz à 15 € en partenariat avec le Département (50 %), soit une enveloppe brute de 3,6 M€ en CP jusqu'au 30 juin 2025.

Concernant le dispositif de continuité territoriale, un montant de 4,7 M€ en CP est prévu. La réforme de l'État avec le relèvement du seuil du quotient familial de 11 991 € à 18 000 € a pour conséquence une réduction significative des demandes pour la tranche 3, estimée à environ 55 %. Cette tendance baissière devrait se confirmer pour 2025.
Ce dispositif intègre également l'aide à la Continuité Funéraire mis en place en liaison avec le Département et LADOM afin de répondre aux situations d'urgence des familles aux revenus modestes devant se rendre en Métropole (0,130 M€).

Investissement : (AP= 0,65 M€ ; CP= 0,63 M€) (contre en 2024 : AP= 0,8 M€ ; CP= 0,58 M€)
La collectivité participe au financement de trois nouvelles Maisons des Femmes (services d'accueil, de soins et d'accompagnement des femmes victimes de violences) pour un montant de 0,25 M€.
Par ailleurs, face à l'aggravation de la précarité, la Région poursuit son engagement dans les aides alimentaires en soutenant le financement en équipements des associations habilitées (0,28 M€).

**Rénovation énergétique logement (AE/AP= 3,14 M€ ; CP= 3,72 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 2,52 M€ ; CP= 2 M€)**
Investissement : (AP= 3,1 M€ ; CP= 3,68 M€) (contre en 2024 : AP= 2,5 M€ ; CP= 1,98 M€)
La réhabilitation des logements sociaux ainsi que l'amélioration de l'habitat mobilisent un montant de 0,6 M€ en CP.
Sur le dispositif d'aménagement FRAFU, le budget est de 2,76 M€ contre 0,62 M€ l'année précédente. En 2025, la collectivité poursuivra son intervention à travers des conventions de financement FRAFU déjà engagées (ZAC Savane des Tamarins, ZAC Cœur de ville à La Possession) et le conventionnement des nouvelles opérations au prorata des logements intermédiaires programmés par les opérateurs.

## AXE 2 : LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PAR L'OUVERTURE DE NOUVEAUX HORIZONS (AE/AP= 86,73 M€ ; CP= 97,67 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 131,60 M€ ; CP= 92,90 M€)

En matière de développement économique, la Région agit en utilisant deux leviers : ses fonds propres et les fonds européens.
S'agissant de ses fonds propres, l'action de la Région porte sur différents domaines :

### Le tissu économique (AE/AP= 23,39 M€ ; CP= 33,25 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 43,83 M€ ; CP= 29,04 M€)
Fonctionnement : (AE= 9,29 M€ ; CP= 8,69 M€) (contre en 2024 : AE= 9,49 M€ ; CP= 8,64 M€)
Les aides en faveur des opérateurs économiques représentent un montant de 5,38 M€ en CP. En 2025, il est proposé de poursuivre diverses mesures de développement et d'animation économique sur l'ensemble du territoire. Ainsi, il est prévu des accueils de proximité assurés par les camions de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) Mobile et la CCI Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) Proxi. Par ailleurs, des actions territorialisées seront également menées en lien avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).
Le fonds de soutien aux professionnels de la route mobilise une enveloppe de 2 M€.
Dans le secteur de l'aménagement économique, les dépenses concernent principalement la participation financière de la collectivité dans les organismes (GIP ou syndicat mixte) en charge de la gestion de l'Ecocité, de Bois Rouge et de Pierrefonds. En outre, grâce au Pôle d'Activités à Vocation Régionale (PAVR) dans chaque bassin de vie, la collectivité accompagnera le développement économique équilibré de chaque microrégion.

Investissement : (AP= 14,10 M€ ; CP= 24,57 M€) (contre en 2024 : AP= 34,34 M€ ; CP= 20,39 M€)
Les aides régionales aux entreprises représentent 3,40 M€ et les fonds de crédits de 18,15 M€ en CP. Cette dernière dépense augmente de + 30 % grâce au déploiement du nouvel instrument financier Fonds d'Aide à l'Investissement pour les entreprises Réunionnaises « FAIRE » qui est financé par le PO FEDER 2021-2027. De plus, ce dispositif est complété par le fonds d'avance remboursable à hauteur de 1 M€ soit une hausse de + 0,5 M€ pour répondre aux besoins de trésorerie des TPE.
Il est également prévu 5 M€ en AP pour la création d'un « Fonds Stratégique Régional » destiné à soutenir les PME réunionnaises à fort ancrage territorial.

**L'internationalisation des entreprises (AE/AP= 1,98 M€ ; CP= 1,93 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 1,82 M€ ; CP= 1,89 M€)**

Fonctionnement : (AE= 1,98 M€ ; CP= 1,93 M€) (contre en 2024 : AE= 1,82 M€ ; CP= 1,89 M€)

Afin d'accompagner les entreprises qui exportent leurs productions, la collectivité propose des aides en faveur de la promotion à l'export ainsi que du soutien logistique des entreprises. Un financement de 1,93 M€ est ainsi prévu soit + 14,4 % par rapport à l'exercice précédent.

**L'innovation (AE/AP= 2,19 M€ ; CP= 6,61 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 2,92 M€ ; CP= 2,74 M€)**

Fonctionnement : (AE= 0,76 M€ ; CP= 3,56 M€) (contre en 2024 : AE= 1,35 M€ ; CP= 1,35 M€)

Afin de promouvoir les projets innovants, un montant de 3,56 M€ en CP est consacré à ce secteur sur l'exercice 2025. Ce budget comprend notamment la participation de la collectivité à l'Agence Régionale à l'Innovation (ARI) pour un montant de 0,43 M€ en CP.

Investissement : (AP= 1,43 M€ ; CP= 3,05 M€) (contre en 2024 : AP= 1,57 M€ ; CP= 1,39 M€)

Dans le domaine de l'innovation, les aides aux entreprises pour les dépenses d'équipement sont proposées à hauteur de 3,05 M€ en CP avec également une intervention plus conséquente du FEDER.

**La recherche (AE/AP= 6,81 M€ ; CP= 4,40 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 3,52 M€ ; CP= 1,80 M€)**

Investissement : (AP= 6,80 M€ ; CP= 4,36 M) (contre en 2024 : AP= 3,48 M€ ; CP= 1,76 M€)

Un budget de 1,4 M€ est consacré au soutien de la recherche soit une hausse de + 1,37 M€ notamment pour le lancement des nouveaux projets d'infrastructures de recherche financés sur fonds FEDER et INTERREG VI OI 21-27.

De plus, un montant de 2,81 M€ en CP est prévu pour la recherche agronomique, soit une progression de + 90,2 % en 2025 pour accompagner les programmes structurants de recherche développés sur le territoire et en coopération régionale.

**L'économie bleue (AE/AP= 11,05 M€ ; CP= 12,86 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 34,99 M€ ; CP= 15,75 M€)**

Fonctionnement : (AE= 0,95 M€ ; CP= 7,48 M€) (contre en 2024 : AE= 26,58 M€ ; CP= 10,38 M€)

La collectivité régionale étant en charge de la gestion du fonds européen dédié à la pêche FEAMPA de 32,5 M€ sur la période 2021-2027 (hors assistance technique), une enveloppe de 7,48 M€ en CP est ainsi prévue sur l'exercice 2025 pour accompagner les professionnels du secteur maritime, de la pêche et de l'aquaculture.

Investissement : (AP= 10,10 M€ ; CP= 5,38 M€) (contre en 2024 : AP= 8,41M€ ; CP= 5,37 M€)

S'agissant des équipements, une enveloppe complémentaire de 5,38 M€ en CP est inscrite pour la gestion du fonds européen FEAMPA 2021-2027.

Parmi les opérations programmées, figure notamment la création d'une écloserie collective pour répondre aux besoins d'alevins des entreprises aquacoles.

Il est à noter que dans le cadre du soutien financier apportée à la formation maritime, la collectivité, en réponse à un appel à projet de l'Etat, a reçu une dotation pour la construction d'un navire école.

**La relance du tourisme (AE/AP= 13,91 M€ ; CP= 12,54 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 18,62 M€ ; CP= 18,52 M€)**

Fonctionnement : (AE= 11,69 M€ ; CP= 9,13 M€) (contre en 2024 : AE= 11,64 M€ ; CP= 10,64 M€)

La collectivité poursuivra son soutien au secteur touristique en agissant dans un cadre renouvelé en matière de gouvernance et en cohérence avec les objectifs à atteindre fixés par le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de La Réunion (SDATR).

Ainsi, en 2025, les crédits alloués aux acteurs de la promotion touristique (IRT et autres organismes) sont stables à hauteur de 7,59 M€ en CP.

Investissement : (AP= 2,23 M€ ; CP= 3,41 M€) (contre en 2024 : AP= 6,99 M€ ; CP= 7,88 M€)

Les aides aux entreprises et organismes dans le secteur du tourisme représentent un montant de 3,05 M€ en CP sur 2025. Il est ainsi prévu des crédits pour la rénovation des structures existantes afin d'améliorer la qualité et le professionnalisme de l'offre touristique, diversifier les

gammes de produits et assurer leur pérennité notamment dans le secteur de l'hôtellerie de charme, des hébergements insolites et de l'hôtellerie de grande envergure. L'objectif recherché est d'accroître la capacité d'accueil des touristes sur le territoire.
Ces projets peuvent émarger au programme européen FEDER 21-27 et la Région interviendrait en contrepartie nationale des fonds européens.

**Une agriculture forte et durable (AP= 2,27 M€ ; CP= 1,70 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 2,08 M€ ; CP= 2,78 M€)**
Investissement : (AP= 2,15 M€ ; CP= 1,58 M€) (contre en 2024 : AP= 2 M€ ; CP= 2,7 M€)
Les crédits prévus pour le soutien à l'investissement productif des industries agroalimentaire sont de 1,58 M€ en CP en 2025. La collectivité finance les outils de production et l'accompagnement aux leviers de production ainsi que les démarches collectives de diversification. Dans ce secteur agricole, des projets peuvent également, être financés par les fonds européens et les aides régionales.

**L'audiovisuel (AE/AP= 6,68 M€ ; CP= 7,18 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 6,85 M€ ; CP= 7,12 M€)**
Investissement : (AP= 5,36 M€ ; CP= 5,83 M€) (contre en 2024 : AP= 5,82 M€ ; CP= 5,9 M€)
Le financement prévu en faveur des entreprises du secteur audiovisuel ainsi que le fonds de soutien et création des jeux vidéo est de 4,59 M€ en CP. La collectivité régionale initiera en 2025 des actions de coproduction de longs-métrages et de séries à ambition internationale dans le cadre de la mise en œuvre de la Maison du Cinéma et des Jeux Vidéo.
L'économie sociale et solidaire (AE/AP= 6,63 M€ ; CP= 6,15 M€) (contre en 2024 :
AE/AP= 7,63 M€ ; CP= 6,31 M€)
Fonctionnement : (AE= 3,81 M€ ; CP= 3,69 M€) (contre en 2024 : AE= 4,33 M€ ; CP= 3,62 M€)
Dans le champ de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), les crédits inscrits sont de 3,68 M€ en CP pour accompagner des Très Petites Entreprises (TPE) et autres structures. En 2025, le financement des Ateliers Chantiers et d'Insertion (ACI) reste une priorité ainsi que l'accompagnement en faveur de création d'Entreprises d'Insertion.

Investissement : (AP= 2,82 M€ ; CP= 2,46 M€) (contre en 2024 : AP= 3,3 M€ ; CP= 2,69 M€)
Les aides à l'investissement à destination des structures de l'ESS et de l'économie circulaire sont de 2,46 M€ en CP. Dans ce domaine, la collectivité a inscrit sur le long terme l'abondement des dispositifs de fonds de prêts permettant d'allouer des micro-crédits et prêts d'honneur à destination des TPE et structures de l'ESS. Les subventions sont accordées en contrepartie nationale des fonds européens.

**Le co-développement régional (AE/AP= 5,98 M€ ; CP= 3,52 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 3,27 M€ ; CP= 2 M€)**
Fonctionnement : (AE= 5,33 M€ ; CP= 2,89 M€) (contre en 2024 : AE= 3,22 M€ ; CP= 1,93 M€)
Les opérations de coopération concernent principalement les pays de la zone Océan Indien. La collectivité apporte la majorité de la contrepartie nationale nécessaire à la mise en œuvre du programme de coopération INTERREG Océan Indien. Il est ainsi prévu le renforcement des accompagnements (individuels et collectifs) au bénéfice des porteurs de projets émargeant notamment sur des fiches à dynamiser (économie, éducation, sport, coopération agricole, projets de petit format). Pour concrétiser ces actions, un montant de 2,68 M€ en CP est inscrit, ce qui représente une hausse de + 54,8 % en 2025.

**Le numérique (AE/AP= 5,85 M€ ; CP= 7,52 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 6,07 M€ ; CP= 4,96 M€)**
Investissement : (AP= 4,31 M€ ; CP= 5,67 M€) (contre en 2024 : AP= 4,58 M€ ; CP= 3,29 M€)
Dans le secteur du numérique et de l'innovation, les crédits prévus sont de 2,9 M€ soit une hausse de + 151,3 % pour le financement de la régie très haut débit (Réunion THD) afin de poursuivre l'aménagement numérique du territoire. A ce titre, Réunion THD devra initier avec l'ensemble des opérateurs volontaires, un projet de nouveau câble sous-marin en préparation de l'obsolescence prochaine du câble SAFE.
Par ailleurs, le dispositif « Kap Numerik » en faveur des entreprises sera financé à hauteur de 2,5 M€ soit une progression de + 58 %. Il s'agit d'accélérer la transformation numérique des entreprises pour améliorer leur productivité et développer davantage la digitalisation de leur processus par le biais d'investissements matériels et immatériels.

## AXE 3 : LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE (AE/AP= 1 041,12 M€ ; CP= 352,23 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 174,61 M€ ; CP= 333,93 M€)

### Des infrastructures modernes (AE/AP= 846,2 M€ ; CP= 133,8 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 1,2 M€ ; CP= 137,7 M€)

Investissement : (AP= 846 M€ ; CP= 133,6 M€) (contre en 2024 : AP= 1 M€ ; CP= 137,5 M€)

Le budget prévu en 2025 concerne principalement les travaux de la NRL pour un montant constant de 130,6 M€ en CP. Les premiers travaux de la seconde phase entre la Grande Chaloupe et La Possession seront engagés dès 2025 avec le raccordement à La Possession. En parallèle, l'appel d'offres pour les travaux du nouveau viaduc sera lancé. Il est ainsi prévu un montant de 846,2 M€ en AP.

De plus, d'autres grands travaux routiers destinés à doter l'île d'infrastructures modernes sont programmés.

Parmi ces projets, une attention particulière sera portée sur la décongestion aux entrées de villes. Les études, concertations, procédures ou travaux se poursuivront sur plusieurs opérations dont :

- la contournante de Saint-Joseph (RN2) ;
- la liaison RN1- RN1C- RN5 (contournement par l'est de Saint-Louis), avec un mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SPL Maraina ;
- le lancement des études du nouveau pont sur l'Etang Saint-Paul.

### La mobilité durable (AE/AP= 70,13 M€ ; CP= 89,23 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 42,13 M€ ; CP= 81,05 M€)

Fonctionnement : (AE= 1,73 M€ ; CP= 37,87 M€) (contre en 2024 AE= 2,74 M€ ; CP= 33,16 M€)

Depuis 2017, La région gère le réseau Car Jaune et assure l'exploitation des gares routières. Pour le financement de ce réseau dans le budget annexe Transport, un budget de 36,14 M€ en CP est prévu. Ce montant est en augmentation en prévision de la future délégation de service public (DSP) du réseau Car Jaune en 2025. Le futur projet Car Jaune 2025-2031 vise à renforcer l'offre de transports en commun et à préparer la transition vers un réseau ferré régional pour améliorer les déplacements quotidiens et réduire la congestion routière à La Réunion.

Par ailleurs, La Région poursuit son engagement en faveur du covoiturage en renouvelant le dispositif KAROS dont les modalités seront revues en 2025 en fonction du partenariat de l'Etat avec le fonds vert. Une enveloppe de 1 M€ est inscrite pour le fonctionnement du dispositif.

Investissement : (AP= 68,4 M€ ; CP= 51,36 M€) (contre en 2024 AP= 39,39 M€ ; CP= 47,89 M€)

Une enveloppe de 46,25 M€ en CP est prévu pour la réalisation des projets en faveur des transports en commun, soit une progression de +21,9 %. Ainsi, les projets intègrent les modes doux avec le développement des voies réservées aux transports en commun (VRTC).

Parmi les opérations programmées en 2025, figurent la RN2-requalification de la RN2 en traversée de Saint-Benoît, RN2–VRTC entre Cambuston et Bel air à Sainte-Suzanne, RN1–Voie de bus Bellemène/Savannah à Saint-Paul, Nouvelle voie urbaine du Tampon–projet CASUD.

De plus, dans le cadre du réseau Car jaune, des crédits à hauteur de 1,1 M€ sont prévus pour la reprise des biens auprès de l'ancien délégataire. Par ailleurs, des études sur la billettique et sur la réalisation de futurs pôles d'échange à Sainte-Thérèse et à Bel Air Sainte-Suzanne sont planifiées à hauteur de 1 M€ en vue du futur réseau régional de transport guidé. Des aménagements de gares routières avec des abri-vélos sont programmés ainsi que des travaux de mise en accessibilité et équipements des points d'arrêt pour 1 M€.

### Le réseau routier (AE/AP= 81,57 M€ ; CP= 90,77 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 80,65 M€ ; CP= 66,66 M€)

Fonctionnement : (AE= 7,5 M€ ; CP= 7,5 M€) (contre en 2024 : AE= 8,25 M€ ; CP= 7,55 M€)

S'agissant de la préservation et la sécurisation du patrimoine routier, les dépenses de fonctionnement pour l'entretien et l'exploitation du réseau s'élèvent à 4,8 M€ en CP. Ce budget d'exploitation est stable et permet de maintenir en opérationnel les 675 km du réseau routier et les ouvrages qui le composent. Il assure également les réparations à la suite de phénomènes exceptionnels (cyclones, fortes pluies, crues, grands éboulements...).

La mise en œuvre des opérations d'entretien et d'exploitation du réseau est en partie effectuée par l'intermédiaire du Syndicat Mixte du Parc Routier de La Réunion (SMPRR), dont la Région est membre. La participation au SMPRR est de 2 M€ en CP.

Investissement : (AP= 74,07 M€ ; CP= 83,27 M€) (contre en 2024 : AP= 72,4 M€ ; CP= 59,11 M€)
Concernant la conservation, la modernisation et le développement du réseau routier régional, un montant de 74,08 M€ en CP est attribué au programme régional des routes soit une augmentation de + 61,4 %.
Parmi les opérations prévues en lien avec le développement du réseau figurent les travaux de la RN5– sécurisation accès à Cilaos et la RN1A–Aménagement échangeur Carosse et voie verte à Saint Gilles.
Par ailleurs, d'autres travaux routiers sont affectés au SMPRR pour un coût de 5,3 M€ en CP sur le budget régional. L'aménagement des pistes forestières représente 1,7 M€. Les travaux de la collectivité dans ce domaine concernent les routes forestières à fort enjeu touristique qui sont principalement situées dans les Hauts (route du Volcan, route du Tévelave, route des Tamarins, route de la Plaine d'Affouches...).

**Le rééquilibrage harmonieux du territoire (AE/AP= 9,98 M€ ; CP= 7,16 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 7,57 M€ ; CP= 7,04 M€)**
Fonctionnement : (AE= 2,28 M€ ; CP= 2,09 M€) (contre en 2024 : AE= 2,12 M€ ; CP= 2,25 M€)
En matière d'aménagement du territoire, les charges liées à la révision du SAR 2022-2026 représentent 0,35 M€, les aides au développement territorial sont de 0,57 M€ et les subventions dans le domaine de la biodiversité sont de 0,96 M€ soit une hausse de +61,9 %. Cette dernière dépense comprend les frais de fonctionnement de l'Agence Régionale de la Biodiversité (0,3 M€).

Investissement : (AP= 7,7 M€ ; CP= 5,07 M€) (contre en 2024 : AP= 5,45 M€ ; CP= 4,8 M€)
Le dispositif de plan de relance régional (PRR) dans le secteur de l'aménagement et du bâtiment représente 1,13 M€ en CP pour solder divers projets.
Par ailleurs, dans le cadre du projet partenarial d'aménagement (PPA) signé en 2020 avec le GIP Ecocité et le Territoire de l'Ouest, la collectivité interviendra financièrement dans le projet de l'Ecocité à Cambaie (Pôle vélo-glisse et village des initiatives). Le budget consacré est de 1,5 M€ en CP.

**Le traitement des déchets et le cadre de vie (AE/AP= 12,06 M€ ; CP= 11,78 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 11,91M€ ; CP= 13,23 M€)**
Fonctionnement : (AE= 10,7 M€ ; CP= 10,14 M€) (contre en 2024 : AE= 10,32 M€ ; CP= 10,43 M€)
Les dépenses environnementales sont allouées principalement au dispositif des emplois verts (PEC et lutte antivectorielle) qui mobilise un budget de 8,33 M€ en CP. S'agissant des actions de prévention et du traitement des déchets, la Région accompagne les acteurs publics et privés. A ce titre, elle est membre des deux Syndicats Mixtes de Traitement des Déchets (ILEVA et SYDNE) et contribue à leur frais de fonctionnement à hauteur de 0,9 M€. Par ailleurs, elle apporte son soutien dans l'animation des filières du BTP (CER BTP) (40 K€), des déchets agricoles non organiques et organiques (Eco-agri Réunion, Chambre d'Agriculture) (45 K€) et contribue au suivi du programme d'actions de l'observatoire réunionnais des déchets (AGORAH)

**L'autonomie énergétique (AE/AP= 21,18 M€ ; CP= 19,49 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 31,15 M€ ; CP= 28,25 M€)**
Investissement : (AP= 20,76 M€ ; CP= 18,84 M€) (contre en 2024 : AP= 30,75M€ ; CP= 27,51 M€)
Afin d'accélérer l'autonomie énergétique de l'île, un budget de 18,84 M€ est prévu en 2025. Les financements sont affectés principalement vers les aides aux photovoltaïques (7,72 M€), à l'équipement de chauffe-eau solaire (2,54 M€) et à la rénovation énergétique des logements des particuliers.
Ainsi, en 2025, les aides sont maintenues sur divers dispositifs en cours tels que le Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique (programme SARE) à hauteur de 0,25 M€ ou le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (programme SLIME) qui permet aux foyers modestes de lutter contre la précarité énergétique à hauteur de 1,75 M€.
Le dispositif d'aide à la réalisation de diagnostics énergétiques EFFI'KAZ qui permet aux propriétaires de logements d'identifier les travaux à réaliser pour les rendre performants thermiquement et énergétiquement, représente 0,43 M€.

Par ailleurs, d'autres dispositifs sont proposés afin de mobiliser les acteurs pour la transition énergétique du territoire dans les domaines suivants :
- le développement de l'éolien off-shore au large des côtes de La Réunion (0,25 M€) ;
- la réhabilitation des microcentrales du Bras des Lianes dont les travaux s'appuieront sur le rapport d'audit de 2023 (1 M€) ;
- la déclinaison, avec le soutien de la SPL Horizon Réunion, des actions régionales qui contribuent à l'autonomie énergétique du territoire (solaire, éolien, hydraulique, biomasse, géothermie, énergies marines...) (1,06 M€).

## LES MISSIONS TRANSVERSALES

**Finances (AE/AP= 16,25 M€ ; CP= 98,79 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 13,26 M€ ; CP= 130,67 M€)**

Fonctionnement : (AE= 8,85 M€ ; CP= 31,23 M€) (contre en 2024 : AE= 7,2 M€ ; CP= 52,44 M€)

Ce poste comptabilise principalement les charges financières de la dette pour un montant de 30,49 M€ en 2025 soit + 0,8 % dans un contexte de taux d'intérêts élevés.
Les provisions de l'exercice précédent de 21,5 M€ ne sont pas reconduites en 2025.

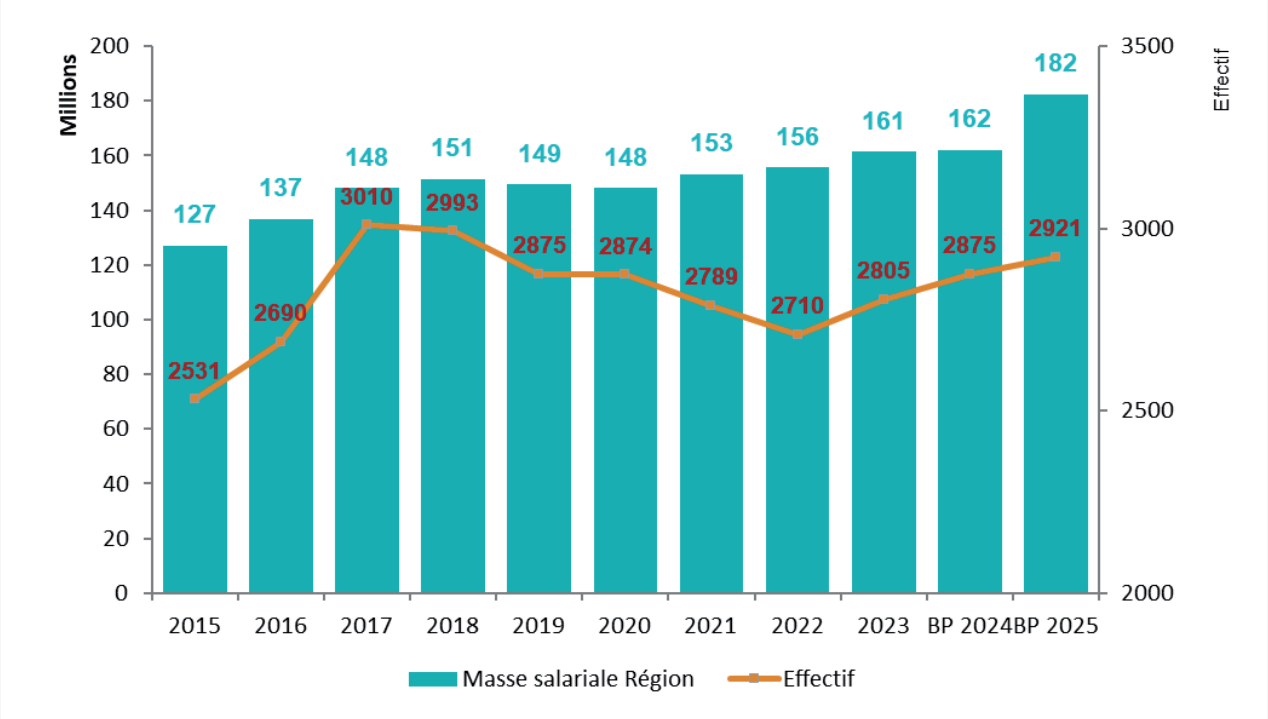
Investissement : (AP= 7,4 M€ ; CP= 67,56 M€) (contre en 2024 : AP= 6,06 M€ ; CP= 78,23 M€)

Le remboursement du capital des emprunts représente un montant de 67,2 M€ soit une diminution de - 14 %, à la suite du remboursement de deux contrats de prêts arrivés à terme auprès du Crédit Agricole au 15/11/2024 et de la Caisse d'Epargne au 01/01/2025.

**Ressources humaines (AE/AP= 4,99 M€ ; CP= 187,88 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 4,6 M€ ; CP= 166,26 M€)**

Fonctionnement : (AE= 4,96 M€ ; CP= 187,85 M€) (contre en 2024 : AE= 4,58 M€ ; CP= 166,24 M€)

**Evolution de la masse salariale de 2015 à 2025 :**



La charge totale de personnel évolue globalement de + 13 % pour un montant total de 187,85 M€ en fonctionnement. La masse salariale s'établit, pour sa part, à 182,46 M€ en 2025.
La masse salariale a été fortement impactée en 2024 par plusieurs revalorisations nationales intervenues entre 2023 et 2024 pour un coût total de 5,1 M€. Les mesures nationales de revalorisation de 2023 représentent 3,5 M€ et 1,6 M€ pour 2024.
Par ailleurs, le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2025 introduit une augmentation de 4 points du taux de cotisation des employeurs territoriaux à la CNRACL. Cette hausse aura un impact budgétaire direct en alourdissant les charges patronales à hauteur + 2,0 M€.

**Système d'information et des organisations (AE/AP= 8,33 M€ ; CP= 8,96 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 8,68 M€ ; CP= 7,5 M€)**
Fonctionnement : (AE= 3,27 M€ ; CP= 3,27 M€) (contre en 2024 : AE= 2,9 M€ ; CP= 2,35 M€)
Les dépenses de ce poste sont liées à la maintenance des systèmes d'information de la Région ainsi qu'aux frais de télécommunication et d'internet. Un montant de 3,27 M€ en CP est prévu pour que le réseau soit opérationnel.

Investissement : (AP= 5,06 M€ ; CP= 5,69 M€) (contre en 2024 : AP= 5,78 M€ ; CP= 5,15 M€)
Les opérations d'investissement concernent les études informatiques afin de préparer la mise en œuvre des projets de modernisation des services (dématérialisation, sécurité de l'information...) à hauteur de 0,55 M€. Il s'agit également d'investir dans des équipements informatiques nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité (ordinateurs, équipements wifi, logiciels...). Il est prévu un budget de 4,7 M€ à ce titre.

**Patrimoine (AE/AP= 5,47 M€ ; CP= 7,3 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 5,73 M€ ; CP= 16,1 M€)**
Fonctionnement : (AE= 3,85 M€ ; CP= 4,2 M€) (contre en 2024 : AE= 2,09 M€ ; CP= 2,67 M€)
Les locations immobilières représentent un montant de 3,5 M€ en CP et progressent de 75 % à la suite de l'augmentation des locations sur le site de Cadjee, le temps des travaux de réhabilitation du site MRST. Il est ensuite envisagé une rationalisation de l'occupation des locaux en procédant au regroupement des services et des directions sur des sites de propriété de la Région.

Investissement : (AP= 1,62 M€ ; CP= 3,1 M€) (contre en 2024 : AP= 3,64 M€ ; CP= 13,42 M€)
Des travaux sont prévus sur les bâtiments de la Région (Hôtel de Région, MRST, rénovation des locaux administratifs et nouveaux espaces de coworking) pour un coût total de 1,5 M€. La baisse du budget patrimonial de (-) 76,9 % s'explique par le paiement échelonné de la VEFA de Saint-Paul sur la période 2022-2024.

**Administration générale (AE/AP= 10,76 M€ ; CP= 13,84 M€) (contre en 2024 : AE/AP= 11,24 M€ ; CP= 14,78 M€)**
Fonctionnement : (AE= 8,1 M€ ; CP= 11,13 M€) (contre en 2024 : AE= 8 M€ ; CP= 11,09 M€)
Les dépenses d'administration générale concernent principalement les moyens généraux. Ces charges d'un montant de 4,24 M€ en CP, soit (-) 2,5 % en 2025. Parmi les postes importants figurent les frais de gardiennage (0,527 M€ contre 0,7 M€ en 2024), l'entretien des bâtiments administratifs (1,14 M€ contre 1,18 M€ en 2024), la consommation électrique (0,5 M€ contre 0,48 M€ en 2024) et celle du carburant (0,3 M€ contre 0,35 M€ en 2024).

Investissement : (AP= 2,66 M€ ; CP= 2,71 M€) (contre en 2024 : AP= 3,23 M€ ; CP= 3,7 M€)
Les dépenses d'investissement représentent un montant de 2,64 M€ en CP en diminution de – 27,4 %. Cette baisse s'explique par le renouvellement du parc automobile dont les marchés ont été principalement exécutés sur 2023 et pour partie en 2024.
Pour le prochain exercice, la prévision porte sur le règlement d'un solde à hauteur de 0,23 M€.
Par ailleurs, un budget de 1,5 M€ est alloué à l'aménagement des bâtiments administratifs (travaux d'aménagement de la cafétéria, installation de systèmes d'arrosage, divers travaux sur les bâtiments publics de la collectivité, ...)

**Autres (AE/AP= 15,22 M€ ; CP= 4,62 M€ (contre en 2024 : AE/AP= 8,58 M€ ; CP= 3,97 M€)**
Fonctionnement : (AE= 15,02 M€ ; CP= 4,52 M€) (contre en 2024 : AE= 8,38 M€ ; CP= 3,77 M€)
Ces charges concernent diverses actions de promotion (y compris Europe et INTERREG) et de communication que la collectivité réalise sur différents supports (numérique et papier).


RE
NY
ON

# B - LES BUDGETS ANNEXES SANS AUTONOMIE FINANCIÈRE

## I. LE BUDGET ANNEXE TRANSPORT

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| 43 252 000 | 43 252 000 |

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| - | - |
| 43 252 000 | 43 252 000 |

Les dépenses réelles du budget annexe Transport s'élèvent à **43,25 M€** uniquement en fonctionnement.

Le détail des postes de charge sont les suivants :

| Dépenses réelles | BP 2024 | BP 2025 | Evolution |
|---|---|---|---|
| **DSP CAR JAUNE 2015-2024** | 25 600 000 | 30 800 000 | 20,3% |
| **GESTION RESEAU CAR JAUNE 2015-2024** | 585 000 | 500 000 | -14,5% |
| **CONTROLE QUALITE** | 100 000 | 10 000 | -90,0% |
| **ACCOMPAGNEMENT AU SOL** | 510 000 | 510 000 | 0,0% |
| **FRAIS DE NETTOYAGE DES GARES - DL** | 450 000 | 315 000 | -30,0% |
| **MAINTENANCE VIDEO PROTECTION GARES ROUTIERES** | 10 000 | 10 000 | 0,0% |
| **FONCTIONNEMENT DES GARES ROUTIERES** | 200 000 | 200 000 | 0,0% |
| **PRESTATIONS SECURITE SUR RESEAU CAR JAUNE** | 315 000 | 315 000 | 0,0% |
| **REVERSEMENT DGD AUTRES AOTU** | 6 880 000 | 6 880 000 | 0,0% |
| **COMPENSATION SUITE TRANSFERT COMPETENCE CASUD** | 1 012 000 | 1 012 000 | 0,0% |
| **VERSEMENT AUX AOTU EXTRA-MUROS** | 2 450 000 | 2 400 000 | -2,0% |
| **REVERSEMENT REUN'PASS AUX EPCI** | 300 000 | 300 000 | 0,0% |
| **TOTAL** | **38 412 000** | **43 252 000** | **12,6%** |

| Plan de financement des dépenses réelles de fonctionnement | BP 2024 | BP 2025 | Evolution |
|---|---|---|---|
| **Subventions et participations Région Réunion** | 31 215 000 | 36 142 500 | 15,8% |
| **Compensation de transfert du Département** | 7 082 000 | 7 082 000 | 0,0% |
| **Redevance pour location de bus** | 115 000 | 27 500 | -76,1% |
| **TOTAL** | **38 412 000** | **43 252 000** | **12,6%** |

En dépense, le poste DSP Car Jaune est en augmentation de + 20,30% en raison d'une part du renforcement de l'offre aux heures de pointe sur les liaisons les plus fréquentées et d'autre part, de la volonté d'apporter un service de qualité aux usagers.

Le plan de financement prévoit une participation plus importante de la subvention Région vers le Budget Annexe Transport de 36,14 M€ (contre 31,22 M€ en 2024). Ce montant est en augmentation de +15,8 % en 2025 en prévision de la future délégation de service public (DSP) du réseau Car Jaune en 2025. Le futur projet Car Jaune 2025-2031 vise à améliorer les déplacements quotidiens et à réduire la congestion routière à La Réunion.

## II. LE BUDGET ANNEXE ÉNERGIE

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| **73 000** | **73 000** |

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| - | - |
| **73 000** | **73 000** |

Les dépenses réelles du budget annexe Energie s'élèvent à **0,73 M€** uniquement en fonctionnement.

Le détail des postes de charge sont les suivants :

| Dépenses réelles | BP 2024 | BP 2025 | Evolution |
|---|---|---|---|
| **MAINTENANCE** | 15 000 | 5 000 | -66,7% |
| **CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES** | 20 000 | 1 000 | -95,0% |
| **REMBOURSEMENT DE FRAIS*** | 40 000 | 30 000 | -25,0% |
| **PERSONNEL AFFECTE PAR COLLECTIVITE RATTACHEMENT** | 45 000 | 35 000 | -22,2% |
| **CHARGES DIVERSES GESTION COURANTE** | 1 000 | 1 000 | 0,0% |
| **TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS** | 5 000 | 1 000 | -80,0% |
| **TOTAL** | **126 000** | **73 000** | **-42,1%** |

** les frais de maintenance des équipements de la centrale sont portés financièrement sur le budget principal et refacturés en fin d'exercice vers le budget annexe.*

| Plan de financement des dépenses réelles de fonctionnement | BP 2024 | BP 2025 | Evolution |
|---|---|---|---|
| **Redevance location toiture** | 105 000 | 42 000 | -60,0% |
| **Ventes d'électricité – microcentrale** | 20 000 | 30 000 | 50,0% |
| **Autres produits divers gestion courante** | 1 000 | 1 000 | 0,0% |
| **TOTAL** | **126 000** | **73 000** | **-42,1%** |

La vente d'électricité est en baisse en raison des travaux sur la microcentrale des Bras des Lianes. De plus, concernant la redevance pour la location des toitures, un montant plus important a été inscrit sur la période précédente car des titres non pas été émis antérieurement et la recette a été régularisée en 2024.

## III. LE BUDGET ANNEXE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DES MUSÉES

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| - | - |

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| **2 848 000** | **2 848 000** |
| **2 848 000** | **2 848 000** |

### SECTION D'INVESTISSEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| - | - |

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| **2 848 000** | **2 848 000** |
| **2 848 000** | **2 848 000** |

Les inscriptions au BP 2025 concernent les dépenses et recettes d'ordre budgétaire et correspondent aux amortissements sur une durée de 15 ans, des dépenses d'investissement pour les travaux de réhabilitation réalisés sur les musées régionaux de 2011 à 20215 et la reprise au compte de résultat de la subvention d'équilibre provenant du budget principal.

Le contrat de DSP avec la SPL RMR a été renouvelé au 1er juin 2024. Celui-ci prévoit une mise à disposition des locaux à titre gratuit, il n'y a donc plus de redevance perçue soumise à TVA dans ce budget annexe.

# C - BALANCE CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

La loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite loi ATR) a introduit une consolidation des comptes dans le secteur public local. Cette consolidation consiste, à détecter un éventuel risque en examinant, à l'aide de documents comptables, la nature des relations juridiques et/ou financières existantes entre ladite collectivité et ses partenaires, définis ici sous le terme de «partenaires privilégiés».

La consolidation des comptes consiste au minimum, en une intégration des résultats annuels du budget principal et des budgets annexes par neutralisation des transferts croisés entre budgets.

| | BUDGET NON CONSOLIDE | | BUDGET CONSOLIDE | |
|---|---|---|---|---|
| | DEPENSES | RECETTES | DEPENSES | RECETTES |
| **SECTION DE FONCTIONNEMENT** | **561 337 000** | **703 772 000** | **561 337 000** | **703 772 000** |
| **Budget Principal** | 518 012 000 | 660 447 000 | 518 012 000 | 660 447 000 |
| **Budget Annexe Energie** | 73 000 | 73 000 | 73 000 | 73 000 |
| **Budget Annexe DSP** | - | - | - | - |
| **Budget Annexe Transport** | 43 252 000 | 43 252 000 | 43 252 000 | 43 252 000 |
| **SECTION D'INVESTISSEMENT** | **520 040 000** | **377 605 000** | **520 040 000** | **377 605 000** |
| **Budget Principal** | 520 040 000 | 377 605 000 | 520 040 000 | 377 605 000 |
| **Budget Annexe Energie** | - | - | - | - |
| **Budget Annexe DSP** | - | - | - | - |
| **Budget Annexe Transport** | - | - | - | - |
| **BUDGET GENERAL** | **1 081 377 000** | **1 081 377 000** | **1 081 377 000** | **1 081 377 000** |

Il convient de relever que les flux budgétaires entre le budget principal et les 2 budgets annexes ENERGIE et DSP sont limités aux opérations de refacturations effectuées par la Région au titre des achats de matériel et de la maintenance ainsi que du coût de la mise à disposition du personnel.

Il est enfin à noter, comme rappelé plus haut, que le budget de la Région prévoit de verser en 2025 une subvention de fonctionnement de 36,14 M€ au budget annexe Transport.

# D - BUDGETS DOTÉS DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE : PÉRIODE PROGRAMMATION EUROPÉENNE 2014-2020

La collectivité a fait le choix de suivre la gestion des fonds européens dont elle assure la fonction d'autorité de gestion (FEDER 2014-2020 ET INTERREG V OI) dans des budgets distincts du budget principal et dotés de l'autonomie financière.

## I. BUDGET AUTONOME FEDER

Par délibération en date du 17 octobre 2014, le Conseil Régional a mis en place un budget annexe afin de suivre les opérations comptables liées à la gestion des fonds européens dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion pour le FEDER convergence 2014-2020.

Soumis à la nomenclature budgétaire et comptable M57, ce budget autonome est équilibré en dépenses et recettes comme suit :

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| - | - |

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| 409 889 335 | 409 889 335 |
| 409 889 335 | 409 889 335 |

### SECTION D'INVESTISSEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| - | - |

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| 409 889 335 | 409 889 335 |
| 409 889 335 | 409 889 335 |

| Objet | CP | | Observations |
|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | |
| **amortissement** | 409 889 335 | | amortissement des subventions accordées en n-1 |
| **reprise subvention** | | 409 889 335 | reprise des subventions perçues de l'UE en n-1 |
| **Total fonctionnement** | **409 889 335** | **409 889 335** | |
| **reprise subvention** | 409 889 335 | | reprise des subventions perçues de l'UE en n-1 |
| **amortissement** | | 409 889 335 | amortissement des subventions accordées en n-1 |
| **Total investissement** | **409 889 335** | **409 889 335** | |
| **Total F +I** | **819 778 670** | **819 778 670** | |

La totalité des capacités d'engagement du PO 2014-2020 (AP/AE de 1 130 000 000 €) a été ouverte au budget 2014 et a été directement engagée comptablement par la Région.

En mouvements réels, les crédits de paiement en recettes et dépenses ont été inscrits en totalité au cours des années 2014 à 2023 (programme opérationnelle et REACT-UE).

Les montants des restes à réaliser en fin d'exercice 2024, feront l'objet d'un report de crédit à inscrire au budget supplémentaire de 2025.

Les inscriptions au BP 2025 concernent les dépenses et recettes d'ordre budgétaire et correspondent aux amortissements des dépenses des subventions accordées et les reprises au compte de résultat des subventions perçues de l'Union Européenne en 2024.

## II. BUDGET AUTONOME POCT

Par délibération du Conseil Régional du 10 avril 2015, le Conseil Régional a confirmé sa volonté d'exercer la fonction d'Autorité de Gestion pour le Programme INTERREG V-OI 2014-2020 et la mise en place d'un budget doté d'une autonomie financière dans le cadre budgétaire et comptable de la nomenclature M57.

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| DÉPENSES RÉELLES |
|---|
| - |

| RECETTES RÉELLES |
|---|
| - |

| DÉPENSES D'ORDRE |
|---|
| **3 747 837** |
| **3 747 837** |

| RECETTES D'ORDRE |
|---|
| **3 747 837** |
| **3 747 837** |

## SECTION D'INVESTISSEMENT

| DÉPENSES RÉELLES |
|---|
| - |

| RECETTES RÉELLES |
|---|
| - |

| DÉPENSES D'ORDRE |
|---|
| **3 747 837** |
| **3 747 837** |

| RECETTES D'ORDRE |
|---|
| **3 747 837** |
| **3 747 837** |

| Objet | CP | | Observations |
|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | |
| **amortissement** | 3 747 837 | | amortissement des subventions accordées en n-1 |
| **reprise subvention** | | 3 747 837 | reprise des subventions perçues de l'UE en n-1 |
| **Total fonctionnement** | **3 747 837** | **3 747 837** | |
| **reprise subvention** | 3 747 837 | | reprise des subventions perçues de l'UE en n-1 |
| **amortissement** | | 3 747 837 | amortissement des subventions accordées en n-1 |
| **Total investissement** | **3 747 837** | **3 747 837** | |
| **Total F +I** | **7 495 674** | **7 495 674** | |

La totalité des capacités d'engagement (AP/AE 63 200 000 €) a été ouverte au budget 2015 et a été directement engagée comptablement par la Région.

En mouvement réel, les crédits de paiement en recettes et dépenses ont été inscrits en totalité au cours des années 2015 à 2023.

Les montants des restes à réaliser en fin d'exercice 2024, feront l'objet d'un report de crédit à inscrire au budget supplémentaire de 2025.

Les inscriptions au BP 2025 concernent les dépenses et recettes d'ordre budgétaire et correspondent aux amortissements des dépenses des subventions accordées et les reprises au compte de résultat des subventions perçues de l'Union Européenne en 2024.

# E - BUDGETS DOTÉS DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE : PÉRIODE PROGRAMMATION EUROPÉ ENNE 2021-2027

Par délibération de l'assemblée plénière en date du 25 novembre 2020, le Conseil Régional a approuvé la création de deux budgets autonomes dédiés à la gestion budgétaire des programmes Européens 2021-2027 pour le POE plurifonds FEDER / FSE et pour le POE Interreg Espace Océan Indien.

Conformément à la réglementation, ces 2 budgets seront régis sous la nomenclature M57 sous le statut de budgets annexes rattachés au budget principal de la Collectivité.

## I. BUDGET AUTONOME FEDER/FSE 2021-2027

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| 49 271 733 | 49 271 733 |
| **DÉPENSES D'ORDRE** | **RECETTES D'ORDRE** |
| 7 531 627 | 7 531 627 |
| 56 803 360 | 56 803 360 |

### SECTION D'INVESTISSEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| 152 114 956 | 152 114 956 |
| **DÉPENSES D'ORDRE** | **RECETTES D'ORDRE** |
| 7 531 627 | 7 531 627 |
| 159 646 583 | 159 646 583 |

| Objet | CP | | Observations |
|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | |
| **FONCTIONNEMENT FEDER 2021-2027** | 16 901 662 | 16 901 662 | 10% ventilé sur 7 ans en CP (2023-2029) |
| **FONCTIONNEMENT FSE 2021-2027** | 23 585 070 | 23 585 070 | ventilé sur 7 ans en CP (2023-2029) |
| **FONCT ASSISTANCE TECHNIQUE FEDER 2021-2027** | 7 605 748 | 7 605 748 | ventilé sur 7 ans en CP (2023-2029) |
| **FONCT ASSISTANCE TECHNIQUE FSE 2021-2027** | 1 179 253 | 1 179 253 | ventilé sur 7 ans en CP (2023-2029) |
| **AMORTISSEMENT** | 7 531 627 | | |
| **REPRISE SUBVENTION** | | 7 531 627 | |
| **Total fonctionnement** | **56 803 360** | **56 803 360** | |
| **INVESTISSEMENT FEDER 2021-2027** | 152 114 956 | 152 114 956 | 90% ventilé sur 7 ans en CP (2023-2029) |
| **AMORTISSEMENT** | | 7 531 627 | |
| **REPRISE SUBVENTION** | 7 531 627 | | |
| **Total investissement** | **159 646 583** | **159 646 583** | |
| **Total F +I** | **216 449 943** | **216 449 943** | |

La totalité des capacités d'engagement du POE 2021-2027 **(AP/AE= 1 409 706 821 €)** a été ouverte au budget primitif 2023. Les affectations se feront au fur et à mesure de la présentation des dossiers tout au long de l'exécution des POE.

Les recettes et les dépenses en mouvements réels proposées en crédits de paiement **(CP= 201 386 689 €)** correspondent à 1/7ème des capacités d'engagement ouvertes au budget primitif 2023.



## II. BUDGET AUTONOME INTERRREG OI 2021-2027

### SECTION DE FONCTIONNEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| 7 276 261 | 7 276 261 |

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| | - |
| 7 276 261 | 7 276 261 |

### SECTION D'INVESTISSEMENT

| DÉPENSES RÉELLES | RECETTES RÉELLES |
|---|---|
| 1 616 947 | 1 616 947 |

| DÉPENSES D'ORDRE | RECETTES D'ORDRE |
|---|---|
| - | - |
| 1 616 947 | 1 616 947 |

| Objet | CP | | Observations |
|---|---|---|---|
| | Dépenses | Recettes | |
| **FONCTIONNEMENT INTERREG 21-27** | 6 467 788 | 6 467 788 | 80% ventilé sur 7 ans en CP (2023-2029) |
| **FONCTIONNEMENT ASSIST TECHN INTERREG 21-27** | 808 473 | 808 473 | ventilé sur 7 ans en CP (2023-2029) |
| **Total fonctionnement** | **7 276 261** | **7 276 261** | |
| **INVESTISSEMENT INTERREG 21-27** | 1 616 947 | 1 616 947 | 20% ventilé sur 7 ans en CP (2023-2029) |
| **Total investissement** | **1 616 947** | **1 616 947** | |
| **Total F +I** | **8 893 208** | **8 893 208** | |

La totalité des capacités d'engagement du POE INTERREG VI 2021-2027 **(AP/AE= 62 252 459 €)** a été ouverte au budget primitif 2023. Les affectations se feront au fur et à mesure de la présentation des dossiers tout au long de l'exécution des POE.

Les recettes et les dépenses proposées en crédits de paiement **(CP= 8 893 208 €)** correspondent à 1/7ème des capacités d'engagement ouvertes au budget primitif 2023.

# ANNEXES



# ANNEXE 1
# RÉPARTITION DES CRÉDITS DE PAIEMENT 2025 PAR BUDGETS

## A) Budget principal

Le budget principal de la Région est présenté et voté par fonction, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57.
La répartition du budget 2025, équilibré en dépenses et en recettes, s'établit comme suit :

| Section | Nature Mouv. | Chapitre | Libellé chapitre | Dépenses | | Recettes |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | AP/AE | CP | |
| F | Réel | 930 | SERVICES GENERAUX | 41 052 575,00 | 89 153 107,00 | 3 445 250,00 |
| F | Réel | 9305 | GESTION DES FONDS EUROPEENS | 238 000,00 | 14 465 485,00 | 22 000 000,00 |
| F | Réel | 932 | ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE | 161 344 232,00 | 230 608 189,00 | 75 218 892,00 |
| F | Réel | 933 | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 21 203 739,00 | 30 934 878,00 | 600 000,00 |
| F | Réel | 934 | SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS APA ET RSA/REGUL. RMI) | 1 915 000,00 | 1 667 000,00 | |
| F | Réel | 935 | AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT | 3 035 421,00 | 3 214 872,00 | 307 350,00 |
| F | Réel | 936 | ACTION ECONOMIQUE | 33 126 933,00 | 32 722 482,00 | 4 124 800,00 |
| F | Réel | 937 | ENVIRONNEMENT | 12 149 600,00 | 11 811 600,00 | |
| F | Réel | 938 | TRANSPORTS | 13 976 000,00 | 72 068 149,00 | 2 460 000,00 |
| F | Réel | 940 | IMPOSITIONS DIRECTES | | 354 000 | 126 710 208,00 |
| F | Réel | 941 | AUTRES IMPOTS ET TAXES | | | 355 510 000,00 |
| F | Réel | 942 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | | | 70 070 500,00 |
| F | Réel | 943 | OPERATIONS FINANCIERES | | 30 490 000 | |
| F | Réel | 944 | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS | | 522 238 | |
| F | Réel | 945 | PROVISIONS ET AUTRES OPERATIONS MIXTES | | | |
| F | Réel | 952 | DEPENSES IMPREVUES | | | |
| **Total mouvements réels** | | | | **288 132 000** | **518 012 000** | **660 447 000** |
| F | Ordre | 946 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | | 127 915 000 | 115 515 000 |
| F | Ordre | 953 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES) | | 130 035 000 | |
| **Total mouvements d'ordre** | | | | | **257 950 000** | **115 515 000** |
| **Total Section Fonctionnement** | | | | **288 132 000** | **775 962 000** | **775 962 000** |
| I | Réel | 900 | SERVICES GENERAUX | 10 724 372,00 | 12 717 408,00 | 1 600 000,00 |
| I | Réel | 9005 | GESTION DES FONDS EUROPEENS | 5 250 000,00 | 2 340 000,00 | 60 169 585,00 |
| I | Réel | 902 | ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE | 130 254 280,00 | 74 814 110,00 | 604 100,00 |
| I | Réel | 903 | CULTURE, VIE SOCIALE, JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 12 145 000,00 | 12 446 050,00 | 1 106 111,00 |
| I | Réel | 904 | SANTE ET ACTION SOCIALE (HORS RSA) | 550 000,00 | 530 000,00 | 5 661 204,00 |
| I | Réel | 905 | AMENAGEMENT DES TERRITOIRES ET HABITAT | 12 200 000,00 | 11 462 301,00 | 6 375 000,00 |
| I | Réel | 906 | ACTION ECONOMIQUE | 37 316 348,00 | 48 664 631,00 | 57 540 000,00 |
| I | Réel | 907 | ENVIRONNEMENT | 23 261 000,00 | 21 235 500,00 | 1 600 000,00 |
| I | Réel | 908 | TRANSPORTS | 988 870 000,00 | 268 630 000,00 | 60 169 585,00 |
| I | Réel | 921 | TAXES NON AFFECTEES | | | |
| I | Réel | 922 | DOTATIONS ET PARTICIPATIONS | | | 29 000 000 |
| I | Réel | 923 | DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES | | | 213 549 000 |
| I | Réel | 950 | DEPENSES IMPREVUES | | | |
| I | Réel | 954 | PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES) | | | 2 000 000 |
| **Total mouvements réels** | | | | **1 220 571 000** | **520 040 000** | **377 605 000** |
| I | Ordre | 925 | OPERATIONS PATRIMONIALES | | 415 000 000 | 415 000 000 |
| I | Ordre | 926 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | | 115 515 000 | 127 915 000 |
| I | Ordre | 951 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (RECETTES) | | | 130 035 000 |
| **Total mouvements d'ordre** | | | | | **530 515 000** | **672 950 000** |
| **Total Section Investissement** | | | | **1 220 571 000** | **1 050 555 000** | **1 050 555 000** |
| **Total Budget 2025** | | | | **1 508 703 000** | **1 826 517 000** | **1 826 517 000** |

## B) Budget annexe transport (sans autonomie financière)

Le budget annexe Transport est présenté et voté par nature, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M4.
La répartition du budget annexe 2025, équilibré en dépenses et en recettes, s'établit comme suit :

| Section | Nature Mouv. | Chapitre | Libellé chapitre | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|---|
| F | Réel | 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 32 660 000 | |
| F | Réel | 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 10 592 000 | |
| F | Réel | 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | | 43 224 500 |
| F | Réel | 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 27 500 |
| **Total Section Fonctionnement** | | | | **43 252 000** | **43 252 000** |
| **Total Budget 2025** | | | | **43 252 000** | **43 252 000** |

## C) Budget annexe énergie (sans autonomie financière)

Le budget annexe Energie est présenté et voté par nature, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M4.
La répartition du budget annexe 2025, équilibré en dépenses et en recettes, s'établit comme suit :

| Section | Nature Mouv. | Chapitre | Libellé chapitre | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|---|
| F | Réel | 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | 36 000 | |
| F | Réel | 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 35 000 | |
| F | Réel | 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 1 000 | |
| F | Réel | 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 1 000 | |
| F | Réel | 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | | 72 000 |
| F | Réel | 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 1 000 |
| **Total Section Fonctionnement** | | | | **73 000** | **73 000** |
| **Total Budget 2025** | | | | **73 000** | **73 000** |

## D) Budget annexe DSP Musées (sans autonomie financière)

Le budget annexe DSP Musée est présenté et voté par nature, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M4.
La répartition du budget annexe 2025, équilibré en dépenses et en recettes, s'établit comme suit :

| Section | Nature Mouv. | Chapitre | Libellé chapitre | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|---|
| F | Ordre | 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 2 848 000 | |
| F | Ordre | 042 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | | 2 848 000 |
| **Total Section Fonctionnement** | | | | **2 848 000** | **2 848 000** |
| I | Ordre | 040 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 2 848 000 | |
| I | Ordre | 040 | OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | | 2 848 000 |
| **Total Section Investissement** | | | | **2 848 000** | **2 848 000** |
| **Total Budget 2025** | | | | **5 696 000** | **5 696 000** |

## E) Budget annexe FEDER 14-20 (avec autonomie financière)

Le budget annexe FEDER 14-20 est présenté et voté par fonction, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57.
La répartition du budget annexe 2025, équilibré en dépenses et en recettes, s'établit comme suit :

| Section | Nature Mouv. | Chapitre | Libellé chapitre | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|---|
| F | Ordre | 946 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 409 889 335 | |
| F | Ordre | 946 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | | 409 889 335 |
| **Total Section Fonctionnement** | | | | **409 889 335** | **409 889 335** |
| I | Ordre | 926 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 409 889 335 | |
| I | Ordre | 926 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | | 409 889 335 |
| **Total Section Investissement** | | | | **409 889 335** | **409 889 335** |
| **Total Budget 2025** | | | | **819 778 670** | **819 778 670** |

## F) Budget annexe POCT 14-20 (avec autonomie financière)

Le budget annexe POCT 14-20 est présenté et voté par fonction, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57.
La répartition du budget annexe 2025, équilibré en dépenses et en recettes, s'établit comme suit :

| Section | Nature Mouv. | Chapitre | Libellé chapitre | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|---|
| F | Ordre | 946 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 3 747 837 | |
| F | Ordre | 946 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | | 3 747 837 |
| **Total Section Fonctionnement** | | | | **3 747 837** | **3 747 837** |
| I | Ordre | 926 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 3 747 837 | |
| I | Ordre | 926 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | | 3 747 837 |
| **Total Section Investissement** | | | | **3 747 837** | **3 747 837** |
| **Total Budget 2025** | | | | **7 495 674** | **7 495 674** |

## G) Budget annexe FEDER/FSE 21-27 (avec autonomie financière)

Le budget annexe FEDER/FSE 21-27 est présenté et voté par fonction, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57.
La répartition du budget annexe 2025, équilibré en dépenses et en recettes, s'établit comme suit :

| Section | Nature Mouv. | Chapitre | Libellé chapitre | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|---|
| F | Réel | 9305 | GESTION DES FONDS EUROPEENS | 49 271 733 | 49 271 733 |
| **Total mouvements réels** | | | | **49 271 733** | **49 271 733** |
| F | Ordre | 946 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 7 531 627 | 7 531 627 |
| **Total mouvements d'ordre** | | | | **7 531 627** | **7 531 627** |
| **Total Section Fonctionnement** | | | | **56 803 360** | **56 803 360** |
| I | Réel | 9005 | GESTION DES FONDS EUROPEENS | 152 114 956 | 152 114 956 |
| **Total mouvements réels** | | | | **152 114 956** | **152 114 956** |
| I | Ordre | 926 | TRANSFERTS ENTRE LES SECTIONS | 7 531 627 | 7 531 627 |
| **Total mouvements d'ordre** | | | | **7 531 627** | **7 531 627** |
| **Total Section Investissement** | | | | **159 646 583** | **159 646 583** |
| **Total Budget 2025** | | | | **216 449 943** | **216 449 943** |

## H) Budget annexe INTERREG OI 21-27 (avec autonomie financière)

Le budget annexe INTERREG OI FSE 21-27 est présenté et voté par fonction, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57.
La répartition du budget annexe 2025, équilibré en dépenses et en recettes, s'établit comme suit :

| Section | Nature Mouv. | Chapitre | Libellé chapitre | Dépenses | Recettes |
|---|---|---|---|---|---|
| F | Réel | 9305 | GESTION DES FONDS EUROPEENS | 7 276 261 | 7 276 261 |
| **Total Section Fonctionnement** | | | | **7 276 261** | **7 276 261** |
| I | Réel | 9005 | GESTION DES FONDS EUROPEENS | 1 616 947 | 1 616 947 |
| **Total Section Investissement** | | | | **1 616 947** | **1 616 947** |
| **Total Budget 2025** | | | | **8 893 208** | **8 893 208** |

# ANNEXE 2
# PRÉSENTATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME NOUVELLES OU ABONDÉES ET INSTANCE DÉCISIONNELLE

| AUTORISATION DE PROGRAMMES | | | | Chapitres | Montant | Instance décisionnelle* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro | | | Libellé | | | |
| P091-0001 | 1 | 2022 | ADAPTATION POSTE DE TRAVAIL | 900 | 30 000,00 | ordonnateur |
| P144-0001 | 1 | 2023 | INVESTISSEMENT COOPERATION REGIONALE | 900 | 650 000,00 | cperma |
| P192-0001 | 1 | 2022 | ACQUISITION DE MATERIEL DE TRANSPORT 2022 | 900 | 225 000,00 | ordonnateur |
| P192-0002 | 1 | 2022 | MATERIEL DE BUREAU MOBILIER ET TELEPHONE | 900 | 500 000,00 | ordonnateur |
| P192-0003 | 1 | 2022 | MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES 2022 | 900 | 350 000,00 | ordonnateur |
| P192-0004 | 1 | 2022 | AMENAGEMT BAT ADMIN MIS A DISPO OU LOUE | 900 | 1 500 000,00 | ordonnateur |
| P192-0005 | 1 | 2022 | MATERIEL ET MOBILIER AGILE 2022 | 900 | 10 000,00 | ordonnateur |
| P192-0011 | 1 | 2022 | DEPOTS ET MARQUES 2022 | 900 | 1 000,00 | ordonnateur |
| P195-0001 | 1 | 2022 | INVESTISSEMENT CESR 2022 | 900 | 23 000,00 | ordonnateur |
| P197-0016 | 1 | 2022 | TRAVAUX ET GROSSES REPARATIONS BATIMENTS | 900 | 500 000,00 | cperma |
| P197-0035 | 1 | 2022 | MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE | 900 | 450 000,00 | cperma |
| P197-0041 | 1 | 2022 | TRAVAUX MAINTENANCE BATIMENT MO REGION | 900 | 50 000,00 | cperma |
| P197-0042 | 1 | 2022 | ETUDES DIVERSES BATIMENT REGION MO 2022 | 900 | 500 000,00 | cperma |
| P198-0001 | 1 | 2022 | ETUDES INFORMATIQUES 2022 | 900 | 500 000,00 | ordonnateur |
| P198-0002 | 1 | 2022 | EQUIPEMENT INFORMATIQUE 2022 | 900 | 4 160 000,00 | ordonnateur |
| P199-0004 | 1 | 2022 | ORGANISATION SYSTEMES INFORMATIONS 2022 | 900 | 400 000,00 | ordonnateur |
| P199-0005 | 1 | 2024 | ACQUISITION LOGICIEL | 900 | 403 372,00 | ordonnateur |
| P202-0001 | 1 | 2022 | MATERIEL DE BUREAU GROUPE ELUS 2022 | 900 | 52 000,00 | ordonnateur |
| P203-0001 | 1 | 2022 | DVPT OUTILS MULTIMEDIAS COMMUNICATION 2022 | 900 | 200 000,00 | ordonnateur |
| P206-0005 | 1 | 2024 | INV. BUDGET PARTICIPATIF LYCEEN | 900 | 100 000,00 | cperma |
| P209-0002 | 1 | 2022 | PATRIMOINE AMENAGEMT BAT ADMI MIS A DISPOSITION | 900 | 120 000,00 | ordonnateur |
| P130-0021 | 1 | 2022 | FEAMPA INVESTISSEMENT | 9005 | 4 850 000,00 | cperma |
| P130-0022 | 1 | 2022 | FEAMPA INVESTISSEMENT <23K | 9005 | 400 000,00 | ordonnateur |
| P110-0001 | 1 | 2022 | EQUIPEMENT LYCEES PUB 2022 | 902 | 9 884 280,00 | cperma |
| P110-0001 | 2 | 2022 | EQUIPEMENT RESTAURATION SCOLARIE 2022 | 902 | 350 000,00 | cperma |
| P110-0001 | 3 | 2022 | EQUIPEMENT DES EQUIPES MOBILES | 902 | 170 000,00 | cperma |
| P110-0002 | 1 | 2022 | EQUIPEMENT DES LYCEES PRIVES 2022 | 902 | 170 000,00 | cperma |
| P110-0005 | 1 | 2022 | CARTABLE NUMERIQUE 2022 | 902 | 8 800 000,00 | cperma |
| P110-0006 | 1 | 2022 | EQUIPEMENT INFORMATIQUE 2022 | 902 | 100 000,00 | cperma |
| P110-0007 | 1 | 2024 | VOIE PROFESSIONNELLE | 902 | 2 000 000,00 | cperma |
| P110-0008 | 1 | 2024 | PLAN LECTURE LYCEE | 902 | 800 000,00 | cperma |
| P111-0002 | 1 | 2022 | EQUIPEMENT ET CONSTR UNIVERSITE | 902 | 1 200 000,00 | cperma |
| P112-0001 | 1 | 2022 | EQUIPEMENT DES CENTRES 2022 | 902 | 4 625 000,00 | cperma |
| P121-0001 | 1 | 2024 | SOUTIEN A LA RECHERCHE 2024 | 902 | 320 000,00 | cperma |
| P121-0001 | 2 | 2024 | SOUTIEN RECHERCHE 2024 CPN | 902 | 1 400 000,00 | cperma |
| P121-0002 | 1 | 2024 | EQUIPEMENT CONSTRUCT | 902 | 50 000,00 | cperma |
| P121-0002 | 2 | 2024 | EQUIPEMENT CONSTRUCT CPN | 902 | 2 000 000,00 | cperma |
| P197-0001 | 1 | 2022 | CONSTRUCTION SCOLAIRES MO REG | 902 | 47 800 000,00 | cperma |
| P197-0002 | 1 | 2022 | TRAVAUX MAINTENANCE LYCEES 2022 | 902 | 15 735 000,00 | cperma |
| P197-0003 | 1 | 2022 | REHAB. ET RETRUCT LYCEES MO | 902 | 4 600 000,00 | cperma |
| P197-0006 | 1 | 2022 | TRAVAUX MAINTENANCE SUBV 2022 | 902 | 2 000 000,00 | cperma |
| P197-0007 | 1 | 2022 | CONSTRUCTION DES CENTRES MO | 902 | 3 500 000,00 | cperma |
| P197-0008 | 1 | 2024 | TRAVAUX SUR LES CENTRES | 902 | 200 000,00 | cperma |
| P197-0009 | 1 | 2022 | SUBV. TRAVAUX SUR CENTRES FORMATION 2022 | 902 | 400 000,00 | cperma |
| P197-0031 | 1 | 2022 | MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOV THERMIQUE ET ENERGETIQUE 2022 | 902 | 12 000 000,00 | cperma |
| P197-0043 | 1 | 2022 | TRAVAUX MAINTENANCE CENTRE MO 2022 | 902 | 2 000 000,00 | cperma |

| AUTORISATION DE PROGRAMMES | | | | Chapitres | Montant | Instance décisionnelle* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro | | | Libellé | | | |
| P197-0044 | 1 | 2022 | RENOVATION CONFORT THERMIQ LYCEE 2022 | 902 | 8 900 000,00 | cperma |
| P205-0010 | 1 | 2022 | DEPENSES INVESTISSEMENT CPOI -DL 2022 | 902 | 400 000,00 | ordonnateur |
| P209-0007 | 1 | 2022 | PATRIMOINE ACQUISITION FONCIERE DES LYCEES 2022 | 902 | 450 000,00 | cperma |
| P209-0009 | 1 | 2022 | ACQUISITION FORMATION PROFESSIONNELLE 2022 | 902 | 400 000,00 | cperma |
| P150-0001 | 1 | 2022 | CNR-ACQUISITION ET TRAVAUX 2022 | 903 | 280 000,00 | cperma |
| P150-0002 | 1 | 2022 | EQUIPTS STRUCT MUSEALE 2022 | 903 | 100 000,00 | cperma |
| P150-0004 | 1 | 2022 | SUBV. EQUIPEMENTS COMMUNES 2022 | 903 | 300 000,00 | cperma |
| P150-0005 | 1 | 2022 | SUBV. PROTECTION PATRIMOINE 2022 | 903 | 120 000,00 | cperma |
| P150-0006 | 1 | 2022 | SUBV EQUIPT ASS CULTURELLE 2022 | 903 | 1 300 000,00 | cperma |
| P150-0007 | 1 | 2022 | ETUDES GRANDS PROJETS 2022 | 903 | 50 000,00 | cperma |
| P150-0008 | 1 | 2022 | OEUVRES D'ART REGION 2022 | 903 | 100 000,00 | ordonnateur |
| P150-0010 | 1 | 2022 | TRAVAUX STRUCT MUSEALES 2022 | 903 | 150 000,00 | cperma |
| P150-0017 | 1 | 2022 | EQUIPT SALLE DE SPECTACLE 2022 | 903 | 100 000,00 | cperma |
| P150-0018 | 1 | 2022 | AIDES AUX ENTREPRISES CULTURELLES 2022 | 903 | 250 000,00 | cperma |
| P150-0022 | 1 | 2022 | REHABILITATION PATRIMOINE PROTEGE 2022 | 903 | 100 000,00 | cperma |
| P150-0026 | 1 | 2022 | SERVICE REGIONALE DE L'INVENTAIRE | 903 | 50 000,00 | cperma |
| P150-0027 | 1 | 2022 | MISE EN TOURISME PATRIMOINE CULTUREL | 903 | 50 000,00 | cperma |
| P150-0028 | 1 | 2024 | DIVERSES ACQUISITIONS EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE | 903 | 80 000,00 | ordonnateur |
| P151-0001 | 1 | 2022 | SUBV. CONSTR. RENOVATION | 903 | 280 000,00 | cperma |
| P151-0003 | 1 | 2022 | SUBV EQUIPT SPORT | 903 | 400 000,00 | cperma |
| P151-0005 | 1 | 2022 | AIDES EQUIPEMENT ETAT | 903 | 270 000,00 | cperma |
| P151-0008 | 1 | 2022 | RENOVATION EQUIPT SPORTIFS REGIONAUX | 903 | 250 000,00 | ordonnateur |
| P151-0009 | 1 | 2022 | INST REGIONAL SPORT OCEAN INDIEN | 903 | 100 000,00 | cperma |
| P151-0010 | 1 | 2022 | DIVERS INVESTISSEMENT SPORT | 903 | 15 000,00 | ordonnateur |
| P197-0010 | 1 | 2022 | CONSTRUCTION EQUIPT SPORTIFS | 903 | 4 000 000,00 | cperma |
| P197-0012 | 1 | 2022 | TRAVAUX CNR MO REGION | 903 | 100 000,00 | cperma |
| P197-0026 | 1 | 2022 | TRAVAUX STRUCTURES MUSEALES | 903 | 1 700 000,00 | cperma |
| P197-0032 | 1 | 2022 | MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE RENOVATION THERMIQUE ET ENERGETIQUE 2022 | 903 | 1 500 000,00 | cperma |
| P197-0045 | 1 | 2022 | TRAVAUX MAINTENANCE EPS MO | 903 | 500 000,00 | cperma |
| P206-0002 | 1 | 2022 | INVEST. AIDES ALIMENTAIRES | 904 | 250 000,00 | cperma |
| P206-0004 | 1 | 2024 | INV.EGALITE ET COHESION SOCIALE | 904 | 300 000,00 | cperma |
| P133-0002 | 1 | 2023 | STRATEGIE REGIONALE DE LA DONNEE | 905 | 60 000,00 | cperma |
| P133-0018 | 1 | 2023 | REGIE THD AMENAGEMENT NUMERIQUE | 905 | 2 000 000,00 | cperma |
| P140-0004 | 1 | 2025 | HAUTS - Leader | 905 | 100 000,00 | cperma |
| P140-0027 | 1 | 2022 | AMENAGEMENT - Ecocité | 905 | 200 000,00 | cperma |
| P140-0028 | 1 | 2024 | URBAIN : Ecocité/ Pôle glisse | 905 | 5 500 000,00 | cperma |
| P140-0030 | 1 | 2022 | AMENAGEMENT - Etude et travaux | 905 | 40 000,00 | cperma |
| P140-0040 | 1 | 2022 | SAR : Révision 2022/2026 | 905 | 400 000,00 | cperma |
| P140-0041 | 1 | 2022 | URBAIN : Dotation AGORAH | 905 | 600 000,00 | cperma |
| P140-0042 | 1 | 2022 | HAUTS : Dotation structure | 905 | 180 000,00 | cperma |
| P140-0044 | 2 | 2022 | CARTO : Acq. amortissable | 905 | 20 000,00 | ordonnateur |
| P140-0047 | 1 | 2022 | LOGEMENT : FRAFU & espaces publics | 905 | 1 000 000,00 | cperma |
| P140-0048 | 1 | 2024 | LOGEMENT : Programme action OFS | 905 | 100 000,00 | cperma |
| P140-0052 | 1 | 2025 | LOGEMENT : Renouvellement urbain | 905 | 2 000 000,00 | cperma |
| P121-0003 | 1 | 2024 | AIDES ENTREPRISES INNOVATION | 906 | 500 000,00 | cperma |
| P121-0004 | 1 | 2024 | PROJET INNOVANTS ENTREPRISES | 906 | 600 000,00 | cperma |
| P121-0005 | 1 | 2024 | AIDES ORGANISMES ECONOMIQUES | 906 | 200 000,00 | cperma |
| P121-0005 | 2 | 2024 | AIDES ORG. ECONOMIQUES CPN | 906 | 30 000,00 | cperma |
| P121-0006 | 1 | 2025 | ETUDES INNOVATION ET RECHERCHE | 906 | 100 000,00 | cperma |
| P126-0010 | 1 | 2012 | RECHERCHE AGRONOMIQUE | 906 | 1 525 148,00 | cperma |
| P126-0010 | 11 | 2022 | RECHERCHE AGRONOMIQUE | 906 | 1 400 000,00 | cperma |
| P130-0001 | 1 | 2022 | AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES | 906 | 2 500 000,00 | cperma |
| P130-0001 | 3 | 2022 | AIDES AUX ENTREPRISES CPCB | 906 | 2 100 000,00 | cperma |
| P130-0001 | 4 | 2023 | AIDES REGIONALE ENTREPRISES TOURISME | 906 | 1 160 000,00 | cperma |

| AUTORISATION DE PROGRAMMES | | | | Chapitres | Montant | Instance décisionnelle* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro | | | Libellé | | | |
| P130-0001 | 5 | 2023 | AIDES REGIONALE ENTREPRISES AGRICULTURE | 906 | 2 000 000,00 | cperma |
| P130-0001 | 7 | 2023 | SOUTIEN PRODUCTION TV LOCALES | 906 | 315 000,00 | cperma |
| P130-0001 | 8 | 2023 | KAP NUMERIK | 906 | 2 000 000,00 | cperma |
| P130-0001 | 9 | 2023 | CPN FEDER NUMERIQUE ENTREPRISES | 906 | 200 000,00 | cperma |
| P130-0001 | 13 | 2023 | FONDS SOUTIEN AUDIOVISUEL ET CREATION JEUX VIDEOS | 906 | 4 800 000,00 | cperma |
| P130-0002 | 1 | 2022 | ETUDES A CARACTERE ECO MO REGION | 906 | 100 000,00 | cperma |
| P130-0002 | 5 | 2023 | ETUDES A CARACTERE AGRICOLE MO REGION | 906 | 150 000,00 | cperma |
| P130-0002 | 7 | 2023 | ETUDES NUMERIQUES (OBSERVAtOIRE) | 906 | 50 000,00 | cperma |
| P130-0002 | 11 | 2023 | ETUDES NVX PROJETS AUDIOVISUEL | 906 | 45 000,00 | cperma |
| P130-0004 | 1 | 2022 | AMENAGEMENT ZAE | 906 | 750 000,00 | cperma |
| P130-0006 | 1 | 2022 | AIDES ORGANISMES ECONOMIQUES | 906 | 456 200,00 | cperma |
| P130-0006 | 3 | 2022 | AIDES INVEST ORGANIMES CPCB | 906 | 100 000,00 | cperma |
| P130-0006 | 4 | 2023 | AIDES ORG TOURISTIQUES | 906 | 400 000,00 | cperma |
| P130-0006 | 6 | 2023 | AIDES ORGANISMES ESS | 906 | 1 860 000,00 | cperma |
| P130-0008 | 1 | 2024 | FONDS D'AVANCE REMBOURSABLE | 906 | 2 000 000,00 | cperma |
| P130-0008 | 2 | 2024 | FONDS STRATEGIQUE | 906 | 5 000 000,00 | cperma |
| P130-0010 | 1 | 2022 | AMENAGEMENTS TOURISTIQUES | 906 | 550 000,00 | cperma |
| P130-0013 | 4 | 2023 | AIDES REGIONAES E/SES TOURISTIQUES | 906 | 55 000,00 | ordonnateur |
| P130-0023 | 1 | 2024 | ECONOMIE CIRCULAIRE AIDE INVESTISSEMENT | 906 | 500 000,00 | cperma |
| P130-0025 | 1 | 2025 | CPN FEAMPA - AIDES AUX ENTREPRISES | 906 | 600 000,00 | cperma |
| P130-0026 | 1 | 2025 | CPN FEAMPA - AIDES AUX ORGANISME D'ANIMATION ECO | 906 | 1 600 000,00 | cperma |
| P130-0028 | 1 | 2025 | CPN FEDER - AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES | 906 | 450 000,00 | cperma |
| P130-0029 | 1 | 2025 | CPN FEDER - AIDES REGIONALES AUX ENTREPRISES | 906 | 2 350 000,00 | cperma |
| P130-0031 | 2 | 2025 | CPN FEDER AIDES ENTREPRISES < 23K | 906 | 10 000,00 | ordonnateur |
| P130-0032 | 1 | 2025 | CPN FEDER - AIDES REGIONALES A | 906 | 300 000,00 | ordonnateur |
| P130-0033 | 1 | 2025 | CPN FEAMPA - AIDES REGIONALES | 906 | 200 000,00 | ordonnateur |
| P133-0020 | 1 | 2024 | ETUDES NVELLES SECTEUR TOURISME | 906 | 60 000,00 | cperma |
| P133-0021 | 1 | 2024 | Invest ind images | 906 | 200 000,00 | cperma |
| P209-0013 | 1 | 2023 | OBSERVATION VULCANOLOGIQUE DU PITON DE LA FOURNAISE | 906 | 100 000,00 | cperma |
| P126-0004 | 1 | 2022 | BIODIVERSITE : Accomp. projets | 907 | 900 000,00 | cperma |
| P126-0012 | 1 | 2022 | CADRE DE VIE : Eau de pluie | 907 | 200 000,00 | cperma |
| P126-0018 | 1 | 2024 | EMPLOIS VERTS INVEST CHANTIER | 907 | 250 000,00 | cperma |
| P126-0019 | 1 | 2024 | CADRE DE VIE : Observ. déchets | 907 | 200 000,00 | cperma |
| P126-0019 | 2 | 2024 | CADRE DE VIE : Suivi PRPGD | 907 | 100 000,00 | cperma |
| P126-0020 | 1 | 2025 | CADRE DE VIE - Risques nature | 907 | 100 000,00 | cperma |
| P140-0013 | 1 | 2022 | CADRE DE VIE : Risque sous-sol | 907 | 256 000,00 | cperma |
| P140-0049 | 1 | 2024 | CADRE DE VIE : Littoral | 907 | 200 000,00 | cperma |
| P140-0050 | 1 | 2024 | CADRE DE VIE : Suivi GREC | 907 | 50 000,00 | cperma |
| P197-0023 | 1 | 2022 | TRAVAUX DOMAINE AQUACOLE MO REG | 907 | 150 000,00 | cperma |
| P197-0034 | 1 | 2022 | TRAVAUX DOMAINE AQUACOLE SPL | 907 | 100 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 1 | 2022 | ENERGIE : Aide entités publiques | 907 | 10 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 1 | 2024 | ENERGIE : Eolien off Shore | 907 | 750 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 2 | 2022 | ENERGIE : AIDE AUX ENTREPRISES | 907 | 200 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 2 | 2024 | ENERGIE : Audit Effikaz | 907 | 390 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 3 | 2022 | ENERGIE - Subvention études | 907 | 25 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 3 | 2024 | ENERGIE : Bras des Lianes | 907 | 3 000 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 4 | 2022 | ENERGIE : Etude & recherche | 907 | 40 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 4 | 2024 | ENERGIE : Dispositiif Slime | 907 | 1 750 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 5 | 2024 | ENERGIE : Autres études | 907 | 750 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 6 | 2022 | ENERGIE - Equipement photovoltaique | 907 | 7 950 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 6 | 2024 | ENERGIE : Dispositif SARE | 907 | 250 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 7 | 2022 | ENERGIE - Chauffe-eau solaire | 907 | 2 400 000,00 | cperma |
| P208-0002 | 7 | 2024 | ENERGIE : Efficacité énergétique (FEDER 2022/2027) | 907 | 2 740 000,00 | cperma |

| AUTORISATION DE PROGRAMMES | | | | Chapitres | Montant | Instance décisionnelle* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro | | | Libellé | | | |
| P208-0004 | 1 | 2025 | ENERGIE - Dispositif PV climatisation/ isolation personnes vulnérables | 907 | 500 000,00 | cperma |
| P140-0033 | 1 | 2022 | AMENAGEMENT - Pierrefonds | 908 | 400 000,00 | cperma |
| P160-0003 | 1 | 2022 | PROGRAMME REGIONAL ROUTES | 908 | 64 200 000,00 | cperma |
| P160-0003 | 3 | 2023 | PROG REG ROUTES MOB DURABLE | 908 | 63 400 000,00 | cperma |
| P160-0005 | 1 | 2022 | PISTES FORESTIERES | 908 | 3 000 000,00 | cperma |
| P160-0008 | 1 | 2022 | SUBVENTION AUX COMMUNES TRVX | 908 | 500 000,00 | cperma |
| P160-0012 | 1 | 2022 | DIVERS INVESTISSEMENT DRR | 908 | 50 000,00 | ordonnateur |
| P160-0015 | 1 | 2022 | SUBVENTION AU SMPRR | 908 | 450 000,00 | cperma |
| P160-0016 | 1 | 2022 | SMPRR - TRAVAUX ROUTIERS | 908 | 5 300 000,00 | cperma |
| P160-0017 | 1 | 2022 | PISTES RIVIERE DES GALETS | 908 | 270 000,00 | cperma |
| P163-0003 | 1 | 2025 | NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL - PHASE 2 | 908 | 846 000 000,00 | cperma |
| P165-0004 | 1 | 2022 | ETUDES TEE MO REGION | 908 | 400 000,00 | cperma |
| P165-0006 | 1 | 2023 | ACQUISITION DE BUS | 908 | 3 200 000,00 | cperma |
| P165-0008 | 1 | 2022 | TRAVAUX GARES ROUTIERES | 908 | 750 000,00 | cperma |
| P197-0046 | 1 | 2022 | TRAVAUX GARES ROUTIERES | 908 | 300 000,00 | cperma |
| P205-0007 | 1 | 2022 | FRAIS INVESTISSEMENT DRR | 908 | 300 000,00 | ordonnateur |
| P205-0011 | 1 | 2022 | FRAIS INVEST GARES ROUTIERES | 908 | 350 000,00 | ordonnateur |
| **TOTAL** | | | | | **1 220 571 000,00** | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| P199-0001 | 1 | 2024 | Autorisation de Programme de dépenses imprévues | 950 | 3 500 000,00 | ordonnateur |
| P199-0002 | 1 | 2024 | | 950 | 3 500 000,00 | cperma |

| | |
|---|---|
| **TOTAL GENERAL** | **1 227 571 000,00** |

# ANNEXE 3
# PRÉSENTATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT NOUVELLES OU ABONDÉES ET INSTANCE DÉCISIONNELLE

| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | | Chapitres | Montant | Instance décisionnelle |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro | | | Libellé | | | |
| A091-0001 | 1 | 2021 | FRAIS ANNEXES | 930 | 4 376 392,00 | ordonnateur |
| A091-0003 | 1 | 2021 | FRAIS DE FORMATION ET ANNEXE | 930 | 440 000,00 | ordonnateur |
| A144-0006 | 1 | 2021 | OPERATIONS DE COOPERATION | 930 | 335 000,00 | ordonnateur |
| A144-0007 | 1 | 2022 | CPN PROJET INTERREG | 930 | 4 500 000,00 | cperma |
| A144-0008 | 1 | 2024 | ACTIONS DE COOPERATION | 930 | 281 000,00 | ordonnateur |
| A145-0001 | 1 | 2021 | AFFAIRES EUROPEENNES COTISATION | 930 | 27 500,00 | ordonnateur |
| A145-0002 | 1 | 2022 | AFFAIRES EUROPEENNES FRAIS DIV | 930 | 10 000,00 | ordonnateur |
| A145-0003 | 1 | 2022 | FRAIS DIVERS EUROPE | 930 | 340 000,00 | cperma |
| A192-0003 | 1 | 2021 | FRAIS DE FONCTIONNEMENT AGILE | 930 | 25 000,00 | ordonnateur |
| A192-0004 | 1 | 2021 | CARBURANTS | 930 | 300 000,00 | ordonnateur |
| A192-0005 | 1 | 2021 | ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS | 930 | 1 180 000,00 | ordonnateur |
| A192-0007 | 1 | 2022 | FOURNITURES ADMINISTRATIVES ET DIVERS | 930 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A192-0010 | 1 | 2021 | LOCATION DE MATERIELS | 930 | 30 000,00 | ordonnateur |
| A192-0013 | 1 | 2021 | HONORAIRES ET ACHATS D'ETUDES | 930 | 562 500,00 | ordonnateur |
| A192-0015 | 1 | 2021 | IMPRESSIONS ET INSERTIONS | 930 | 270 000,00 | ordonnateur |
| A192-0016 | 1 | 2021 | FRAIS DE GARDIENNAGE | 930 | 520 000,00 | ordonnateur |
| A192-0017 | 1 | 2021 | FRAIS TELECOM. (TELEPHONIE FIXE / MOBILE) | 930 | 290 000,00 | ordonnateur |
| A192-0018 | 1 | 2021 | AFFRANCHISSEMENT, FRET ET TRANSPORT | 930 | 70 000,00 | ordonnateur |
| A192-0019 | 1 | 2021 | FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX | 930 | 400 000,00 | ordonnateur |
| A192-0020 | 1 | 2022 | FRAIS DE RECEPTION | 930 | 80 000,00 | ordonnateur |
| A192-0025 | 1 | 2022 | ASSISTANCE AUDIOVISUELLE | 930 | 5 000,00 | ordonnateur |
| A192-0027 | 1 | 2022 | FOURNITURE DE BUREAU (PAPIER/TONER) | 930 | 100 000,00 | ordonnateur |
| A192-0029 | 1 | 2022 | LOCATION DE MATERIELS DE TRANSPORT | 930 | 15 000,00 | ordonnateur |
| A192-0030 | 1 | 2022 | ENTRETIEN DE VEHICULES | 930 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A192-0032 | 1 | 2022 | ACHATS D'ETUDES | 930 | 35 000,00 | ordonnateur |
| A192-0036 | 1 | 2021 | FOURNITURES CONSOMMEES | 930 | 30 000,00 | ordonnateur |
| A192-0037 | 1 | 2022 | DIVERS AUTRES PRESTATIONS | 930 | 330 000,00 | ordonnateur |
| A192-0040 | 1 | 2021 | ENTRETIEN DE JARDINS | 930 | 130 000,00 | ordonnateur |
| A192-0041 | 1 | 2021 | BATIMENT ADMINISTRATIF FOURNITURES ENTREPRISES | 930 | 30 000,00 | ordonnateur |
| A192-0048 | 1 | 2022 | PRESTATION SERVICE CONFORMITE | 930 | 22 755,00 | ordonnateur |
| A192-0049 | 1 | 2023 | ASSURANCE FLOTTE AUTOMOBILE | 930 | 250 000,00 | ordonnateur |
| A192-0050 | 1 | 2023 | ASSURANCE DOMMAGE AUX BIENS RC | 930 | 540000 | ordonnateur |
| A193-0001 | 1 | 2021 | DOCUMENTATION GENERALE | 930 | 80 000,00 | ordonnateur |
| A193-0002 | 1 | 2021 | PRESTATIONS ARCHIVES | 930 | 100 000,00 | ordonnateur |
| A195-0001 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT CESR | 930 | 600 000,00 | ordonnateur |
| A196-0001 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT CCEE | 930 | 385 000,00 | ordonnateur |
| A197-0006 | 1 | 2022 | FRAIS DIVERS BATIMENT | 930 | 20 000,00 | ordonnateur |
| A198-0001 | 1 | 2021 | FRAIS ENTRETIEN INFORMATIQUE | 930 | 2 241 500,00 | ordonnateur |
| A198-0002 | 1 | 2021 | FOURNITURES INFORMATIQUES | 930 | 210 000,00 | ordonnateur |
| A198-0004 | 1 | 2021 | FRAIS DE PTT (INTERCONNEXIONS ET INTERNET) | 930 | 200 000,00 | ordonnateur |
| A198-0006 | 1 | 2021 | HEBERGEMENT SITE INTERNET | 930 | 108 000,00 | ordonnateur |
| A198-0007 | 1 | 2022 | MAINTENANCE DES AUTOCOMS | 930 | 30 000,00 | ordonnateur |

| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | | Chapitres | Montant | Instance décisionnelle |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro | | | Libellé | | | |
| A199-0004 | 1 | 2021 | REGIES D'AVANCES | 930 | 60 000,00 | ordonnateur |
| A199-0006 | 1 | 2023 | BUDGET ANTENNE DE PARIS | 930 | 150 000,00 | ordonnateur |
| A201-0001 | 1 | 2021 | BUDGET FRAIS CONSULTATION ET AUDIT | 930 | 650 428,00 | ordonnateur |
| A202-0002 | 1 | 2021 | FRAIS MISSION ET FORMATION | 930 | 230 000,00 | ordonnateur |
| A202-0003 | 1 | 2021 | AUTRES PARTICIPATION CR | 930 | 40 000,00 | ordonnateur |
| A203-0004 | 1 | 2021 | COMMUNICATION | 930 | 14 100 000,00 | ordonnateur |
| A203-0005 | 1 | 2021 | PROTOCOLE | 930 | 167 000,00 | ordonnateur |
| A203-0006 | 1 | 2023 | ACTION PROMOTION EUROPE | 930 | 750 000,00 | ordonnateur |
| A205-0001 | 1 | 2021 | PATRIMOINE - EAU | 930 | 200 000,00 | ordonnateur |
| A205-0002 | 1 | 2021 | PATRIMOINE ET ELECTRICITE | 930 | 500 000,00 | ordonnateur |
| A205-0013 | 1 | 2022 | IMPRESSION ET INSERTION | 930 | 10 000,00 | ordonnateur |
| A205-0017 | 1 | 2022 | MAINTENANCE CURATIVE | 930 | 300 000,00 | ordonnateur |
| A205-0018 | 1 | 2022 | MAINTENANCE PREVENTIVE | 930 | 320 000,00 | ordonnateur |
| A209-0002 | 1 | 2022 | PATRIMOINE DIVERS AUTRES PRESTATIONS | 930 | 500,00 | ordonnateur |
| A209-0003 | 1 | 2021 | PATRIMOINE LOCATIONS DE BATIMENTS | 930 | 3 500 000,00 | ordonnateur |
| A209-0005 | 1 | 2021 | PATRIMOINE HONORAIRES | 930 | 5 000,00 | ordonnateur |
| A209-0006 | 1 | 2022 | PATRIMOINE ETUDES ET PRESTATIONS | 930 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A209-0008 | 1 | 2024 | INDEMNITES | 930 | 200 000,00 | ordonnateur |
| A209-0009 | 1 | 2024 | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT | 930 | 40 000,00 | cperma |
| A212-0001 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT DES CONSEILS CONSULTATIFS | 930 | 30 000,00 | ordonnateur |
| A212-0002 | 1 | 2022 | ASSEMBLEE CONSEILS CITOYENS | 930 | 50 000,00 | cperma |
| A212-0003 | 1 | 2021 | DEPLOIEMENT OUTILS DEMO P | 930 | 70 000,00 | cperma |
| A212-0004 | 1 | 2021 | ACTION DE COMMUNICATION | 930 | 30 000,00 | ordonnateur |
| A091-0007 | 1 | 2023 | FRAIS ANNEXE EUROPE | 9305 | 38 000,00 | ordonnateur |
| A130-0023 | 1 | 2022 | PCS FEAMPA | 9305 | 200 000,00 | cperma |
| A091-0004 | 1 | 2021 | FRAIS ANNEXES TOS | 932 | 62 000,00 | ordonnateur |
| A110-0001 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT DES LYCEES | 932 | 26 434 103,00 | ordonnateur |
| A110-0002 | 1 | 2022 | MESURE ACCOMPAGNEMENT SECONDAIRE | 932 | 835 000,00 | cperma |
| A110-0003 | 1 | 2022 | MANUELS SCOLAIRES | 932 | 200 000,00 | cperma |
| A110-0004 | 1 | 2022 | FRAIS DE GESTION DIVERS EDUCATION | 932 | 25 000,00 | ordonnateur |
| A110-0007 | 1 | 2022 | FRAIS D'ETUDE EDUCATION | 932 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A110-0008 | 1 | 2022 | SUBVENTIONS TOS PRIVEE | 932 | 1 136 629,00 | cperma |
| A110-0012 | 1 | 2021 | VOYAGES PEDAGOGIQUES | 932 | 180 000,00 | cperma |
| A110-0015 | 1 | 2022 | VALORISATION RESTAURATION SCOLAIRE | 932 | 70 000,00 | cperma |
| A110-0016 | 1 | 2022 | CONNEXION INTERNET FAMILLES MODE | 932 | 300 000,00 | cperma |
| A110-0018 | 1 | 2022 | ORIENTATION | 932 | 400 000,00 | cperma |
| A110-0019 | 1 | 2024 | MOBILITE EDUCATIVE LYCEENNE | 932 | 470 000,00 | cperma |
| A111-0001 | 1 | 2022 | AIDES EN FAVEUR ETUDIANTS | 932 | 4 443 500,00 | cperma |
| A111-0002 | 1 | 2022 | MESURES ACCOMPAGNEMENT SUPERIEUR | 932 | 2 248 000,00 | cperma |
| A111-0005 | 1 | 2021 | BOURSE REUSSITE ETUDIANT | 932 | 9 265 000,00 | cperma |
| A112-0001 | 1 | 2022 | FORMATION PROFESSIONNELLE | 932 | 8 898 200,00 | cperma |
| A112-0002 | 1 | 2022 | APPRENTISSAGE | 932 | 1 170 000,00 | cperma |
| A112-0003 | 1 | 2022 | MESURE D'ACCOMPAGNEMENT | 932 | 4 960 000,00 | cperma |
| A112-0004 | 1 | 2021 | REMUNERATION DES STAGIAIRES | 932 | 7 800 000,00 | ordonnateur |
| A112-0006 | 1 | 2022 | BOURSES - AIDES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 932 | 3 350 000,00 | cperma |
| A112-0008 | 1 | 2022 | AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES | 932 | 320 000,00 | ordonnateur |
| A112-0020 | 1 | 2022 | FORMATION PROFESSIONNELLE MARCHES | 932 | 16 840 000,00 | cperma |
| A112-0024 | 1 | 2022 | PACTE SUBVENTIONS | 932 | 11 500 000,00 | cperma |
| A112-0025 | 1 | 2022 | PACTE MARCHES | 932 | 20 600 000,00 | cperma |
| A112-0026 | 1 | 2022 | PACTE REMUNERATION STAGIAIRES | 932 | 10 200 000,00 | ordonnateur |
| A112-0027 | 1 | 2025 | Formations Sanitaires et Sociales | 932 | 20 781 800,00 | cperma |
| A121-0002 | 4 | 2024 | SUBVENTION FONCTIONNEMENT RECH | 932 | 10 000,00 | cperma |

| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | | Chapitres | Montant | Instance décisionnelle |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro | | | Libellé | | | |
| A134-0001 | 1 | 2021 | AIDES MOBILITE PROFESSIONNELLE | 932 | 3 570 000,00 | cperma |
| A134-0008 | 1 | 2021 | MESURE ACCOMPAGNEMENT MOBILITE | 932 | 40 000,00 | ordonnateur |
| A134-0013 | 1 | 2024 | RESSOURCEMENT ETUDIANT | 932 | 3 000 000,00 | cperma |
| A151-0009 | 1 | 2022 | CLASSES DECOUVERTES | 932 | 110 000,00 | cperma |
| A205-0014 | 1 | 2021 | FRAIS FONCTIONNEMENT CPOI-DL | 932 | 1 500 000,00 | ordonnateur |
| A206-0017 | 1 | 2023 | CONTI TERRIT-MOBILIE ET ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES | 932 | 175 000,00 | cperma |
| A206-0018 | 1 | 2023 | BUDGET PARTICIPATIF LYCEENS | 932 | 150 000,00 | cperma |
| A209-0010 | 1 | 2024 | ENTRETIEN ET RÉPARATIONS | 932 | 250 000,00 | ordonnateur |
| A150-0001 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT CRR | 933 | 950 000,00 | ordonnateur |
| A150-0002 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT AUTRES ORGANISMES CULTURELS | 933 | 70 000,00 | ordonnateur |
| A150-0004 | 1 | 2022 | SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES | 933 | 1 300 000,00 | cperma |
| A150-0005 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT STRUCTURES MUSEALES | 933 | 7 591 624,00 | cperma |
| A150-0007 | 1 | 2021 | FRAIS D'INSERTION CULTURE | 933 | 30 000,00 | ordonnateur |
| A150-0008 | 1 | 2022 | ACQUISITION D'OUVRAGE CULTURE | 933 | 5 000,00 | ordonnateur |
| A150-0009 | 1 | 2022 | PROMOTION CULTURE A L'EXPORT | 933 | 140 000,00 | ordonnateur |
| A150-0011 | 1 | 2021 | FRAIS DE GESTION DIVERS | 933 | 80 000,00 | ordonnateur |
| A150-0012 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT EPCC/PRMA | 933 | 825 000,00 | cperma |
| A150-0015 | 1 | 2022 | INVENTAIRE GENERAL DU PATRIMOINE | 933 | 80 000,00 | cperma |
| A150-0019 | 1 | 2022 | ETUDES DANS LE DOMAINE DE LA CULTURE | 933 | 200 000,00 | cperma |
| A150-0020 | 1 | 2022 | DIVERS MANIFESTATIONS CULTURELLES | 933 | 1 800 000,00 | ordonnateur |
| A150-0023 | 1 | 2022 | AIDES AUX ENTREPRISES CULTURELLES | 933 | 170 000,00 | cperma |
| A150-0024 | 1 | 2022 | POLE REGIONAL LITTERATURE ET DIVERSITE LINGUISTIQUE | 933 | 210 000,00 | cperma |
| A150-0025 | 1 | 2022 | SUBVENTION FONCTIONNEMENT PATRIMOINE | 933 | 90 000,00 | cperma |
| A150-0027 | 1 | 2022 | FONCTIONNEMENT SALLE DE DIFFUSION | 933 | 1 689 115,00 | cperma |
| A150-0029 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT SALLE DE SPECTACLES | 933 | 175 000,00 | ordonnateur |
| A150-0032 | 1 | 2022 | SCHEMA ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE | 933 | 780 000,00 | cperma |
| A150-0034 | 1 | 2022 | IOMMA | 933 | 120 000,00 | cperma |
| A150-0035 | 1 | 2022 | SUBVENTION AUX LYCEES | 933 | 118 000,00 | cperma |
| A150-0036 | 1 | 2022 | ACTIONS CULTURELLES INTERNATIONALES COOPERATION REGIONALE | 933 | 40 000,00 | cperma |
| A150-0037 | 1 | 2024 | DEVELOPPEMENT DE LA LANGUE CREOLE | 933 | 100 000,00 | cperma |
| A150-0038 | 1 | 2024 | PROG REGIONAL D'EDUCATION ARTISTIQUE CULTURELLE | 933 | 245 000,00 | cperma |
| A150-0039 | 1 | 2024 | PROG INNOV COOPERAT CULTURELLE | 933 | 150 000,00 | cperma |
| A150-0040 | 1 | 2024 | CONTRATS TERRITX DEVLT CULTUREL | 933 | 100 000,00 | cperma |
| A150-0041 | 1 | 2024 | PROG CONNAISSANCE VALORISAT TRANSMISS ARTS COMBAT TRADI OI | 933 | 150 000,00 | cperma |
| A151-0001 | 1 | 2022 | SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SPORT | 933 | 2 500 000,00 | cperma |
| A151-0002 | 1 | 2022 | AIDE INDIVIDUELLE (BOURSES-BILLETS) SPORT | 933 | 270 000,00 | cperma |
| A151-0004 | 1 | 2022 | ETUDES LIEES AU SPORT | 933 | 50 000,00 | cperma |
| A151-0005 | 1 | 2022 | FRAIS DE GESTION SPORT | 933 | 110 000,00 | ordonnateur |
| A151-0008 | 1 | 2022 | INSTITUT REGIONAL SPORT OCEAN | 933 | 150 000,00 | cperma |
| A205-0015 | 1 | 2021 | FRAIS FONCTIONNEMENT CRR-DL | 933 | 915 000,00 | ordonnateur |
| A206-0001 | 1 | 2022 | AIDES ASSOCIATIONS MEDICALES ET MEDICO-SOCIALES | 934 | 325 000,00 | cperma |
| A206-0005 | 1 | 2022 | Mesures d'accompagnement des jeunes | 934 | 50 000,00 | cperma |
| A206-0007 | 1 | 2022 | FRAIS DIVERS POLE EGALITE DES CHANCES | 934 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A206-0008 | 1 | 2022 | ACTION DE COHESION SOCIALE | 934 | 340 000,00 | cperma |
| A206-0011 | 1 | 2022 | POLITIQUE DE LA VILLE | 934 | 250 000,00 | cperma |
| A206-0016 | 1 | 2023 | MAITRISE DES COMPETENCES CLES | 934 | 850 000,00 | cperma |

| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | | Chapitres | Montant | Instance décisionnelle |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro | | | Libellé | | | |
| A206-0019 | 1 | 2024 | FRAIS DIV. MAITRISE COMPETENCE CLES | 934 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A133-0009 | 2 | 2021 | TIC - DOCUMENTATION GENERALE | 935 | 9 500,00 | ordonnateur |
| A133-0015 | 1 | 2023 | AMENAGEMENT NUMERIQUE FONCTIONNEMENT | 935 | 1 212 521,00 | cperma |
| A133-0016 | 1 | 2023 | TOURISME NUMERIQUE | 935 | 60 000,00 | cperma |
| A140-0003 | 1 | 2022 | STRUCTURE AMENAGEMENT ECONOMIQUE | 935 | 326 667,00 | cperma |
| A140-0023 | 1 | 2022 | STRUCTURE - GIP Ecocité | 935 | 124 833,00 | cperma |
| A140-0024 | 1 | 2022 | STRUCTURE - GIP Bois Rouge | 935 | 5 000,00 | cperma |
| A140-0033 | 1 | 2022 | SAR - Révision 2022/2026 | 935 | 450 000,00 | ordonnateur |
| A140-0034 | 1 | 2022 | STRUCTURE - Accompagnement | 935 | 27 000,00 | ordonnateur |
| A140-0035 | 1 | 2022 | HAUTS: Dotation gouvernance | 935 | 110000 | cperma |
| A140-0037 | 1 | 2022 | CARTO: Entretien & réparation | 935 | 14 500,00 | ordonnateur |
| A140-0040 | 1 | 2024 | LOGEMENT: Dotation ADIL | 935 | 20 400,00 | cperma |
| A140-0041 | 1 | 2024 | LOGEMENT: Dotation OFS | 935 | 20 000,00 | cperma |
| A140-0042 | 1 | 2024 | URBAIN: Sensibilisation/ évènement | 935 | 20 000,00 | ordonnateur |
| A140-0045 | 1 | 2025 | HAUTS: Animation dispositifs | 935 | 235 000,00 | cperma |
| A140-0046 | 1 | 2025 | HAUTS: Leader | 935 | 350 000,00 | cperma |
| A204-004 | 1 | 2024 | CARTO: Accompagnement projets | 935 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A120-0003 | 1 | 2022 | CAISSE CHOMAGE INTEMPERIES | 936 | 80 000,00 | cperma |
| A121-0001 | 1 | 2024 | FRAIS GESTION DIV INNOVATION | 936 | 135 000,00 | ordonnateur |
| A130-0002 | 1 | 2022 | AIDES A L'ANIMATION ECONOMIQUE | 936 | 9 578 100,00 | cperma |
| A130-0002 | 2 | 2022 | SUBV FONCT INNOV CPN/FONDS PROPRES | 936 | 321 000,00 | cperma |
| A130-0002 | 3 | 2022 | AIDES A L'ANIMATION-CPCB | 936 | 640 000,00 | cperma |
| A130-0002 | 4 | 2023 | AIDES ANIMATION TOURISTIQUE | 936 | 1 600 000,00 | cperma |
| A130-0002 | 7 | 2023 | AUDIOVISUEL FONCTIONNEMENT | 936 | 836 833,00 | cperma |
| A130-0002 | 8 | 2023 | CPN MAISON CINEMA JEUX VIDEOS | 936 | 60 000,00 | cperma |
| A130-0002 | 9 | 2023 | NOUVELLES ORIENTATIONS AUDIOVISUELLES | 936 | 356 000,00 | cperma |
| A130-0002 | 10 | 2023 | SALON NUMERIQUE | 936 | 60 000,00 | cperma |
| A130-0002 | 12 | 2023 | AMO INNOVATION ET RECHERCHE | 936 | 100 000,00 | cperma |
| A130-0002 | 13 | 2023 | POLE DE COMPETITIVITE | 936 | 95 000,00 | cperma |
| A130-0002 | 15 | 2023 | FONCT AGENCE REGIONALE INNOVATION | 936 | 50 000,00 | cperma |
| A130-0002 | 16 | 2023 | CPN AG REGIONALE INNOVATION | 936 | 57 000,00 | cperma |
| A130-0003 | 1 | 2022 | AIDE A LA PROMOTION TOURISTIQUE | 936 | 10 000 000,00 | cperma |
| A130-0004 | 1 | 2022 | PROMOTION EXPORT | 936 | 350 000,00 | cperma |
| A130-0004 | 2 | 2022 | PROMOTION EXPORT-DEIE | 936 | 580 000,00 | cperma |
| A130-0005 | 1 | 2022 | SOUTIEN LOGISTIQUE AUX ENTREPRISES | 936 | 400 000,00 | cperma |
| A130-0009 | 1 | 2022 | ECONOMIE ALTERNATIVE | 936 | 3 092 000,00 | cperma |
| A130-0011 | 1 | 2021 | FRAIS DE GESTION DIVERS ECONOMIE | 936 | 710 000,00 | ordonnateur |
| A130-0011 | 1 | 2022 | FRAIS GESTION DIVERS-CPCB | 936 | 27 500,00 | ordonnateur |
| A130-0011 | 4 | 2023 | FRAIS DE GESTION TOURISME | 936 | 87 500,00 | ordonnateur |
| A130-0011 | 5 | 2023 | FRAIS DE GESTION AGRICULTURE | 936 | 120 000,00 | ordonnateur |
| A130-0011 | 6 | 2023 | AMO GESTION FRAIS ESS | 936 | 222 000,00 | ordonnateur |
| A130-0011 | 7 | 2023 | ANIMATION PROJETS NUMERIQUES | 936 | 187 000,00 | ordonnateur |
| A130-0011 | 8 | 2023 | ANIMATION AUDIOVISUEL | 936 | 46 000,00 | ordonnateur |
| A130-0011 | 9 | 2023 | ADHESION ET FRAIS DIVERS NUMERIQUE | 936 | 19 000,00 | ordonnateur |
| A130-0011 | 11 | 2023 | ADHESION FRAIS DIV AUDIOVISUEL | 936 | 19 000,00 | ordonnateur |
| A130-0012 | 1 | 2022 | PROMOTION EXPORTATION < 23K€ | 936 | 650 000,00 | ordonnateur |
| A130-0015 | 1 | 2022 | FONDS DE SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE LA ROUTE | 936 | 2 000 000,00 | cperma |
| A130-0024 | 1 | 2023 | ETUDES AMNAGEMENT ECO | 936 | 48 000,00 | ordonnateur |
| A130-0026 | 2 | 2025 | AMO MANIFESTATIONS FRAIS EC | 936 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A130-0027 | 1 | 2025 | AIDES A L'ANIMATION - ECONOMIE | 936 | 50 000,00 | cperma |
| A130-0028 | 1 | 2025 | CPN FEDER - ECONOMIE ALTERNAT | 936 | 400 000,00 | cperma |
| A130-0029 | 1 | 2025 | CPN FEDER - AIDES A L'ANIMATION | 936 | 100 000,00 | cperma |
| A126-0003 | 1 | 2024 | CADRE DE VIE: Déchets & air | 937 | 1 010 000,00 | cperma |

| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT | | | | Chapitres | Montant | Instance décisionnelle |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Numéro | | | Libellé | | | |
| A126-0004 | 1 | 2022 | BIODIVERSITE: Dotation struct | 937 | 907 500,00 | cperma |
| A126-0004 | 1 | 2024 | BIODIVERSITE: Dotation struct | 937 | 50 000,00 | cperma |
| A126-0005 | 1 | 2023 | CADRE DE VIE: Risque Requin | 937 | 700 000,00 | cperma |
| A126-0008 | 2 | 2022 | EV FRAIS GESTION ASP | 937 | 100000 | cperma |
| A126-0011 | 1 | 2022 | BIODIVERSITE: Adhésion | 937 | 6 000,00 | ordonnateur |
| A126-0013 | 1 | 2022 | BIODIVERSITE: Sensibilisation | 937 | 60 000,00 | ordonnateur |
| A126-0016 | 1 | 2022 | FRAIS DIVERS EMPLOIS VERTS | 937 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A126-0017 | 1 | 2022 | Emplois Verts PEC et Lutte anti-vectorielle | 937 | 8 730 000,00 | cperma |
| A126-0020 | 1 | 2024 | CADRE DE VIE: Sensibilisation | 937 | 110 100,00 | ordonnateur |
| A208-0001 | 1 | 2022 | ENERGIE: Adhésion | 937 | 300 000,00 | cperma |
| A208-0001 | 2 | 2022 | ENERGIE CPS | 937 | 100 000,00 | cperma |
| A208-0002 | 1 | 2022 | ENERGIE: Sensibilisation | 937 | 26 000,00 | ordonnateur |
| A091-0005 | 1 | 2021 | PERSONNEL DDE | 938 | 46 000,00 | ordonnateur |
| A130-0022 | 1 | 2021 | CONTINUITE TERRITORIALE | 938 | 4 500 000,00 | cperma |
| A160-0004 | 1 | 2022 | MESURES D'ACCOMPAGNEMENT | 938 | 100 000,00 | cperma |
| A160-0005 | 1 | 2022 | FRAIS DE GESTION DIVERS EAD | 938 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A160-0007 | 1 | 2022 | FRAIS DIVERS SERVICE DRR | 938 | 50 000,00 | ordonnateur |
| A160-0008 | 1 | 2021 | RESEAUX ET ESPACES VERTS | 938 | 4 800 000,00 | ordonnateur |
| A160-0009 | 1 | 2022 | PARTICIPATION AU SMPRR | 938 | 2 000 000,00 | cperma |
| A163-0001 | 1 | 2021 | FRAIS DIVERS DE GESTION - NRL | 938 | 200 000,00 | ordonnateur |
| A165-0005 | 1 | 2021 | TEE DIVERS FONCTIONNEMENT | 938 | 450 000,00 | ordonnateur |
| A165-0006 | 1 | 2022 | COMMUNICATION TEE | 938 | 20 000,00 | ordonnateur |
| A165-0007 | 1 | 2022 | PLAN REGIONAL VELO | 938 | 20 000,00 | ordonnateur |
| A165-0010 | 1 | 2021 | EXPLOITATION POLES D'ECHANGES | 938 | 200 000,00 | ordonnateur |
| A165-0011 | 1 | 2021 | FONCTIONNEMENT CO-VOITURAGE | 938 | 1 000 000,00 | ordonnateur |
| A205-0012 | 2 | 2021 | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DRR | 938 | 500 000,00 | ordonnateur |
| A205-0020 | 1 | 2022 | FRAIS FONCTIONNEMENT GARES ROUTIERES | 938 | 40 000,00 | ordonnateur |
| A202-0005 | 1 | 2021 | FOURNITURES DE BUREAU | 944 | 22 977,00 | ordonnateur |
| A202-0006 | 1 | 2021 | FRAIS D'INSERTION ET D'IMPRESSIONS | 944 | 1 534,00 | ordonnateur |
| A202-0007 | 1 | 2021 | FRAIS DE TELEPHONE ET D'INTERNET | 944 | 45 953,00 | ordonnateur |
| A202-0008 | 1 | 2021 | ACQUISITION DE PETITS MATERIEL | 944 | 4 721,00 | ordonnateur |
| A202-0009 | 1 | 2021 | DOCUMENTATION GENERALE | 944 | 15 315,00 | ordonnateur |
| **TOTAL** | | | | | **288 132 000,00** | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| A199-0002 | 1 | 2022 | Autorisation d'engagement de dépenses imprévues | 952 | 4 000 000,00 | ordonnateur |
| A199-0003 | 1 | 2022 | | 952 | 4 000 000,00 | cperma |

| **TOTAL GENERAL** | **296 132 000,00** |
|---|---|

# ANNEXE 4
# RÉPARTITION DE LA TAXE SPÉCIALE DE CONSOMMATION SUR LE CARBURANT TSCC

| INTITULE | BUDGET PRIMITIF 2024 (RAPPEL) | | BUDGET PRIMITIF 2025 | |
|---|---|---|---|---|
| | TAUX | MONTANT | TAUX | MONTANT |
| - Produit total TSCC | | 239 500 175 | | 242 971 192 |
| - Investissement 10 % | 10,00 % | 23 950 018 | 10,00 % | 24 297 119 |
| Sous-total 1 | 10,00 % | 23 950 018 | 10,00 % | 24 297 119 |
| - Dotation Région | 47,62 % | 114 049 983 | 47,62 % | 115 702 882 |
| *- Dont part principale* | *46,70 %* | 111 846 582 | *46,70 %* | 113 467 547 |
| *- Dont fonds de compensation routier* | *0,92 %* | 2 203 402 | *0,92 %* | 2 235 335 |
| - Part " Département " | 17,12 % | 41 002 430 | 17,12 % | 41 596 668 |
| - Part " Communes " | 22,26 % | 53 312 739 | 22,26 % | 54 085 387 |
| - Part "EPCI -Transports" | 3,00 % | 7 185 005 | 3,00 % | 7 289 136 |
| Sous - Total 2 | 90,00 % | 215 550 158 | 90,00 % | 218 674 073 |
| TOTAL 1 + 2 | 100,00 % | 239 500 175 | 100,00 % | 242 971 192 |

## RÉPARTITION DE LA PART " COMMUNES "

En euros

| COMMUNES | RÉPARTITION FIRT 2024 Prévisionnelle – Rappel | RÉPARTITION FIRT 2025 |
|---|---|---|
| **MONTANT A RÉPARTIR** | **53 312 739** | **54 085 387** |
| **NORD** | | |
| SAINT DENIS | 5 214 994 | 5 290 574 |
| SAINTE MARIE | 1 952 506 | 1 980 803 |
| SAINTE SUZANNE | 2 732 488 | 2 772 089 |
| Micro-région Nord | **9 899 988** | **10 043 466** |
| **EST** | | |
| BRAS PANON | 1 518 094 | 1 540 095 |
| SAINT ANDRE | 2 052 643 | 2 082 391 |
| SALAZIE | 1 051 584 | 1 066 824 |
| SAINT BENOIT | 2 250 543 | 2 283 160 |
| PLAINE DES PALMISTES | 941 327 | 954 969 |
| SAINTE ROSE | 1 034 117 | 1 049 104 |
| Micro-région Est | **8 848 308** | **8 976 544** |
| **OUEST** | | |
| POSSESSION | 1 028 079 | 1 042 979 |
| PORT | 1 497 445 | 1 519 147 |
| SAINT PAUL | 4 578 718 | 4 645 076 |
| SAINT LEU | 2 376 219 | 2 410 657 |
| TROIS BASSINS | 1 205 032 | 1 222 496 |
| Micro-région Ouest | **10 685 493** | **10 840 355** |
| **SUD** | | |
| AVIRONS | 1 134 553 | 1 150 996 |
| CILAOS | 1 053 747 | 1 069 019 |
| ENTRE DEUX | 1 095 952 | 1 111 835 |
| ETANG-SALE | 1 292 854 | 1 311 591 |
| PETITE ILE | 1 584 242 | 1 607 202 |
| SAINT JOSEPH | 4 702 435 | 4 770 586 |
| SAINT LOUIS | 3 133 710 | 3 179 126 |
| SAINT PHILIPPE | 821 882 | 833 793 |
| SAINT PIERRE | 5 181 993 | 5 257 094 |
| TAMPON | 3 877 582 | 3 933 779 |
| Micro-région Sud | **23 878 950** | **24 225 022** |

## RÉPARTITION DE LA PART « EPCI – TRANSPORTS »

En euros

| EPCI | POPULATION 01/01/2024 (1) | RÉPARTITION FIRT 2024 Prévisionnelle – Rappel | RÉPARTITION FIRT 2025 |
|---|---|---|---|
| **MONTANT A RÉPARTIR** | | **7 185 005** | **7 289 136** |
| CASUD | 134 549 | 1 094 949 | 1 113 377 |
| CIREST | 129 147 | 1 059 989 | 1 068 676 |
| CINOR | 215 588 | 1 758 387 | 1 783 965 |
| TO | 218 184 | 1 766 077 | 1 805 447 |
| CIVIS | 183 407 | 1 505 604 | 1 517 671 |


Maison Laverdu
Maison Morang
Les Longères

# ANNEXE 5
# RÉPARTITION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2024 DES LYCÉES PUBLICS

| BENEFICIAIRES | ENVELOPPES DGF 2025 |
|---|---|
| **1- Lycées Publics Éducation Nationale**<br>- Enveloppe globale calculée selon barème (dont part exceptionnelle) | 13 297 575 € |
| **2- Lycées Publics Agricoles** | |
| - Enveloppe globale calculée selon barème (dont part exceptionnelle) | 441 140 € |
| **TOTAL DOTATIONS ISSUES DU BAREME DE CALCUL** | **13 738 715 €** |
| **3- Enveloppe Dialogue de Gestion et dotations complémentaires des lycées publics** | 561 285 € |
| **TOTAL ENVELOPPES DGF 2025** | **14 300 000 €** |

***MODALITES DE VERSEMENT DES DOTATIONS 2025 ISSUES DU BAREME DE CALCUL***

***- 60 % à la notification de l'acte juridique***
***- le solde, dans la limite des 40 % restants, au plus tard fin septembre 2025***

## REPARTITION DE LA DOTATION DE FONCTIONNEMENT ISSUE DU BAREME DE CALCUL – EXERCICE 2025

| Établissements publics | Enveloppe engagée au BP 2025 |
|---|---|
| MEMONA HINTERMANN-AFFEJEE | 299 312,00 € |
| MARIE CURIE | 258 052,00 € |
| PAUL VERGES | 415 450,00 € |
| PIERRE LAGOURGUE | 224 578,00 € |
| MAHATMA GANDHI | 189 886,00 € |
| SAINTE-SUZANNE | 263 533,00 € |
| NELSON MANDELA | 196 903,00 € |
| VINCENDO | 157 655,00 € |
| PAULE PIGNOLET DE FRESNE RIVIERE | 185 292,00 € |
| LE VERGER | 221 632,00 € |
| BOIS D'OLIVE | 347 987,00 € |
| PAUL MOREAU | 259 528,00 € |
| JEAN JOLY | 244 093,00 € |
| MOULIN JOLI | 258 883,00 € |
| STELLA | 252 139,00 € |
| LP AMIRAL LACAZE | 173 121,00 € |
| LP VUE BELLE | 289 339,00 € |
| LP VICTOR SCHOELCHER | 258 213,00 € |
| LP PAUL LANGEVIN | 304 625,00 € |
| LP ISNELLE AMELIN | 299 009,00 € |
| LP JEAN PERRIN | 348 893,00 € |
| LP ALBERT RAMASSAMY | 357 658,00 € |
| LP HOTELIER CHRISTIAN ANTOU | 549 472,00 € |
| LP LEON DE LEPERVANCHE | 540 772,00 € |
| LP FRANCOIS DE MAHY | 443 273,00 € |
| LP JULIEN DE RONTAUNAY | 223 772,00 € |

| | |
|---|---|
| LP PATU DE ROSEMONT | 381 577,00 € |
| LP ROCHES MAIGRES | 405 249,00 € |
| LOUIS PAYEN | 148 576,00 € |
| MARGUERITE JAUZELON | 349 175,00 € |
| BOISJOLY POTIER | 289 035,00 € |
| ANTOINE DE SAINT EXUPERY | 255 150,00 € |
| SARDA GARRIGA | 242 236,00 € |
| GEORGES BRASSENS | 358 029,00 € |
| ANTOINE ROUSSIN | 265 094,00 € |
| AMBROISE VOLLARD | 377 884,00 € |
| JEAN HINGLO | 413 076,00 € |
| PIERRE POIVRE | 233 815,00 € |
| EVARISTE DE PARNY | 256 594,00 € |
| LISLET GEOFFROY | 345 134,00 € |
| JEAN CLAUDE FRUTEAU | 278 811,00 € |
| LECONTE DE LISLE | 408 356,00 € |
| ROLAND GARROS | 726 714,00 € |
| **TOTAL LYCÉES PUBLICS ÉDUCATION NATIONALE** | **13 297 575,00 €** |
| LPHA ANGELO LAURET DE SAINT-JOSEPH | 219 257,00 € |
| LEGTA EMILE BOYER DE LA GIRODAY | 221 883,00 € |
| **TOTAL LYCÉES PUBLICS AGRICOLES** | **441 140,00 €** |
| **TOTAL GÉNÉRAL** | **13 738 715,00 €** |

# BUDGET PRIMITIF 2025
# RAPPORTS SECTORIELS






# AXE 1

## *Le développement humain et solidaire : La pierre angulaire de la mandature*



# PRÉAMBULE

Le Budget Primitif 2025 poursuit la volonté de la Région Réunion de faire du développement humain et solidaire l'axe majeur de sa politique et s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel réactualisé de fonctionnement et d'investissement 2023-2030. Si quelques actions nouvelles verront le jour, les ambitions fixées et les objectifs opérationnels qui en découlent restent les mêmes en 2025. Cependant, la conduite de ces actions devra s'adapter au contexte financier contraint par une trajectoire baissière des recettes de fonctionnement, nécessitant ainsi une vigilance accrue dans l'affectation des ressources et la priorisation des projets. Cette précaution imposée à l'ensemble des dépenses publiques régionales revêt un caractère amplifié s'agissant de l'axe 1.

Une attention particulière sera donc portée sur l'optimisation des recettes, notamment celles émanant de l'Etat et de l'Europe. S'agissant spécifiquement de la formation professionnelle, l'année 2025 sera marquée par la poursuite du partenariat avec l'Etat à travers le Pacte régional d'investissement dans les compétences. La collectivité continuera également de mobiliser le cofinancement du FSE+ dans le cadre du programme FEDER-FSE+ 2021-2027 de La Réunion.

Garantir une éducation de qualité tout au long de la scolarité et des études supérieures, fournir l'égal accès à la formation professionnelle, promouvoir et démocratiser les pratiques culturelles et sportives, mais aussi bâtir un territoire solidaire avec plus de justice sociale sont les objectifs qui continuent de structurer l'intervention régionale pour l'année 2025.

Aussi, les documents programmatiques qui fixent un cadre partenarial et stratégique à l'action régionale de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP, SRFSS, SRESRI, SREA) seront adoptés dans le courant de l'année.

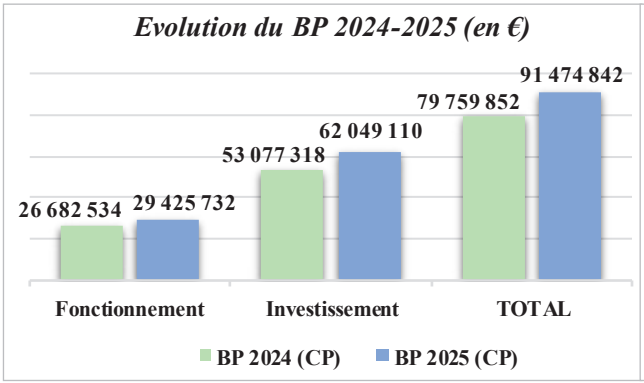
Enfin, si l'axe 1 - développement humain et solidaire - s'identifie principalement en termes de soutien aux opérateurs ou d'accompagnement aux publics cibles, il n'en demeure pas moins que plusieurs opérations de construction et de réhabilitation verront le jour dans cette mandature. En ce sens, les travaux préparatoires autour de la construction des deux lycées (métiers de la mer au Port et métiers du tourisme et de l'hôtellerie à Saint-André), de la reconstruction de l'AFPAR de Saint-François, de la réhabilitation des CREPS et du gymnase de Champ Fleuri ou encore de l'aménagement des réserves mutualisées de Stella Matutina et du MADOI trouveront dès 2025 un avancement remarquable.

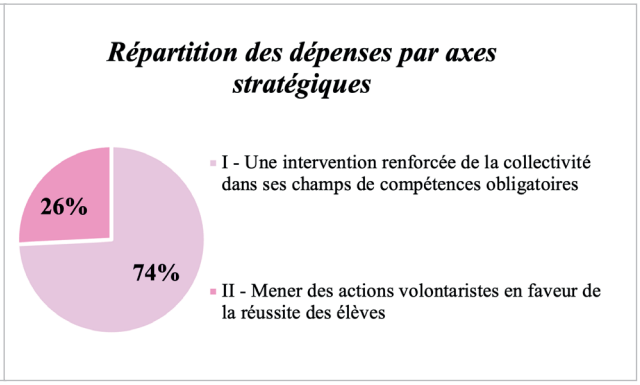
**Pour la mise en œuvre de cet axe au titre de l'année 2025, la collectivité consacrera des crédits de paiement à hauteur de 266 759 595 € :**

## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **191 953 099** | **179 646 744** | **192 461 371** | **176 637 935** | **0,3 %** | **- 1,7 %** |
| **Investissement** | **149 130 280** | **83 714 318** | **142 379 280** | **90 121 660** | **- 4,5 %** | **7,7 %** |
| **TOTAL** | **341 083 379** | **263 361 062** | **334 840 651** | **266 759 595** | **- 1,8 %** | **1,3 %** |

# ACCOMPAGNER UNE POLITIQUE ÉDUCATIVE AMBITIEUSE




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **28 272 534** | **26 682 534** | **30 100 732** | **29 425 732** | **6,5 %** | **10,3 %** |
| **Investissement** | **108 774 280** | **53 077 318** | **113 759 280** | **62 049 110** | **4,6 %** | **16,9 %** |
| **TOTAL** | **137 046 814** | **79 759 852** | **143 860 012** | **91 474 842** | **5,0 %** | **14,7 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées à l'accompagnement d'une politique éducative ambitieuse se traduit par un budget de **143 860 012 € en AE/AP et 91 474 842 € en CP**.

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Une intervention renforcée de la collectivité dans ses champs de compétences obligatoires | 17 238 689 | 17 428 689 | 102 159 280 | 50 449 110 |
| II – Mener des actions volontaristes en faveur de la réussite des élèves | 12 862 043 | 11 997 043 | 11 600 000 | 11 600 000 |
| **TOTAL** | **30 100 732** | **29 425 732** | **113 759 280** | **62 049 110** |

Depuis le début de la mandature, la collectivité a décidé de placer l'égalité des chances au cœur de sa politique éducative. La Région agit en conséquence pour favoriser une orientation réfléchie, une offre de formation de qualité et des conditions de vie et d'apprentissage optimales dans les 45 lycées publics.

Les orientations budgétaires 2025 débattues lors de l'Assemblée Plénière du 07 novembre 2024 poursuivent cette ambition et l'engagement de la Région en faveur de la réussite des lycéens visant à leur offrir un environnement de qualité et les moyens de leurs ambitions.

Malgré les fortes contraintes financières imposées par la politique du nouveau gouvernement, l'intervention de la collectivité se réalisera selon la déclinaison suivante :

- les actions relevant de son champ de compétences éducatives obligatoires (construction de nouveaux lycées, entretien du bâti, sécurité renforcée des accès, fonctionnement matériel et équipements pédagogiques, restauration scolaire, sectorisation et orientation scolaire des collégiens et des lycéens, planification scolaire, persévérance scolaire, accompagnement des missions techniques assurées par les personnels techniques, mise en œuvre de la loi concernant le traitement des déchets dans les lycées) ;
- la poursuite de ses interventions volontaristes d'envergure qui visent notamment à réduire les inégalités scolaires (Numérisak, Numériklas, cantine à 1€, gratuité de l'internat pour les élèves domiciliés dans les trois Cirques, « Un trimestre, un livre », gratuité des protections hygiéniques, mobilité des lycéens (voyages pédagogiques et stages professionnels hors de l'académie), développement des projets culturels et sportifs dans les lycées, renforcement des ressources des Centres de Documentation et d'Information (CDI), financement des supports pédagogiques spécifiques pour les lycéens de la voie professionnelle et technologique, l'aide au premier équipement professionnel « EKIPAOU ...).

En 2025, la région poursuivra ses actions notamment sur :

- le développement des projets culturels et sportifs dans les lycées ;
- le renforcement des ressources des Centres de Documentation et d'Information (CDI), le financement des supports pédagogiques spécifiques pour les lycéens de la voie professionnelle et technologique, l'aide au premier équipement professionnel « EKIPAOU) ;
- la mise en place du dispositif « équipements professionnels » permettant aux jeunes scolarisés en filières professionnelles de bénéficier d'un équipement identique pour tous et adapté aux formations suivies ;
- le renforcement des actions d'information et d'orientation.

## I - UNE INTERVENTION RENFORCÉE DE LA COLLECTIVITÉ DANS SES CHAMPS DE COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

L'environnement dans lequel évolue les jeunes réunionnais et réunionnaises est une composante essentielle de son parcours de formation. La responsabilité de la collectivité régionale s'inscrit ainsi dans le cadre de ses obligations légales en vue d'offrir à chaque lycéen des conditions matérielles et techniques de qualité.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Construire les lycées** | - | - | 48 250 000 | 10 450 000 |
| **Réhabiliter les lycées** | - | - | 43 235 000 | 27 600 000 |
| **Accompagner financièrement les lycées** | 17 238 689 | 17 428 689 | 10 674 280 | 10 683 629 |
| **PRR II communes - éducation** | - | - | - | 1 715 481 |
| **TOTAL** | **17 238 689** | **17 428 689** | **102 159 280** | **50 449 110** |

## A – Une programmation ambitieuse de construction et de réhabilitation des lycées

### 1) Construire de nouveaux lycées

- **Le lycée de la Mer**

Le futur lycée polyvalent, tourné vers les métiers de la mer sera implanté sur le site régional du CIRFIM au Port, mitoyen au lycée Lépervanche.

D'une capacité de 726 lycéens, il s'inscrit dans un objectif de développement de nouvelles compétences en cohérence avec la « stratégie de l'économie bleue » définie par la collectivité et l'Europe. Il présente aussi une offre de formation scientifique de haut niveau.
La maîtrise d'œuvre a été attribuée. Le rendu des études APS s'est opéré en août 2024. Le calendrier des opérations est respecté et la livraison partielle du lycée est prévue pour la rentrée scolaire 2027.

- **Le lycée des métiers du tourisme et de l'hôtellerie**

Localisé sur la commune de Saint-André, ce lycée prend en compte l'évolution de l'offre touristique notamment hôtelière dans un objectif de répartition territoriale équilibrée, en complément de l'offre de formation du lycée hôtelier de Plateau Caillou. Il proposera une offre de formation dans le secteur du tourisme, incluant un volet digitalisation des activités liées au tourisme. La notification du marché de maîtrise d'œuvre est prévue en décembre 2024. Le calendrier prévisionnel des opérations est arrêté et la livraison partielle de l'établissement est prévue pour la rentrée scolaire de 2028.

- **Le lycée d'enseignement adapté**

D'une capacité de 150 élèves et doté de son propre internat éducatif, l'établissement sera situé sur le site du lycée agricole Angelo Lauret. Un travail sur l'offre de formation avec les services du rectorat a démarré. L'établissement devrait proposer en particulier des formations dans le secteur agricole et horticole, l'hôtellerie, la vente, et l'entretien et l'hygiène.

### 2) Réhabiliter les lycées

Le plan de réhabilitation et de modernisation des lycées se déclinera en 2025 à travers une douzaine de chantiers de réhabilitation sur les 38 initiés (26 sont déjà livrés).

Par ailleurs un plan pluriannuel de grosses réparations pour la période 2022-2028 est programmé en privilégiant les opérations de maîtrise de l'énergie, afin d'assurer la maintenance des bâtiments et équipements techniques des lycées tout en optimisant le coût global pris en charge par la collectivité.

## B – Des dotations financières conséquentes pour le bon fonctionnement matériel des lycées et l'optimisation du parc d'équipements pédagogiques

### 1) Accompagner le fonctionnement matériel des lycées

Au titre de ses compétences légales, la collectivité régionale assure le fonctionnement et l'équipement des lycées au moyen de dotations financières. Pour 2025, la collectivité maintiendra ses interventions financières en faveur des lycées.

En fonctionnement, l'enveloppe proposée prend en compte l'évolution des effectifs, les surfaces nouvellement créées, l'augmentation du prix de l'énergie ainsi que les frais de maintenance des équipements spécifiques. Par ailleurs, la collectivité poursuivra l'application des modalités de calcul des forfaits d'externat pour les lycées privés sous contrat d'association.

### 2) Optimiser le parc d'équipement des lycées

En matière d'équipement, l'intervention régionale sous la forme de Dotation Globale d'Equipement (DGE) vise à répondre aux besoins matériels des lycées publics et privés, au regard des filières de formation proposées aux lycéens et des évolutions des structures pédagogiques.

En 2025, la collectivité mettra en place des groupements d'achats afin d'harmoniser et de rationaliser la dépense publique sur certains besoins spécifiques arrêtés en partenariat avec les établissements.

## II - MENER DES ACTIONS VOLONTARISTES EN FAVEUR DE LA RÉUSSITE DES ÉLÈVES

Pour permettre à chaque jeune réunionnais de rejoindre le marché de l'emploi, il importe avant tout qu'il puisse disposer d'un socle solide de connaissances et des compétences nécessaires. L'accompagnement de la Région tant sur le plan personnel que collectif en faveur des lycéens, des étudiants et de leurs familles est une traduction de cette politique engagée et volontaire à leur égard.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Mieux Orienter et former notre jeunesse** | 400 000 | 325 000 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| **Accompagner la mobilité éducative lycéenne** | 650 000 | 650 000 | - | - |
| **Assurer une plus grande égalité des chances** | 11 812 043 | 11 022 043 | 9 600 000 | 9 600 000 |
| **TOTAL** | **12 862 043** | **11 997 043** | **11 600 000** | **11 600 000** |

## A – Mieux Orienter et former notre jeunesse

### 1) Accompagner les jeunes dans la construction de leur parcours

En 2025, l'intervention de la collectivité en faveur de l'information et de l'orientation se traduira par :

- la mise en œuvre d'actions spécifiques pour promouvoir les métiers et les formations ;
- le soutien à la semaine de l'orientation, à l'initiative de l'académie, des lycées et des collèges ;
- les autres initiatives des lycées pour valoriser l'enseignement professionnel (support vidéo de présentation du lycée) ;
- le développement des initiatives pour améliorer l'orientation vers l'enseignement supérieur (projets portés par les lycées volontaires) ;
- l'accompagnement aux frais de déplacement des lycéens sur les diverses manifestations liées à l'information et à l'orientation.

### 2) Structurer, diversifier et moderniser l'offre de formation initiale

En application des textes liés à la réforme du lycée professionnel qui prévoit la rénovation de la carte des formations professionnelles (secteur d'avenir, plus d'insertion...), la collectivité accompagnera cette démarche initiée par les ministères du travail et de l'éducation et axera ses priorités sur les formations en lien avec les filières stratégiques et émergentes du SRDEII, l'actualisation du CPRDFOP et le schéma prévisionnel des formations professionnelles scolaires (SPF), conformément à l'article 214-1 du Code de l'éducation. Les dépenses afférentes seront intégrées aux dotations globales d'équipement.

### 3) Valoriser la formation professionnelle

La collectivité poursuivra la mise à disposition de la mallette pédagogique en faveur des lycéens de la voie professionnelle pour les aider à disposer dès la rentrée d'équipements souvent coûteux nécessaires aux apprentissages des gestes professionnels.

## B – Accompagner la mobilité éducative lycéenne

La collectivité régionale a mis en place plusieurs dispositifs d'aide à la mobilité des lycéens visant à offrir de nouvelles perspectives de formation, de parcours d'excellence et d'égalité des chances pour nos élèves qui seront reconduits en 2025 :

- La Bourse Régionale des Études Secondaires en Mobilité (BRESM) ;
- L'Aide Régionale à l'Entrée aux Grandes Écoles (AREGE) ;
- Le partenariat IEP de Paris au titre des Conventions d'Éducation Prioritaire (CEP) et des admis à Sciences Po Paris ;
- Les Stages en Entreprise Hors Académie (SEHA) avec une visée d'insertion professionnelle post diplôme pour les épreuves du baccalauréat et du BTS incluant une phase de mobilité ;
- L'aide aux voyages pédagogiques.

## C – Assurer une plus grande égalité des chances

### 1) La persévérance scolaire : la première arme de lutte contre le décrochage scolaire

Placée comme priorité régionale, la lutte contre le décrochage scolaire a fait l'objet d'études d'approfondies pour une meilleure connaissance de la problématique, d'actions de coopération avec des territoires européens sur les échanges d'expertises (novembre 2023) et la participation à l'action de recherche-intervention du CNRS sur les alliances éducatives (2023-2024). Un colloque présentant les résultats de cette recherche-intervention sera tenu en avril 2025.

Compte-tenu de la compétence de la Région en matière d'hébergement dans les internats, celle-ci a mis en place en 2023 une « aide régionale à l'hébergement des lycéens originaires des Cirques de La Réunion (Cilaos, Salazie et Mafate) dans les internats des établissements publics secondaires de l'île » afin de contribuer à la persévérance dans le parcours de formation de ces jeunes et réduire le décrochage scolaire.

En 2025, la collectivité agira en prévention et soutiendra les initiatives qui tendent à préparer les sorties du lycée en offrant un parcours adapté et différent avec le partenariat des lycées, des missions locales et de la Direction de la Formation Professionnelle.

### 2) Lutter contre la précarité menstruelle

Depuis 2023, la collectivité accompagne les lycées dans la mise en place de distributeurs dans leur enceinte afin de contribuer à la persévérance scolaire. Cette initiative sera poursuivie en 2025.

### 3) La gratuité des manuels scolaires et le cartable numérique

Pour la rentrée scolaire 2025-2026, les dispositifs « Numérisak » et « Numériklas » seront reconduits afin de garantir la gratuité des manuels et/ou des ressources pédagogiques : chaque primo-lycéen sera doté d'un PC convertible 360° présentant les caractéristiques requises pour un apprentissage de qualité au numérique, intégrant les dernières évolutions technologiques. Parallèlement, les lycées auront toujours la possibilité de compléter leurs collections de livres disposés dans les Centres de Documentation et d'Information pour les besoins pédagogiques spécifiques (sur dotations financières régionales).

### 4) Un repas à 1 euro dans les restaurants des lycées

La Région amplifiera en 2025 son intervention en faveur d'une restauration de qualité et respectueuse de son environnement et du développement économique. Aussi , la collectivité maintiendra le dispositif du repas à 1 € pour la restauration scolaire dans les lycées et soutiendra les actions en faveur d'une alimentation saine et équilibrée.

## 5) Les actions en faveur des étudiants de BTS et des Classes Préparatoires aux Grandes Écoles (CPGE)

En 2025, la collectivité apportera un soutien spécifique et renforcé aux étudiants de BTS et CPGE inscrits dans les lycées publics :

- en intensifiant les actions d'information et d'orientation à destination des lycéens ayant pour objet la valorisation des parcours et des filières de formation dans le cadre du continuum Bac -3/ Bac +3 ;
- en soutenant les actions de promotion des CPGE des lycées qui ont des difficultés de recrutement, notamment en améliorant l'accompagnement des admissibles ;
- en accompagnant les initiatives des lycées qui nouent des partenariats avec des structures associatives.

## 6) L'appel à projets pédagogiques

En 2025, la Région poursuivra également son soutien aux établissements dans la mise en œuvre de projets pédagogiques que pourront mener les partenaires associatifs et éducatifs en faveur de l'éducation, notamment lorsqu'ils ont vocation à valoriser les filières, à susciter la créativité des lycéens en éveillant leur curiosité et leur permettant une ouverture sur le monde.

## 7) Accompagner la lutte contre le harcèlement scolaire

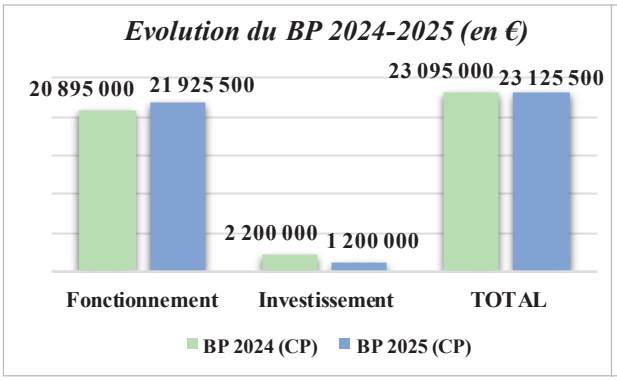
En 2025, la collectivité régionale soutiendra sélectivement des initiatives portées par les lycées et autres opérateurs en faveur d'action de lutte contre le harcèlement en milieu scolaire.

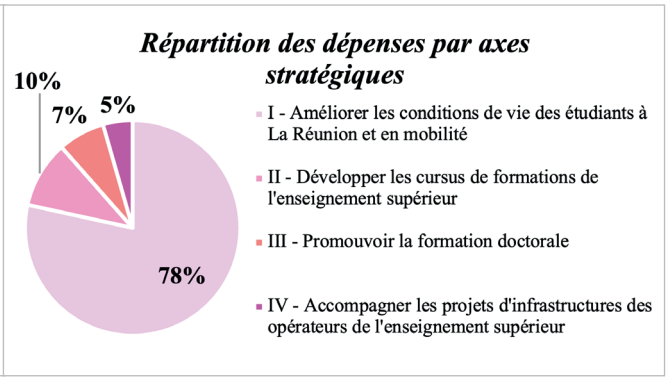
## 8) Promouvoir la lecture auprès des jeunes

Afin de promouvoir la lecture auprès des jeunes, la Région s'est engagée à travers le dispositif « Un trimestre, un livre », à offrir à tous les élèves en faisant la demande, un livre par trimestre d'après une longue liste d'ouvrages.



# S'ENGAGER DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, LA VIE ET LA MOBILITÉ DES ÉTUDIANTS




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/ AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **21 851 000** | **20 895 000** | **22 566 500** | **21 925 500** | **3,3 %** | **4,9 %** |
| **Investissement** | **2 200 000** | **2 200 000** | **1 200 000** | **1 200 000** | **- 45,5 %** | **- 45,5%** |
| **TOTAL** | **24 051 000** | **23 095 000** | **23 766 500** | **23 125 500** | **- 1,2 %** | **0,1 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées à l'enseignement supérieur, la vie et la mobilité des étudiants se traduit par un budget de **23 766 500 € en AE/AP et 23 125 500 € en CP.**

En complément de l'intervention régionale en fonds propres, la participation de l'Europe sur la politique publique de l'Enseignement supérieur s'élèvera à **4 400 000 € en 2025**, dont 1 560 000 € pour le FEDER/INTERREG et 2 840 000 € pour le FSE.

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Améliorer les conditions de vie des étudiants à la Réunion et en mobilité | 18 968 500 | 18 141 000 | - | - |
| II – Développer les cursus de formations de l'enseignement supérieur | 1 993 000 | 2 125 220 | 200 000 | 207 532 |
| III – Promouvoir la formation doctorale | 1 575 000 | 1 629 280 | - | - |
| IV – Accompagner les projets d'infrastructures des opérateurs de l'enseignement supérieur | 30 000 | 30 000 | 1 000 000 | 992 468 |
| **TOTAL** | **22 566 500** | **21 925 500** | **1 200 000** | **1 200 000** |

En termes de compétences transférées par la loi, la Région assume ses responsabilités dans le domaine de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation autour de 3 actions fondamentales :
- L'élaboration d'un schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SRESRI) en adéquation avec les autres schémas programmatiques régionaux ;
- La coordination d'initiatives territoriales visant à développer et à diffuser la culture scientifique, technique et industrielle ;
- La mise en place des objectifs concernant les programmes pluriannuels d'intérêt régional en matière de recherche en déterminant les investissements qui y concourent.

L'objectif central est d'élever le niveau de qualification et la réussite des jeunes Réunionnais afin d'atteindre plus de 50% d'une classe d'âge diplômés de l'enseignement supérieur.

Cette stratégie s'articule autour de 4 axes prioritaires :
- Améliorer les conditions de vie des étudiants à la Réunion et en mobilité ;
- Développer les cursus de formations de l'enseignement supérieur ;
- Promouvoir la formation doctorale ;
- Accompagner les projets d'infrastructures des opérateurs de l'enseignement supérieur.

En 2025, compte-tenu des priorités de la mandature régionale, il est proposé une refonte des aides aux étudiants, qui a pour objectif de répondre aux enjeux suivants :
• réduire le nombre de dispositifs pour une meilleure lisibilité en fusionnant les aides ;
• harmoniser et rééquilibrer les aides à la Réunion et en mobilité en termes de montants et de critères de ressources.

## I - AMÉLIORER LES CONDITONS DE VIE DES ÉTUDIANTS À LA RÉUNION ET EN MOBILITÉ

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Favoriser l'accès au logement étudiant à la hauteur des besoins du territoire** | 75 000 | 75 000 |
| **Soutenir le pouvoir d'achat des réunionnais** | 15 893 500 | 15 066 000 |
| **Favoriser le ressourcement des étudiants réunionnais** | 3 000 000 | 3 000 000 |
| **TOTAL** | **18 968 500** | **18 141 000** |



## A – Favoriser l'accès au logement étudiant à la hauteur des besoins du territoire

### 1) Une gouvernance territoriale impulsée par la Région

Dans le prolongement du schéma territorial de la vie étudiante élaboré en 2023, la collectivité contribuera à impulser et à mettre en place une gouvernance territoriale de la vie étudiante entre les différents acteurs (Etat, collectivités locales, CROUS, bailleurs sociaux, CAF) notamment dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre du SRESRI (Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation).

### 2) La mise en place d'un SIG dédié à l'Enseignement supérieur et à la vie étudiante

La Région, sensible aux problématiques relatives à la réussite et à la vie étudiante, poursuivra ses travaux afin de disposer d'un Système d'Information Géographique (SIG) intégrant des données sur les formations postbac sur le territoire, sur l'offre de logement étudiant à proximité des établissements ainsi que sur les modes de déplacement pour s'y rendre. Cet outil permettra d'étendre la recherche aux offres de logement du parc privé suite à un conventionnement signé entre la Région et la CAF – Caisse d'Allocations Familiales.

En outre, la Région mènera également en 2025, dans le cadre du Schéma régional de la vie étudiante initié par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, une étude de faisabilité sur un projet de label spécifique au logement étudiant. L'objectif étant de pouvoir qualifier l'offre de logement et mieux orienter les étudiants dans leur recherche.

## B – Soutenir le pouvoir d'achat des étudiants réunionnais

La Région poursuivra sa politique volontariste en faveur des étudiants grâce à la mise en place de dispositifs d'aides dans un contexte socio-économique particulièrement difficile pour une grande partie de la jeunesse. La collectivité s'attachera également à simplifier l'accès à ces dispositifs pour faciliter les démarches et à harmoniser les critères pour en bénéficier.

### 1) Les aides aux étudiants à La Réunion

La poursuite d'études supérieures représente un coût financier important pour les étudiants et leurs familles. Pour apporter son soutien et contribuer à l'élévation du niveau de qualification de la jeunesse réunionnaise, la collectivité régionale analysera la possibilité de revaloriser le montant des aides attribuées aux étudiants réunionnais inscrits sur le territoire, en rééquilibrant sur le montant des aides des étudiants en mobilité. Une simplification des dispositifs sera engagée par La Région pour améliorer leur lisibilité et des actions de sensibilisation seront renforcées auprès des partenaires (universités, écoles, lycées, ...).

### 2) Un accompagnement ambitieux des jeunes en mobilité

**- vers la France hexagonale**

Chaque année, en moyenne 2 300 jeunes Réunionnais quittent l'île de La réunion pour se former en France hexagonale.
En 2025, La Région Réunion poursuivra son soutien à la mobilité des jeunes réunionnais en mettant à disposition des mesures d'aides et d'accompagnement tout au long de leur cursus d'études depuis le lycée jusqu'au Master 2.

**- vers l'Europe et les pays étrangers**

La poursuite d'études à l'international (Europe et Océan Indien) est de plus en plus fréquente chez les jeunes réunionnais et réunionnaises. Aussi pour les accompagner à se former, la Région propose plusieurs dispositifs d'allocations (Allocation de Stage Pratique en Mobilité, Allocation Frais de Vie, Aide à la Mobilité vers les pays Etrangers) dans la logique d'un « retour au pays » une fois les études terminées.
Le dispositif « Etudier et Vivre au Québec » sera reconduit en 2025. Une centaine d'étudiants réunionnais y bénéficient chaque année.

### C - Favoriser le ressourcement des étudiants réunionnais

Dans le contexte économique actuel, la Région a choisi d'apporter un soutien aux jeunes réunionnais inscrits en études en mobilité en Métropole, en Europe ou à l'Etranger.

Ce dispositif a enregistré une forte progression des demandes depuis sa mise en place, notamment pour les étudiants en mobilité à l'étranger dont le coût du billet constitue un obstacle majeur à un ressourcement familial durant leur parcours de formation.

Il sera analysé une majoration de l'aide forfaitaire pour les étudiants éligibles au dispositif Ressourcement Etudiant poursuivant leur cursus en dehors de la zone Europe, dont le lieu d'études se situe dans les continents éloignés suivants : Amérique, Asie, Océanie (Australie).

## II – DÉVELOPPER LES CURSUS DE FORMATIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La Région conduit une politique volontariste pour favoriser la réussite de la jeunesse réunionnaise. Plus de 25 000 étudiants sont formés par les opérateurs de l'enseignement supérieur sur l'île. Plus de la moitié des étudiants sont boursiers, alors que la moyenne nationale est inférieure à 30%. Les formations postbac (+2 ou +3), les sections de techniciens supérieurs (BTS), les Bachelor Universitaire de Technologie, les CPGE, les licences générales et technologiques sont particulièrement soutenues par la collectivité. En effet, la voie technologique constitue un parcours de réussite d'études et de vie professionnelle pour les jeunes, tout en apportant une réponse aux besoins de l'économie réunionnaise.

La Région accompagne les formations et les parcours permettant le développement des compétences, la professionnalisation et l'employabilité des jeunes Réunionnais en lien avec les filières stratégiques du territoire, telles qu'elles ressortent de la politique régionale de la mandature (CPRDFOP, S3-S5, SRDEII), notamment celles qui relèvent des souverainetés alimentaire, sanitaire, énergétique.

Les formations postbac (+2 ou +3), les sections de techniciens supérieurs (BTS), les Bachelor Universitaire de Technologie, les CPGE, les licences générales et technologiques sont d'ores et déjà identifiées comme filières prioritaires pour mieux répondre aux besoins du territoire.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Affirmer le rôle de chef de file de la Région au niveau territorial** | 125 000 | 198 460 | - | - |
| **Favoriser l'inclusion sociale des étudiants au sein des filières de l'enseignement supérieur** | 100 000 | 72 200 | 30 000 | 28 532 |
| **Renforcer et diversifier les filières et les diplômes adaptés aux besoins du territoire** | 1 768 000 | 1 854 560 | 170 000 | 179 000 |
| **TOTAL** | **1 993 000** | **2 125 220** | **200 000** | **207 532** |

## A – Affirmer le rôle de chef de file de la Région au niveau territorial

### 1) L'élaboration du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

Le SRESRI définira les orientations et les priorités d'orientations en matière d'intervention de la Région et des autres collectivités territoriales dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, en cohérence avec les stratégies nationales de l'État.

Après une large concertation auprès des acteurs économiques du territoire pour son élaboration, son adoption en 2025 permettra de développer et de capitaliser les synergies entre les entreprises réunionnaises et les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. La signature d'une charte d'engagement avec les partenaires est prévue en 2025.

### 2) La mise en place des Conventions d'Objectifs, de Moyens et de Performances (COMP)

La Région va poursuivre la mise en œuvre des Conventions d'Objectifs, de Moyens et de Performances (COMP) avec les principaux opérateurs de l'Enseignement supérieur et assurera le suivi du COMP de l'ESAR et de l'ENSAM. Ainsi, la collectivité régionale disposera d'indicateurs pour mesurer l'impact de la politique en matière d'enseignement supérieur et son adéquation avec les orientations de la mandature.

### 3) Initier la création d'une Université de l'Océan Indien portée par la Région

La stratégie de la Région, pour favoriser l'ouverture au monde de la jeunesse réunionnaise et renforcer la coopération éducative dans la zone océan Indien, se poursuivra afin de permettre la création d'une institution universitaire qui rassemblera une communauté régionale et internationale de spécialistes engagés dans la recherche, la formation doctorale, et la diffusion des connaissances.

## B – Favoriser l'inclusion sociale des étudiants au sein des filières de l'Enseignement supérieur

### 1) Consolider la prépa INP

La prépa des Instituts Nationaux Polytechniques (INP) propose un cycle préparatoire de haut niveau en 2 ans aux jeunes Réunionnais afin d'accéder aux écoles d'ingénieurs. Ce parcours leur permet d'être dans un cursus d'Ingénieur dès le baccalauréat avec deux spécificités : le contrôle continu qui remplace le concours, et le stage en entreprise.

En 2025, la collectivité régionale renforcera son soutien à la prépa INP en fonctionnement et en équipement et participera au financement de la réhabilitation des locaux situés sur le site de la cité scolaire du Butor.

### 2) Accompagner la mise en œuvre de la prépa IngéPlus à la Réunion

Par ailleurs, la mise en place d'un partenariat à La Réunion avec le réseau INGE+, afin de favoriser l'accès aux écoles d'ingénieurs des élèves de BTS (bacheliers de séries technologique et professionnelle), devrait se concrétiser pour la rentrée 2025 avec le soutien de la Région.

### C – Renforcer et diversifier les filières et les diplômes adaptés aux besoins du territoire

#### 1) Un partenariat renforcé avec l'Université de La Réunion notamment dans les secteurs de l'énergie et de la santé

La collectivité accompagnera les projets de mobilité des étudiants et des enseignants dans le cadre de la coopération régionale. Elle encouragera et soutiendra financièrement la mise en œuvre d'unité d'enseignement telle que la géopolitique de l'océan Indien, en faveur des étudiants de licence et de Master.

La Région poursuivra son accompagnement pour les formations d'excellence telles que la prépa talent, le DU ambition, la co-diplomation entre l'IUT et l'IRTS, le module de langue vivante régionale de l'INSPE, mais aussi l'ESIROI et renforcera son soutien en faveur des filières telles que les sciences humaines, la santé, l'intelligence artificielle (IA), l'aérospatiale, l'hydrogène ou encore le génie électrique (smartgrids).

#### 2) La consolidation du soutien aux écoles supérieures régionales

La collectivité régionale poursuivra son soutien aux formations d'enseignement supérieur tant publiques (Ecole Supérieure d'Art de La Réunion, etc.) que privées (Ecole de Gestion et de Commerce, ILOI, etc.) en cohérence avec ses orientations stratégiques et en poursuivant une logique de développement équilibré du territoire dans l'offre de formations présente. En 2025, la Région sera aux côtés de l'Etat pour la création de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de la Réunion.

## III – PROMOUVOIR LA FORMATION DOCTORALE

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Encourager les jeunes réunionnais à poursuivre les travaux de recherches** | 1 425 000 | 1 471 500 |
| **Soutenir les colloques d'envergure internationale** | 150 000 | 157 780 |
| **TOTAL** | **1 575 000** | **1 629 280** |

### A – Encourager les jeunes Réunionnais à poursuivre les travaux de recherches

#### 1) Le soutien aux doctorants par les allocations régionales de recherche

Afin de soutenir des travaux de recherche portant sur des projets d'intérêt régional ou intéressant les domaines d'intérêt majeur de la spécialisation intelligente du territoire, la Région consolidera son aide aux étudiants de doctorat au travers du dispositif d'Allocations Régionales de Recherche (ARR) en direction des étudiants réunionnais (PE FEDER) et des étudiants des pays de la zone océan Indien (INTERREG).

### 2) Rapprocher les mondes économiques et universitaires

Depuis 2023, la composition du comité local d'expertise (CLE), qui intervient dans le processus de sélection des ARR a connu de façon inédite une ouverture au monde économique. L'effort poursuivi de rapprocher les mondes universitaire et économique sera maintenu en 2025, notamment à travers le financement d'actions spécifiques tels que les doctoriales.

### 3) Promouvoir la formation doctorale et les colloques d'envergure

Afin de soutenir et valoriser la recherche (en lien avec les axes de la S5 - Stratégie de spécialisation intelligente pour un développement social et soutenable), la Région Réunion mettra en place le prix « talents réunionnais » pour récompenser l'excellente des travaux de thèse ayant un intérêt régional majeur.

## IV – ACCOMPAGNER LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES DES OPÉRATEURS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Au regard des priorités de la mandature, la collectivité mobilisera les fonds européens afin d'apporter son soutien pour la construction d'infrastructures dédiées à l'Enseignement Supérieur, dans le but d'accompagner la croissance démographique de l'île et l'élévation du niveau de qualification.

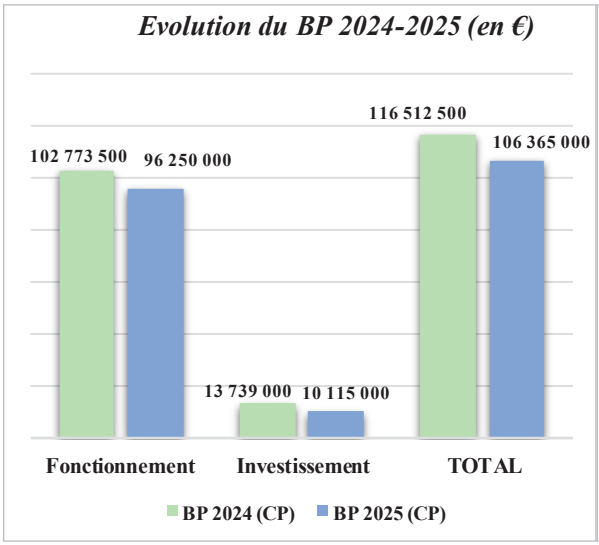
| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Participer à une structuration équilibrée des infrastructures en cohérence avec les besoins du territoire** | 30 000 | 30 000 | 1 000 000 | 992 468 |
| **Assurer la coordination entre les différents acteurs et partenaires** | - | - | | |
| **TOTAL** | **30 000** | **30 000** | **1 000 000** | **992 468** |

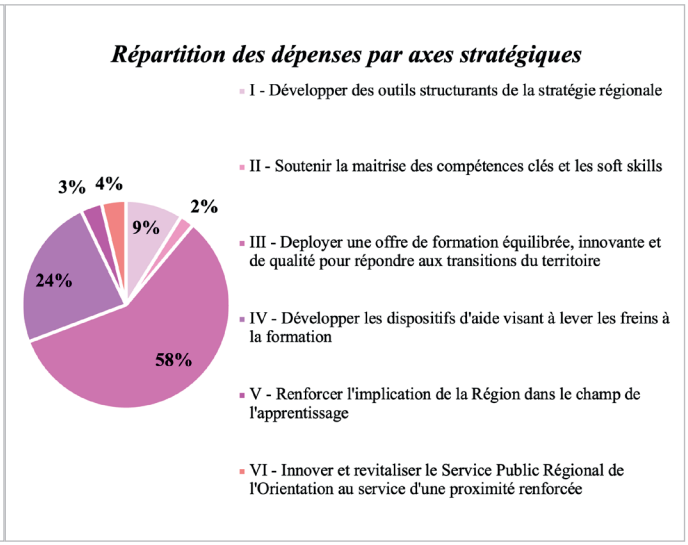
Les projets soutenus dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER 2021-2027 concernent des opérations de construction qui permettront l'amélioration des conditions d'accueil et d'apprentissage pour les étudiants de l'Enseignement supérieur. Les bâtiments nouveaux à construire, et les extensions, devront répondre aux exigences bâtimentaires, notamment à la norme « quasi-zéro carbone ».

Plusieurs projets sont identifiés à ce stade notamment ceux en lien avec l'Université de la Réunion (Campus Est, amphithéâtre du campus Santé ainsi que le gymnase bioclimatique du Tampon), avec l'Ecole Nationale d'Architecture de La Réunion (Campus de l'Oasis) ou encore avec la cité scolaire du Butor (travaux de rénovation).

La livraison et la mise en service des nouveaux locaux de l'école d'architecture est prévue pour 2026. Ce nouveau campus devrait permettre de créer une dynamique autour des 3 écoles du Port : l'ESAR, l'ENSAR et l'ILOI.

# DÉPLOYER DES FORMATIONS MIEUX ADAPTÉES AUX BESOINS DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

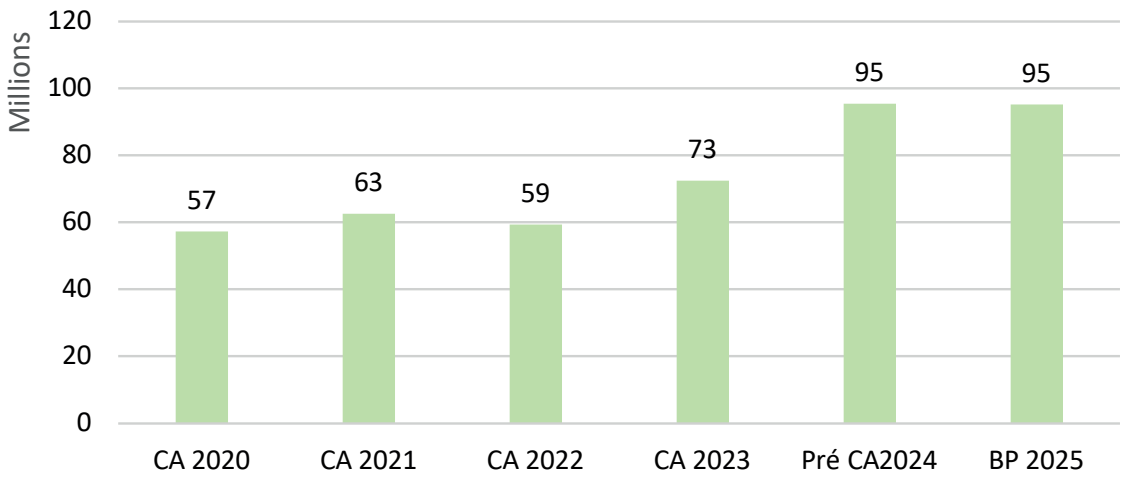



**ZOOM sur les AE des formations adaptées**
(hors apprentissage)

| | BP 2024 | BP 2025 | Evol. AE |
|---|---|---|---|
| | AE | AE | |
| **Fonctionnement** | **106 679 630** | **107 650 000** | **0,9 %** |

**Réalisation en CP des formations adaptées**
(hors apprentissage)



Dans le cadre de la nouvelle mandature, la collectivité a porté un effort particulier sur la formation professionnelle pour laquelle les réalisations en crédits de paiement ont fortement progressé de 57 M€ en 2020 à 95 M€ au BP 2025, à l'identique de la réalisation prévisionnelle de l'exercice 2024.

La collectivité maintient en 2025 une ambition forte sur le développement et la structuration des formations professionnelles sur le territoire, qui permettra de proposer plus de 12 000 places de formation aux Réunionnais en cohérence avec les besoins des secteurs économiques. Cette ambition se traduira également par un accompagnement renforcé des publics les plus éloignés de l'emploi avec l'extension du dispositif de LéspassClés et une commande spécifique à l'Afpar pour la formation des publics bénéficiaires du RSA.

En outre, la collectivité alloue un budget spécifique à des mesures nouvelles de lutte contre les freins périphériques à la formation telles que l'augmentation de la rémunération des stagiaires dans un contexte d'inflation et de perte de pouvoir d'achat et l'aide à la garde d'enfants pour les mères de famille monoparentale.

Cette ambition se traduit par une augmentation nette de près d'1 M€ en AE.

## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **109 221 630** | **102 773 500** | **108 820 000** | **96 250 000** | **- 0,4 %** | **- 6,3 %** |
| **Investissement** | **16 761 000** | **13 739 000** | **11 525 000** | **10 115 000** | **- 31,2 %** | **- 26,4 %** |
| **TOTAL** | **125 982 630** | **116 512 500** | **120 345 000** | **106 365 000** | **- 4,5 %** | **- 8,7 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au développement des compétences des Réunionnais se traduit par un budget de **120 345 000 € en AE/AP et 106 365 000 € en CP**.

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Développer des outils structurants de la stratégie régionale | 3 052 900 | 2 789 000 | 6 900 000 | 6 670 000 |
| II- Soutenir la maitrise des compétences clés et les soft skills | 2 530 200 | 2 312 000 | 100 000 | 50 000 |
| III – Déployer une offre de formation équilibrée, innovante et de qualité pour répondre aux transitions du territoire | 72 659 800 | 60 962 000 | 1 445 000 | 847 000 |
| IV – Développer les dispositifs d'aide visant à lever les freins à la formation | 26 430 000 | 25 180 000 | - | - |
| V – Renforcer l'implication de la Région dans le champ de l'apprentissage | 1 170 000 | 1 000 000 | 3 000 000 | 2 500 000 |
| VI- Innover et revitaliser le Service Public Régional de l'Orientation au service d'une proximité renforcée | 2 977 100 | 4 007 000 | 80 000 | 48 000 |
| **TOTAL** | **108 820 000** | **96 250 000** | **11 525 000** | **10 115 000** |

En 2025, la Région Réunion poursuivra son action ambitieuse dans le domaine de la formation professionnelle. Dans ce cadre, elle s'attachera à déployer des dispositifs permettant de lever les freins périphériques qui limitent l'accès à la formation. Il s'agira ainsi de promouvoir l'égalité des chances tout en proposant une offre de formation dense et de qualité au service des Réunionnais et du développement économique local. Et ce, conformément aux nouveaux schémas régionaux que sont le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP) ainsi que le Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales (SRFSS) qui seront adoptés en 2025.

La collectivité souhaite, ainsi, asseoir pour l'année 2025, son rôle de cheffe de file de la stratégie régionale de développement des formations et de l'orientation à La Réunion, notamment par la revitalisation du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO).

Pour se donner les moyens de son ambition, la collectivité Régionale mobilisera, en complément de ses fonds propres, les financements du Pacte Régionale pour l'Investissement dans les Compétences (PRIC), ainsi que ceux du Programme Européens FSE+ 2021-2027.

## I – DÉVELOPPER DES OUTILS STRUCTURANTS DE LA STRATÉGIE RÉGIONALE

En 2025, la Région prévoit de développer des outils structurants pour la formation professionnelle afin d'améliorer l'efficacité et l'accessibilité des formations tout en répondant aux besoins changeants du marché du travail régional.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Piloter et mettre en œuvre les documents de planification stratégiques** | 60 000 | 60 000 | - | - |
| **Renforcer la veille prospective** | 472 900 | 639 000 | - | - |
| **Apporter plus de cohérence dans le système d'information de la formation professionnelle** | 450 000 | 270 000 | - | 1 300 000 |
| **Déployer des infrastructures de qualité** | 2 000 000 | 1 750 000 | 6 900 000 | 5 370 000 |
| **Engager une démarche de qualité de la formation professionnelle** | 70 000 | 70 000 | - | - |
| **TOTAL** | **3 052 900** | **2 789 000** | **6 900 000** | **6 670 000** |

## A – Piloter et mettre en œuvre les documents de planification stratégiques

Le début de l'année 2025 sera marqué par les premiers pas de mise en œuvre opérationnelle des nouveaux schémas stratégiques régionaux que sont le CPRFOP et le SRFSS, lesquels seront articulés, pour un meilleur impact sur le territoire, aux autres outils programmatiques de la collectivité que sont le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) et le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

La collectivité poursuivra l'animation du Plan Régional pour la Maîtrise des Compétences Clés (PR2C) et sa coordination à travers la mise en place d'actions ainsi que l'expérimentation de LéspassClés qui devrait s'étendre à d'autres communes volontaires.

Enfin, les discussions en 2024 avec l'Etat ont abouti à la contractualisation d'un nouveau PACTE pour la période de 2024-2027. L'ambition est d'utiliser cet outil pour former davantage de Réunionnais, en particulier les plus éloignés de l'emploi, mais aussi renforcer les actions en faveur des décrocheurs scolaires et universitaires.

## B – Renforcer la veille prospective

En 2025, la collectivité pourra s'appuyer sur son réseau de partenaires (Opérateurs de compétences (OPCO), France Travail, DEETS, ..) présents sur le territoire pour apporter de la cohérence et de la lisibilité dans les actions engagées par chacune des parties notamment dans les secteurs de la prospective, de la formation, de l'orientation et de la valorisation des métiers. Conjointement, afin de disposer d'états des lieux régulièrement actualisés en matière d'emplois et de compétences, la collectivité poursuivra, en 2025, son soutien en faveur de l'Observatoire Régional des Compétences piloté par Réunion Prospective Compétences (RPC) afin de mener une analyse des données emplois-compétences du territoire au regard des priorités thématiques stratégiques notamment dans le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

## C – Apporter plus de cohérence dans le système d'information de la formation professionnelle

Pour assurer la bonne mise en œuvre du nouveau PACTE 2024-2027 et améliorer son suivi sur les parcours de formation, la collectivité s'emploiera, en 2025, à alimenter AGORA (plateforme de référence d'échange et de partage de données de la formation professionnelle) avec des informations nécessaires au périmètre des stagiaires.

Par ailleurs, la montée en puissance de la collectivité met en lumière la nécessité de disposer d'un système d'information permettant de piloter réellement la formation professionnelle.

Celle-ci impliquant de nombreux acteurs (apprenants, organismes de formation, prescripteurs,...), des financements variés, ainsi que de multiples dispositifs, il est essentiel pour la Région de se doter en 2025 d'un système d'information adapté permettant de centraliser, d'organiser et de faciliter le pilotage de l'activité.

### D – Déployer des infrastructures de qualité

En 2025, la Région se dotera d'une véritable stratégie patrimoniale afin de garantir la pérennité et la qualité des infrastructures pour former efficacement les professionnels de demain.

La relocalisation des Instituts d'Etudes en Santé (IES) du CHU Nord ainsi que la construction d'un nouveau site de formation pour l'IRTS sur le territoire de Saint-Benoît compte parmi les projets immobiliers importants dans le secteur des formations sanitaires et sociales.

La Région entend repenser le fonctionnement du Campus Pro en tant qu'écosystème de la formation professionnelle, avec l'ambition d'en faire un modèle innovant qui se différencie par la création d'un espace de formation immersif qui rapproche les apprenants du monde du travail.

La stratégie repose également sur l'attribution d'un marqueur d'identité sur certaines infrastructures, notamment celle de l'AFPAR de Saint-François qui sera reconstruite et reconfigurée autour de pôle de compétences dans le numérique (Cybersécurité, jeux-vidéo).

### E – Engager une démarche de qualité de la formation professionnelle

La Région contribuera activement à la professionnalisation et l'amélioration continue du secteur de la formation professionnelle grâce à de nouveaux mécanismes de contrôle et de suivi. La montée en puissance de l'offre de formation régionale implique que la collectivité structure et déploie, en 2025, un service dédié aux contrôles ad-hoc auprès des opérateurs financés par la Région dans une démarche globale de qualité.

## II - SOUTENIR LA MAITRISE DES COMPÉTENCES CLÉS ET LES SOFT SKILLS

Dans son ambition d'élever le niveau de compétences des Réunionnaises et des Réunionnais, la collectivité poursuivra le déploiement, avec les partenaires, du Plan Régional de Maitrise des Compétences clés, elle accompagnera les actions de remobilisation et de préqualification, soutiendra les programmes de formations sectorielles et confortera l'AFPAR dans sa mission d'intérêt général.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Déployer le Plan Régional des Compétences Clés** | 900 000 | 790 000 | - | - |
| **Accompagner les actions de remobilisation et de préqualification** | 1 280 000 | 1 220 000 | - | - |
| **Soutenir l'action de l'Ecole de la 2eme Chance** | 350 200 | 302 000 | 100 000 | 50 000 |
| **Lancer un appel à projets pour l'obligation de formation les 16-18 ans** | - | - | - | - |
| **TOTAL** | **2 530 200** | **2 312 000** | **100 000** | **50 000** |

## A - Déployer le Plan Régional des Compétences Clés (PR2C)

La Région poursuivra la coordination du PR2C à travers la mise en œuvre des actions propres à la collectivité ainsi que le déploiement de LéspassClés.

La coordination et l'animation du PR2C se traduira par la poursuite des différents comités de concertation (pilotage, technique et de suivi) tout au long de l'année 2025. L'animation du PR2C passera également par l'organisation d'un séminaire ainsi que des actions de communications ponctuelles afin de créer une synergie entre les acteurs de terrain sur l'objectif commun de faire reculer l'illettrisme tout en introduisant des concepts et une terminologie qui témoignent du changement de paradigme vers un accompagnement des personnes en difficulté dans l'acquisition de compétences-clés.

En 2025, la Région poursuivra l'expérimentation d'ouverture de sites LésPassClés avec pour objectif d'atteindre 16 communes bénéficiaires dans le cadre d'appels à projets.

En outre, un Centre de Ressource sera créé dans le but de réunir l'ensemble des acteurs intervenant en faveur des compétences clés permettant ainsi de favoriser l'échange, les bonnes pratiques ainsi que la valorisation des savoir-faire pour la montée en compétences de tout l'écosystème.

## B - Accompagner les actions de remobilisation et de préqualification

En articulation avec les dispositifs de repérage portés par d'autres acteurs, la collectivité intensifiera sa réponse formative aux enjeux de remobilisation des personnes faisant face à des difficultés telles que l'illettrisme, l'illectronisme ou l'innumérisme, ou plus généralement à des difficultés d'apprentissage par la voie traditionnelle. Dès lors, la Région s'est dotée de dispositifs qui permettent l'acquisition de compétences douces (soft skills) et de savoirs de base, dans une visée de professionnalisation :

- Ateliers compétences clés (ACC/Cléa) ;
- Compétences Clés en Situation Professionnelle (CCSP/Cléa) ;
- Rebondir - public 16-29 ans ;
- École de la Deuxième Chance (E2C) à La Réunion.

Une densification de l'offre de formation numériques et bureautiques à destination des publics demandeurs d'emploi ou en recherche active d'emploi recensés dans les communes rurales, les Hauts et les écarts sera également assurée en 2025 pour lutter contre la fracture numérique.
Enfin, la Région poursuivra ses actions pour augmenter l'employabilité des publics les plus fragiles et lancera en particulier un appel à projets portant sur l'obligation de formation pour les jeunes de 16-18 ans dans le but de prévenir le décrochage scolaire et permettre d'élever le niveau de qualification, en offrant des alternatives et des accompagnements ciblés relevant de la formation professionnelle. Par ailleurs des formation pré-qualifiantes et qualifiantes en milieu carcéral sont définies dans un cadre partenarial avec la Délégation territoriale de la Direction des services pénitentiaires d'Outre-Mer à destination des trois de centres de détention de l'île en vue de lutter contre la récidive, de favoriser la réintégration sociale des personnes sous-main de justice.

## III – DÉPLOYER UNE OFFRE DE FORMATION ÉQUILIBREE, INNOVANTE ET DE QUALITÉ POUR REPONDRE AUX TRANSITIONS DU TERRITOIRE

Suite à la rénovation de ses modalités d'achats en 2024, la Région ambitionne de densifier son offre de formation à destination des demandeurs d'emploi, des jeunes en situation de décrochage ou encore les publics rencontrant des difficultés de lecture et d'écriture en vue de favoriser leur insertion professionnelle. Les actions entreprises, à ce titre en 2025, émargeront au Plan Régional de Formation Professionnelle (PRFP) et au PACTE.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Former dans les filières prometteuses de la Nouvelle Economie à travers la poursuite de la mise en œuvre des accords-cadres** | 32 898 000 | 28 268 000 | 100 000 | - |
| **Conforter l'AFPAR dans sa mission d'intérêt général** | 17 980 000 | 14 000 000 | 920 000 | 452 000 |
| **Investir dans le développement de la filière sanitaire et sociale** | 21 781 800 | 18 694 000 | 425 000 | 395 000 |
| **Acheter des places de formation au titre des PRFP nationaux** | - | - | - | - |
| **Favoriser les échanges dans les Pays voisins** | - | - | - | - |
| **TOTAL** | **72 659 800** | **60 962 000** | **1 445 000** | **847 000** |

### A - Former dans les filières prometteuses de la Nouvelle Economie à travers la poursuite de la mise en œuvre des accords-cadres

Former les Réunionnaises et Réunionnais en cohérence avec la stratégie de la Nouvelle Economie (SRDEII) est une démarche qui vise à les préparer aux enjeux économiques actuels et futurs. En s'alignant sur les priorités régionales définies par ce schéma, la collectivité souhaite maximiser l'impact de l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi sur le territoire grâce à une approche intégrée et cohérente des outils programmatiques de la Région.

En 2025, sur la base des accords-cadres mis en œuvre en 2023, des formations seront re/programmées dans plusieurs secteurs : **Numérique** (technicien géoréférencement, technicien réseau...), **Industrie** (technicien supérieur méthodes produits process, soudeur à l'arc...), **Tertiaire** (domaine transport, juridique), **Tourisme** (guide conférencier, animateur loisirs...), **Formation** (coach en insertion, formateur public adulte...), **Industrie culturelle et créative** (métiers artistiques et administratifs du spectacle vivant).

D'autres formations seront proposées en cohérence avec les comités de filières du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) notamment dans les secteurs suivants : le care, l'économie bleue, la transition écologique et énergétique...

## B – Conforter l'AFPAR dans sa mission d'intérêt général

En 2025, la Région maintiendra son accompagnement, en faveur de l'AFPAR avec des missions spécifiques autour de la prise en charge :
- du public jeune en situation de décrochage scolaire ;
- d'un public éloigné de l'emploi nécessitant en amont des formations qualifiantes dans le cadre de la Plateforme d'Accès à la Certification (PAC) ;
- d'un public BRSA (Bénéficiaires du RSA) dans le cadre de l'expérimentation de France Travail sur le bassin de Saint-Leu.

En outre, la collectivité sera attentive au développement de la carte de formations de l'AFPAR dans les secteurs du service à la personne, services aux entreprises et aux particuliers en lien avec les besoins croissants en termes de soutien, d'accompagnement et d'assistance pour des publics variés tels que les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les familles et autres publics nécessitant une aide temporaire ou permanente.

## C – Investir dans le développement de la filière sanitaire et sociale

L'année 2025 sera marquée par l'adoption du nouveau Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales (SRFSS) qui contribuera à la consolidation de l'offre de formation et l'aide aux apprenants de la filière.
De plus, afin de diversifier les parcours, la mise en œuvre des titres professionnels sera poursuivie en 2025 en complément des diplômes d'Etat. Des modules de sensibilisation sur la prévention et la lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales seront intégrés aux divers parcours de formation dans le cadre d'une expérimentation.

Par ailleurs, la collectivité soutiendra l'ouverture d'une filière d'orthophoniste prévue en 2025 au sein l'UFR Santé de l'Université de la Réunion, et apportera une attention particulière aux besoins en formation relevant du secteur de la petite enfance.

Enfin, afin de favoriser l'égalité des chances, plusieurs aides seront maintenus en 2025 en soutien aux étudiants de cette filière à l'instar d'une aide exceptionnelle versée à ces derniers, du dispositif de lutte contre la précarité menstruelle et d'accès aux soins.

## D – Acheter des places de formation au titre des PRFP nationaux

La Région amorcera, en 2025, une démarche partenariale avec des régions de France hexagonale, et certains établissements locaux de formation, afin que les demandeurs d'emploi réunionnais souhaitant s'inscrire sur une action de formation collective (notamment à cause de l'absence de plateau technique par exemple) puissent bénéficier d'une mobilité pour se former sur le territoire national.

## E– Favoriser les échanges dans les Pays voisins

En 2025, la Région souhaite s'inscrire dans une coopération avec les Pays voisins de la zone Océan Indien afin d'offrir l'opportunité aux demandeurs d'emploi réunionnais de développer leurs compétences, d'améliorer leur employabilité et de découvrir de nouvelles opportunités économiques et culturelles.

## IV – DÉVELOPPER LES DISPOSITIFS D'AIDE VISANT À LEVER LES FREINS À LA FORMATION

En 2025, la collectivité maintiendra les dispositifs existants en visant à lever les freins à la formation. De nouveaux dispositifs d'aide seront mis en œuvre afin de favoriser le retour à la formation et sécuriser les parcours.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Garantir la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle** | 18 000 000 | 18 000 000 |
| **Soutenir les stagiaires de la formation professionnelle et simplifier l'obtention des bourses sanitaires et sociales** | 3 930 000 | 3 630 000 |
| **Accompagner les projets individuels via le Pass Formation** | 3 500 000 | 2 500 000 |
| **Poursuivre la levée des freins liés à la mobilité des stagiaires** | - | - |
| **Conclure un partenariat avec la CAF pour établir un plan d'actions à la levée des freins périphériques** | 200 000 | 200 000 |
| **Assurer le maintien en formation par l'attribution d'une aide individuelle** | 800 000 | 850 000 |
| **TOTAL** | **26 430 000** | **25 180 000** |

### A – Garantir la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

La collectivité poursuivra, en 2025, le versement d'une rémunération aux stagiaires pour compenser les frais engendrés par la formation (achat de petits matériels, transport, repas, garde d'enfant...) ainsi que la garantie d'une protection sociale. Ces leviers incitatifs permettent de favoriser l'accès à la formation et sécurisent les parcours de formation.

### B – Soutenir les stagiaires de la formation professionnelle et simplifier l'obtention des bourses sanitaires et sociales

Pour l'année scolaire 2024-2025, la revalorisation du montant des bourses est maintenue et se concrétise par une majoration mensuelle de 40 €. Cette majoration volontariste sera maintenue malgré le contexte de contraintes budgétaires renforcées par la loi de finances 2025.

### C – Accompagner les projets individuels via le Pass Formation

En complément de l'offre de formation collective déployée par la Région et ses partenaires, le dispositif Pass Formation, visant à soutenir les projets de formation des demandeurs d'emploi pour améliorer leur employabilité et répondre aux besoins économiques locaux, sera maintenu en 2025.

### D – Poursuivre la levée des freins liés à la mobilité des stagiaires : Réuni'Pass

Afin de lutter contre les freins à la mobilité, les stagiaires de la formation professionnelle de la Région pourront continuer de bénéficier du dispositif Réuni'Pass offrant la gratuité des transports (Car Jaunes et réseaux urbains).

### E – Elaborer des dispositifs d'accompagnement ciblés

En 2025, la Région renforcera son partenariat avec les acteurs locaux (CAF, CCAS, etc.) afin de créer un accompagnement global des demandeurs d'emplois. Celui-ci permettra de lever les freins périphériques (garde d'enfant, logement, etc.) et favoriserait ainsi le retour à la formation de ces publics.

### F – Assurer le maintien en formation par l'attribution d'une aide individuelle

La Région mettra en place en 2025 un dispositif d'accompagnement individuel en faveur des apprenants rencontrant des difficultés financières afin d'inciter ces derniers à poursuivre et finaliser leur parcours de formation dans les secteurs en tension.

## V – RENFORCER L'IMPLICATION DE LA RÉGION DANS LE CHAMP DE L'APPRENTISSAGE

La collectivité réaffirme en 2025 son souhait de réinvestir le champ de l'apprentissage dans une logique de complémentarité avec les Opérateurs de Compétences (OPCO) et poursuit son intervention en soutien au fonctionnement à l'investissement des CFA.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Poursuivre le développement du partenariat avec les OPCO** | - | - | - | - |
| **Soutenir l'investissement des Centres de Formation d'Apprentis (CFA)** | - | - | 3 000 000 | 2 500 000 |
| **Améliorer l'accès à l'apprentissage** | 1 050 000 | 880 000 | - | - |
| **Encourager l'aide à la mobilité des apprentis** | 120 000 | 120 000 | - | - |
| **TOTAL** | **1 170 000** | **1 000 000** | **3 000 000** | **2 500 000** |

### A – Poursuivre le développement du partenariat avec les OPCO

La Région maintiendra en 2025 la dynamique partenariale avec les Opérateurs de Compétences (OPCO) pour contribuer au développement de l'apprentissage dans une logique de complémentarité, et mettra en œuvre des actions de professionnalisation courtes (ACOS).

### B – Soutenir l'investissement des Centres de Formation d'Apprentis (CFA)

l s'agira en 2025 de maintenir le soutien financier régional en faveur des programmes d'investissements des CFA afin d'offrir aux apprentis réunionnais un appareil de formation attractif, moderne et innovant, en tenant compte de l'évolution des effectifs d'apprentis et des besoins des entreprises.

### C – Améliorer l'accès à l'apprentissage

La Région poursuivra ses actions pour améliorer l'accès à l'apprentissage dans un contexte de réduction des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage par France Compétences.

### D – Encourager l'aide à la mobilité des apprentis

Afin de lever les freins à la mobilité des jeunes Réunionnais, la Région reconduit en 2025 le dispositif d'aide à la mobilité des apprentis permettant à ces derniers de réaliser un stage hors de l'académie dans le cadre de leur parcours d'apprentissage.

## VI – INNOVER ET REVITALISER LE SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE L'ORIENTATION AU SERVICE D'UNE PROXIMITÉ RENFORCÉE AVEC LES USAGERS

Suite à la structuration et le déploiement du SPRO en 2024, il s'agira en 2025 de rendre le Service Public Régional de l'Orientation (SPRO) plus accessible et proche du public, d'en faire un service de proximité qui soit réactif, inclusif et capable de répondre rapidement aux besoins des publics en matière d'orientation et d'accompagnement vers les formations ou l'emploi.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Conseiller et orienter les Réunionnais et Réunionnaises** | - | - | 80 000 | 48 000 |
| **Communiquer, promouvoir et valoriser les métiers et les formations** | 2 977 100 | 3 624 000 | - | - |
| **Informer et innover pour l'information et la découverte des métiers** | - | 323 000 | - | - |
| **Accompagner les acteurs de l'orientation, les équipes éducatives** | - | 60 000 | - | - |
| **TOTAL** | **2 977 100** | **4 007 000** | **80 000** | **48 000** |

### A – Conseiller et orienter les Réunionnais et Réunionnaises

La Région a pour objectif d'augmenter les points de contact pour améliorer l'accessibilité et la qualité des services en matière de conseil et d'orientation.

Dans cette perspective, la Région mettra à disposition en 2025 un numéro vert pour apporter à tous les Réunionnais un premier niveau d'information sur l'orientation, la formation ou encore les métiers.

L'implantation d'une Maison de l'Orientation dans la zone Est (Cité des Métiers Est) comptera également parmi les nouveaux points d'accueil physiques pour accompagner le public local dans leur orientation professionnelle ou scolaire.

## B – Communiquer, promouvoir et valoriser les métiers et les formations

En complément des actions évènementielles portant sur la découverte des métiers organisées dans chaque micro-bassin, dans les Hauts et les écarts, la 48ème édition de la compétition des métiers WorldSkills sera pilotée en 2025 par la Région sous l'égide du SPRO.

Cet évènement s'inscrira pleinement dans la politique de valorisation de métiers que porte la Région, et dont l'objectif est d'inspirer et motiver les jeunes Réunionnais à poursuivre des carrières dans les métiers en tension.

## C – Informer et innover pour l'information et la découverte des métiers

En 2025, le SPRO se dotera de son portail numérique afin de créer un espace dynamique et interactif. Celui-ci s'adressera aussi bien au grand public qu'aux Conseillers en Evolution Professionnelle (CEP). Ce portail est un outil synoptique de l'information régionale autour de l'orientation, les membres pourront transmettre les informations et les données qui les concernent tout en étant contributeurs. Grâce à cet outil, les CEP pourront y trouver des informations utiles à leur pratique professionnelle (fiches métiers, réglementation, dates d'ouverture des formations, actualité économique, données statistiques...) et le grand public des ressources en termes d'orientation.

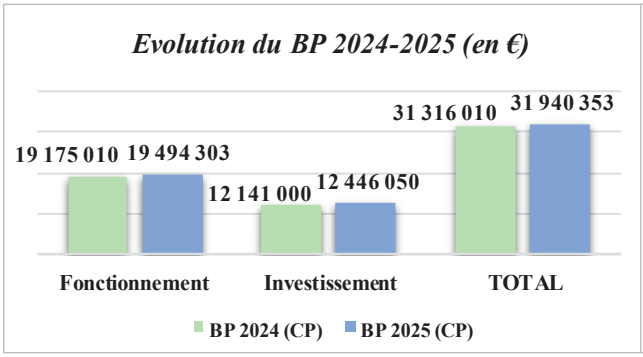
Par ailleurs, dans le cadre de la stratégie éditoriale, 10 brochures « Karé Métiyé » seront élaborées permettant d'outiller les acteurs de l'orientation et d'informer l'ensemble des publics sur les métiers issus des filières du care, de la transition écologique et énergétique et de l'économie bleue.

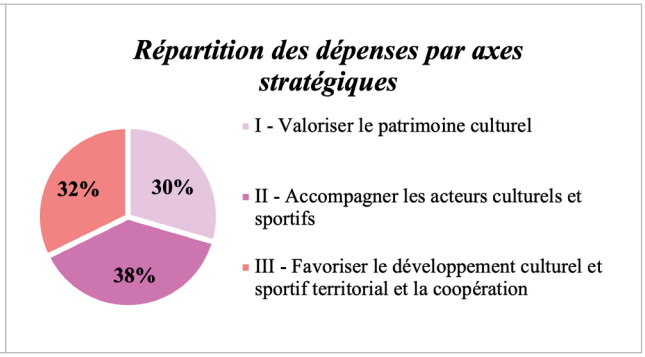
## D – Accompagner les acteurs de l'orientation, les équipes éducatives

Un programme de professionnalisation sera proposé à l'ensemble des acteurs de l'orientation et aux équipes éducatives en 2025 dans le but de favoriser la montée en compétences de tout l'écosystème et d'actualiser les connaissances des acteurs sur les métiers et leur évolution.



# DÉVELOPPER L'EXCELLENCE CULTURELLE ET SPORTIVE




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **21 208 125** | **19 175 010** | **21 313 739** | **19 494 303** | **0,5 %** | **1,7 %** |
| **Investissement** | **18 095 000** | **12 141 000** | **12 145 000** | **12 446 050** | **- 32,9 %** | **2,5 %** |
| **TOTAL** | **39 303 125** | **31 316 010** | **33 458 739** | **31 940 353** | **- 14,9 %** | **2,0 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au développement de l'excellence culturel et sportive des Réunionnais se traduit par un budget de **33 458 739 € en AE/AP et 31 940 353 € en CP**.

Les évolutions s'expliquent par le nouveau contrat de la SPL RMR ainsi que le renforcement des investissements, notamment :
- 1,8 M€ pour les travaux des musées et du CRR ;
- 4 M€ pour les équipements sportifs ;
- 2 M€ pour le plan de réhabilitation (mise aux normes, accessibilité, rénovation thermique) et les travaux de maintenance.

Ces ajustements budgétaires permettent de garantir le rayonnement culturel et sportif de la Région.

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Valoriser le patrimoine culturel | 8 051 624 | 7 349 303 | 2 100 000 | 2 080 000 |
| II – Accompagner les acteurs culturels et sportifs | 10 309 115 | 9 490 000 | 2 950 000 | 2 720 000 |
| III- Favoriser le développement culturel et sportif territorial et la coopération | 2 953 000 | 2 655 000 | 7 095 000 | 7 646 050 |
| **TOTAL** | **21 313 739** | **19 494 303** | **12 145 000** | **12 446 050** |

Le budget consacré à la culture en 2025 est nécessairement en évolution positive pour répondre d'une part, aux fortes attentes des acteurs culturels du territoire et d'autre part, à la politique volontariste de la collectivité dans ce domaine. Au croisement des politiques économiques, touristiques, de cohésion sociale, d'éducation et de formation professionnelle, le soutien régional aux acteurs culturels ne peut que se renforcer pour poursuivre la structuration du secteur au service d'une stratégie culturelle concertée et co-portée par les différents acteurs.

La collectivité régionale :
- soutient la création artistique locale ;
- préserve et enrichit notre patrimoine culturel unique et varié ;
- promeut la diffusion des arts, de la culture à travers le territoire ;
- investit dans l'éducation artistique ;
- encourage l'innovation culturelle ;
- favorise la coopération interculturelle et régionale, auprès de publics diversifiés et plus particulièrement de la jeunesse.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sportive régionale, notre collectivité poursuit son intervention dans :
- le soutien aux ligues et comités sportifs ;
- l'aide à la mobilité des sportifs ;
- la valorisation des actions de coopération sportive dans la zone océan Indien ;
- le financement des travaux de réhabilitation et d'extension du CREPS ;
- le soutien aux sportifs de haut-niveau.

Par ailleurs, la Maison Régionale de la Performance, rattachée au CREPS, représente un outil stratégique pour le développement de l'accès vers le haut-niveau et l'excellence sportive.

## I – VALORISER LE PATRIMOINE CULTUREL

Consciente du potentiel patrimonial du territoire, la collectivité réaffirme sa volonté de valoriser le patrimoine culturel de La Réunion, vivant, matériel et immatériel en 2025.
Cet engagement se traduit par des investissements dans le domaine muséal (équipements muséographiques) et des actions de valorisation de la langue et de la littérature créoles.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Renforcer l'attractivité des Musées Régionaux** | 7 661 624 | 6 989 303 | 100 000 | 100 000 |
| **Porter les grands projets muséographiques** | - | - | 150 000 | 150 000 |
| **Travaux sur Musées** | - | - | 1 700 000 | 1 700 000 |
| **Valoriser la littérature réunionnaise et la langue créole (Charte des Collectivités bilingues et du Pacte linguistique)** | 100 000 | 100 000 | - | - |
| **Participer à la préfiguration de la création de « Linstitu la Lang Kréol »** | | | | |
| **Soutenir les manifestations littéraires et concours d'écriture réunionnaise** | 210 000 | 180 000 | - | - |
| **Participer à la constitution et à la gestion d'une base de données patrimoniales** | 80 000 | 80 000 | 50 000 | 50 000 |
| **Valoriser et diffuser les résultats des travaux** | | | | |
| **Contribuer à la réhabilitation et à la préservation des sites et monuments patrimoniaux** | - | - | 100 000 | 80 000 |
| **TOTAL** | **8 051 624** | **7 349 303** | **2 100 000** | **2 080 000** |

### A – Offrir au public des équipements culturels et touristiques de qualité

#### 1) Renforcer l'attractivité des musées régionaux

2025 marquera la première année du nouveau contrat de gestion à la SPL RMR avec des objectifs opérationnels plus ambitieux :
- augmenter la fréquentation : élargir l'accessibilité aux scolaires et aux touristes par des programmations attractives ;
- accroître le chiffre d'affaires tout en développant les partenariats avec des acteurs privés pour soutenir des évènements et des activités culturelles.

### 2) Porter les grands projets muséographiques

La Région poursuivra en 2025 la mise en œuvre des projets muséographiques initiés dans le cadre de la programmation pluriannuelle d'investissement - de fonctionnement (PPI-PPF) 2023/2030 notamment par la réalisation d' études pour :
- la réhabilitation et la valorisation du Domaine de Maison Rouge classé Monument Historique ;
- l'aménagement des réserves mutualisées du Musée Matutina et du MADOI ;
- l'aménagement de la Villa Bédier – FRAC ;
- l'extension de Kélonia ;
- la préfiguration d'une Maison du Maloya.

Par ailleurs, la Région concentrera son action sur la gestion, l'entretien et l'enrichissement des collections régionales.

## B – Valoriser et promouvoir la langue et la littérature créoles

### 1) Valoriser la littérature réunionnaise et la langue créole, notamment dans le cadre de la Charte des Collectivités bilingues et du Pacte linguistique

Dans la continuité des engagements pris à travers la Charte des Collectivités bilingues et le Pacte linguistique la Région entre dans une phase de concrétisation des actions de promotion de la langue créole en :
- coordonnant les actions des partenaires pour la mise en œuvre du Pacte Linguistique ;
- valorisant la pratique du créole au quotidien avec les administrations et les services publics ;
- augmentant les outils et mode de communication bilingues ;
- engageant la signalétique bilingue dans les bâtiments de la Région ;
- réalisant des phases d'études pour la préfiguration de l'institut de la langue créole.

## C – Recenser, étudier et valoriser le patrimoine culturel

### 1) Participer à la constitution et à la gestion d'une base de données patrimoniales

La collectivité poursuivra le financement de GERTRUDE qui constitue un système numérique de référence pour la gestion des données patrimoniales.

Cette plateforme permettra :
- une meilleure gestion du patrimoine culturel réunionnais ;
- une préservation de l'identité culturelle par la sauvegarde des témoignages historiques et culturels.

### 2) Valoriser et diffuser les résultats des travaux

Le Service régional de l'inventaire (SRI) poursuivra sa démarche pour :
- le développement d'un site numérique dédié à la diffusion et à la valorisation des données patrimoniales ;
- l'organisation d'évènementiels culturels.

### 3) Contribuer à la réhabilitation et à la préservation des sites et monuments patrimoniaux

La collectivité, en collaboration avec la DAC Réunion, œuvre pour la préservation des sites historiques publics et privés ainsi que pour la conservation et la valorisation des biens classés

## II – ACCOMPAGNER LES ACTEURS CULTURELS ET SPORTIFS

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Contribuer à l'expansion des actions et de l'équipement du tissu associatif culturel réunionnais** | 1 825 000 | 1 660 000 | 1 920 000 | 1 710 000 |
| **Contribuer au rayonnement culturel et sportif réunionnais à l'export** | 450 000 | 430 000 | 380 000 | 380 000 |
| **Participer à la diffusion des manifestations culturelles et sportives** | 870 000 | 870 000 | - | - |
| **PRMA** | 605 000 | 550 000 | - | - |
| **FRAC** | 220 000 | 130 000 | - | - |
| **Comités et ligues** | 2 500 000 | 2 400 000 | 400 000 | 400 000 |
| **Salles de création et de diffusion** | 1 689 115 | 1 500 000 | - | - |
| **Compagnies conventionnées** | *Cf « Contribuer à l'expansion des actions et de l'équipement associatif culturel réunionnais »* | | | |
| **Industries culturelles et créatives** | 170 000 | 170 000 | 250 000 | 230 000 |
| **Soutenir la diffusion de la création artistique réunionnaise : Guétali** | 930 000 | 930 000 | - | - |
| **Aide individuelle à la formation initiale et à la formation continue** | 780 000 | 580 000 | - | - |
| **Bourses sportives** | 270 000 | 270 000 | - | - |
| **TOTAL** | **10 309 115** | **9 490 000** | **2 950 000** | **2 720 000** |

### A – Soutenir les projets culturels et sportifs

#### 1) Contribuer à l'expansion des actions et de l'équipement du tissu associatif culturel réunionnais

La Région poursuivra ses actions visant à améliorer la qualité de vie des Réunionnais et à renforcer le tissu associatif du territoire par :
- le développement des pratiques artistiques et culturelles ;
- la modernisation et l'adaptation des équipements des acteurs.

#### 2) Contribuer au rayonnement culturel et sportif réunionnais à l'export

La politique culturelle de la Région vise à soutenir les artistes réunionnais dans leurs projets de recherche artistique à l'étranger afin de :
- développer la compétitivité des créateurs réunionnais au niveau international ;
- enrichir les pratiques artistiques locales par des influences extérieures ;
- élargir la visibilité des artistes réunionnais à l'étranger.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sportive régionale, la collectivité régionale poursuit sa politique dans le domaine sportif à travers les cadres d'intervention suivants :
- détecter et accompagner les talents sportifs locaux via les bourses et dispositifs ;
- organiser des évènements sportifs d'envergure nationale et internationale pour renforcer l'attractivité de l'île ;
- développer la coopération régionale ;
- soutenir les actions du CREPS et développer l'accès au haut-niveau et l'excellence sportive.

### 3) Participer à la diffusion des manifestations culturelles et sportives

La collectivité est un acteur majeur dans la promotion et la diffusion des manifestations culturelles et sportives, ainsi que dans la valorisation de l'identité créole et de la culture réunionnaise.

## B – Consolider les opérateurs culturels et sportifs structurants et les industries culturelles et créatives

### 1) Le Pôle Régional des Musiques Actuelles : PRMA

Le Pôle régional des musiques actuelles (PRMA) Réunion joue un rôle clé dans la fédération et la structuration du secteur. En contribuant à l'animation culturelle, à la formation des artistes, au soutien à la filière musicale et à la création d'une identité musicale locale forte, il contribue à une dynamique culturelle régionale structurante.

Ainsi, ses actions permettent de :
- mettre en place une observation participative et partagée ;
- soutenir la structuration et la professionnalisation ;
- valoriser le patrimoine musical réunionnais.

### 2) Fonds Régional d'Art Contemporain : FRAC

Le FRAC est un outil essentiel au développement des arts visuels à la Réunion et joue un rôle important dans la démocratisation et la sensibilisation de l'art sur le territoire réunionnais.

Au-delà de la mise en œuvre du nouveau projet de direction, il s'agira en 2025 de :
- améliorer les infrastructures pour une meilleure conservation et une gestion plus efficace de la collection ;
- renforcer le partenariat FRAC-Région-Etat à travers une nouvelle convention pluriannuelle.

### 3) Comités et ligues

Le partenariat entre la Région Réunion et les ligues et comités sportifs constitue un pilier fondamental du développement du sport sur le territoire. En 2025, la collectivité régionale poursuivra son action dans le domaine sportif en :
- soutenant les ligues et comités dans la mise en œuvre de leurs projets ;
- co-construisant les politiques sportives avec les ligues et comités ;
- diversifiant et améliorant l'offre sportive pour une meilleure pratique.

### 4) Salles de création et de diffusion

En 2025, la collectivité continuera à accompagner les salles de création et de diffusion, notamment par de nouveaux conventionnements. Il s'agira en particulier de :
- promouvoir l'égalité d'accès de tous les réunionnais aux ressources artistiques produites ;
- soutenir la création et la diffusion locale ;
- maintenir et développer les emplois qualifiés.

### 5) Compagnies conventionnées

En lien avec les objectifs des schémas culturels régionaux, ce dispositif d'aide aux compagnies conventionnées vise à soutenir les activités artistiques et culturelles dans les domaines du spectacle vivant dans le but de :
- soutenir la création et la diffusion ;
- renforcer les liens entre la population, les œuvres et les artistes.

### 6) Industries culturelles et créatives

La collectivité poursuivra sa politique de soutien à la filière livre en partenariat avec le Centre National de Livre et la DAC Réunion dans le cadre de la Convention Cadre en faveur du livre 2023-2025. Il s'agira d'améliorer l'accessibilité au livre et à la lecture au plus grand nombre mais aussi soutenir le développement de la création littéraire et la production régionale.

## C – Poursuivre et consolider les dispositifs sportifs et culturels

### 1) Soutenir la diffusion de la création artistique réunionnaise : Guétali

Le dispositif Guétali a pour objectif principal de développer l'économie culturelle de La Réunion en soutenant les emplois artistiques et techniques tout en promouvant des spectacles et expositions pour les Réunionnais.

### 2) Aide individuelle à la formation initiale et à la formation continue

L'accompagnement des jeunes Réunionnais dans leur formation aux métiers de la culture est une priorité pour le secteur culturel pour 2025. Ainsi, plusieurs actions sont identifiées pour y parvenir :
- favoriser les formations aux métiers de la culture et du sport pour répondre aux besoins du territoire ;
- redéfinir les 4 dispositifs d'aide à la formation culturelle en collaboration avec les services de la Région ;
- encourager la mobilité des Réunionnais.

### 3) Bourses sportives

Dans le but d'accompagner les jeunes sportifs les plus prometteurs pour le développement du sport de haut niveau à La Réunion, mais aussi favoriser l'insertion professionnelle des jeunes dans le domaine du sport ou dans d'autres secteurs, la Région propose 2 dispositifs qui seront poursuivis en 2025 :

- Les Aides Régionales pour les Etudes Secondaires Sportives en Métropole (ARESM) ;
- Les Bourses Régionales des Etudes Supérieures Sportives en Mobilité (BRESUP Sport).

## III – FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ET SPORTIF TERRITORIAL ET LA COOPÉRATION

En 2025, la Région Réunion continuera à renforcer ses liens tant sur l'espace géographique indianocéanique, que sur l'Europe et le reste du monde.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | CP | CP |
| **Accompagner les contrats de développement territoriaux** | 100 000 | 80 000 | - | - |
| **Soutenir les actions de coopération régionale** | 40 000 | 30 000 | - | - |
| **Faciliter l'accès aux différents programmes et dispositifs européens** | 150 000 | 80 000 | - | - |
| **Impulser un programme d'innovation culturelle et sportive** | 150 000 | 80 000 | - | - |
| **Assurer une formation artistique de haut niveau et soutenir la pratique amateure : le Conservatoire à Rayonnement Régional** | 2 040 000 | 2 040 000 | 380 000 | 380 000 |
| **Assurer une formation sportive de haut niveau : le CREPS** | 110 000 | 110 000 | 535 000 | 535 000 |
| **Favoriser l'accès pour tous les réunionnais à l'éducation et à la formation artistique, culturelle et sportive** | 363 000 | 235 000 | 80 000 | 60 000 |
| **Travaux sur CRR-MOA** | - | - | 100 000 | 100 000 |
| **PRR communes culture et sport** | - | - | - | 1 571 050 |
| **Construction et extension sur équipements sportifs** | - | - | 4 000 000 | 3 000 000 |
| **Plan de réhabilitation : Mise aux normes, accessibilité, rénovation thermique** | - | - | 1 500 000 | 1 500 000 |
| **Travaux de maintenance** | - | - | 500 000 | 500 000 |
| **TOTAL** | **2 953 000** | **2 655 000** | **7 095 000** | **7 646 050** |

### A – Développer les partenariats et la coopération culturelle et sportive

#### 1) Accompagner les contrats de développement territoriaux

Les contrats territoriaux de développement culturel et sportif ont pour objectif d'accompagner les politiques culturelles et sportives des communes et de leurs groupements, dans l'ingénierie et le soutien aux axes structurants et dans leurs projets d'investissement. Ainsi il s'agira en 2025 pour la collectivité de poursuivre son action d'accompagnement afin de :
- renforcer la structuration collective des acteurs culturels et sportifs et la mutualisation de leurs moyens ;
- encourager la participation des habitants à la vie culturelle et sportive ;
- favoriser une vie culturelle et sportive riche, harmonieuse et diversifiée sur tout le territoire.

### 2) Soutenir les actions de coopération régionale

Le développement de la coopération culturelle et sportive dans l'océan Indien est un axe central de la politique culturelle et sportive de la Région. A ce titre, la collectivité continuera à apporter son soutien pour :
- organiser les évènements sportifs et culturels régionaux (Jeux des îles, marché des musiques de l'océan Indien...) ;
- mettre en place des programmes d'échanges (résidences artistiques, échanges d'athlètes...) ;
- soutenir la formation et la professionnalisation (rencontres, stages...) ;
- faciliter la mise en réseau des acteurs du sport et de la culture (plateformes d'échanges).

### 3) Faciliter l'accès aux différents programmes et dispositifs européens

Depuis 2017, en partenariat avec le Relais Culture Europe, la Région œuvre pour la mise en place d'une stratégie de renforcement des compétences européennes locales.
En 2025, la collectivité maintiendra ses efforts afin de faciliter l'insertion des acteurs culturels de La Réunion dans les communautés de coopération européenne, et mobiliser les programmes européens au bénéfice du développement culturel de La Réunion.

### 4) Impulser un programme d'innovation culturelle et sportive

Face aux changements sociaux et économiques, le programme d'innovation culturelle et sportive a pour but de :
- aider les acteurs de ces secteurs à mieux s'adapter et à agir efficacement ;
- encourager l'innovation locale ;
- favoriser la coopération entre associations et acteurs locaux pour des initiatives communes ;
- renouveler les pratiques de création, de production, de diffusion, de médiation.

En 2025, la Région mettra à l'honneur les grandes figures réunionnaises par la création d'un Mahavel la mémwar.

## B – Renforcer l'enseignement, l'éducation et la formation artistique, culturelle et sportive

### 1) Assurer une formation artistique de haut niveau et soutenir la pratique amateure : le Conservatoire à Rayonnement Régional

La Région encourage les actions à destination des jeunes réunionnais et favorise l'émergence des talents locaux en offrant une formation d'excellence via le CRR. En 2025, la collectivité continuera d'apporter son soutien afin de :
- proposer une offre de formation artistique et culturelle diplômante pour intégrer les filières professionnelles ;
- former des amateurs et développer les pratiques artistiques ;
- contribuer à l'accompagnement artistique, pédagogique et technique des structures du territoire.

## 2) Assurer une formation sportive de haut niveau : le CREPS

Le CREPS de La Réunion joue un rôle central dans le développement du haut niveau sportif sur l'île (encadrement technique de haut niveau). La Région souhaite renforcer le positionnement de La Réunion dans la zone océan Indien et au niveau mondial. Pour y parvenir, la collectivité apportera son soutien pour :
- accompagner les sportifs de haut niveau (dispositifs d'entrainement et suivi personnalisé) ;
- détecter et former les jeunes talents ;
- contribuer au rayonnement sportif de La Réunion.

## 3) Favoriser l'accès pour tous les réunionnais à l'éducation et à la formation artistique, culturelle et sportive

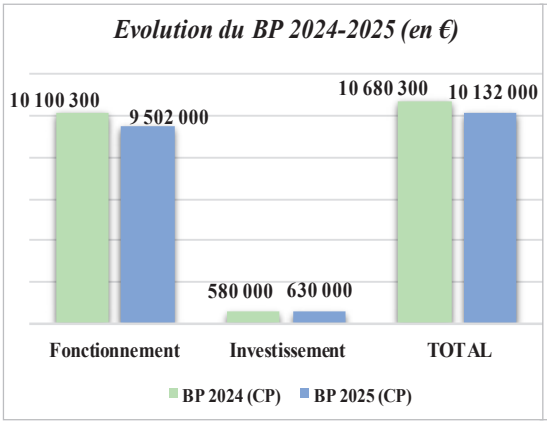
La Région s'engage pour un développement territorial équilibré et égalitaire de l'offre d'enseignement artistique et sportif à La Réunion. Il s'agira en 2025 de compléter le maillage et la qualité de l'offre d'enseignement artistique et sportif (soutien aux associations culturelles, ligues et comités), et de renforcer et renouveler les actions et dispositifs pilotés par la Région (lycéens au cinéma, au spectacle, Guétali...).

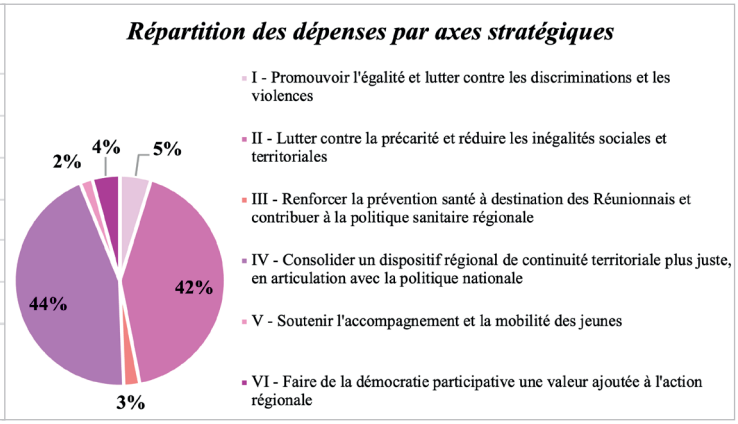
## 4) Soutenir la formation et la professionnalisation des acteurs culturels et sportifs

Afin de répondre aux besoins du territoire, la Région poursuivra en 2025 la mise en place d'un plan de formation professionnelle et continue pluriannuel dans le but d'accroître les compétences des acteurs de la culture et du sport, mais aussi dans l'objectif de faire émerger de nouvelles pratiques pédagogiques innovantes et éthiques (échanges interprofessionnels...).



# SOUTENIR LA COHÉSION SOCIALE ET RENFORCER LES SOLIDARITÉS




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **11 379 410** | **10 100 300** | **9 620 000** | **9 502 000** | **- 15,5 %** | **- 5,9 %** |
| **Investissement** | **800 000** | **580 000** | **650 000** | **630 000** | **- 18,8 %** | **8,6 %** |
| **TOTAL** | **12 179 410** | **10 680 300** | **10 270 000** | **10 132 000** | **- 15,7 %** | **- 5,1 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au développement culturel et à soutenir l'excellence sportive des Réunionnais se traduit par un budget de **10 270 000 € en AE/AP et 10 132 000 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Promouvoir l'égalité et lutter contre les discriminations et les violences | 350 000 | 285 000 | 250 000 | 200 000 |
| II – Lutter contre la précarité et réduire les inégalités sociales et territoriales (y compris le dispositif de bouteille de gaz) | 3 940 000 | 3 942 000 | 300 000 | 330 000 |
| III – Renforcer la prévention santé à destination des Réunionnais et contribuer à la politique sanitaire régionale | 325 000 | 250 000 | - | - |
| IV – Consolider un dispositif régional de continuité territoriale plus juste, en articulation avec la politique nationale | 4 500 000 | 4 500 000 | - | - |
| V – Soutenir l'accompagnement et la mobilité des jeunes | 175 000 | 195 000 | - | - |
| VI - Faire de la démocratie participative une valeur ajoutée à l'action régionale | 330 000 | 330 000 | 100 000 | 100 000 |
| **TOTAL** | **9 620 000** | **9 502 000** | **650 000** | **630 000** |

En 2025, la Région Réunion, solidaire, continuera d'agir avec détermination aux côtés des autres acteurs de de la cohésion sociale afin de démontrer son engagement en matière de cohésion sociale, de démocratie participative, d'égalité femmes-hommes et de lutte contre les discriminations et les inégalités de santé. La collectivité régionale maintiendra son soutien à ces thématiques essentielles, tout en s'assurant du cofinancement des projets par les institutions compétentes et en favorisant les actions régionalisées.

## I - PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LES VIOLENCES

La collectivité poursuivra en 2025, son implication volontariste, en matière de cohésion sociale, d'égalité femmes-hommes et de lutte contre les discriminations, en articulation avec l'intervention des différents acteurs.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes** | 50 000 | 50 000 | - | - |
| **Déployer des solutions innovantes pour lutter contre les violences faites aux femmes** | 100 000 | 135 000 | 250 000 | 200 000 |
| **Promouvoir la visibilité et l'inclusion de tous en luttant contre toutes formes de discrimination** | 200 000 | 100 000 | - | - |
| **TOTAL** | **350 000** | **285 000** | **250 000** | **200 000** |

### A – Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes

L'année 2025 permettra de renforcer et communiquer la feuille de route régionale pour la promotion de l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes autour de 4 priorités.

#### 1) Renforcer la prise en compte des enjeux d'égalité dans les politiques régionales

Le rapport Egalité sera une opportunité de dialogue interservices pour une meilleure prise en compte dans les politiques régionales (ateliers d'échanges interservices, intelligence collective).

#### 2) Développer un plan de sensibilisation /formation avec les partenaires

En 2025, le soutien aux structures associatives œuvrant à la sensibilisation et à la formation en direction des publics (lycéens, étudiants, formation professionnelle, classes de lecture...) sera poursuivi.

Une expérimentation sera menée pour impulser le renfort de la formation des étudiants des formations sanitaires et sociales sur les enjeux de l'égalité et la lutte contre les discriminations en intégrant dans leur formation actuelle un module sur la thématique.

### 3) Renforcer l'éducation à l'égalité dans les milieux scolaire et d'éducation populaire

L'accent sera mis sur la sensibilisation du public touché par les politiques régionales via des ateliers dédiés à l'égalité, au respect mutuel et à la prévention des violences (missions de service civique JADE par exemple, UNICEF, Chancégal,...).
Le soutien aux projets associatifs, porteur des valeurs de l'éducation populaire et d'égalité, sera poursuivi.

### 4) Faire du 8 mars une vitrine des actions régionales

Lors de la Journée internationale des droits des femmes, l'objectif sera de valoriser les actions menées en faveur de l'égalité femmes-hommes par les différents services de la Région, ses satellites et ses partenaires tout au long de l'année. Cette journée sera aussi l'occasion de mettre à l'honneur les personnalités actives et symboliques sur ce sujet.

## B - Déployer des solutions innovantes pour lutter contre les violences faites aux femmes

Pour avoir des résultats significatifs en termes de changement de société, La Région souhaite pouvoir expérimenter des initiatives nouvelles. En 2025, l'accent sera mis sur 3 volets.

### 1) Élargir le réseau des maisons des femmes

La collectivité régionale continuera à accompagner l'ouverture de trois nouvelles Maisons des Femmes (services d'accueil, de soins et d'accompagnement des femmes victimes de violences).

### 2) Évaluer et développer le dispositif des boutons d'alerte «Mon Shérif»

La Région envisage d'élargir la mise à disposition des boutons d'alerte aux autres acteurs médico-sociaux (CCAS, CLSPD, ISCG,...), après une évaluation des résultats de l'expérimentation. L'objectif poursuivi par la collectivité étant de faire coexister le dispositif régional avec toutes les solutions existantes contre les violences faites aux femmes.

### 3) Soutenir des actions innovantes de lutte contre les inégalités femmes-hommes

L'innovation passera par un appel à projets pour la promotion, la sensibilisation et l'accompagnement pour l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les violences. Des réflexions et des actions seront impulsées dans le secteur économique ainsi que de nouveaux modules de sensibilisation ou outils d'information en direction des publics (lycéens, étudiants, formation professionnelle...).

## C - Promouvoir la visibilité et l'inclusion en luttant contre les discriminations

La lutte contre les discriminations est une compétence partagée avec un ensemble d'acteurs. La Région contribuera de façon volontariste sur 3 axes..

### 1) Lancer un fonds régional pour l'innovation sociale en faveur de l'égalité

En 2025, en partenariat avec les services de l'Etat, la Région poursuivra son soutien financier aux projets innovants qui visent à réduire les inégalités et lutter contre les discriminations.

### 2) Développer des campagnes régionales de sensibilisation

Afin d'atteindre un large public, la collectivité souhaite lancer deux campagnes de communication par an, visant à sensibiliser les Réunionnaises et Réunionnais aux enjeux de l'égalité, des violences domestiques et des discriminations, à travers les médias et les réseaux sociaux.

### 3) Organiser un forum annuel sur l'égalité et l'inclusion

En complément des autres canaux de sensibilisation, la collectivité a pour ambition d'organiser un forum annuel, avec la participation des intervenants locaux et nationaux pour échanger sur les meilleures pratiques en matière d'égalité.
Ce forum sera l'occasion de proposer des ateliers pratiques et des conférences thématiques, touchant les réunionnaises et réunionnaises, pour sensibiliser et former les participants sur les enjeux de l'égalité et de l'inclusion.

## II – LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ET RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIALES DES TERRITOIRES

La Région continuera à oeuvrer pour réduire les inégalités dans les territoires fragiles. Elle suivra les évolutions de la Politique de la ville et des Pactes locaux de solidarité lancés par l'Etat. Elle poursuivra son soutien en direction des associations œuvrant en direction des publics fragiles.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Réduire les inégalités sociales dans les territoires fragiles** | 250 000 | 252 000 | - | - |
| **Contribuer à la lutte contre la précarité alimentaire et la pauvreté** | - | - | 250 000 | 280 000 |
| **Accompagner le tissu associatif comme vecteur de cohésion sociale** | 90 000 | 90 000 | 50 000 | 50 000 |
| **Préserver le pouvoir d'achat des réunionnais** | 3 600 000 | 3 600 000 | - | - |
| **TOTAL** | **3 940 000** | **3 942 000** | **300 000** | **330 000** |

### A - Réduire les inégalités sociales dans les territoires fragiles

La Région Réunion, dans une démarche volontariste, et signataire des 13 contrats de ville, renforcera son action dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) et les quartiers pauvres (QPI) pour améliorer la cohésion sociale et réduire les inégalités. En 2025, elle redéfinira son intervention dans le cadre de la nouvelle génération des contrats de ville (meilleure mobilisation des dispositifs régionaux existants, accompagnement spécifique vers l'insertion professionnelle des femmes des quartiers fragiles, en particulier les cheffes de famille monoparentale).

### B - Contribuer à la lutte contre la précarité alimentaire et la pauvreté

A La Réunion 60 à 70 000 personnes ont recourt à l'aide alimentaire chaque année. Face à l'aggravation de la précarité, la Région Réunion poursuit son engagement pour l'aide alimentaire, en mobilisant des moyens financiers en complémentarité avec les partenaires intervenant déjà dans le domaine.
Pour la collectivité, il s'agira de poursuivre le soutien aux associations habilitées et de renforcer la valorisation de leur intervention ainsi que celle de la Région. Des réflexions seront menées pour activer de nouveaux leviers : échanges avec les producteurs locaux et les grands groupes, moyens pour lutter contre le gaspillage alimentaire.

### C - Accompagner le tissu associatif, vecteur de cohésion sociale et d'éducation populaire

A La Réunion, le réseau associatif se caractérise par un dynamisme fort, une implication sociale et économique, le situant comme un acteur majeur du développement local et de la promotion citoyenne. Les principales caractéristiques restent sa fragilité financière, son manque de structuration, ainsi que des besoins de formation des acteurs sociaux de proximité.

En 2025, la Région vise à soutenir l'accompagnement des associations (GUID'ASSO) et la dynamique de réseau régional associatif, des évènements structurants organisés par les têtes de réseaux associatives mettant en avant les actions associatives financées par la Région ainsi que des ateliers de formation pour les associations (gestion financière, recherche de financements, et développement de projets durables).
Pour faciliter l'accès aux dispositifs régionaux, il est envisagé la création d'une plateforme régionale en ligne regroupant toutes les informations sur le soutien aux associations.

### D - Préserver le pouvoir d'achat des Réunionnais

Depuis juillet 2022, la collectivité a décidé de mettre en place un dispositif financier afin de maintenir le prix de la bouteille de gaz à 15 € et soutenir le pouvoir d'achat des réunionnais. La Région reconduira le dispositif jusqu'en juin 2025 en partenariat avec le Département et poursuivra sa recherche de contributeurs parmi les autres acteurs locaux afin d'intervenir sur la baisse du prix de la bouteille de gaz.

## III – RENFORCER LA PRÉVENTION SANTÉ À DESTINATION DES RÉUNIONNAIS ET CONTRIBUER À LA POLITIQUE SANITAIRE RÉGIONALE

Les indicateurs de santé restent moins favorables à La Réunion en comparaison avec le territoire national. Aussi, la collectivité poursuivra son soutien aux associations médicales et médico-sociales pour une meilleure prise en compte de la santé à la Réunion..

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Articuler la politique régionale avec les acteurs du territoire** | 25 000 | 25 000 |
| **Améliorer les comportements nutritionnels** | 85 000 | 65 000 |
| **Prévenir les conduites addictives** | 50 000 | 40 000 |
| **Accompagner les projets de prévention et de sensibilisation** | 165 000 | 120 000 |
| **TOTAL** | **325 000** | **250 000** |

### A - Articuler la politique régionale avec les acteurs du territoire

La Région s'inscrit dans le pilotage de la politique de santé régionale, participative, transparente et démocratique, au sein des différentes instances partenariales. En 2025, la collectivité veillera à la prise en compte des besoins en santé du territoire dans ces différentes instances et au respect des orientations du Projet Régional de Santé 2023-2033.

Elle renforcera également la prise en compte des publics prioritaires (lycéens, étudiants, ...). En outre, la thématique santé/éducation/environnement sera abordée en 2025 au travers d'un partenariat avec l'ARS et le Rectorat pour un projet se concentrant sur la qualité de l'air et la prévention solaire dans les lycées. La thématique culture/santé sera également traitée en 2025 par la Région en lien avec les partenaires institutionnels pour soutenir un projet de culture sur ordonnance. Une journée dédiée aux associations spécialisées soutenues par la Région sera mise en place afin de faire émerger de nouvelles idées et de mettre en lumière les actions portées par la collectivité.

### B - Améliorer les comportements nutritionnels pour agir sur le surpoids, l'obésité et le diabète

En 2025, la collectivité régionale maintiendra son soutien aux actions de prévention en nutrition autour des objectifs prévus par le PRND (Programme Réunionnais de Nutrition et de lutte contre le Diabète) et le Projet Régional de Santé, en partenariat avec les différents partenaires institutionnels, ce qui pourra se traduire par la mise en œuvre d'appels à projets communs.

### C - Prévenir les conduites addictives

En 2025, le partenariat entre l'ARS, la Préfecture, la CGSS et la Région Réunion sera maintenu et les opérations de prévention et de lutte contre les addictions devront s'orienter en priorité vers les populations fragiles (personnes présentant plusieurs facteurs de risque, en situation de précarité...) et dans les territoires fragiles en santé (l'Est ou les Hauts de l'île...).

### D - Accompagner les projets de prévention et de sensibilisation dans le domaine de la santé portés par le secteur associatif

Les associations travaillent au plus près des personnes malades et de leurs familles et sont un réseau précieux recouvrant La Réunion. Elles sont également vecteurs d'emplois et s'investissent dans des opérations de formation afin de maintenir un haut niveau de spécialisation et de connaissance.

Il s'agira ainsi en 2025 de renforcer le travail collaboratif avec les associations spécialisées afin d'améliorer la prévention et l'accompagnement des patients autour d'enjeux sanitaires identifiés et cohérents.
Cet accompagnement pourra également être mis en œuvre dans le cadre du renouvellement d'appels à projet portés par la collectivité régionale..

## IV – CONSOLIDER UN DISPOSITIF RÉGIONAL DE CONTINUITÉ TERRITORIALE PLUS JUSTE, EN ARTICULATION AVEC LA POLITIQUE NATIONALE

L'année 2024 aura été marquée par la dématérialisation de la continuité territoriale. Avec un bilan positif, l'outil sera amélioré en 2025. Le dispositif d'accompagnement pour les personnes éloignées du numérique sera renforcé, avec la collaboration interservices incluant une stratégie collaborative avec les réseaux d'inclusion numérique pour réduire les inégalités d'accès.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Répondre aux besoins des familles les plus modestes (Dispositif CT conjoint REGION / LADOM, tranche 1)** | 2 200 000 | 2 200 000 |
| **Accompagner la mobilité des familles aux revenus intermédiaires (Dispositif CT Région Réunion (tranche 3) – dématérialisation)** | 2 170 000 | 2 170 000 |
| **Contribuer à l'optimisation des aides en faveur de la continuité funéraire)** | 130 000 | 130 000 |
| **TOTAL** | **4 500 000** | **4 500 000** |

### A – Répondre aux besoins des familles les plus modestes

En 2025, le dispositif conjoint avec LADOM sera reconduit pour les bénéficiaires de la 1e tranche (la participation Région est de 100€ sur un bon d'une valeur totale de 575€). La stratégie régionale a été de redonner à l'Etat la responsabilité principale de la continuité territoriale. Les ajustements qui en découlent ont permis d'ajuster et d'améliorer certains aspects spécifiques du dispositif, notamment pour les acteurs culturels, sportifs, et la continuité territoriale funéraire. Le nombre de bénéficiaires devrait néanmoins augmenter.

### B – Accompagner la mobilité des familles aux revenus intermédiaires

La réforme de l'État, qui a relevé le seuil du quotient familial de 11 991 € à 18 000 €, a entraîné une réduction significative de la demande pour la tranche 3, estimée à environ 55 %. Cette tendance à la baisse devrait se confirmer pour 2025 avec une estimation évaluée à 10 000 bons pour 2025.

### C – Renforcer la mobilité des étudiants réunionnais

Face aux difficultés rencontrées par les familles réunionnaises en deuil, la Région Réunion a initié un nouveau dispositif en lien avec les partenaires afin faciliter les démarches des personnes endeuillées.
Le dispositif sera reconduit en 2025.

## V - SOUTENIR L'INFORMATION ET LA MOBILITÉ DES JEUNES

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Piloter et suivre le Comité Régional de la Mobilité internationale des jeunes (COREMOB)** | 25 000 | 25 000 |
| **Coordonner l'information Jeunesse à la Réunion** | 100 000 | 120 000 |
| **Accompagner les projets collectifs de jeunes en mobilité** | 50 000 | 50 000 |
| **TOTAL** | **175 000** | **195 000** |

### A – Piloter et suivre le Comité Régional de la Mobilité Internationale des jeunes (COREMOB)

Le COREMOB de la Réunion copiloté par le préfet, le recteur et la présidente du conseil régional s'est installé pour la première fois à la Réunion le 14 mars 2022. En 2023, la Région Réunion a lancé avec la DRAJES, la réalisation d'un « Diagnostic croisé ». Cette étude sera livrée courant 2025.
Elle permettra de s'appuyer sur des données les plus précises, au plus près de la réalité des jeunes et de disposer d'un outil actualisé d'aide à la décision afin de déterminer en connaissance de cause, les axes prioritaires du plan de développement du COREMOB de la Réunion.

### B – Coordonner l'information jeunesse à La Réunion

Afin de renforcer l'accessibilité des jeunes à l'information, la collectivité envisage de renforcer son partenariat avec le CRIJ (Centre Régional d'Information Jeunesse). L'objectif principal est de faciliter la prise de décision du jeune et de permettre l'égalité des chances.

Pour 2025, l'accent sera mis sur :
• la diffusion des dispositifs régionaux en direction de la jeunesse ;
• une collaboration renforcée pour appuyer les politiques jeunesse de la collectivité ;
• l'articulation avec les autres outils d'information de la Région dont le nouveau SPRO ;
• un appui de proximité pour faciliter les échanges avec les jeunes et la mise en place d'évènements spécifiques, autour de l'orientation et de la formation professionnelle par exemple.

Par ailleurs, la Région en tant que co-pilote du nouveau **Comité Stratégique Régional de l'Information Jeunesse** (CSRIJ) installé en septembre 2023, accompagnera la mise en place du Schéma Territorial de l'Information jeunesse 2024-2027.

### C - Accompagner les projets collectifs de jeunes en mobilité

En fonction des conclusions de l'étude sur la mobilité des jeunes, une expérimentation pourra être menée pour soutenir et financer des projets d'échanges culturels, pédagogiques, de citoyenneté, d'inclusion sociale à destination des jeunes. Il s'agira d'encourager, de soutenir et de valoriser la jeunesse réunionnaise, sa créativité, ses initiatives dans le cadre d'un projet collectif incluant un volet mobilité visant à aider ceux qui en ont le plus besoin sur le principe d'équité géographique et sociale.

## VI – FAIRE DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE UNE VALEUR AJOUTÉE A L'ACTION RÉGIONALE

La Région Réunion procédera en 2025 à la valorisation et à la structuration des outils de démocratie participative afin de dynamiser les solidarités, de développer les instances de dialogue et de partage avec les citoyens, et redonner consistance et cohérence à la démocratie.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Donner la parole aux citoyens pour les concertations thématiques** | 45 000 | 45 000 | - | - |
| **Développer la plateforme digitale pour les concertations** | 70 000 | 70 000 | - | - |
| **Développer les budgets participatifs des lycéens** | 150 000 | 150 000 | 100 000 | 100 000 |
| **Rendre les jeunes Réunionnais acteurs de l'action régionale** | 50 000 | 50 000 | - | - |
| **Faire vivre la Démocratie Participative dans les différents champs d'intervention de la Région** | 15 000 | 15 000 | - | - |
| **TOTAL** | **330 000** | **330 000** | **100 000** | **100 000** |

## A – Donner la parole aux citoyens pour les concertations thématiques sur les projets régionaux

De nouvelles possibilités de concertation des électeurs ont été ouvertes par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Elle a notamment acté l'élargissement de la procédure de consultation des électeurs à l'ensemble des collectivités territoriales. L'année 2025 sera l'année de préparation, d'examen des demandes et des expérimentations éventuelles.

En 2025, la Région procèdera :
- à la clôture des travaux de la convention citoyenne dédiée au Schéma d'Aménagement Régional (CCSAR) ;
- au traitement des diverses sollicitations thématiques ;
- à l'expérimentation de consultation citoyenne au titre de la loi du 13 août 2024 relative aux libertés et responsabilités locales.

## B – Développer la plate-forme digitale pour les concertations

Plusieurs plateformes numériques spécifiques ont été mises en place en 2023 sur une entrée thématique (celle dédiée aux EGM, ou au SAR – Schéma d'Aménagement Régional). Depuis 2024 un travail a été engagé pour la création d'un outil digital dédié au BPL (Budget Participatif Lycéen), devant permettre à terme une concertation globale et en continu.

Désirant offrir un outil à la fois performant et simple d'utilisation, la nouvelle interface de concertation visera les objectifs suivants :
- gérer et sécuriser le déploiement opérationnel du BPL ;
- permettre des échanges en dehors des lieux conventionnels ;
- développer, améliorer le dialogue avec les citoyens ;
- favoriser l'émergence des propositions citoyennes.

## C - Développer les budgets participatifs pour plus de pouvoir d'agir des lycéens

La Région souhaite structurer et dynamiser en 2025 le budget participatif lycéen. Ainsi, en 2025, tous les lycéens (établissements publics et privés) pourront proposer des projets, pourront voter, et pourront mettre en œuvre leurs projets. Un accompagnement à l'émergence et à la démarche de projet pourra être envisagé pour les lycéens à travers les Conseils d'Education à la Santé et à la Citoyenneté. A travers ce dispositif, la Région ambitionne de favoriser la réussite de ses lycéens et leur permettre de devenir des citoyens responsables et acteurs de la dynamique régionale.

## D – Rendre les jeunes Réunionnais acteurs de l'action régionale

En 2025, en complément des conventions et assemblées thématiques, une instance dédiée aux jeunes ( le Conseil Régional des Jeunes (CRJ)) véritable lieu de dialogue et de débats sera installée. Véritable instance de construction de projets au service de la collectivité, le CRJ sera représentatif de la jeunesse réunionnaise et donnera à chaque jeune le moyen de construire sa place dans la société tout en améliorant son quotidien, et de devenir un citoyen averti et responsable.  Le CRJ, sera donc d'une part un véritable organe de la démocratie locale, et une école de la citoyenneté d'autre part.

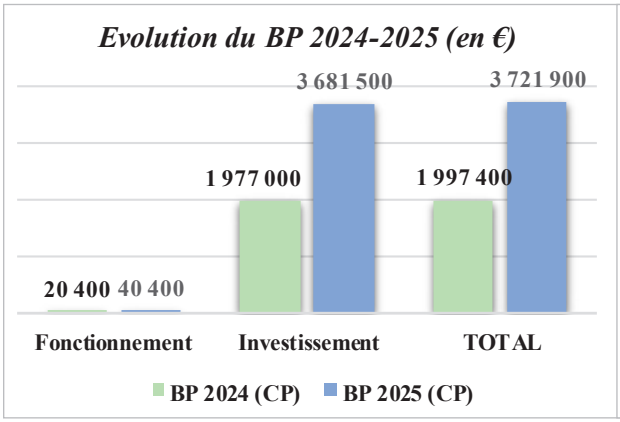
## E - Faire vivre la Démocratie Participative dans les différents champs d'intervention de la Région

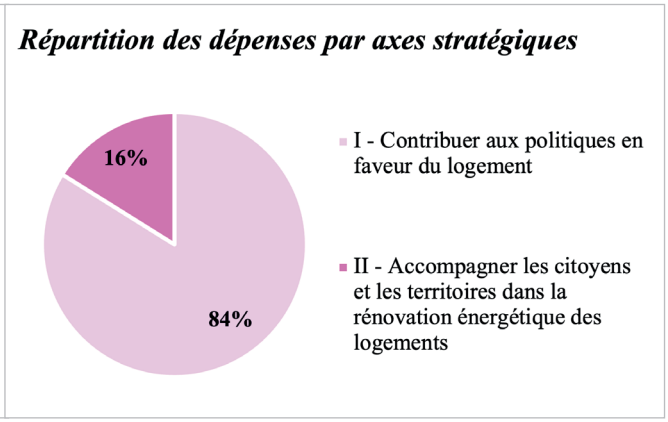
Réussir l'intégration de la démocratie Participative dans l'élaboration des politiques publiques suppose un minimum de culture commune et un renforcement de la transversalité

En 2025, il s'agira de poursuivre les échanges entre services pour construire une culture commune de la concertation citoyenne et s'appuyer sur les bonnes pratiques. Il s'agira aussi de renforcer les compétences internes pour l'animation dynamique et vivantes des ateliers de participation.



# CONTRIBUER À LA RÉHABILITATION ET À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/ AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **20 400** | **20 400** | **40 400** | **40 400** | **98,0 %** | **98,0 %** |
| **Investissement** | **2 500 000** | **1 977 000** | **3 100 000** | **3 681 500** | **24,0 %** | **86,2 %** |
| **TOTAL** | **2 520 400** | **1 997 400** | **3 140 400** | **3 721 900** | **24,6 %** | **86,3 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées à la réhabilitation et à la rénovation énergétique des logements se traduit par un budget de **3 140 400 € en AE/AP et à 3 721 900 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Contribuer aux politiques en faveur du logement | 40 400 | 40 400 | 3 100 000 | 3 081 500 |
| II – Accompagner les citoyens et les territoires dans la rénovation énergétique des logements | - | - | - | 600 00 |
| **TOTAL** | **40 400** | **40 400** | **3 100 000** | **3 681 500** |

La production de logements, notamment de logements aidés, reste une priorité à La Réunion. En 2021, La Réunion compte 395 388 logements, et un parc global de logements locatifs sociaux de plus de 84 000 logements à fin 2023.

Entre 2016 et 2023, les demandes de logement social ont augmenté de 61 %. Malgré une croissance du nombre de logements, le niveau du nombre de demandes reste élevé avec près de 44 500 demandes à fin 2023.

Selon la projection de l'INSEE, le cap du million d'habitants devrait être atteint d'ici 2050, ce qui nécessiterait de produire environ 170 000 logements, soit 5 700 logements par an. Elle est cependant tributaire de la capacité des collectivités à équiper et recycler le foncier afin de construire la Ville Réunionnaise de demain.

L'enjeu est de permettre aux réunionnais d'accéder à un logement décent, à un prix abordable, en tenant compte du vieillissement de la population, de la décohabitation, et de la précarité qui touche plus fortement notre territoire (près de 40 % des réunionnais vivant sous le seuil de la pauvreté). Le parc existant, aussi bien privé que social, a aussi besoin d'être rénové. Près de la moitié du parc locatif social a plus de 20 ans et nécessite une remise à niveau (soit près de 35 000 logements).

## I – CONTRIBUER AUX POLITIQUES EN FAVEUR DU LOGEMENT

L'évolution à la hausse des prix du foncier mais également des coûts liés à l'aménagement du foncier et à la construction sont autant de freins à la production de logements à La Réunion.

Le principal outil financier contribuant à la production de foncier aménagé pour les logements aidés est le Fonds Régional d'Aménagement Foncier et Urbain (FRAFU) dont un nouveau protocole a été signé en 2022. Le FRAFU coordonne les interventions financières de l'État et des collectivités territoriales, afin d'assurer la réalisation des équipements nécessaires à l'aménagement d'espaces déjà urbanisés ou qui ont vocation à l'être. Il permet un appui aux communes ou à leur établissement public de coopération intercommunale pour aménager les nouveaux quartiers et de procéder au renouvellement urbain à vocation principale de logement social

Cependant, malgré les besoins encore importants, on constate une chute de la programmation de la production de logements à travers le FRAFU et des difficultés pour sortir de nouvelles opérations structurantes.

En 2025, la Région interviendra pour :
- favoriser l'émergence d'opérations d'aménagement et de construction de logements aidés, notamment à travers le FRAFU. L'intervention de la Région à travers le FRAFU est ciblée sur les logements intermédiaires (PLS, PSLA), en complément des financements de l'État ;
- mettre en place un dispositif de financement complémentaire ciblé pour la construction de logements sociaux Contrat de Convergence Territorial 2024-2027 ;
- accompagner l'initiative du Territoire de l'Ouest sur la mise en place d'un Office Foncier Solidaire (OFS) afin de faciliter l'accession à la propriété des ménages modestes et de favoriser la construction de logements à prix durablement encadré ;
- définir une gouvernance des acteurs et projets d'aménagement à l'échelle régionale, en lien avec une politique foncière repensée (cf. axe 3 « Pour un rééquilibrage harmonieux du territoire »).

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Construire davantage de logements sociaux et intermédiaire** | 20 000 | 20 000 | 3 100 000 | 3 081 500 |
| **Poser un nouveau partenariat avec les opérateurs** | 20 400 | 20 400 | - | - |
| **TOTAL** | **40 400** | **40 400** | **3 100 000** | **3 081 500** |

## II – ACCOMPAGNER LES CITOYENS ET LES TERRITOIRES DANS LA RÉNOVATION ÉNERGETIQUE DES LOGEMENTS

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Accélérer la rénovation énergétique des logements sociaux et bâtiments publics** | *cf. axe 3 « atteindre l'autonomie énergétique »* | | | |
| **Accompagner les citoyens dans la rénovation énergétique de leur logement** | | | | |
| **Orienter le dispositif d'amélioration des logements privés sur des travaux de rénovation énergétique** | - | - | - | 600 000 |
| **TOTAL** | **-** | **-** | **-** | **600 000** |

### A – Accélérer la rénovation énergétique des logements sociaux et bâtiments publics

En déclinaison des priorités de la mandature, la Région a décidé de mettre en place un nouveau dispositif pour soutenir la rénovation/réhabilitation énergétique et thermique du parc social, en complément des financements existants (notamment de l'État via la LBU), ainsi que des bâtiments publics.

À cet effet, plusieurs dispositifs ont été validés au PO FEDER 2021/2027 :
- Rénovation thermique et énergétique des logements sociaux (FA 2.1.1) ;
- Chauffe-eaux solaires en faveur des logements collectifs sociaux (FA 2.1.5) ;
- Rénovation thermique des bâtiments publics (FA 2.1.6) ;
- Rénovation de l'éclairage public routier et des équipements sportifs (fiche action 2.1.2).

En 2025, il s'agira de suivre la mise en œuvre des projets conventionnés et de lancer de nouveaux Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI).

### B – Accompagner les citoyens dans la rénovation énergétique de leur logement

*cf. axe 3 « atteindre l'autonomie énergétique »*

## C – Orienter le dispositif d'amélioration des logements privés sur des travaux de rénovation énergétique

Plusieurs dispositifs (État, Département, Région) coexistent pour réaliser des travaux d'amélioration dans le parc privé de logements, sous conditions de ressources.
Ces dispositifs mobilisent des opérateurs sociaux agréés tels que SOLIHA et la SICA Habitat Rural. En 2021, la collectivité a décidé d'orienter son intervention sur des travaux de rénovation énergétique des logements.

En 2025, il restera toutefois des dossiers en cours de réalisation à solder auprès des 2 opérateurs précédemment agréés (il reste à ce jour 148 dossiers à solder et un encours de 1,25 M€).

## D – Poser un nouveau partenariat avec les opérateurs

### 1) Suivre les conventions de gestion en flux des contingents de réservation de logement social

En 2013, la Région avait décidé d'apporter une garantie des prêts sur fonds d'épargne pour le logement social, à hauteur de 7,5% et pour une durée de 2 ans. Ce dispositif a été reconduit jusqu'en 2016 et les dernières garanties validées en 2020.
Le montant total de la garantie d'emprunt par la Région s'élève à 46 M€ correspondant à la réalisation de 5 976 logements et la collectivité dispose d'un quota réservataire de 89 logements auprès de 7 bailleurs (SEDRE, SEMAC, SEMADER, SHLMR, SIDR, SODEGIS et SODIAC).

En application du décret N°2020-145 du 20 février 2020, la gestion des attributions a été modifiée avec une gestion en flux des contingents de réservation de logements sociaux.

En 2025, la Région interviendra pour :
- suivre les conventions signées avec les bailleurs sur la gestion en flux des contingents de réservation de logements sociaux, dans le cadre d'une gestion déléguée ;
- maintenir son adhésion à l'ADIL pour apporter une information aux particuliers et aux collectivités sur les questions portant sur l'habitat et les droits liés au logement.






# AXE 2

## LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PAR L'OUVERTURE DE NOUVEAUX HORIZONS ET L'INNOVATION

# PRÉAMBULE

Parmi les six priorités stratégiques du Schéma Régional de Développement Economique, d'Internationalisation et d'Innovation (SRDEII) « la nouvelle économie » se trouve la structuration des filières économiques, via une contractualisation entre acteurs économiques et la Région.

L'année 2025 verra la signature des contrats de filière Bâti Tropical et Agroalimentaire et la mise en œuvre des autres contrats de filière déjà signés. La structuration des filières émergentes (Care, aéronautique et drones, industries de l'image) se concrétisera via des premiers comités et groupes de travail préparatoires.

Des comités thématiques tels que le financement d'entreprises ou l'égalité Femme/Homme seront mis en place.

Une cellule régionale d'Intelligence Economique en partenariat avec l'Etat et Réunion Développement (ex NEXA) est en cours de structuration.

La Région poursuivra sa participation au sein de dispositifs nationaux structurants tels que Territoires d'Industrie. Des conventions d'application du SRDEII avec les EPCI et chambres consulaires seront signées.

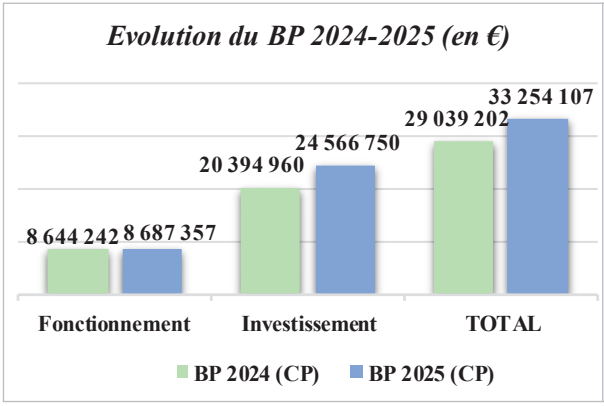
La communication autour de la Nouvelle Economie sera poursuivie auprès des différents partenaires, et sera amplifiée via une assistance à maîtrise d'ouvrage dédiée.

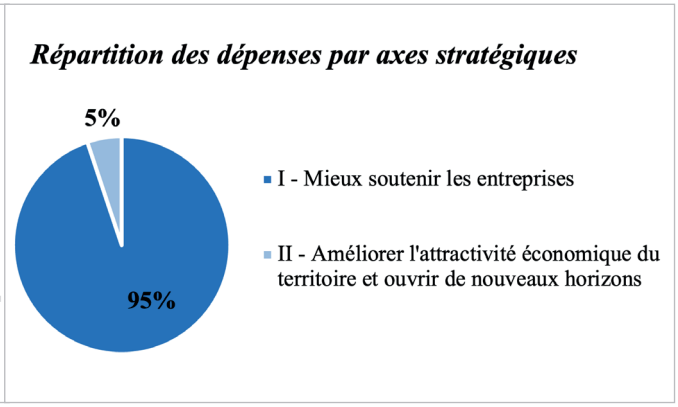
**Pour la mise en œuvre de cet axe au titre de l'année 2025, la collectivité consacrera des crédits de paiement à hauteur de 97 668 485 € :**

## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **61 060 286** | **41 474 512** | **36 791 954** | **40 727 854** | **- 39,7 %** | **- 1,8 %** |
| **Investissement** | **70 536 868** | **51 430 062** | **49 936 348** | **56 940 631** | **- 29,2 %** | **10,7 %** |
| **TOTAL** | **131 597 154** | **92 904 574** | **86 728 302** | **97 668 485** | **- 34,1 %** | **5,1 %** |

# LE DÉVELOPPEMENT DU TISSU ÉCONOMIQUE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **9 491 457** | **8 644 242** | **9 292 600** | **8 687 357** | **-2,1%** | **0,5 %** |
| **Investissement** | **34 338 200** | **20 394 960** | **14 096 200** | **24 566 750** | **- 58,9 %** | **20,5 %** |
| **TOTAL** | **43 829 957** | **29 039 202** | **23 388 800** | **33 254 107** | **- 46,6 %** | **14,5 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au développement du tissu économique et à la création d'emplois se traduit par un budget de **23 388 800 € en AE/AP et à 33 254 107 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Mieux soutenir les entreprises | 8 788 100 | 7 772 657 | 12 706 200 | 23 772 750 |
| II – Améliorer l'attractivité économique du territoire et ouvrir de nouveaux horizons | 504 500 | 914 700 | 1 390 000 | 794 000 |
| **TOTAL** | **9 292 600** | **8 687 357** | **14 096 200** | **24 566 750** |

Dans le contexte économique et financier difficile suite aux crises successives, la collectivité entend poursuivre son intervention en faveur des entreprises et particulièrement des très petites entreprises (TPE), en mettant en place différents dispositifs d'accompagnement. Elle poursuivra également ses interventions dans le cadre de l'aménagement économique du territoire.

## I – MIEUX SOUTENIR LES ENTREPRISES

Dans un contexte économique tendu, il est primordial de soutenir les entreprises, et particulièrement les très petites entreprises (TPE), tant sur le plan de l'accompagnement technique que dans la mise en œuvre de dispositifs d'aide directe, à travers des subventions ou encore des prêts.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Accompagner les actions collectives :**<br>**- Fonds propres**<br>**- CPN FEDER** | 4 738 100<br>100 000 | 3 990 372 | 456 200 | 119 500 |
| **Accompagner les manifestations à caractère économique** | 350 000 | 402 285 | - | - |
| **Mettre en place des dispositifs d'accompagnement spécialisés pour les TPE** | 1 500 000 | 600 000 | - | - |
| **Déployer des dispositifs d'aide aux entreprises :**<br>**- Fonds propres**<br>**- CPN FEDER** | 2 000 000 | 2 700 000 | 2 500 000<br>2 650 000 | 2 000 000<br>1 404 000 |
| **Déployer les instruments financiers dans le cadre du fonds de participation FAIRE** | - | - | - | 17 920 000 |
| **Mettre en œuvre des outils financiers** | 100 000 | 80 000 | 7 100 000 | 2 329 250 |
| **TOTAL** | **8 788 100** | **7 772 657** | **12 706 200** | **23 772 750** |

### A – Accueillir et accompagner les porteurs de projets

Sur le plan de l'accompagnement technique, il est proposé de poursuivre le soutien aux opérateurs économiques et autres partenaires dans la mise en œuvre d'actions collectives. Il est également envisagé de déployer des dispositifs d'accompagnement individualisé.

#### 1) Accompagner les actions collectives

➢ **L'accompagnement des opérateurs économiques**

En 2025, la collectivité maintiendra son accompagnement auprès des opérateurs économiques à travers le financement de leurs programmes d'actions pour des interventions au plus près des entreprises sur l'ensemble du territoire en lien avec les partenaires (accueils de proximité assurés par les camions de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA) Mobile et la CCI Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) Proxi par exemple).
Par ailleurs, la Région mènera des actions territorialisées en concertation avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

➢ **L'accompagnement des groupements professionnels**

La collectivité poursuivra son intervention visant à soutenir les actions collectives et les groupements professionnels dans les domaines de la formation, la commande publique, la digitalisation ou encore la responsabilité sociétale et environnementale (RSE).

### 2) Accompagner les manifestations à caractère économique

La validation en 2025 d'un projet sur le cadre d'intervention permettra de redéfinir les modalités du dispositif de soutien aux manifestations à caractère économique organisées par les collectivités locales ou les associations sur l'ensemble du territoire de La Réunion dans le but de promouvoir les produits ainsi que les savoir-faire locaux.

### 3) Mettre en place un accompagnement « à la carte »

Dans cette dynamique, la collectivité envisage de lancer un accompagnement de type « à la carte », dans le cadre d'un AMI, afin d'identifier des partenaires spécialisés dans le conseil aux entreprises qui pourront accompagner les entreprises, et particulièrement les TPE, dans leur projet de développement ou encore de restructuration.

## B – Mieux soutenir les entreprises

En complément des aides prévues dans le cadre du programme FEDER, plusieurs dispositifs seront créés pour améliorer l'accès des entreprises aux financements publics. Il s'agira également d'élargir le champ des bénéficiaires, notamment en direction des TPE.

### 1) Déployer des dispositifs d'aide aux entreprises

En complémentarité avec le nouveau programme européen 2021-2027 FEDER-FSE + et le programme FEADER 2023-2027, la collectivité envisage de mettre en place en 2025 un dispositif d'aide pour soutenir le programme d'investissements des TPE en veillant aux lignes de partage avec le FEDER et le FEADER et en élargissant les activités éligibles aux services. Le dispositif sera pleinement opérationnel en 2025.

Par ailleurs, depuis 2018, la collectivité a déployé un dispositif d'aide pour accompagner les professionnels de la route, en prenant en charge une partie du prix du litre de gazole. En 2025, la collectivité poursuivra son effort pour soutenir les activités de transport à travers la nouvelle convention déployée avec l'Agence de services et de Paiements (ASP).

Enfin, au regard des évènements climatiques qui se sont déroulés en 2023 et 2024 et qui ont conduit la Région à mettre en œuvre des dispositifs d'aide exceptionnelle pour relancer les entreprises de Salazie, de Cilaos et de Mafate, il est envisagé de prévoir une ligne d'intervention spécifique.

### 2) Déployer les instruments financiers dans le cadre du fonds de participation FAIRE

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme FEDER-FSE+ 2021-2027, et en particulier la fiche action FA 1.3.12 « Instruments financiers », la collectivité a sollicité le Fonds Européen d'Investissement (FEI), filiale de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), qui sera chargé de la gestion de ce Fonds.

Le Fonds prévoit deux outils financiers distincts qui s'adresseront aux PME au sens communautaire Entreprises, ayant leur siège social ou leur activité principale à La Réunion, à savoir :
- Un instrument de prêt avec partage de risque (doté à hauteur de 30 M€ environ) aux TPE/PME ;
- Un instrument de co-investissement, de haut bilan, en vue d'intervenir en fonds propres pour financer les PME (doté à hauteur de 10 M€ environ).

En 2025, le Fonds d'aide à l'investissement régional pour les entreprises réunionnaises « FAIRE », devrait être pleinement opérationnel.

S'agissant de l'instrument d'équity (haut de bilan), l'AMI s'est révélé infructueux. Une réflexion est en cours pour la restructuration du Fonds de participation.

### 3) Mettre en œuvre des outils financiers

Les outils financiers suivants, sur fonds propres de la Région, seront soutenus ou déployés en 2025 :

➢ **Poursuite du déploiement du Fonds RUNaissance**

Ce Fonds, mis en œuvre par Smalt Capital, a pour objet d'investir dans des opérations de capital développement et de capital transmission sans contrainte de spécialisation par secteur d'activité.

Le Fonds peut intervenir en financement de besoins en fonds de roulement ou de refinancement de prêts obtenus dans le cadre de la crise Covid-19 (prêt Rebond, prêt Atout, prêt garanti par l'Etat…).

➢ **Déploiement du Fonds de « Prêt Relance »**

En partenariat avec la Bpifrance, la collectivité a signé le 08 août 2024 une convention en vue de proposer le « Prêt Relance » auprès des TPE / PME de plus de 3 ans d'existence. Celui-ci correspond à une formule de prêts participatifs consentis à des conditions préférentielles. Son déploiement est prévu en 2025.

➢ **Un fonds d'avances remboursables pour les TPE**

La Région envisage d'aider la mise en œuvre d'un fonds d'avances remboursables. Ainsi en 2025, ce fonds permettra d'apporter des réponses adaptées aux besoins de trésorerie des TPE.

➢ **Proposition de mise en place d'un fonds régional à visée « stratégique »**

Les études en vue de la création d'un « Fonds Stratégique Régional » sont en phase finale. L'objectif de la collectivité est de se doter en 2025 d'un fonds destiné à soutenir les PME réunionnaises à fort ancrage territorial.

## II – AMÉLIORER L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE ET OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS

Développer l'attractivité du territoire constitue un enjeu majeur pour le développement économique. Un des leviers consiste à appliquer une fiscalité adaptée à travers l'octroi de mer, compétence de la collectivité régionale, afin de maintenir et de développer les activités économiques et in fine les emplois.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Adapter le tarif de l'octroi de mer dans le cadre de la lutte contre la vie chère et la transition socio-énergétique** | - | - | - | - |
| **Remettre le rapport d'évaluation à mi-parcours prévue par la décision européenne, au plus tard le 30 juin 2025** | - | 110 000 | - | - |
| **Animer des ateliers sur la thématique « Octroi de mer »** | - | - | - | - |
| **Créer et rénover les Zones d'Activités** | - | - | 750 000 | - |
| **Accompagner le développement économique équilibré de chaque micro-région** | 504 500 | 554 700 | 640 000 | 794 000 |
| **Définir et mettre en œuvre un schéma d'aménagement économique** | - | 150 000 | - | - |
| **Structuration de la filière aéronautique** | - | 100 000 | - | - |
| **TOTAL** | **504 500** | **914 700** | **1 390 000** | **794 000** |

## A – L'octroi de mer, un outil au service du développement économique et de l'emploi

### 1) Adapter le tarif de l'octroi de mer dans le cadre de la lutte contre la vie chère et la transition socio-énergétique

Au regard du projet de réforme prévu au niveau national, la Région, en concertation avec les acteurs socio-économiques, s'attachera à travailler sur l'adaptation du dispositif de taxation de l'octroi de mer dans le cadre de la réglementation actuelle tout en prenant en compte la question centrale de la « vie chère » à La Réunion.
L'objectif étant de tendre vers plus de transparence et de lisibilité, pour répondre aux enjeux du développement économique et social mais aussi pour contribuer au développement durable dans la perspective d'une économie « verte et décarbonée ».

### 2) Remettre le rapport d'évaluation à mi-parcours prévue par la décision européenne, au plus tard le 30 juin 2025

S'agissant du dispositif d'évaluation des différentiels d'octroi de mer, la Région devra remettre à l'État le rapport d'évaluation avant le 30 juin 2025. A cet effet, une mission d'étude a été confiée à un cabinet de conseil avec pour objectif de consulter l'ensemble des partenaires locaux et élaborer le rapport.

### 3) Animer des ateliers sur la thématique « Octroi de mer »

En 2025, La Région envisage de mettre en place des ateliers d'information sur l'octroi de mer à destination des entreprises mais également de renforcer le partenariat avec l'administration locale des douanes à travers des permanences mobiles de proximité..

## B – Aménager le territoire

L'enjeu sur un territoire insulaire et contraint est de disposer d'une offre foncière et immobilière en adéquation avec les besoins des entreprises. La qualité du foncier économique à offrir aux investisseurs apparaît en effet comme un facteur clé d'attractivité du territoire.

### 1) Créer et rénover les Zones d'Activités

Le PO FEDER 2021-2027 offre les moyens financiers à cette politique d'intervention en agissant sur deux leviers :
- la construction d'immobiliers d'entreprises et de zones d'activités économiques ;
- la modernisation de ces zones d'activités vieillissantes.

Le budget proposé avec les crédits inscrits au BP 2025 permettra le financement des dépenses suivantes : études, assistance à maîtrise d'ouvrage, travaux, acquisition d'équipements et de moyens matériels nécessaires à la réalisation des projets.

### 2) Accompagner le développement économique équilibré de chaque micro-région

Dans le cadre du Schéma d'Aménagement Régional (SAR), l'échelle pertinente retenue en termes d'aménagement est le Pôle d'Activités à Vocation Régionale (PAVR) dans chaque bassin de vie. Ainsi, pour chaque bassin de vie, les orientations 2025 proposées sont les suivantes :

➢ **Pour le bassin de vie NORD**
Aussi, après la relance de l'AMI en 2023 et 2024, la priorité affichée pour 2025 est de poursuivre la commercialisation de la Zone d'Activités Aéroportuaire (ZAA).

➢ **Pour le bassin de vie OUEST**
La Région poursuivra en 2025 la mise en œuvre de l'aménagement de la Zone Arrière Portuaire (ZAP), suite à l'étude lancée par le GIP « Ecocité La Réunion » en 2023.

➢ **Pour le bassin de vie EST**
L'enjeu est de faire émerger un pôle d'activités et de valoriser le potentiel industriel existant (pôle bois, agroalimentaire, énergie, matériaux).

➢ **Pour le bassin de vie SUD**
En 2025, la collectivité poursuivra son soutien afin d'accompagner les évolutions stratégiques de l'aéroport de Saint-Pierre, de pôles d'activités et de zones d'activités micro-régionales complémentaires.

➢ **Les territoires ruraux, les Hauts, et les mi-pentes**
La politique régionale de rééquilibrage du territoire passe donc par le développement d'activités et de mini zones d'activités économiques et artisanales, dans ces territoires.

Les crédits proposés à l'inscription au BP 2025 seront utilisés pour financer la participation de la collectivité aux études, actions d'animation, de promotion et de développement des Groupements d'Intérêt Public (Ecocité, Bois Rouge) et du Syndicat Mixte de Pierrefonds.

### 3) Définir et mettre en œuvre un schéma d'aménagement économique

La Région poursuivra en 2025 la réalisation d'une étude de définition d'un schéma d'aménagement économique permettant de disposer d'une vision partagée avec l'ensemble des acteurs publics et privés concernés par l'aménagement d'espaces à vocation économique.

### 4) Structuration de la filière aéronautique

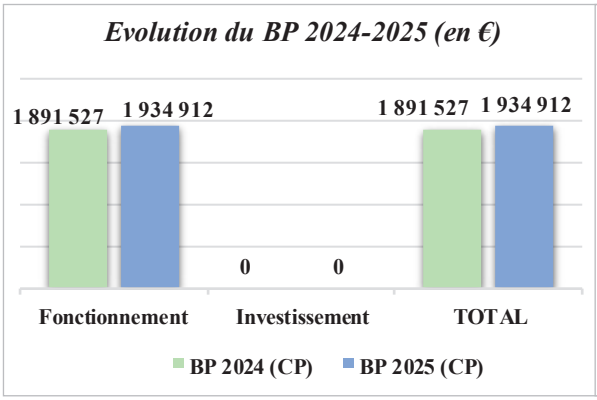
Les attentes des acteurs de la filière aéronautique reflètent une ambition commune de structurer et dynamiser le secteur. Il s'agit de donner un cadre clair et cohérent à la filière, qui devrait afficher un besoin en personnel de près de 1300 emplois d'ici 2030.

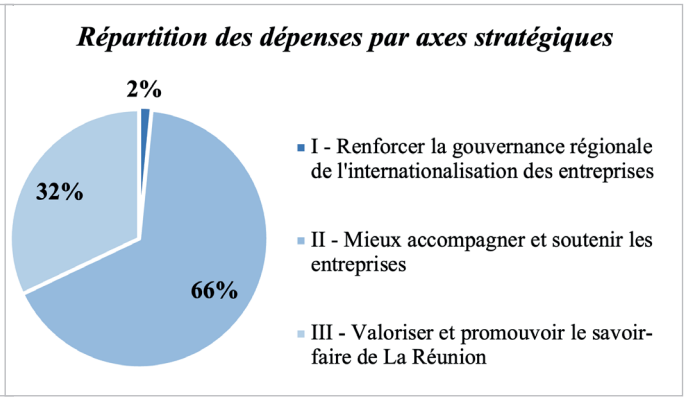
Aussi, il apparaît un objectif double :
- maximiser l'efficacité et la cohérence des actions menées au bénéfice de la filière (formations ciblées, passerelles entre le monde éducatif et le secteur aéronautique, ...) ;
- renforcer l'attractivité et la compétitivité du territoire à l'échelle régionale.

En 2025, la Région retiendra dans le cadre d'un marché une structure pour l'animation et la rédaction du contrat de filière aéronautique et drone.



# L'INTERNATIONALISATION DES ENTREPRISES




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **1 822 143** | **1 891 527** | **1 980 000** | **1 934 912** | **8,7 %** | **2,3 %** |
| **Investissement** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **TOTAL** | **1 822 143** | **1 891 527** | **1 980 000** | **1 934 912** | **8,7 %** | **2,3 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées à l'internationalisation des entreprises se traduit par un budget de **1 980 000 € en AE et à 1 934 912 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| I – Renforcer la gouvernance régionale de l'internationalisation | 30 000 | 30 000 |
| II – Mieux accompagner et soutenir les entreprises | 1 330 000 | 1 284 912 |
| III – Valoriser et promouvoir le savoir-faire de La Réunion | 620 000 | 620 000 |
| **TOTAL** | **1 980 000** | **1 934 912** |

Afin de renforcer l'internationalisation des entreprises réunionnaises, la collectivité régionale poursuivra la mise en œuvre de sa feuille de route dont l'élément marquant sera en 2025 la structuration d'un Pôle d'accompagnement des entreprises à l'international et d'animation de la marque territoriale.

## I - RENFORCER LA GOUVERNANCE RÉGIONALE DE L'INTERNATIONALISATION

La politique régionale d'internationalisation des entreprises et d'attractivité économique s'articulera autour de la Région et de son opérateur, l'Agence de développement et d'internationalisation et d'attractivité. Toutes deux piloteront la mise en œuvre de la feuille de route de l'internationalisation des entreprises co-construite avec les partenaires du Comité Stratégique de l'Internationalisation des Entreprises (CoSIE).

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Animer le CoSIE** | 30 000 | 30 000 |
| **TOTAL** | **30 000** | **30 000** |

### A - Animer le CoSIE

En 2025, la collectivité régionale organisera au moins 2 Comités Stratégiques de l'Internationalisation des Entreprises (CoSIE).

### B - Pilotage stratégique de l'écosystème de l'internationalisation des entreprises

L'internationalisation des entreprises comporte 2 volets :
- l'un sortant correspondant au Développement à l'International des Entreprises (DIE) dont la Team France Export (TFE) est l'opérateur dédié ;
- l'autre entrant correspondant aux Investissements Directs Extérieurs (IDE) dont la Team France Invest (TFI) est l'opérateur dédié.

La collectivité régionale assure le pilotage stratégique de ces 2 instances.

En 2025, la collectivité envisage un pilotage plus ambitieux. Ainsi il s'agira :
- pour la TFE et l'Agence de développement et d'internationalisation d'agir de concert pour déployer une offre complète de services aux porteurs de projet : du diagnostic export à l'aide à l'implantation sur le marché cible ;
- pour la TFI, en lien avec les partenaires, de poursuivre ses actions pour garantir la sécurité économique du territoire par un traitement adapté des investissements venant de l'extérieur notamment, et œuvrer pour intégrer La Réunion dans les chaînes de valeurs régionales et mondiales dans le but de limiter la dépendance du territoire vis-à-vis des importations.

Par ailleurs, l'accueil des investisseurs extérieurs confié à La Réunion Développement (Agence de Développement Economique) se poursuivra et se structurera sur la base de la stratégie d'attractivité régionale menée par la collectivité régionale.

## II – MIEUX ACCOMPAGNER ET SOUTENIR LES ENTREPRISES POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI POUR LA COMPÉTITIVITÉ DE L'OFFRE À L'INTERNATIONAL

Comme en 2024, la Région mobilisera les moyens du PO FEDER 2021-2027 pour compenser les surcoûts de transport et accompagner les démarches d'actions collectives.

Le dispositif rénové de Prim'Export , qui a été revisité en 2024, sera également mis en œuvre pour prendre en charge : frais de conseil, études, mission de prospection, participation à un salon, communication.

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Actions collectives, club export** | 350 000 | 284 912 |
| **Prim'export** | 580 000 | 600 000 |
| **Aide au fret fruit** | 400 000 | 400 000 |
| **TOTAL** | **1 330 000** | **1 284 912** |

### A - Un soutien ciblé des organismes

En 2025, la Région mènera une réflexion autour de la mise en place d'une convention-cadre, accompagnée de conventions d'objectifs, de moyens et de performances entre elle et les organismes assurant la promotion du territoire et le soutien à l'international.

Cette contractualisation permettrait de garantir une politique régionale basée sur la culture du résultat en contrepartie des moyens financiers alloués.

## III – VALORISER ET PROMOUVOIR LE SAVOIR-FAIRE DE LA RÉUNION

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| Plan d'actions de la **marque territoriale, évènementiels attractivité et promotio**n export | 620 000 | 620 000 |
| **TOTAL** | **620 000** | **620 000** |

### A – Marketing Territorial

A l'issue d'une large concertation des acteurs et de la population réunionnaise autour de la co-construction d'une identité de territoire et d'une stratégie de marketing territorial, la marque « La Réunion » a été lancée en mai 2024.

Bien plus qu'un logo, elle est la traduction d'une véritable stratégie de rayonnement pour permettre de mieux valoriser nos atouts, de renforcer notre notoriété, de mettre en avant nos compétences locales et de multiplier les opportunités pour notre territoire.

Symbolisant l'aboutissement de ce processus collaboratif et la concrétisation des efforts de tous les acteurs impliqués, la marque vise à promouvoir l'attractivité du territoire, à soutenir son développement socio-économique, touristique, sportif et culturel, et à renforcer le sentiment d'appartenance des habitants.

Il s'agira pour l'année 2025 de conforter l'animation de cette marque et d'assurer un plan d'actions multisectoriel et touchant le plus grand nombre de cibles.

### B – Mobilisation de la diaspora réunionnaise

La Région Réunion soutiendra des actions menées par les associations représentant la diaspora réunionnaise.

## IV – OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS

La crise sanitaire liée au COVID-19 a fortement impacté notre île, et en particulier le transport aérien qui a connu un quasi arrêt du trafic passagers. La Réunion, de par sa situation insulaire, doit se doter d'infrastructures pour faciliter les échanges avec l'Europe et les pays de la zone océan-indien.

Dans le contexte de désorganisation du commerce maritime mondial dû à la pandémie, l'exigence du renforcement de la connectivité maritime de La Réunion s'est fait sentir de façon encore plus aiguë. C'est pour répondre à ces enjeux que la collectivité régionale définira une stratégie de désenclavement maritime, aérien et numérique du territoire.

### A – Soutenir la compagnie réunionnaise Air Austral

La compagnie Air Austral est un opérateur majeur et indispensable du désenclavement aérien de La Réunion. Elle permet d'assurer des liaisons vers l'Europe, l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Asie dans le cadre de partenariats privés afin que nous puissions nous déplacer plus facilement et ouvrir de nouveaux horizons.

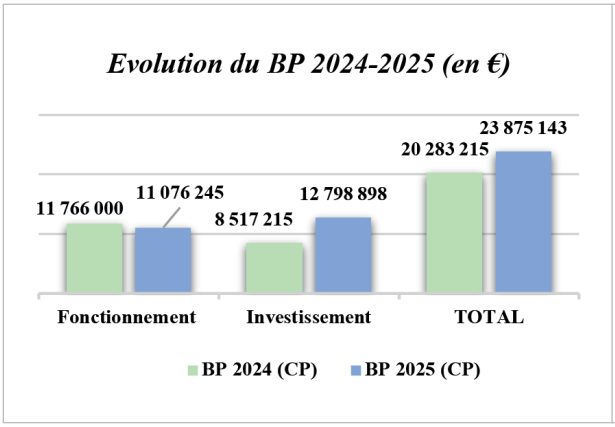
Malgré le plan de restructuration et un environnement favorable, la situation d'Air Austral, s'est à nouveau dégradée en 2023 et la compagnie s'est retrouvée avec des difficultés de trésorerie. Un nouvel apport des actionnaires a été nécessaire à hauteur de 10 M€ et une nouvelle procédure de conciliation ouverte en avril 2024. En parallèle, à la demande de l'Etat, la société a mandaté un cabinet aux fins d'analyser la viabilité des mesures proposées au titre de la Restructuration faisant apparaître un besoin complémentaire de 30 à 60 M€ qui pourraient être réduits grâce à des leviers additionnels. Dans ce cadre, les actionnaires ont à nouveau été sollicités à hauteur de 15 M€, dont 6,75 M€ pour la part Sematra.

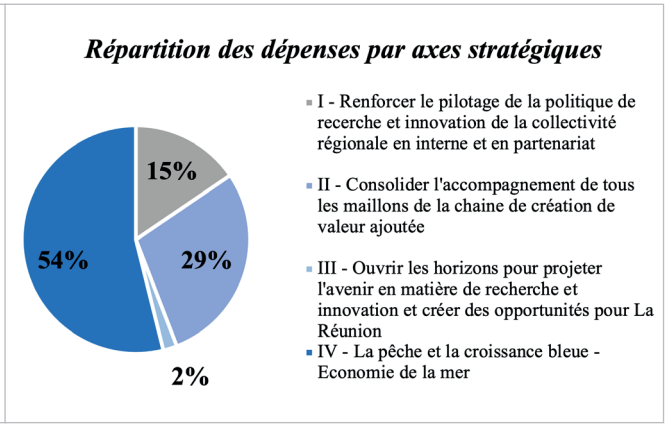
En 2025, la Région suivra l'évolution de l'activité d'Air Austral avec un retour envisagé à la profitabilité.



© IRT Serge Gelabert

# INNOVER ET ACCOMPAGNER NOS SECTEURS D'AVENIR




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/ AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **27 966 000** | **11 766 000** | **1 715 500** | **11 076 245** | **- 93,9 %** | **- 5,9 %** |
| **Investissement** | **13 461 277** | **8 517 215** | **18 325 148** | **12 798 898** | **36,1 %** | **50,3 %** |
| **TOTAL** | **41 427 277** | **20 283 215** | **20 040 648** | **23 875 143** | **- 51,6 %** | **17,7 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées à innover et à accompagner nos secteurs d'avenir se traduit par un budget de **20 040 648 € en AP/AE et à 23 875 143 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Renforcer le pilotage de la politique de recherche et innovation de la collectivité régionale en interne et en partenariat | 122 000 | 445 000 | 2 800 000 | 3 252 000 |
| II – Consolider l'accompagnement de tous les maillons de la chaîne de création de valeur ajoutée | 376 000 | 2 883 000 | 5 155 148 | 3 963 574 |
| III – Ouvrir des horizons pour projeter l'avenir en matière de recherches et innovation et créer des opportunités pour La Réunion | 270 000 | 270 000 | 270 000 | 200 000 |
| IV – La pêche et la croissance bleue – économie de la mer | 947 500 | 7 478 245 | 10 100 000 | 5 383 324 |
| **TOTAL** | **1 715 500** | **11 076 245** | **18 325 148** | **12 798 898** |

Le pilotage de la politique de Recherche et d'Innovation de la Région se poursuit en priorisant le soutien aux projets d'infrastructures de recherche et l'accompagnement de l'innovation locale via de nouveaux dispositifs sur fonds propres et leviers d'actions (eductour, évènements internationaux, etc.).

## I - RENFORCER LE PILOTAGE DE LA POLITIQUE DE RECHERCHE ET INNOVATION DE LA COLLECTIVITÉ RÉGIONALE EN INTERNE ET EN PARTENARIAT

Le pilotage de la politique de recherche et d'innovation régionale se poursuivra par des actions au sein de la collectivité et en étroite collaboration avec l'Agence Régionale de l'Innovation (ARI).

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **S'outiller pour mettre en œuvre la politique publique « recherche – innovation » au sein de la collectivité** | 15 000 | 15 000 | 2 800 000 | 3 252 000 |
| **Collaborer sur l'Agence Régionale d'Innovation (ARI), opérateur dédié pour mettre en œuvre la stratégie et animer l'écosystème** | 107 000 | 430 000 | - | - |
| **Contractualiser avec nos divers opérateurs pour accompagner la recherche et les innovations sur le territoire** | - | - | - | - |
| **TOTAL** | **122 000** | **445 000** | **2 800 000** | **3 252 000** |

### A – S'outiller pour mettre en œuvre la politique publique « recherche-innovation » au sein de la collectivité

La Région renforcera les partenariats internes avec les directions opérationnelles outre celui développé avec la direction FEDER Recherche-Innovation. Au travail collaboratif avec l'Agence Régionale de l'Innovation se rajouteront des partenariats externes.

#### 1) Accompagner le déploiement des fonds structurels à destination de la Recherche et de l'Innovation pour davantage de cohérence dans l'action régionale

La Région s'attachera à suivre le lancement des projets financés des premiers AMI lancés par la DFRI (Direction FEDER - Recherche et Innovation) sur fonds FEDER et INTERREG VI OI, en lien avec sa politique de coopération régionale, les feuilles de route de la S5 (Stratégie de spécialisation intelligente pour un développement social et soutenable) ainsi que les comités de filières du SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation).

Les programmes structurants de recherche feront l'objet d'une attention particulière dans le cadre des Contrats d'Objectifs de Moyens et de Performance (COMP) signés avec le CIRAD et l'IRD. La gestion de l'interface avec la DFRI portera également sur les nouveaux projets d'infrastructures de recherche selon le dispositif FEDER dédié (Fiche action n° 1.1.1).

### 2) Explorer les possibilités d'innover dans notre manière de déployer le service public régional

La Région visera l'accompagnement de projets innovants au sein de la collectivité en termes de méthodes, de construction et de déploiement des politiques publiques. Elle pourra être conseillée par la 27ème Région, association proposant un espace pluridisciplinaire, réflexif et expérimental pour construire les futurs souhaitables de l'action publique, dont elle est adhérente.

## B – Collaborer avec l'Agence Régionale d'Innovation (ARI) pour mettre en œuvre la stratégie d'innovation et animer l'écosystème de l'innovation

Les actions d'animation de l'Agence Régionale d'Innovation (ARI) au regard de la S5 sont financées par les fonds FEDER (fiche action 1.4.1) pour laquelle la DRI finance la part CPN (Contre Partie Nationale).

Par ailleurs, la collectivité adhèrera en 2025 au Réseau de Recherche et d'Innovation des Régions Européennes (European Regions Research and Innovation Network – ERRIN), plateforme permettant à ses membres de renforcer leurs capacités régionales et locales de recherche et d'innovation et de développer davantage leurs écosystèmes.

## C- Contractualiser avec les divers opérateurs pour accompagner la recherche et l'innovation sur le territoire

Les COMP déjà signés avec les opérateurs sont en phase de suivi et d'exécution en 2025.

En 2025, la contractualisation sera étendue à d'autres opérateurs de recherche tels que l'Université de La Réunion, le BRGM, l'OVPF/IPGP et potentiellement le CNRS. Dans le domaine de l'innovation, la collectivité se laissera la possibilité de lancer des travaux avec de nouvelles structures qui en formuleraient la demande.



## II – CONSOLIDER L'ACCOMPAGNEMENT DE TOUS LES MAILLONS DE LA CHAÎNE DE CRÉATION DE VALEUR AJOUTÉE

La collectivité veillera à consolider l'ensemble des maillons nécessaires à la création de valeur ajoutée afin de favoriser une politique de Recherche et d'Innovation au service du développement économique, social et soutenable..

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Accompagner une recherche qui adresse les défis du territoire comme premier maillon de la chaîne de création de valeur ajoutée** | 10 000 | 40 000 | 3 825 148 | 1 012 574 |
| **Soutenir les maillons de l'écosystème RDI permettant la transformation des idées en solutions en réponse aux défis du territoire** | 268 000 | 2 745 000 | 230 000 | 390 000 |
| **Proposer des dispositifs de financement directs pour faciliter l'initiative entrepreneuriale** | - | - | 1 100 000 | 2 561 000 |
| **Renforcer la sensibilisation à l'innovation et le rapprochement entre les sciences et la société** | 98 000 | 98 000 | - | - |
| **TOTAL** | **376 000** | **2 883 000** | **5 155 148** | **3 963 574** |

### A – Accompagner une recherche qui adresse les défis du territoire comme premier maillon de la chaîne de création de valeur ajoutée

Le premier maillon de la chaîne repose sur une recherche d'excellence, qui sera accompagnée sur les toutes thématiques porteuses pour La Réunion.

#### 1) Le soutien aux projets de recherche

Les programmes locaux de recherche du CIRAD seront pour partie financés au titre des fonds FEADER (appel à projets du dispositif 77.071 qui s'inscrit dans la déclinaison nationale de la Politique Agricole Commune). La Région intervient au titre de la Contre Partie Nationale du financement des programmes 24-26.

La création d'un dispositif d'intervention spécifique pour accompagner la recherche sur fonds propres permettra de soutenir notamment des projets dits « orphelins » (IA...) ou des projets dédiés aux Sciences Humaines et Sociales.

#### 2) L'accompagnement de la structuration de pôles de recherche par des infratructures de haut niveau

La consolidation de l'accompagnement des infrastructures de recherche structurantes en lien avec les souverainetés alimentaire, sanitaire, énergétique et numérique reste une priorité.

Une plateforme technologique régionale d'appui aux entreprises et de recherche « Energie renouvelable et construction durable », impulsée par la Région, sera ainsi initiée. La collectivité régionale portera la maîtrise d'ouvrage de la modernisation et de la reconstruction du bâtiment de l'Observatoire Volcanologique du Piton de la Fournaise. Enfin, la Région soutiendra la structuration d'une halle de transformation agroalimentaire portée par le CIRAD au service des industries agro-alimentaires locales.

## B - Soutenir les maillons de l'écosystème RDI permettant la transformation des idées en solutions en réponse aux défis du territoire

Le deuxième maillon de cette chaîne est constitué du tissu de structures qui interviennent auprès des inventeurs jusqu'à la dynamique de création de leur start-up ou d'entreprises plus matures afin d'encourager l'innovation comme levier de leur compétitivité.

### 1) Consolider l'offre de service portée par les Structures d'Accompagnement à l'Innovation (SAI) au bénéfice des entreprises

La Région finance la CPN (Contrepartie Nationale) de la fiche action dédiée au financement des structures d'accompagnement à l'innovation (Fiche action n° 1.1.11).

L'intervention des structures d'accompagnement à l'innovation (SAI) est essentielle à l'innovation réunionnaise, car au travers de l'accompagnement des entreprises et la réalisation de missions d'intérêt général, elles participent au développement du territoire (création de solutions et de valeurs), et notamment à son développement économique (création d'entreprises et d'emplois). Il est attendu des structures répondant à la définition de pôles d'innovation qu'elles assurent un service à leurs membres selon un modèle économique viable. D'autres missions qui peuvent être financées sur fonds publics pour servir l'intérêt général sont convenues dans les COMP, qui permettent de s'assurer d'un engagement mutuel sur la base d'objectifs partagés et de leur cohérence entre elles et avec les objectifs poursuivis par la S5.

Qualitropic, pôle de compétitivité spécialisé dans la bioéconomie tropicale bénéficie en outre d'un financement de l'Etat géré par la Région au titre de son label.

Par ailleurs, le Conseil Régional a délibéré en 2024 en faveur de son adhésion au GIP CYROI, établissement offrant des infrastructures pour la recherche, l'innovation et l'accompagnement des start-ups tout en valorisant les ressources locales.

### 2) Poursuivre l'accompagnement de la dynamique des tiers-lieux à La Réunion

La Région poursuit l'analyse de la mise en place d'un dispositif sur fonds propres de soutien à la création de tiers-lieux dans les zones blanches non couvertes.

Il s'agira aussi en 2025 de suivre et d'animer le réseau des lauréats du dispositif DEFFIRUN (déclinaison à La Réunion par la Région et l'Etat du dispositif DEFFINOV), dispositif visant à favoriser le rapprochement entre des organismes de formation et des tiers-lieux, afin d'innover dans leurs pratiques et d'accueillir de nouveaux publics, en étant plus proche de leur lieu de vie. La Région prévoit un montant de 20 000 € en 2025 pour l'animation du dispositif.

## C - Proposer des dispositifs de financement directs pour faciliter l'initiative entrepreneuriale

La consolidation de la chaîne passe également par la mise en œuvre d'aides directes à destination des entreprises ou des créateurs d'entreprises.

### 1) Financer les projets innovants des entreprises et les entreprises innovantes via le FEDER

La Région soutient le financement des projets innovants des entreprises via le fonds FEDER et des CPN sur diverses fiches.

Il s'agit ainsi de soutenir :
- l'innovation en entreprises ;
- l'incubation de porteurs de projets et d'entreprises innovantes au sein de l'incubateur de la recherche publique porté par l'association Technopole ;
- le recrutement d'un jeune diplômé de l'enseignement supérieur titulaire d'un doctorat n'ayant encore jamais signé de CDI (post-doctorat).

### 2) Financer les projets innovants des entreprises sur fonds propres

La Région proposera à nouveau deux dispositifs en 2025, sous réserve d'adaptation :

- « Pré-Poc » : aide au financement des premières étapes de validation d'une preuve de concept, en amont de projets d'innovation ;
- « AFP JEI » : apport d'une aide directe aux fonds propres des entreprises qui se lancent dans un projet d'innovation.

Par ailleurs, la Région a apporté en 2024 son soutien l'entreprise Torskal, spécialisée en nanotechnologie, par le versement d'une subvention qui se soldera en 2025.

### 3) Poursuivre la mise en œuvre de France 2030 régionalisé en partenariat avec l'État et Bpifrance

La mise en œuvre du dispositif tripartite Etat – Région – Bpifrance baptisé « France 2030 régionalisé » (dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir 4), se poursuivra en 2025 au bénéfice des entreprises et des filières innovantes du territoire.

## D - Renforcer la sensibilisation à l'innovation et le rapprochement entre les sciences et la société

Le dernier maillon de cette chaîne passe par le transfert de la recherche et de l'innovation vers l'ensemble de la société.

### 1) Soutenir le programme d'action de structures qui œuvrent au développement de la culture scientifique, technique et industrielle

Le FEDER et la Région soutiennent l'accompagnement d'actions ponctuelles et/ou expérimentales, telles que la création d'outils scientifiques, des événements permettant à tous citoyens de s'approprier une culture scientifique, technique et industrielle, avec notamment l'organisation de manifestations à caractère scientifique, de colloques et conférences, l'accompagnement des actions d'animation ou de coordination du pôle territorial de référence (PTR) de la culture scientifique, technique & industrielle (CSTI) et l'accompagnement des projets de sciences citoyennes.

### 2) Mettre en œuvre ou participer à des actions de sensibilisation et de promotion de l'innovation et de promotion des talents réunionnais en la matière

Pour les actions qui ne pourraient être financées par le FEDER, la Région pourrait, sur fonds propres, organiser des actions ou proposer des financements visant à accompagner :
- des actions collaboratives mobilisant des publics « citoyens » ;
- des actions de sensibilisation à l'innovation et à l'entreprenariat innovant ;
- des actions de communication sur l'innovation à La Réunion.

## III – OUVRIR LES HORIZONS POUR PROJETER L'AVENIR EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET INNOVATION ET CRÉER DES OPPORTUNITÉS POUR LA RÉUNION

La politique de recherche et d'innovation régionale aura aussi pour objectif en 2025 de créer des opportunités pour La Réunion. Pour ce faire, elle doit disposer des capacités d'études, de prospective et de veille pour détecter les opportunités et également s'inscrire dans une dynamique de partenariats nationaux et de coopération internationale pour ouvrir les horizons et exprimer les potentiels réunionnais.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Etudes prospective et veille** | - | - | 100 000 | 100 000 |
| **Offrir des opportunités de développement aux entreprises réunionnaises** | 270 000 | 270 000 | - | - |
| **Elargir les horizons avec la coopération internationale** | - | - | 170 000 | 100 000 |
| **TOTAL** | **270 000** | **270 000** | **270 000** | **200 000** |

### A - Etudes prospectives et veille

La collectivité et ses partenaires ne disposent pas de données récentes sur l'engagement des entreprises dans l'innovation. Il est ainsi proposé de nouer un partenariat avec l'INSEE afin de lancer en 2025 une étude concernant la place de l'innovation dans les entreprises ou TPE réunionnaises et de mesurer leur investissement dans l'innovation.

Par ailleurs, la Région procèdera en 2025 à une évaluation de la S5 à mi-parcours.

### B - Offrir des opportunités de développement aux entreprises réunionnaises

Au-delà des dispositifs de financement directs qui favorisent l'initiative entrepreneuriale, la Région pourra mener des opérations contribuant à offrir aux entreprises réunionnaises de nouvelles opportunités de développement, en matière de visibilité auprès de partenaires ou de marchés potentiels, d'accès à des financements privés et de possibilité de bénéficier de l'achat public.

En 2025, La Région poursuivra son adhésion à l'association French Tech La Réunion, organisera aussi la présence d'une délégation réunionnaise à Vivatech pour la 3ème année consécutive et soutiendra le développement de la filière cosmétique de La Réunion en organisant un Educ Tour avec ses partenaires.

Par ailleurs, la collectivité constitue un acheteur public majeur sur le territoire, et l'achat innovant pourrait être davantage mobilisé par la Région afin d'acheter des services ou des produits innovants fournis par des entreprises réunionnaises.

### C - Elargir les horizons avec la coopération internationale

La Région Réunion a été sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets « Horizon Europe – CLIMAAX » sur l'adaptation face aux risques climatiques et pilotera ce projet en 2025.

Un dossier de candidature européenne est en attente de retour en 2025 dans le domaine de la synergie des fonds R&I.

## IV – LA PÊCHE ET LA CROISSANCE BLEUE – ÉCONOMIE DE LA MER

Les activités liées au secteur de l'économie bleue constituent une part importante de l'économie régionale et sont un levier essentiel de croissance économique et d'emplois pour l'ensemble du territoire.

Considéré par la Région comme un secteur d'avenir et d'innovation, celle-ci réaffirme son engagement à l'ensemble des professionnels du secteur maritime, de la pêche et de l'aquaculture et entend poursuivre et mettre en œuvre en 2025 des moyens humains d'accompagnement pour soutenir les initiatives, les projets d'investissement et le développement économique des filières.

Elle poursuivra son soutien financier aux acteurs, y compris en participant aux « contreparties nationales » dans le cadre du FEAMPA (Fonds Européen des Affaires Maritimes, de la Pêche et de l'Aquaculture).

Face aux nombreux défis spécifiques aux filières pêche et aquaculture, comme par exemple le vieillissement des navires et des équipages, le changement climatique, les problématiques insulaires de concurrence, la Région poursuivra les orientations visant à :
- caractériser précisément les freins au développement et les besoins des secteurs concernés via la réalisation d'études et leur déploiement opérationnel (SRDAR, PROEPP, Commercialisation des produits aquacoles, etc...) ;
- accompagner ces filières aussi bien au niveau des structures représentatives que des besoins individuels à travers des dispositifs d'aide.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **La mise en œuvre du FEAMPA** | 200 000 | 6 570 000 | 7 650 000 | 3 345 324 |
| **Aides à l'animation des organismes privés de la filière pêche et aquaculture (CITEB, IB, CRPMEM...)** | 640 000 | 673 529 | - | - |
| **Opérations d'investissement en soutien de la filière aquacole** | - | - | 350 000 | 280 000 |
| **Avance remboursable à l'Institut Bleu** | - | - | - | 300 000 |
| **Construction du navire école** | - | - | - | 1 038 000 |
| **Dispositif de renouvellement de la flotte et aides aux pêcheurs (régime aides d'Etat et de minimis)** | - | - | 2 100 000 | 420 000 |
| **Participation au dispositif assurantiel de Caisse Locale de Garantie contre le Chômage Intempéries** | 80 000 | 107 216 | - | - |
| **Coopération européenne** | 27 500 | 127 500 | - | - |
| **Coopération internationale** | | | | |
| **Etudes de marché pour accompagner le développement des filières** | | | | |
| **TOTAL** | **947 500** | **7 478 245** | **10 100 000** | **5 383 324** |

## A – Accompagnement et Structuration de la filière pêche et aquaculture

### 1) Aides à l'animation des organismes privés de la filière pêche et aquaculture

La collectivité poursuivra son programme d'aides aux organismes d'animation économique dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture pour la réalisation de missions d'intérêt général, et dont les programmes menés chaque année sont essentiels à la structuration et au développement des filières.

Ainsi, en 2025, le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM), l'Institut Bleu (IB) et les centres de recherche et de valorisation aquatique (CITEB) entre autres, bénéficieront de l'accompagnement financier de la Région nécessaire pour mener à bien leurs missions d'intérêt général.

### 2) Opérations d'investissement en soutien de la filière aquacole

Sur la base des documents stratégiques que sont le Schéma Régional du Développement de l'Aquaculture Réunionnaise (SRDAR) et le Plan Stratégique du Développement de l'Aquaculture Réunionnaise (PSRDAR) finalisés en 2024, les besoins des professionnels de la filière aquacole ont été identifiés, les sites propices recensés et le plan d'actions stratégiques de relance aquacole sur 3 ans élaboré.

Parmi les actions prioritaires identifiées à très court terme figurent la création d'une écloserie collective pour répondre aux besoins d'alevins des entreprises aquacoles existantes et en devenir et la réalisation d'une étude de faisabilité technico-économique en vue d'identifier le site de production. Ces opérations pourront être financées par les fonds européens et pourront être mises en œuvre à partir de 2025.

### 3) Avance remboursable à l'Institut Bleu

Dans le cadre de l'opération d'acquisition des actifs du CITEB par l'Institut Bleu, permettant de doter ce dernier d'un centre technique de recherche et d'innovation, et afin de consolider son assise financière, la Région contribuera, par une avance remboursable, aux besoins en Fonds de Roulement de cette association.

### 4) Construction d'un navire école

Dans le cadre du soutien à la formation maritime et de l'accompagnement des organismes de recherche afin d'assurer le développement de l'économie bleu, la Région en réponse à un appel à projet de l'Etat s'est vue attribuer une dotation pour la réalisation d'un navire école.
Ce navire-école unique en son genre dans l'outre-mer, s'inscrit dans la poursuite de l'acquisition d'équipements technologiques de pointe et pédagogiques nécessaires au futur lycée de la mer, porté également par la Région.

## B – Soutien et développement économique des professionnels

### 1) Dispositif de renouvellement de la flotte et aides aux pêcheurs (régime aides d'Etat et de minimis)

Le régime notifié d'aide d'Etat SA.57275 a été approuvé par la Commission européenne le 28 février 2022 sous réserve de l'existence d'équilibre entre les capacités de pêche de la flotte et les possibilités de pêche.

Conformément à son engagement de soutenir la profession, et malgré un rapport capacitaire 2023 n'ayant considéré à l'équilibre que deux segments mineurs (PGP et PGO), la Région est ouverte à l'opportunité de lancer un dispositif « Aide au renouvellement de la flotte de pêche côtière de La Réunion » suivant les autorisations et les besoins.

Pour la durée du régime, la mesure d'aide validée par l'Europe s'élève à hauteur de 4,2 M€ (État et Région) suivant un taux d'intervention de 60 %, réparti à part égale entre l'Etat et la Région Réunion.

Parallèlement, notre collectivité étudie la possibilité de déployer le nouveau règlement « de minimis » pêche adopté par la Commission Européenne le 4 octobre 2023. Cette révision publiée dans un nouveau règlement UE n°2023/2391, entré en vigueur le 25 octobre 2024, autorise pour les RUP l'attribution d'aides publiques sur de nouveaux champs d'intervention tels que la sécurité ou l'acquisition ou l'amélioration des petits navires de pêche professionnelle de moins de 12 mètres, pour une durée d'application allant jusqu'au 31 décembre 2029.

### 2) Participation au dispositif assurantiel de Caisse Locale de Garantie contre le Chômage Intempéries

La Région poursuit une mesure annuelle récurrente visant à prendre en charge une partie de la cotisation des marins pêcheurs au dispositif de Caisse Locale de Chômage Intempéries, pour un budget annuel avoisinant les 80 000 € concernant environ 180 cotisants.

Ce dispositif vise à garantir une indemnité en cas d'inactivité lors de conditions météorologiques défavorables et à pallier les impacts subis par ces professionnels.

## C – Impulser une dynamique de développement et de coopération

### 1) Coopération européenne

Pour la Région Réunion, la santé des océans est une condition préalable et incontournable à une économie bleue florissante. Pourtant la pollution, la destruction des habitats naturels et les effets de la crise climatique sont autant de menaces pour la richesse de la biodiversité du bassin maritime de l'Océan Indien et pour le développement de l'économie réunionnaise.

Pour répondre à ces enjeux et valoriser les atouts et les spécificités de La Réunion au-delà de ses frontières régionales, la collectivité se mobilise et s'engage dans une démarche de collaboration étroite avec ses homologues européens afin de veiller à ce que l'Union européenne prenne en compte les défis spécifiques auxquels est confrontée l'île.

En se joignant en 2025 à l'initiative « Mission Océans » lancée par la Commission européenne pour la création d'une coalition « Villes - Iles – Régions » dont l'objectif est de porter une voix commune en faveur de la protection des Océans, la Région Réunion a pour ambition de faire du territoire, le fer de lance des centres de recherche et d'innovation de la zone océan Indien.

### 2) Coopération internationale

La Conférence des Nations Unies sur les océans (UNOC) prévue à Nice en juin 2025 sera la troisième édition de cet événement international, qui vise à rassembler les États membres, les organisations internationales, les scientifiques, les ONG et les acteurs privés pour discuter des défis liés à la protection des océans et des ressources marines. Ces conférences se concentrent sur la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable 14 (ODD 14), avec pour ambition de « conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines » dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Les principaux objectifs de cet évènement incluront notamment :
- lutter contre la pollution marine ;
- promouvoir la gestion durable des pêches et des ressources marines ;
- combattre le changement climatique, qui affecte les océans (élévation du niveau de la mer, acidification, etc.) ;
- protéger la biodiversité marine et les écosystèmes sensibles ;
- renforcer la coopération internationale pour mieux protéger les océans.

La conférence encourage les États à prendre des engagements concrets pour améliorer la gestion des océans et cherche à sensibiliser le public sur l'importance des océans pour la survie humaine et la santé planétaire.

La Région participera à cette conférence et contribuera à son rayonnement en étant un acteur du lancement de la campagne de sensibilisation portée par l'Etat consistant à faire de 2025 une «Année de la mer en France».

### 3) Etudes de marché pour accompagner le développement des filières

L'aquaculture connait aujourd'hui un cycle économique morose, avec une production estimée inférieure à 60 tonnes par an, destinée au marché local.

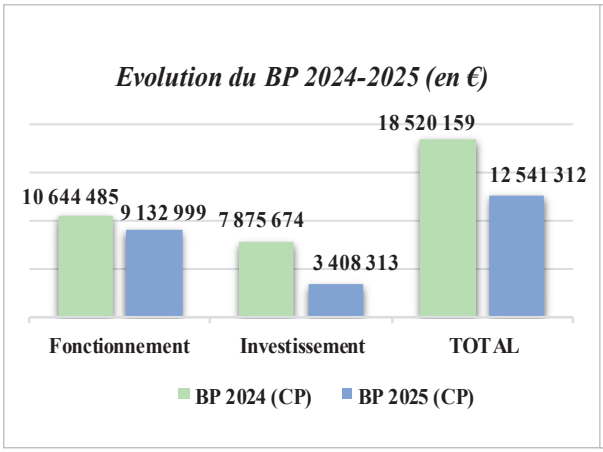
Sur la base des documents stratégiques que sont le Schéma Régional du Développement de l'Aquaculture Réunionnaise (SRDAR) et le Plan Stratégique du Développement de l'Aquaculture Réunionnaise (PSRDAR) finalisés en 2024, les besoins des professionnels de la filière aquacole ont été identifiés, les sites propices recensés et le plan d'actions stratégiques de relance aquacole sur 3 ans élaboré.

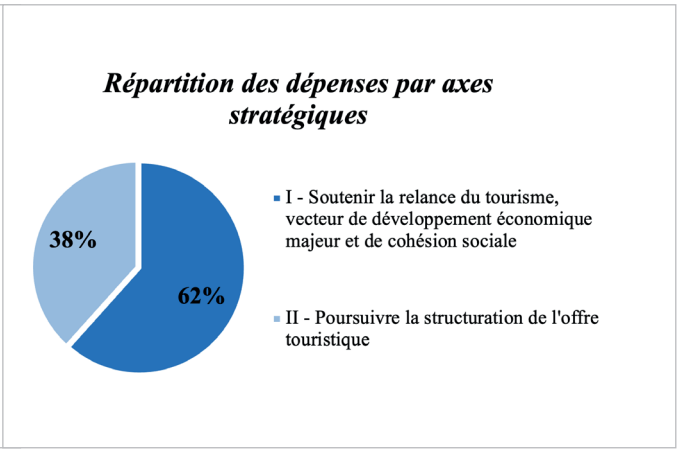
Cette meilleure connaissance de l'offre doit être mise en relation avec la demande potentielle, voire de nouveaux débouchés, au travers d'une étude sur la consommation locale des produits aquacoles.

En 2025, les premiers résultats permettront d'identifier les voies de diversification et de commercialisation - en termes de produits, d'espèces et de nouveaux marchés – réalistes et favorables au développement de l'aquaculture réunionnaise.



# LA RELANCE DU TOURISME




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/ AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **11 637 400** | **10 644 485** | **11 687 500** | **9 132 999** | **0,4 %** | **- 14,2 %** |
| **Investissement** | **6 987 270** | **7 875 674** | **2 225 000** | **3 408 313** | **- 68,2 %** | **- 56,7 %** |
| **TOTAL** | **18 624 670** | **18 520 159** | **13 912 500** | **12 541 312** | **- 25,3 %** | **- 32,3 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées à la relance du tourisme se traduit par un budget de **13 912 500 € en AP/AE et à 12 541 312 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Soutenir la structuration du tourisme, vecteur de déve-loppement économique majeur et de cohésion sociale | 10 127 500 | 7 732 999 | - | - |
| II – Poursuivre la structuration de l'offre touristique | 1 560 000 | 1 400 000 | 2 225 000 | 3 408 313 |
| **TOTAL** | **11 687 500** | **9 132 999** | **2 225 000** | **3 408 313** |

Eu égard au contexte favorable du secteur en 2023 et au 1er semestre 2024 et aux objectifs à atteindre fixés par le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de La Réunion (SDATR), la collectivité régionale poursuivra le soutien apporté au secteur touristique en agissant dans un cadre renouvelé en matière de gouvernance et en affirmant son rôle de « cheffe de file. La Région agira en s'appuyant principalement sur le PE FEDER 2021-2027 dont 2025 verra la montée en charge.

## I - SOUTENIR LA STRUCTURATION DU TOURISME, VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE MAJEUR ET DE COHÉSION SOCIALE

La Réunion dispose de nombreux atouts naturels, culturels, authentiques et un art de vivre uniques au monde, que les acteurs locaux, publics et privés, doivent préserver, harmoniser et dynamiser, à travers une offre structurée et équilibrée.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Un écosystème touristique institutionnel local renouvelé pour une gouvernance plus efficiente du secteur** | - | - |
| **Reprioriser les actions du Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de La Réunion (SDATR)** | 83 100 | 100 600 |
| **Soutien au programme d'actions du nouveau comité unique du tourisme** | 10 004 400 | 7 592 399 |
| **Accompagner les entreprises touristiques pour la promotion de leurs activités sur les marchés extérieurs** | 40 000 | 40 000 |
| **TOTAL** | **10 127 500** | **7 732 999** |

### A – Instaurer une gouvernance territorialisée et partagée, pour une politique stratégique coordonnée et cohérente en faveur d'un tourisme durable

#### 1) Un écosystème touristique institutionnel local renouvelé pour une gouvernance plus efficiente du secteur

2025 verra la mise en œuvre des préconisations de l'audit conduit en 2022-2023 par la Région sur l'IRT, la FRT et l'écosystème touristique institutionnel :

- Création d'une structure unique du tourisme, assurant les missions d'un Comité Départemental du Tourisme (CDT) et d'un Comité Régional du Tourisme (CRT), et regroupant les missions actuelles de l'IRT et de la FRT sous forme d'EPIC ;
- Maîtrise de cet outil unique par la Région, cheffe de file de la structuration du tourisme, tout en permettant l'intégration dans la gouvernance, du Département, des acteurs socioprofessionnels, des EPCI, et offices de tourisme.

Une solution transitoire sera déployée au 1er semestre 2025 avec la fusion de l'IRT et de la FRT, afin de préfigurer l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) dont l'entrée en opérationnalité interviendra au début du second semestre 2025. Il sera l'interlocuteur des acteurs publics et des socio-professionnels du tourisme, pour une meilleure appropriation de la stratégie touristique et sa déclinaison à travers des actions cohérentes et efficientes à conduire dans le cadre d'une « intelligence collective ».

### 2) Reprioriser les actions du Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de La Réunion (SDATR)

Si les efforts opérés en 2023 et 2024 ont consisté à travailler sur la gouvernance du secteur touristique, chantier majeur identifié par le SDATR, l'année 2025 permettra de déterminer avec l'ensemble des acteurs, les actions prioritaires à dynamiser et/ou à reprioriser au regard du contexte : nouveaux comportements des clients plus enclins au slow tourisme, à l'expérientiel, et attentifs à leur empreinte carbone.

Notre collectivité réunira ainsi les acteurs du tourisme dans le cadre de la nouvelle gouvernance, afin d'arrêter ensemble, pour les 3 prochaines années, les actions prioritaires du SDATR, qui demeure le « fil conducteur ».

## B – Promouvoir la destination et consolider ses parts de marché pour relancer l'économie touristique

L'activité touristique connait une reprise notable suite à la crise COVID qu'il convient de soutenir, afin de faire face à une rude concurrence entre les destinations, et à la persistance d'un contexte d'incertitudes économiques et sociales.

En 2025, La Région poursuivra son appui aux opérateurs touristiques agissant en faveur de la promotion de notre destination sur les différents marchés.

### 1) Soutien au programme d'actions du nouveau comité unique du tourisme

La Région apportera son soutien à la mise en œuvre du programme d'actions du nouvel organisme touristique, tant sous sa forme transitoire (IRT-FRT fusionnés) que définitive (EPIC), afin d'engager une nouvelle dynamique autour d'une stratégie partagée pour agir à la fois sur le tourisme local et extérieur.

Ainsi, les opérations sur la France hexagonale seront maintenues tout en s'accompagnant d'une montée en puissance sur l'Europe occidentale (Allemagne, Belgique, Suisse) et d'un retour progressif et prudent vers d'autres marchés de diversification de proximité (zone océan Indien notamment). Des actions d'opportunité sur le reste du monde seront explorées, afin d'élargir les cibles de clientèles. Le secteur de la distribution sera stimulé afin que la destination soit davantage commercialisée, de même que la digitalisation des actions de communication pour augmenter la visibilité de notre île. Les opérations en faveur du marché local, cible figurant parmi les clientèles stratégiques, conduites jusqu'à présent par la FRT, seront poursuivies.

Enfin, le soutien au développement de l'offre et aux filières touristiques à fortes potentialités sera également opéré.

### 2) Accompagner les entreprises touristiques pour la promotion de leurs activités sur les marchés extérieurs

La Région poursuivra en 2025 l'accompagnement des entreprises (TPE-PME) dans leurs actions de promotion de leur activité sur les marchés extérieurs. Pour ce faire, le dispositif régional « Chèque promotion tourisme » sera redynamisé afin qu'il soit plus adapté et davantage sollicité dans un contexte de bonne reprise de l'activité touristique, appelant l'objectif de conquête de nouvelles parts de marché sous une bannière commune qu'offre la marque territoriale distinctive « La Réunion ».



## II – POURSUIVRE LA STRUCTURATION DE L'OFFRE TOURISTIQUE

La reprise du tourisme et la forte concurrence que se livrent les destinations à l'échelle mondiale, appellent à la poursuite du soutien apporté par notre collectivité en faveur de l'accroissement et de l'adaptation de l'offre réunionnaise aux évolutions de la demande, et de sa nécessaire qualification.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Accompagner les entreprises dans le secteur de l'hébergement, de la restauration et des loisirs touristiques** | - | - | 1 160 000 | 520 000 |
| **Soutenir et stimuler l'innovation touristique** | - | - | 55 000 | 50 000 |
| **Soutenir l'animation des territoires** | 1 560 000 | 1 400 000 | 460 000 | 2 538 313 |
| **Valoriser les atouts et l'attractivité de l'île, par le soutien aux aménagements et équipements touristiques publics, dans une approche territoriale équilibrée** | - | - | 550 000 | 300 000 |
| **TOTAL** | **1 560 000** | **1 400 000** | **2 225 000** | **3 408 313** |

### A – Soutenir la mutation de l'offre, pour un tourisme innovant, durable et de qualité

Notre île dispose de nombreux atouts culturels et naturels qu'il s'agira de révéler à travers une offre de produits diversifiés, innovants et retranscrivant son caractère « d'île intense », en mobilisant principalement les fonds du POE (Programme Opérationnel Européen) FEDER 2021-2027.
Quatre volets de l'intervention régionale sont à distinguer.

#### 1) Accompagner les entreprises dans le secteur de l'hébergement, de la restauration et des loisirs touristiques

2025 verra une montée en charge progressive du soutien aux projets portés par les entreprises intervenant dans le secteur de l'hébergement, de la petite restauration et des loisirs touristiques, au titre du POE FEDER 2021-2027.

Ainsi, en matière d'hébergement, la Région procèdera au lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) afin de sélectionner des projets dans le secteur de l'hôtellerie de charme, des hébergements insolites et de l'hôtellerie de grande envergure, dans le but de diversifier les gammes de produits et d'accroître la capacité d'accueil de l'île. L'aide à la rénovation des structures existantes sera en outre conduite afin de maintenir l'offre à niveau et d'assurer sa pérennité.

Le soutien au secteur des activités de loisirs sera poursuivi à travers des opérations valorisant les différentes filières : sports de nature, découverte de la culture et de la nature réunionnaises...

Enfin, la Région dans son objectif de soutien au développement du tourisme rural, en lien avec l'agritourisme, poursuivra son accompagnement à la diversification des produits dans ce secteur et à leur qualité (hébergement, activités de loisirs, de découverte, petite restauration ...).

### 2) Accompagner les filières prioritaires

La richesse de notre destination repose sur des filières diversifiées qu'il convient d'accompagner afin de mieux les structurer. La Région maintiendra ainsi son soutien à l'agritourisme en poursuivant les travaux engagés en 2023 et 2024, suite aux 1ère assises consacrées à ce secteur, en lien avec le Département et les acteurs concernés (comité de pilotage, animation de groupes de travail thématiques).

La valorisation touristique du patrimoine historique et culturel, particulièrement riche à La Réunion, est une priorité définie par le SDATR. Suite aux Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancés en 2023 et 2024, la collectivité procèdera à l'engagement des opérations qui auront été sélectionnées, et procèdera à un second AMI en 2025 afin de susciter d'autres projets.

Enfin, la Région poursuivra son soutien à la relance de l'activité croisière, dans le cadre des missions confiées au nouveau comité unique du tourisme en lien avec l'association « Iles Vanille ».

### 3) Soutenir et stimuler l'innovation touristique

La promotion de nouveaux services adaptés au territoire, à ses enjeux et apportant des solutions durables au développement du tourisme, sont les objectifs poursuivis par la Région en termes d'innovation qu'il convient d'intégrer davantage à la chaine de valeur touristique. Après le 1er « Innovathon » organisé dans le tourisme en 2024, l'objectif pour 2025 est d'accompagner le développement des projets portés par les équipes finalistes, et de susciter l'engouement pour d'autres projet innovants susceptibles de concourir pour une seconde édition à venir. Un cadre d'intervention financier spécifique sera à cet effet mis en place par la collectivité.

Parallèlement, la Région collaborera avec le Lab Tourisme positionné au sein du nouveau comité unique du tourisme.

### 4) Renforcer la digitalisation du tourisme pour accroître les retombées économiques

La Région poursuivra en 2025 la mise en œuvre de son Plan Stratégique du Système d'Information Touristique (PSSIT). Ainsi, le nouveau dispositif d'information touristique préconisé par ce document-cadre, sera déployé.

S'agissant des travaux d'évolution de la Plateforme de Commercialisation, ceux-ci seront engagés par le nouveau comité unique du tourisme en lien avec les stratégies marketing et commerciales, et les coûts d'acquisition et d'évolution seront partagés avec les Offices de Tourisme Intercommunaux.

## B – Soutenir l'animation des territoires

2025 verra la mise en œuvre du nouveau schéma de gouvernance du tourisme préconisé par l'audit réalisé par notre collectivité, par un repositionnement des acteurs institutionnels.

Dans ce cadre, la Région devra réajuster son intervention financière en faveur du nouvel écosystème. Elle s'est assurée de la représentativité des offices de tourisme au sein du nouveau comité unique du tourisme, à travers la composition de son CA, afin que leurs actions en faveur de la valorisation des territoires, de l'accueil et de l'information touristique, soient en cohérence avec celles du nouveau comité et les orientations de la Région.

Par ailleurs, notre collectivité maintiendra son soutien aux actions en faveur de la communication locale auprès des clientèles en séjour et les résidents, pour une plus grande contribution à notre économie touristique, de la coordination et professionnalisation du réseau des offices de tourisme et de l'animation en faveur des différentes filières touristiques du territoire, conduites jusque-là par la FRT, et qui seront reprises par le nouveau comité du tourisme (structure fusionnée, puis EPIC).

Les actions liées à l'accueil régional aux frontières (port de croisière et aéroports) seront soutenues, dans un cadre renouvelé pour ce qui concerne l'accueil à l'aéroport Roland Garros.

### C – Valoriser les atouts et l'attractivité de l'île, par le soutien aux aménagements et équipements touristiques publics, dans une approche territoriale équilibrée

Dans le cadre du PE FEDER 2021-2027, notre collectivité procèdera à un nouvel Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) destiné aux maitres d'ouvrage publics pour la réalisation d'opérations d'aménagement et d'équipement de sites touristiques, valorisant les différents atouts des territoires composant notre destination. Les projets retenus dans le cadre des AMI organisés en 2024 seront également soutenus, de même que l'aménagement de grands sites emblématiques de l'île, tel que le Maïdo.

Enfin, un premier AMI sera également lancé dans le secteur des ports de plaisance, qui constituent de véritables pôles d'attractivité et d'animation touristique des territoires.

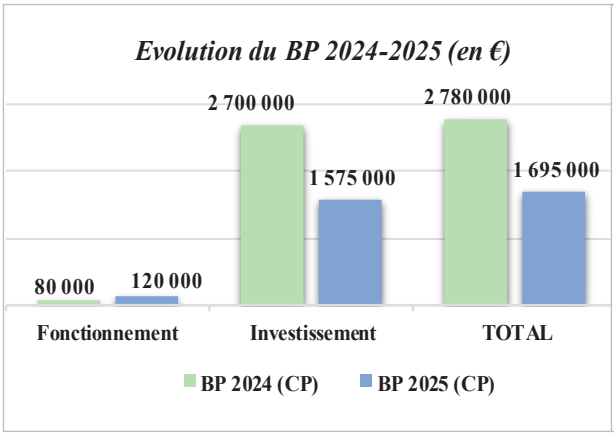
### D – Soutenir la coopération dans le domaine du tourisme à l'échelle de la zone sud-ouest de l'océan Indien, à travers les actions portées par l'association « Îles Vanille »

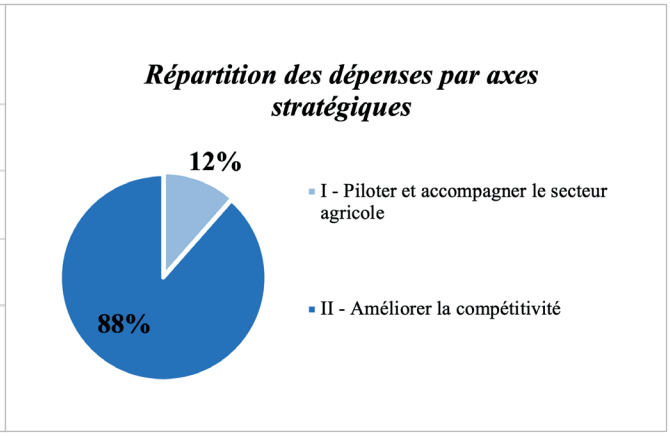
La Région poursuivra son accompagnement au programme d'actions de l'association « Îles Vanille » en mobilisant principalement les fonds FEDER au titre du programme INTERREG V mais engagera une remise à plat des financements régionaux apportés à cette structure ainsi que la fixation d'objectifs visant des retombées plus significatives des opérations soutenues pour notre destination déclinés par des indicateurs idoines.



© IRT Jean-Luc Allegre

# UNE AGRICULTURE FORTE ET DURABLE POUR TENDRE VERS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/ AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **80 000** | **80 000** | **120 000** | **120 000** | **50,0 %** | **50,0 %** |
| **Investissement** | **2 000 000** | **2 700 000** | **2 150 000** | **1 575 000** | **7,5 %** | **- 41,7 %** |
| **TOTAL** | **2 080 000** | **2 780 000** | **2 270 000** | **1 695 000** | **9,1%** | **- 39,0 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au développement d'une agriculture forte et durable pour tendre vers la souveraineté alimentaire se traduit par un budget de **2 270 000 € en AP/AE et à 1 695 000 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Piloter et accompagner le secteur agricole | 120 000 | 120 000 | 150 000 | 75 000 |
| II – Améliorer la compétitivité | - | - | 2 000 000 | 1 500 000 |
| **TOTAL** | **120 000** | **120 000** | **2 150 000** | **1 575 000** |

La Région Réunion s'est engagée dans la préparation de l'exercice de la compétence agricole au 1er janvier 2028, ainsi qu'à la gestion du prochain programme lié au FEADER.
Elle agira sur les différents niveaux de gouvernance et d'intervention dans un double objectif de souveraineté alimentaire et de transition écologique.

## I - PILOTER ET ACCOMPAGNER LE SECTEUR AGRICOLE

La Région renforcera son positionnement dans la gouvernance du secteur agricole en perspective de l'exercice de la compétence en 2028.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Coordination institutionnelle Organisation des Etats généraux de la canne** | 30 000 | 30 000 | - | - |
| **Participation aux programmes partenariaux des territoires et des filières** | - | - | - | - |
| **Préparation de l'intégration de la compétence agricole** | 80 000 | 80 000 | 150 000 | 75 000 |
| **Promotion de la production locale** | 10 000 | 10 000 | - | - |
| **Suivi des démarches de certification / labellisation des opérateurs et/ou des projets de filières** | - | - | - | - |
| **TOTAL** | **120 000** | **120 000** | **150 000** | **75 000** |

### A – Structurer la gouvernance et le pilotage du secteur agricole

#### 1) Coordination institutionnelle avec le Conseil départemental et l'Etat

La Région poursuivra son engagement au sein de la politique publique de la souveraineté alimentaire et participera aux instances financières et structurelles de la filière agricole.

En 2025, la Région organisera les Etats généraux de la canne avec les partenaires institutionnels et les acteurs professionnels de la filière. Dans un contexte de diminution des volumes de canne récoltée, l'objectif sera d'aboutir à un plan d'actions durables complémentaire aux outils de la convention canne.

#### 2) Participation aux programmes partenariaux des territoires et des filières

Un suivi sur la mise en œuvre des différentes dynamiques territoriales sera de nouveau opéré par la Région en 2025 (chartes de développement agricole...). Une attention particulière sera portée aux problématiques communes du développement agricole (foncier, eau, main d'œuvre agricole, renouvellement des générations d'exploitants, sécurité des productions, valorisation et diversification ...).

#### 3) Préparation de l'intégration de la compétence agricole

Dans la perspective de l'exercice de la compétence agricole, La Région lancera plusieurs travaux :
- Une étude de préfiguration qui évaluera les ressources nécessaires à la gestion de ce nouveau champ d'intervention.
- Une évaluation Ex-ante, démarche spécifique préalable à la mobilisation de fonds de l'Union Européenne, afin de prévoir des instruments financiers dédiés aux entreprises agricoles.

## B – Accompagner le secteur agricole

### 1) Promotion de la production locale

Outre sa présence au Salon International de l'Agriculture (SIA) à Paris et aux manifestations locales, la Région valorisera sur son stand à la Foire de Bras-Panon, les savoir-faire locaux des structures de l'économie sociale et solidaire engagées notamment dans l'agriculture.

### 2) Suivi des démarches de certification/labellisation des opérateurs et/ou des projets de filières

La Réunion connait une dynamique d'engagement des unités de production agricole dans une démarche de qualité et de sécurité alimentaire dans un contexte pourtant peu favorable (crises nationale et européenne de la filière Agriculture BIO par exemple).
En 2025, il s'agira de suivre l'évolution des certifications et labellisations des exploitations et des efforts des filières au travers d'actions collectives.

## II - AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ

Dans le cadre de la souveraineté alimentaire, l'amélioration de la compétitivité de notre tissu productif et des éléments qui le compose, permet un confortement des structures et des revenus et une meilleure diversification de l'offre accessible aux consommateurs. Les filières locales agricole et agroalimentaire (axe clé du SRDEII) en plein essor, sont accompagnées afin d'améliorer et de développer leur capacité de production.

| INTITULÉ DES ACTIONS | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|
| | AP | CP |
| **Soutien à l'investissement productif des IAA** | 2 000 000 | 1 500 000 |
| **Suivi du contrat de filière agro-alimentaire** | - | - |
| **Soutien à la diversification agritouristique des exploitations** | - | - |
| **Amélioration de l'approvisionnement en produits locaux au sein de la restauration des lycées** | - | - |
| **Suivi des projets favorisant les leviers de production locale et de diversification des débouchés** | - | - |
| **TOTAL** | **2 000 000** | **1 500 000** |

## A – Renforcer le partenariat avec les producteurs et les filières des Industries Agro-Alimentaires (IAA)

### 1) Soutien à l'investissement productif des IAA

La Région intervient en contrepartie du FEADER pour le financement des investissements productifs des industries agroalimentaire (IAA) dans le cadre de la fiche-action 73.031 « Soutien aux outils agro-industriels).
Pour 2025, les crédits inscrits sont de 2 M€ afin de cofinancer les demandes de nos industries locales.

### 2) Suivi du contrat de filière agro-alimentaire

Dans le cadre du contrat de filière agroalimentaire, l'animation des groupes de travail ayant en charge les différentes fiches-actions se poursuivra pour leur mise en œuvre.

### 3) Soutien à la diversification agritouristique des exploitations

Suite aux préconisations du CCEE sur la filière agritouristique, les travaux menés par les différents groupes de réflexion seront valorisés, au travers de rencontres professionnelles et de publications numériques sur des supports spécifiques (exemple : cartographie, infographie, guide du parcours de l'exploitant agritouristique, cahiers tendances...).

## B – Améliorer la couverture des besoins alimentaires en produits locaux

### 1) Amélioration de l'approvisionnement en produits locaux au sein de la restauration des lycées

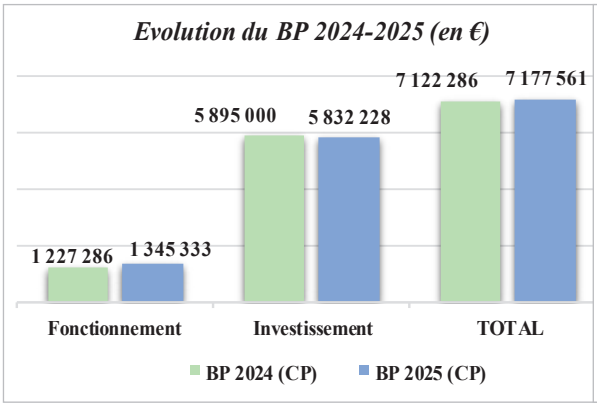
Il s'agira de valoriser l'engagement de la Région en faveur de l'approvisionnement local des denrées nécessaires à la restauration des lycéens et de promouvoir auprès d'eux la qualité des produits issus de notre agriculture et de nos industries agro-alimentaires. Cet effort de la collectivité est réalisé grâce à la bonne complémentarité des expertises et savoir-faire des équipes régionales et de ceux des producteurs locaux.

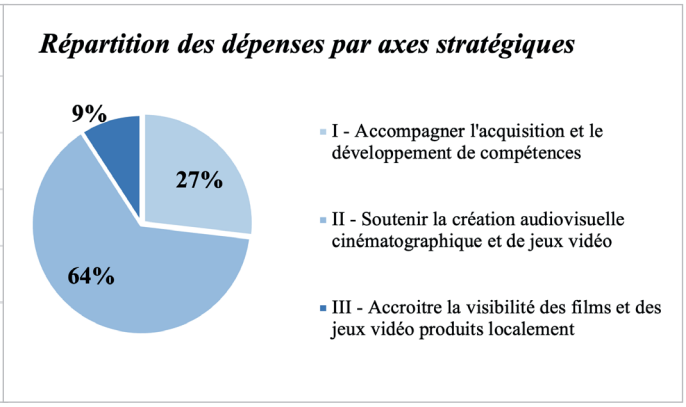
### 2) Suivi des projets favorisant les leviers de production locale et de diversification des débouchés

Les initiatives collectives et individuelles en amont comme en aval de la production agricole seront suivies en lien avec les enjeux de sécurité alimentaire et de transition écologique.



# SOUTENIR L'INDUSTRIE DE L'IMAGE, DU CINÉMA ET DE L'AUDIOVISUEL




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/ AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **1 026 286** | **1 227 286** | **1 317 833** | **1 345 333** | **28,4 %** | **9,6 %** |
| **Investissement** | **5 822 000** | **5 895 000** | **5 360 000** | **5 832 228** | **- 7,9 %** | **- 1,1 %** |
| **TOTAL** | **6 848 286** | **7 122 286** | **6 677 833** | **7 177 561** | **- 2,5 %** | **0,8 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées à soutenir l'industrie de l'image, du cinéma et de l'audiovisuel se traduit par un budget de **6 677 833 € en AP/AE et à 7 177 561 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I- Accompagner l'acquisition et le développement de compétences | 961 833 | 984 500 | 245 000 | 945 000 |
| II– Soutenir la création audiovisuelle cinématographique et de jeux vidéo | - | - | 4 800 000 | 4 592 228 |
| III – Accroître la visibilité des films et des jeux vidéo produits localement | 356 000 | 360 833 | 315 000 | 295 000 |
| **TOTAL** | **1 317 833** | **1 345 333** | **5 360 000** | **5 832 228** |

Les industries de l'image composées des secteurs de l'audiovisuel, du cinéma et de la création de jeux vidéo font partie des secteurs prioritaires identifiés dans le cadre de la « Nouvelle Economie ».

Afin d'accompagner cette filière dans une nouvelle étape de développement et de structuration, la collectivité régionale porte trois projets structurants :

· La création de la Maison du Cinéma et des Jeux Vidéo ;
· La co-construction d'un contrat de filière ;
· La création d'un pôle territorial des industries de l'image et du son.

L'année 2024 est consacrée à la préfiguration de ces projets. Leur mise en œuvre opérationnelle sera réalisée en 2025.

## I - ACCOMPAGNER L'ACQUISITION ET LE DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Programme d'actions de l'Agence Film Réunion (Maison du Cinéma et des Jeux vidéo en 2025) et actions d'éducation à l'image et de diffusion culturelle** | 901 833 | 924 500 | - | - |
| **CPN Feder Agence Film Réunion** | 60 000 | 60 000 | - | - |
| **Investissements projet de pôle territorial (générateur de recettes en cas de sélection France 2030)** | - | - | 200 000 | 200 000 |
| **Dotation initiale de la Maison du Cinéma et des Jeux vidéo** | - | - | | 700 000 |
| **Etudes audiovisuelles** | - | - | 45 000 | 45 000 |
| **TOTAL** | **961 833** | **984 500** | **245 000** | **945 000** |

En 2025, la Région maintiendra son accompagnement en faveur des actions d'éducation à l'image. A ce titre, la collectivité continuera d'apporter son soutien au dispositif Ciné-clubs, avec comme objectif d'augmenter le taux de fréquentation des séances. La Région poursuivra également le financement des ateliers kourmétraz, stages professionnalisant à destination des publics empêchés (jeunes de quartier prioritaires), favorisant l'acquisition de compétences et ainsi leur insertion professionnelle.

Par ailleurs, la Région poursuivra son accompagnement à la montée en compétences des professionnels locaux par le biais d'ateliers, masterclass organisés par la Maison du Cinéma et des Jeux Vidéo, structure succédant à l'Agence Film Réunion.

## II – SOUTENIR LA CRÉATION AUDIOVISUELLE CINÉMATOGRAPHIQUE ET DE JEUX VIDÉO

| INTITULE | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|
| | AP | CP |
| **Fonds de soutien à la création à l'audiovisuel et au cinéma** | 4 200 000 | 4 192 228 |
| **Fonds de soutien à la création de jeux vidéo** | 350 000 | 300 000 |
| **Fonds pour la coproduction de film et de séries** | 250 000 | 100 000 |
| **TOTAL** | **4 800 000** | **4 592 228** |

Pour consolider la place de La Réunion comme terre d'inspiration, de création et de talents, une action soutenue est indispensable, la Région maintiendra son fonds de soutien à l'audiovisuel et au cinéma, mis en œuvre en partenariat avec le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC) avec la poursuite de la dématérialisation de la gestion des demandes d'aides émargeant à celui-ci s'agissant de la gestion de la phase d'instruction et de conventionnement des projets. Elle poursuivra également le maintien de son fonds de soutien pour la création de jeux vidéo.

Par ailleurs, afin de positionner l'île au niveau mondial, la collectivité régionale initiera en 2024 des actions de coproduction de longs métrages et de séries à dimension internationale dans le cadre de la mise en œuvre de la Maison du Cinéma et des Jeux Vidéo.

Enfin, elle assurera les échanges entre le secteur de l'audiovisuel et du cinéma et celui de la création de jeux vidéo afin de développer les collaborations inter-secteurs (film en réalité virtuelle et contenus interactifs, métaverse, cinématiques, transmédia, intégration de l'intelligence artificielle…).

## III – ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ DES FILMS ET DES JEUX VIDÉO PRODUITS LOCALEMENT

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Festival et marché du film et salon et marché du jeu vidéo** | 356 000 | 360 833 | - | - |
| **Soutien à la production des télévisions locales** | - | - | 315 000 | 295 000 |
| **TOTAL** | **356 000** | **360 833** | **315 000** | **295 000** |

Dans une logique de démocratisation de l'accès aux productions locales, la Région continuera à soutenir les actions de diffusion culturelle comme l'organisation de la fête du court métrage qui permet au grand public de découvrir des œuvres cinématographiques de courtes durées locales, nationales et internationales.

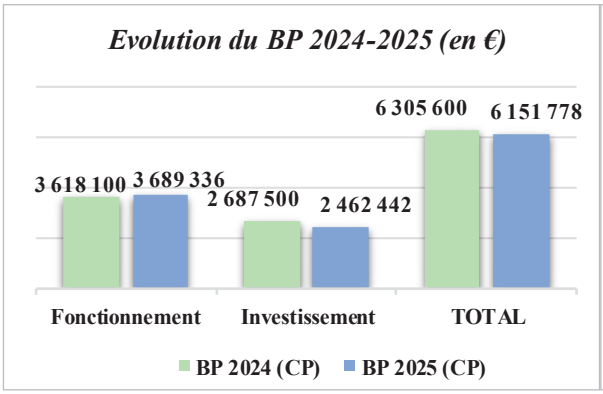
L'animation du dispositif « Médiateurs de cinéma » sera également poursuivi de renforcer les liens avec les exploitants par une offre plus structurée et une meilleure communication. La collectivité régionale maintiendra aussi son soutien à la production des télévisions locales.

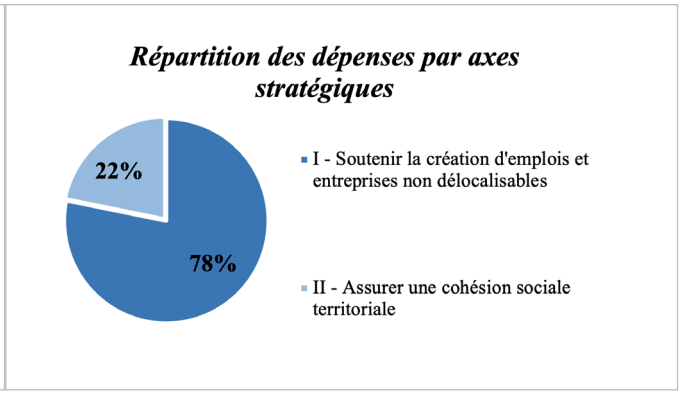
En outre, pour positionner La Réunion en tant que chef de file des Industries Culturelles et Créatives dans la zone océan Indien, la Région continuera à accompagner la Kourmétragerie qui intervient pour la distribution de courts métrages locaux dans l'île et à l'extérieur de celle-ci.

Par ailleurs, afin d'accroître la visibilité des films produits localement, La Maison du Cinéma et des Jeux Vidéo, dans la continuité des actions menées antérieurement par l'AFR, continuera en 2025 à projeter et à promouvoir les films réalisés à La Réunion, et notamment ceux soutenus dans le cadre de l'aide régionale dans un objectif de valorisation du territoire et des talents locaux.

Enfin, la Région poursuivra l'accompagnement d'évènements tels que les festivals internationaux de films et les salons du jeu vidéo. Ainsi, la collectivité soutiendra la 2ème édition du Festival International du Film de l'Océan Indien (FIFOI) qui sera organisée en 2025 avec comme objectif d'inscrire La Réunion comme territoire de création, d'innovation, de développement cinématographique.

# FAVORISER L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX MODÈLES PAR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **4 329 000** | **3 618 100** | **3 814 000** | **3 689 336** | **-11,9 %** | **2,0 %** |
| **Investissement** | **3 300 000** | **2 687 500** | **2 820 000** | **2 462 442** | **-14,5 %** | **- 8,4 %** |
| **TOTAL** | **7 629 000** | **6 305 600** | **6 634 000** | **6 151 778** | **-13,0 %** | **- 2,4 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées à favoriser l'émergence de nouveaux modèles par l'économie sociale et solidaire se traduit par un budget de **6 634 000 € en AP/AE et à 6 151 778 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Soutenir la création d'emplois et entreprises non délocalisables | 3 053 000 | 3 016 190 | 1 860 000 | 1 793 500 |
| II – Assurer une cohésion sociale territoriale | 761 000 | 673 146 | 960 000 | 668 942 |
| **TOTAL** | **3 814 000** | **3 689 336** | **2 820 000** | **2 462 442** |

A La Réunion, l'engagement de la collectivité régionale pour inscrire durablement l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) dans le paysage économique local est total : il trouve sa pleine expression dans le cadre du SRDEII (Priorité 2 - Vers une économie réunionnaise plus coopérative, plus inclusive et équitable), et revêt une importance particulière au regard de la situation économique sensiblement dégradée qui invite à poursuivre, voire amplifier l'accompagnement des acteurs/opérateurs de l'ESS et soutenir de manière encore plus vigoureuse l'émergence de modèles coopératifs et de structures de l'insertion par l'activité économique.

## I - SOUTENIR LA CRÉATION D'EMPLOIS ET ENTREPRISES NON DÉLOCALISABLES

La détérioration de la situation économique, au niveau national et local, commande que la collectivité régionale poursuive son intervention en direction des structures de l'ESS qui apportent un accompagnement technique et financier aux porteurs de projets.

Il s'agira en particulier de :
- consolider l'accompagnement des très petites entreprises (TPE) et des structures de l'ESS ;
- favoriser l'émergence de modèles coopératifs et des structures de l'insertion par l'activité économique.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Consolider le réseau d'accompagnement des structures de l'ESS et des TPE**<br>**- Fonds propres**<br>**- CPN FEDER** | <br>588 000<br>400 000 | <br>573 690<br>404 100 | <br>-<br>- | 5 500 |
| **Consolider les outils de financement des acteurs de l'ESS et des TPE** | - | - | 1 500 000 | 1 500 000 |
| **Soutenir l'entrepreneuriat au féminin** | 75 000 | 72 200 | - | - |
| **Renforcer la gouvernance des structures de l'ESS** | 116 000 | 115 400 | - | - |
| **Soutien à l'émergence des coopératives** | 84 000 | 58 800 | 120 000 | 96 000 |
| **Soutien à l'émergence des structures de l'IAE** | 1 790 000 | 1 792 000 | 240 000 | 192 000 |
| **TOTAL** | **3 053 000** | **3 016 190** | **1 860 000** | **1 793 500** |

### A – Consolider l'accompagnement des TPE et des structures de l'ESS

Au vu du taux de pérennité des TPE accompagnées par les réseaux d'accompagnement technique et financier, il apparaît important de poursuivre la démarche de soutien et de consolidation de cette offre d'accompagnement, et de la rendre plus lisible.

#### 1) Consolider le réseau d'accompagnement des structures de l'ESS et des TPE

Si depuis 2023, le financement des structures d'accompagnement technique et financier à la création ou reprise d'activité relève des fonds européens du PO-FEDER 21-27, la collectivité régionale a fait le choix de maintenir ses efforts en fonds propres sur un certain nombre de dispositifs d'accompagnement, non éligibles aux fonds européens.

Il s'agit des accélérateurs « Emergence » et « Création » cofinancés par la Banque Publique d'Investissement (BPI) et destinés à accompagner des entrepreneurs en devenir ou déjà en activité, issus ou implantés dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) par le biais d'un programme intensif à l'entrepreneuriat.

#### 2) Consolider les outils de financement des acteurs de l'ESS et des TPE

L'étude « Ex Ante » réalisée par la Banque européenne d'investissement (BEI) dans le cadre de la préparation de la nouvelle programmation européenne 2021/2027 avait mis en exergue un gap de financement pour les produits de microfinance.

Suite à ce constat, la collectivité régionale poursuivra en 2024 son soutien aux fonds de prêts des opérateurs de financement des TPE et des structures de l'ESS et plus spécifiquement ceux destinés à réaliser du prêt d'honneur et ceux consacrés aux structures de l'ESS.

S'agissant des fonds destinés à l'ESS, ils seront en priorité orientés vers le financement :
- de l'amorçage et la création de projets d'innovation sociale ;
- du besoin en fonds de roulement (BFR) et de certains projets d'investissement ;
- du haut-de-bilan adapté aux caractéristiques de l'ESS.

### 3) Soutenir l'entrepreneuriat au féminin

Face au constat d'une création d'entreprise très largement portée par des hommes, la collectivité régionale a fait le choix de s'engager dans le « Plan d'Actions Régional en faveur de l'Entrepreneuriat Féminin (PAREF) », dont l'ambition est de développer une offre d'accompagnement favorable à la création/reprise et à la croissance des entreprises dirigées par des femmes ainsi que de contribuer à la coordination et à la promotion des actions en faveur de l'entrepreneuriat des femmes.

En 2025, la collectivité s'attachera à renforcer les actions participant à lever les freins à l'entrepreneuriat féminin.

Enfin, la collectivité organisera un prix régional de l'entrepreneuriat féminin pour contribuer à la valorisation des femmes entrepreneures et susciter des vocations.

### 4) Renforcer la gouvernance des structures de l'ESS

L'accompagnement, réalisé dans le cadre du « Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) », doit permettre la consolidation et le développement de l'emploi et/ou l'amélioration de sa qualité au service du projet social de la structure demandeuse par le renforcement de son modèle économique et de son assise financière.
Il est donc important que la collectivité régionale maintienne en 2025 son soutien au « Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) » en faveur des structures de l'ESS aux côtés de l'État et de la Banque des Territoires.

## B – Favoriser l'émergence de modèles coopératifs et de structures de l'IAE (Insertion par l'Activité Économique)

Le dispositif « Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI) », levier extrêmement intéressant en matière d'emploi, rencontre un franc succès sur le territoire. Il parait important que la collectivité puisse accroître son intervention afin d'accompagner un nombre plus important de structures ACI, ainsi que de soutenir les outils qui permettent la pérennisation de ces emplois considérés comme précaires (SCOP, SCIC, GE, SIAE).

### 1) Soutien à l'émergence des coopératives

Si le modèle coopératif a largement fait ses preuves dans l'économie agricole réunionnaise, il reste encore trop peu utilisé dans les autres secteurs d'activité.

La collectivité régionale souhaite soutenir ce modèle porteur de valeur d'entraide, de démocratie, d'égalité, d'équité et de solidarité et favorisant l'ancrage territorial. Aussi, la Région mènera des travaux autour de l'élaboration d'un cadre d'intervention permettant le financement d'investissements portés par des coopératives en création ou développement (société coopérative d'intérêt collectif – SCIC / Société coopérative et participative – SCOP).

### 2) Soutien à l'émergence des structures de l'IAE

En 2025, la collectivité va maintenir son soutien aux structures porteuses d'ACI mais aussi œuvrer pour favoriser la création d'Entreprises d'Insertion.

## II – ASSURER UNE COHÉSION SOCIALE TERRITORIALE

Conjuguant développement économique, lutte contre l'exclusion, transition écologique et participation citoyenne, l'ESS est en mesure d'apporter des réponses pertinentes aux besoins économiques, sociaux, et environnementaux du territoire, à condition d'inscrire ses modes d'intervention dans un caractère de durabilité et de renforcer, par ailleurs, son attractivité sur l'ensemble du territoire et rendre ainsi plus visible et plus lisible son utilité sociale.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Développer l'achat socialement et environnementalement responsable** | 50 000 | 94 146 | - | - |
| **Renforcer les politiques de développement local durable** | 316 000 | 226 500 | - | - |
| **Contribuer au développement de l'économie circulaire**<br>**- Fonds propres**<br>**- CPN FEDER** | 100 000<br>- | 90 000<br>- | 500 000<br>460 000 | 400 000<br>268 942 |
| **Lancer une Monnaie Locale complémentaire citoyenne (MLCC)** | 85 000 | 76 500 | - | - |
| **Promouvoir l'ESS** | 15 000 | 15 000 | - | - |
| **Favoriser la synergie entre l'économie classique et l'ESS** | 195 000 | 171 000 | - | - |
| **TOTAL** | **761 000** | **673 146** | **960 000** | **668 942** |



## A – Promouvoir le développement durable dans l'ESS

### 1) Développer l'achat socialement et environnementalement responsable

La collectivité est accompagnée par un « facilitateur » dans le cadre de l'intégration de clauses sociales dans ses marchés et du suivi des marchés clausés.

Avec la mise en place opérationnelle de son Schéma de Promotion de l'Achat Socialement et Écologiquement Responsable (SPASER) en 2025, La Région renforcera cet accompagnement notamment sur la partie animation du SPASER ainsi que sur le volet écologique.

### 2) Renforcer les politiques de développement local durable

La collectivité régionale soutient la dynamique portée par les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire qui contribuent à l'émergence de filières, dont certaines en lien avec la transition écologique ou l'économie circulaire. L'accompagnement de ces filières, qui bien souvent favorisent le lien entre l'économie classique et l'Economie Sociale et Solidaire, se poursuivra en 2025.

La collectivité poursuivra son soutien à la structuration de ces filières, et notamment à travers le projet de création d'un « Hub de l'ESS » dont la vocation est de développer des activités au cœur de l'économie circulaire.

### 3) Contribuer au développement de l'économie circulaire

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) comprend un plan d'actions régional en faveur de l'économie circulaire (PRAEC). Celui-ci permet d'identifier les actions pour les filières locales d'économie circulaire à structurer et d'orienter les appels à projets. La priorisation et l'animation des actions sont prévues dans le cadre de prestations confiées à NEXA. L'aide à l'investissement pourra se faire via le FEDER et ou des appels à projets Région/ADEME.

En 2025, la collectivité régionale donnera la priorité aux actions suivantes :

- l'accompagnement à la création et la structuration des acteurs de l'économie circulaire en lien avec la fiche action pour mobiliser des fonds FEDER ;
- la réalisation d'un cadre d'intervention permettant aux entreprises de se faire financer des études de faisabilité ;
- le pilotage et suivi de l'activité de NEXA en lien avec les actions du PRAEC ;
- le suivi du déploiement et des résultats atteints sur le territoire par les filières dites à Responsabilité Elargie des Producteurs (REP), en lien avec l'ADEME et la DEAL qui doivent assurer un contrôle renforcé de leurs actions notamment pour la filière « Produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) » ;
- l'adhésion de la collectivité au cluster GREEN (Groupement Régional des Entreprises engagées pour l'Environnement) et à l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC) ;
- la démocratisation de l'économie circulaire par le biais d'actions de sensibilisation lors d'évènements tels que la Semaine Européenne du Développement Durable ou encore la Semaine Européenne de Réduction des Déchets, mais aussi en établissant une cartographie des acteurs et en recensant les bonnes pratiques.

### 4) Analyser le lancement d'une Monnaie Locale complémentaire citoyenne (MLCC)

Les monnaies locales sont portées par des associations fortement ancrées dans leur territoire et leur fonctionnement ouvert leur permet de fédérer des acteurs aux profils très divers : habitants, entreprises, collectivités locales, associations, commerces... Il est ainsi possible de soutenir la vie de son territoire en dépensant sa monnaie dans les entreprises et commerces locaux, eux-mêmes ensuite invités à faire de même.

Le Territoire de l'Ouest – Île de La Réunion s'est proposé d'être le territoire test au niveau local. La collectivité régionale analysera un accompagnement de ce projet dans sa phase d'émergence.

## B – Faire de l'ESS une priorité partagée

L'année 2025 verra la déclinaison opérationnelle de la Stratégie Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (SRESS), et son déploiement sur l'ensemble du territoire : renforcer son attractivité, accroître sa visibilité, favoriser son essaimage constitueront autant de défis à relever dans le cadre d'un partenariat renouvelé avec l'ensemble des parties prenantes.

### 1) Promouvoir l'ESS

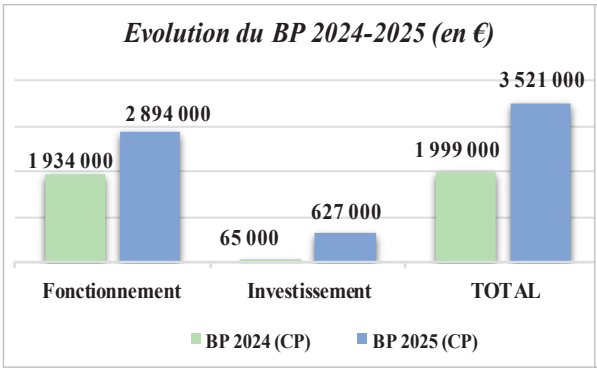
La collectivité soutiendra en 2025 des actions favorisant la valorisation de l'ESS et renforçant son attractivité. Il s'agira notamment d'accompagner des actions de communication, mais aussi des initiatives territoriales permettant de rendre accessibles les produits et services de l'ESS, mais aussi de construire une identité collective de l'ESS réunionnaise.

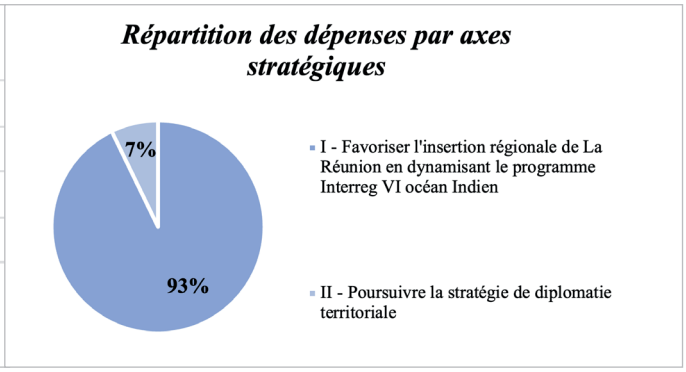
### 2) Favoriser la synergie entre l'économie classique et l'ESS

En 2025, la collectivité souhaite accompagner, aux côtés de l'Etat, le dispositif « Pôle Territorial de Coopération Économique » (PTCE). Outils d'impulsion de dynamiques locales et citoyennes, ces pôles sont des points d'ancrage pour le déploiement d'actions au plus proche des publics de l'ESS, mais également des espaces facilitant les synergies et les échanges entre les entreprises, mais aussi avec le grand public.



# PROMOUVOIR LE CO-DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **3 216 000** | **1 934 000** | **5 326 000** | **2 894 000** | **65,6 %** | **49,6 %** |
| **Investissement** | **50 000** | **65 000** | **650 000** | **627 000** | **1 200 %** | **864,6 %** |
| **TOTAL** | **3 266 000** | **1 999 000** | **5 976 000** | **3 521 000** | **83,0 %** | **76,1 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées à la promotion du co-développement régional et à l'ouverture de nouveaux horizons se traduit par un budget de **5 766 000 € en AE/AP et de 3 521 000 € en CP**.

En complément de l'intervention financière de la Région, la participation de l'Union européenne (FEDER-INTERREG) s'élèvera à **11 M€ en 2025**.

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Favoriser l'insertion régionale de La Réunion en dynamisant le programme Interreg VI océan Indien et en renforçant l'approche par les projets* | 5 045 000 | 2 641 000 | 650 000 | 627 000 |
| II – Poursuivre la stratégie de diplomatie territoriale*** | 281 000 | 253 000 | - | - |
| **TOTAL** | **5 326 000** | **2 894 000** | **650 000** | **627 000** |

** Contribution (CPN) pour la mise en œuvre du programme Interreg VI océan Indien (apportée par la Région), gestion et animation du programme, compléments pour dépenses inéligibles à Interreg (pour projets Interreg stratégiques)*
*** Soutien aux opérateurs de la coopération (subventions/ateliers), projets en maîtrise d'ouvrage Région,*
**** Accueil de délégations, missions extérieures, projets d'envergure internationale (missions et organisation)*

En 2025, la stratégie de co-développement régional et d'ouverture à l'international s'appuie :
- d'une part, sur la relance de notre politique de coopération à travers le déploiement du nouveau programme INTERREG VI océan Indien et le renforcement de la dynamique de projets ;
- d'autre part, sur la mise en place d'une diplomatie à l'échelle territoriale.

## I - FAVORISER L'INSERTION REGIONALE DE LA REUNION EN DYNAMISANT LE PROGRAMME INTERREG IV OCÉAN INDIEN ET EN RENFORCANT L'APPROCHE PAR LES PROJETS

La première orientation de travail permettra de renforcer l'insertion régionale de La Réunion par :

- la dynamisation du programme Interreg VI océan Indien ;
- et, le renforcement de l'approche par les projets.

En termes financiers, la contribution de la Région pour la mise en œuvre du programme Interreg VI océan Indien et le déploiement de l'approche par les projets (soutien aux opérateurs de la coopération et conception/développement de projets structurants en maîtrise d'ouvrage Région) se déclinera comme suit, en 2025 :

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Contribution à la mise en œuvre du programme Interreg VI OI (CPN)** | 4 500 000 | 2 000 000 | | |
| **+ subventions pour les dépenses inéligibles à Interreg des projets Interreg** | 50 000 | 60 000 | 50 000 | 50 000 |
| **Animation du programme Interreg VI OI** | 50 000 | 50 000 | - | - |
| **Soutien aux opérateurs de la coopération (subventions des projets dans le cadre des coopérations décentralisées, autres projets de petit format et ateliers)** | 165 000 | 251 000 | - | - |
| **Conception et développement de projets structurants portés en maîtrise d'ouvrage Région** | 70 000 | 70 000 | 600 000 | 577 000 |
| **Participation des antennes à la stratégie de co-développement régional (Régies d'avance des antennes de Madagascar, Maurice, Comores, Québec et Paris*)** | 210 000 | 210 000 | - | - |
| **TOTAL** | **5 045 000** | **2 641 000** | **650 000** | **627 000** |

** Bien que les budgets des antennes de Québec et Paris figurent ici, ces dernières ne sont pas rattachées administrativement à la Direction de la Coopération Régionale*

Ces missions se déclineront comme suit :

### A – Dynamiser le programme Interreg VI océan Indien

Il s'agira de sécuriser la première phase d'exécution et l'avancement du programme Interreg VI océan Indien :

## 1) Contribuer financièrement à sa mise en œuvre

2025 sera une année majeure pour la programmation et pour la certification. En effet, il nous faudra franchir en fin d'année le premier palier en termes de dégagement d'office (DO) : 3,8 M€ de FEDER devront être certifiés. La Région Réunion, apporte la majorité de la contrepartie nationale nécessaire à la mise en œuvre du programme.
Aussi, afin de permettre la pleine réalisation de certains projets stratégiques financés par Interreg, et l'optimisation du programme, certaines dépenses inéligibles à Interreg pourront être financés sur fonds propres.

## 2) Renforcer l'animation du programme

➢ **par l'accompagnement à l'émergence de projets**

L'accent sera mis sur le renforcement des accompagnements (individuels et collectifs) au bénéfice des porteurs de projets émargeant notamment sur les fiches à dynamiser (économie, éducation, sport, coopération agricole, projets de petit format).

Aussi, la réflexion relative aux travaux sur le préfinancement des projets Interreg sera approfondie.

➢ **par l'amélioration de la gouvernance du programme**

En 2025, seront notamment organisés :
- un atelier « Gouvernance » associant nos points focaux Interreg à La Réunion en marge du Comité de suivi Interreg ;
- des ateliers « Gouvernance » nationaux, dans les pays partenaires suivants : Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles (en lien étroit avec les antennes de la Région).

➢ **par la valorisation des projets et des ateliers Interreg**

Cette valorisation se déclinera dans le cadre des actions de communication externe et interne de la collectivité tels que :
- Interviews et courts films diffusés dans des magazines TV et sur les réseaux sociaux de la collectivité ;
- Publications sur les réseaux sociaux et flash d'information de la Région, des partenaires institutionnels et des opérateurs de coopération bénéficiaires de fonds Interreg.

L'objectif en 2025 sera de renforcer la communication sur les projets INTERREG, et au-delà, sur l'ensemble des projets de coopération.

➢ **par l'articulation des fonds FEDER/Interreg et NDICI**

L'année 2025 correspondra à la mise en œuvre effective de la gestion d'une enveloppe de fonds NDICI qui se combinera avec des fonds Interreg. Cela permettra de lancer l'appel à projets ad-hoc FEDER-NDICI en vue de la sélection des opérateurs. L'enveloppe allouée à l'Autorité de gestion est de 5 M€.

➢ **par la préparation de la programmation post-27**

La Région, à travers une activité de veille et de participation aux ateliers organisés par l'ANCT et la Commission européenne, suivra attentivement et contribuera activement aux travaux relatifs à la programmation post-27 (propositions règlementaires et stratégiques, ...).

## B – Renforcer l'approche par les projets

### 1) Apporter un soutien financier et technique aux acteurs de la coopération

La collectivité organisera en 2025 des sessions d'information en direction des acteurs institutionnels et des opérateurs de la coopération en vue de partager les orientations et les priorités fixées par la feuille de route de la coopération.
L'appui aux porteurs de projets, en particulier les porteurs associatifs de projets dits de petit format et les collectivités volontaires, se poursuivra en lien avec la Conférence inter-régional des réseaux multi-acteurs (CIRRMA) avec l'organisation de deux ateliers.

Un des résultats attendus de cette démarche est de susciter l'intérêt des acteurs pour la mise en place d'une structure partenariale fédérative au service d'une politique de coopération à l'échelle du territoire de La Réunion, plus efficiente.

### 2) Déployer des partenariats de coopération décentralisée

La mise en place de partenariats de coopération décentralisée avec des collectivités locales des pays environnants permet de structurer la politique de coopération de la collectivité.

Des accords ou des déclarations d'engagement ont été ainsi conclus dans des pays prioritaires tels que Madagascar avec les régions du Sud (Androy, Anosy), de l'Ouest (Boeny) ainsi que le Mozambique avec la Ville de Quelimane.

Les premières actions ont été engagées dans les régions de Boeny et de l'Androy, en particulier dans les secteurs du développement agricole, de la formation et de l'éducation.

En 2025, l'objectif sera donc de consolider celles-ci et de finaliser les programmes d'actions avec la région Anosy et la Ville de Quelimane, en lien avec la Ville de St Paul co-signataire.

Des missions préparatoires seront par ailleurs programmées en vue de renouer les liens avec l'île Rodrigues et la province du Kwazulu-Natal en Afrique du Sud (dans la perspective éventuelle d'accords de coopération décentralisée).

### 3) Participer à la conception et au développement de projets structurants

La démarche de conception et de développement de projets structurants pourra s'inscrire dans le cadre de partenariats avec des opérateurs de coopération attitrés ou d'une maîtrise d'ouvrage directe de la collectivité. Elle permettra ainsi de mettre en œuvre des projets prioritaires en déclinaison notamment des partenariats institutionnels conclus par la Région (Accord-cadre avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ; accords de coopération décentralisée).

2025 marquera ainsi le démarrage du programme d'appui au développement agricole et rural de la région Boeny, avec le lancement des travaux du lycée agricole et technique de Besely, situé dans les environs de Majunga, avec le concours financier de l'Agence française de développement (AFD) et de la Région.

La priorité sera apportée, à travers la mobilisation de la cellule de projets, à l'émergence de projets structurants en matière d'appui à la francophonie, d'autonomisation des femmes, de sport/développement et d'agro-écologie.

La connaissance du terrain et la capacité d'agir localement des agents des antennes extérieures de la Région pourront être également mobilisées pour garantir la réussite de ces projets.

## II- POURSUIVRE LA STRATÉGIE DE DIPLOMATIE TERRITORIALE

La Région poursuivra ses initiatives pour mettre en œuvre sa stratégie de diplomatie territoriale. Celle-ci sera menée en complémentarité des grandes stratégies définies par la France (stratégie Indopacifique) et l'Europe (Global Gateway), et s'inscrira également en parfaite cohérence avec les initiatives récentes (mesure 54 du Comité interministériel des Outre-mer (CIOM), Etats généraux de la diplomatie) visant à associer davantage les collectivités d'Outre-mer à la politique étrangère de la France

La collectivité continuera ainsi à affirmer son rôle en tant qu'acteur clé de la coopération régionale dans l'océan Indien et en Afrique australe et orientale, tout en renforçant ses liens à l'échelle internationale.

**En termes financiers, la contribution de la Région pour le déploiement de cette stratégie se déclinera comme suit :**

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Participation à des évènements et signatures d'accords internationaux, déplacements officiels (missions extérieures – participations aux projets)** | 50 000 | 50 000 |
| **Participation aux instances des organisations régionales (y compris participations aux projets)** | 62 000 | 34 000 |
| **Accueil de délégations et organisation d'un évènement d'envergure** | 50 000<br>119 000 | 50 000<br>119 000 |
| **TOTAL** | **281 000** | **253 000** |

### 1) Participer à des évènements d'envergure internationale

La participation de La Réunion à des événements internationaux, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, sera de nature à renforcer notre visibilité sur la scène régionale et internationale.

En 2025, il s'agira pour la Région Réunion de participer à plusieurs rencontres de haut niveau, dans le cadre des instances des organisations régionales de la zone (COI, IORA) ou d'autres rencontres (séminaires, forums, etc.) permettant de donner une certaine visibilité à l'action de la collectivité ainsi que de développer son réseau de partenaires.

### 2) Organiser des déplacements officiels à caractère politique

Les déplacements officiels à l'étranger constituent un levier important pour la diplomatie territoriale menée par la Région Réunion.

En 2025, des missions seront organisées vers des pays représentant un intérêt stratégique dans notre politique de coopération régionale : Union des Comores, Mozambique, Afrique du Sud (Kwazulu Natal). Par ailleurs, et après l'accueil à la Région en 2024 de l'Ambassadeur de Chine à Paris, un déplacement pourrait être envisagé en 2025 afin de renouer les liens qui avaient été rompus lors de la crise liée à la Covid-19.

Ces visites auront pour objectif de renforcer les liens politiques et économiques avec ces pays, tout en explorant des possibilités d'accords bilatéraux et de coopération.

### 3) Intégrer des accords internationaux

Outre le cadre défini par le programme INTERREG VI, l'action extérieure de la Région s'inscrit dans le cadre juridique fixé, d'une part, par le droit commun relatif à l'action extérieure des collectivités territoriales françaises, et, d'autre part, par le droit spécifique aux régions d'Outre-mer (loi d'orientation pour l'Outre-mer, loi Letchimy), permettant à la Région de conclure des accords de coopération au nom du gouvernement français.

Au titre de ces possibilités, et dans le prolongement des discussions qui ont eu lieu en 2024, notre collectivité pourra conclure des accords-cadres bilatéraux, en particulier avec Madagascar et les Seychelles (sur le plan culturel). Suite également à l'accueil à La Réunion en 2024 de l'Ambassadeur de Namibie à Paris, la piste de la signature d'un accord avec ce pays d'Afrique australe devra être explorée.

Préalablement à la signature de ces différents textes, il conviendra d'identifier les actions concrètes qui pourraient en découler et qui pourraient notamment faire l'objet d'un financement au titre du programme INTERREG.

### 4) Participer aux instances des organisations régionales

L'implication de La Réunion dans les instances régionales sera poursuivie et amplifiée. L'objectif étant de permettre à la collectivité de participer activement aux débats et aux projets, mais aussi de promouvoir ses intérêts au sein de ces enceintes stratégiques : Commission de l'océan Indien (COI), Indian Ocean Rim association (IORA), Commission économique Africaine des Nations-Unies (CEA).

5) Mettre en place un statut d'expatrié pour les agents de la collectivité

La Région dispose de plusieurs antennes de représentation dans les pays de l'océan Indien (Madagascar, Maurice, Union des Comores).

Afin de sécuriser juridiquement l'affectation de ces agents à l'étranger et de faciliter l'exercice de leurs missions, la collectivité poursuivra sa réflexion sur le statut des agents en poste à l'étranger, notamment en lien avec les travaux menés au sein du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères visant à mettre en conformité, avec les dispositions légales existantes.

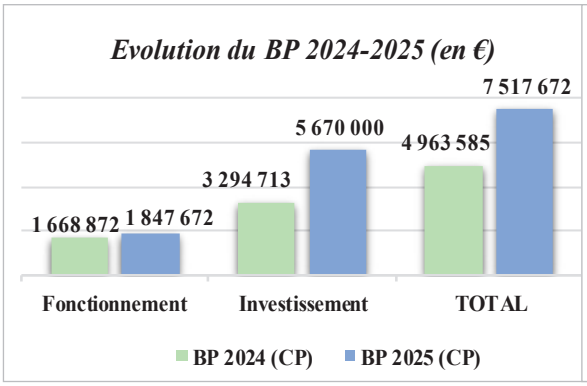
### 6) Accueillir des délégations d'importance et en organisant des évènements d'envergure internationale à La Réunion

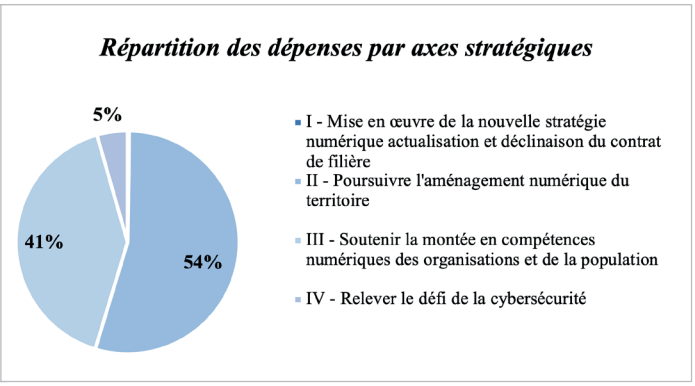
L'accueil de délégations et l'organisation d'événements internationaux à La Réunion demeureront des axes forts de la diplomatie territoriale en 2025 pour consolider les partenariats internationaux, et des leviers pour promouvoir l'expertise réunionnaise.

En 2025, la Région organisera :
- la Conférence des femmes d'Afrique australe et orientale et de l'océan Indien ;
- l'accueil de personnalités et de délégations étrangères des pays partenaires ;
- le séminaire du co-développement.



# LE NUMÉRIQUE AU CARREFOUR DES POLITIQUES PUBLIQUES RÉGIONALES




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/ AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **1 492 000** | **1 668 872** | **1 538 521** | **1 847 672** | **3,1 %** | **10,7 %** |
| **Investissement** | **4 578 121** | **3 294 713** | **4 310 000** | **5 670 000** | **- 5,9 %** | **72,1 %** |
| **TOTAL** | **6 070 121** | **4 963 585** | **5 848 521** | **7 517 672** | **- 3,7 %** | **51,5 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au développement du numérique au carrefour des politiques publiques régionales se traduit par un budget de **5 848 521 € en AP/AE et à 7 517 672 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I - Mise en œuvre de la nouvelle stratégie numérique actualisation et déclinaison du contrat de filière | 19 000 | 19 000 | - | - |
| II – Poursuivre l'aménagement numérique du terri-toire | 879 521 | 1 101 672 | 2 000 000 | 2 990 000 |
| III – Soutenir la montée en compétences numériques des organisations et de la population | 307 000 | 394 000 | 2 310 000 | 2 680 000 |
| IV – Relever le défi de la cybersécurité | 333 000 | 333 000 | - | - |
| **TOTAL** | **1 538 521** | **1 847 672** | **4 310 000** | **5 670 000** |

La Stratégie Régionale Numérique qui repose sur 4 axes d'intervention et 12 objectifs à l'horizon 2030 a été déclinée en 2024 par la révision du contrat de filière numérique qui sera mis en œuvre en 2025.

## I - MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE STRATÉGIE NUMÉRIQUE ACTUALISATION ET DÉCLINAISON DU CONTRAT DE FILIÈRE

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Numérique et déclinaison du contrat de filière** | 19 000 | 19 000 |
| **TOTAL** | **19 000** | **19 000** |

Le numérique inclusif et accessible à tous reste donc une priorité comme offrir à chacun la possibilité de se former dans ce domaine.

Il importe aussi d'accompagner la transformation numérique du territoire en appuyant la montée en compétences des acteurs économiques dans le cadre de la digitalisation de leurs activités.

Les autres enjeux concernent une résilience accrue face à la cybermalveillance, une transition vers un numérique responsable, caractérisée par une trajectoire de sobriété numérique clairement définie. Il convient également de maîtriser les enjeux des données et de saisir les opportunités de l'intelligence artificielle, tout en relevant ses défis.

Tel est donc le périmètre dans lequel le prochain contrat de filière sera décliné.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Projets de développement numérique** | 879 521 | 1 101 672 | 2 000 000 | 2 990 000 |
| **TOTAL** | **879 521** | **1 101 672** | **2 000 000** | **2 990 000** |

La très grande majorité du territoire étant couverte en fibre optique, il conviendra d'une part de s'assurer que la dynamique concurrentielle sur ces réseaux soit maintenue (en particulier en faisant émerger une offre activée nécessaire au passage des petits opérateurs à la fibre) et d'autre part d'œuvrer pour le développement des usages. Au regard des évolutions des usages du numérique dans les lycées (projet « Numérisak »), une augmentation des débits des accès à Internet des établissements est indispensable.

La collectivité a décidé de mener une intervention volontariste en faveur de la création d'un nouveau câble sous-marin, de mettre en place un observatoire sur 2 ans et d'avoir recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour étudier la mise en place d'un consortium avec les opérateurs. L'objectif sera de se positionner sur un appel à projets européen.

## III – SOUTENIR LA MONTÉE EN COMPÉTENCES NUMÉRIQUES DES ORGANISATIONS ET DE LA POPULATION

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Salon numérique** | 60 000 | 60 000 | - | - |
| **Pass numériques** | 116 000 | 171 000 | - | - |
| **Open data et prestations numériques** | 71 000 | 103 000 | - | - |
| **Tourisme numérique** | 60 000 | 60 000 | - | - |
| **KAP NUMÉRIK** | - | - | 2 000 000 | 2 500 000 |
| **CPN FEDER Numérique Entreprises** | - | - | 200 000 | 110 000 |
| **Observatoire numérique** | - | - | 50 000 | 70 000 |
| **OPEN DATA** | - | - | 60 000 | - |
| **TOTAL** | **307 000** | **394 000** | **2 310 000** | **2 680 000** |

### A - Accélérer la transformation numérique des entreprises et le développement de la filière

Les dispositifs FEDER, cofinancés par la Région continueront à soutenir la création et le développement des entreprises du secteur du numérique, dans une démarche de dynamisation de l'offre de service numérique à La Réunion.

La mesure d'accompagnement de la transition numérique des entreprises permettra la reconduction du soutien aux projets portés par des sociétés hors du secteur numérique.

Enfin, le dispositif « Kap Numerik » fera l'objet d'une évolution dans ses modalités afin de répondre encore mieux aux besoins des TPE.

### B – Développer l'inclusion et l'accessibilité numérique

En 2025, la collectivité amplifiera le dispositif « Pass numérique » destiné à accompagner les personnes les plus fragiles dans leurs démarches numériques.

Cette démarche doit être accompagnée par une attention particulière aux enjeux de l'accessibilité. Enfin, La Région accompagnera également activement les collectivités territoriales pour garantir l'accessibilité des services dématérialisés, y compris les sites internet.

### C – Structurer et valoriser les données

En 2025, la collectivité poursuivra sa démarche de mutualisation et d'animation territoriale en incitant les producteurs des données publiques à se fédérer autour du portail régional.

L'animation territoriale se poursuivra avec notamment la mise en place d'une gouvernance des données ainsi que l'organisation d'événements consacrés à la data et à l'intelligence artificielle.

### D – Développer l'observatoire du numérique

La collectivité finance régulièrement des études pour observer l'évolution de la filière et des usages du numérique. L'étude portant sur la filière numérique en 2024 viendra actualiser les données de 2018, et alimenter les réflexions sur la mise à jour du contrat de filière.

## IV – RELEVER LE DÉFI DE LA CYBERSÉCURITÉ

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Actions relatives à la cybersécurité** | 333 000 | 333 000 |
| **TOTAL** | **333 000** | **333 000** |

La Région a confié à la Région RTHD des missions dans le domaine de cybersécurité. Dans ce cadre, celle-ci met en œuvre le centre de réponse à incident (CSIRT) qui déploiera progressivement ses services au profit des très petites et moyennes entreprises, des entreprises de taille intermédiaire, des collectivités territoriales et des associations. Le service réactif de réponse à incident permettra une prise en charge des victimes d'une attaque ou d'une crise d'origine cyber.

Par cette action, la Région accompagne ainsi les acteurs du territoire à se tenir informés sur le sujet de la cybersécurité, assurant une intervention globale et sécurisée dans le développement numérique du territoire.

S'agissant du pôle européen d'innovation numérique en cybersécurité (EDIH), le déploiement des processus et de l'outillage technique adaptée avec les partenaires du consortium permettra la mise en œuvre effective des parcours de cyber sécurisation au profit des bénéficiaires plus spécifique de ce projet (très petites et moyennes entreprises avec un focus sur les sous-traitants des opérateurs portuaires et aéroportuaires, et collectivités territoriales n'ayant pas bénéficié des parcours de cybersécurité de l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information).





# AXE 3

# LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE PAR UNE EXCELLENCE ENVIRONNEMENTALE



# PRÉAMBULE

Le contexte de conflit aux portes de l'Europe, qui fait suite à deux années de crise liées à la pandémie mondiale de Covid 19, rappelle à quel point notre île se trouve dans une situation de forte dépendance en termes d'approvisionnement, en particulier dans le domaine énergétique mais aussi en termes d'évacuation des déchets dangereux.

La question est d'autant plus importante ici, à l'île de La Réunion, lorsque l'on prend conscience de ces magnifiques paysages et cette biodiversité unique qui nous entoure. Nous devons collectivement prendre conscience que La Réunion constitue un fabuleux laboratoire pour penser le monde de demain. Notre insularité, nos reliefs montagneux et volcaniques, notre climat fait de vents, de houles, de soleil et de fortes pluies, en font une terre où peut se préparer l'excellence environnementale. Nous devons faire preuve de sobriété, valoriser nos ressources et protéger notre patrimoine naturel.

Parallèlement, les effets du réchauffement climatique se font de plus en plus ressentir (cyclones intenses, sècheresse, fortes chaleurs, ...), même si aujourd'hui cela touche plus durement l'hémisphère nord (canicule, grands incendies, inondations ...). Cela doit conduire à accélérer la mise en œuvre d'actions destinées à décarboner le secteur des transports, à en réduire la consommation énergétique, notamment en soutenant le développement d'une offre alternative, moderne et performante, à l'utilisation de la voiture particulière.

Il s'agit donc d'aller vers une certaine sobriété (réduire la demande en déplacements, mieux utiliser nos infrastructures plutôt que de les étendre davantage ...), d'offrir des choix plus larges (développement de l'intermodalité) permettant de réduire l'empreinte énergétique d'un déplacement (transports collectifs, modes doux, co-voiturage...) et d'innover dans le domaine (moteurs à énergie alternative, renouvelable ou pouvant être produite localement) tout en protégeant et en préservant notre biodiversité et notre cadre de vie.

Le réseau routier pourra cependant, à moyen et long terme, servir de support à la mise en place d'un système de transport terrestre moderne, collectif, performant et à haut niveau de service.

Le développement économique et l'élévation du niveau de vie des réunionnais s'accompagne d'une production de déchets plus conséquente que le territoire doit pouvoir prévenir et maîtriser. Le tri, le réemploi, la collecte sélective, le recyclage et la valorisation, y compris énergétique, constituent la priorité du plan régional de prévention et de gestion des déchets validé en juin 2024 pour sortir de la logique du tout enfouissement préjudiciable à l'environnement et générateur de nuisances.

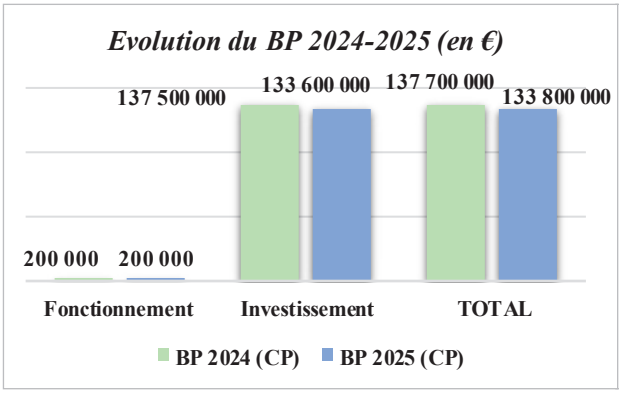
Ainsi, l'aménagement de notre territoire et la construction de La Réunion de demain doivent pouvoir contribuer, à terme, à rééquilibrer harmonieusement le territoire dans le respect de l'environnement.

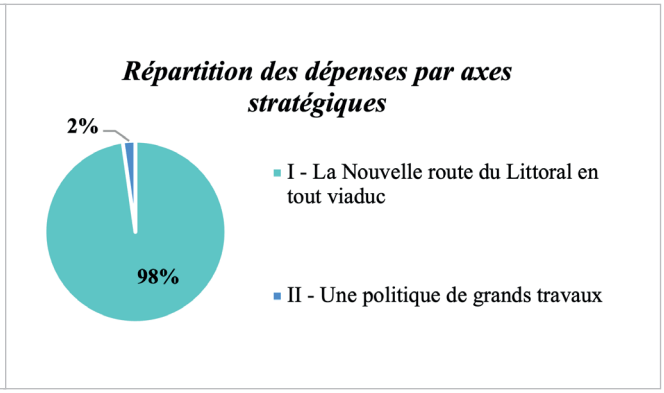
**Pour la mise en œuvre de cet axe au titre de l'année 2025, la collectivité consacrera des crédits de paiement à hauteur de 352 234 001 € :**

## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **24 030 845** | **54 321 845** | **22 836 100** | **58 446 700** | **- 5,0 %** | **7,6 %** |
| **Investissement** | **150 576 700** | **279 608 990** | **1 018 281 000** | **293 787 301** | **576,3 %** | **5,1 %** |
| **TOTAL** | **174 607 545** | **333 930 835** | **1 041 117 100** | **352 234 001** | **496,3 %** | **5,5 %** |

# DOTER L'ÎLE D'INFRASTRUCTURES MODERNES




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **200 000** | **200 000** | **200 000** | **200 000** | **-** | **-** |
| **Investissement** | **1 000 000** | **137 500 000** | **846 000 000** | **133 600 000** | **84 500,0 %** | **- 2,8 %** |
| **TOTAL** | **1 200 000** | **137 700 000** | **846 200 000** | **133 800 000** | **70 416,7 %** | **- 2,8 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au développement des infrastructures modernes se traduit par un budget de **846 200 000 € en AE/AP et de 133 800 000 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – La Nouvelle Route du Littoral en tout viaduc | 200 000 | 200 000 | 846 000 000 | 130 600 000 |
| II – Politique de grands travaux | - | - | - | 3 000 000 |
| **TOTAL** | **200 000** | **200 000** | **846 000 000** | **133 600 000** |

Cette politique publique regroupe le projet de Nouvelle Route du Littoral et ses interfaces ainsi que les grands projets routiers et de développement d'un réseau régional de transports en site propre.

Après la mise en service de la section entre Saint-Denis et la Grande Chaloupe, l'objectif à atteindre sera la sécurisation du reste de l'itinéraire de la route du Littoral entre la Grande Chaloupe et La Possession. Les premiers travaux de la seconde phase seront engagés dès 2025 avec le raccordement à La Possession, parallèlement au lancement de l'appel d'offres pour les travaux du nouveau viaduc.

S'agissant des autres grands projets, la collectivité poursuivra en 2025 sa politique de grands travaux destinés à doter l'île d'infrastructures modernes pour accompagner le développement économique du territoire et l'aménager.

Ces opérations seront, pour la majorité d'entre elles, cofinancées par l'État et l'Union Européenne, notamment dans le cadre du POE FEDER 2021-2027..

## I – LA NOUVELLE ROUTE DU LITTORAL EN TOUT VIADUC

Après la mise en service des premiers 8 km de la Nouvelle Route du Littoral (sur 12 km), l'achèvement du projet de la NRL en viaduc (phase 2) et son financement, entre la Grande Chaloupe et La Possession, ont été actés en 2022 dans le cadre du protocole de Matignon III.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Travaux NRL** | 200 000 | 200 000 | 846 000 000 | 130 000 000 |
| **Interfaces avec NRL** | - | - | - | 600 000 |
| **TOTAL** | **200 000** | **200 000** | **846 000 000** | **130 600 000** |

### A – Achever un chantier complexe d'envergure exceptionnelle

#### 1) Avancement et organisation du projet

Les **études de conception** engagées dès 2023, pour la section entre Saint-Denis et La Grande Chaloupe, doivent s'achever avec la remise des PRO/DCE[1] à la fois sur le viaduc ainsi que sur l'échangeur et le raccordement de la Possession.

S'agissant de la réalisation des travaux, un **nouveau maître d'œuvre** a été désigné pour être opérationnel en 2025 pour les premiers travaux de La Possession.

Les **reconnaissances géotechniques et géophysiques**, qui permettent de définir la nature du sous-sol, sont en cours et se termineront fin 2025. Les résultats de cette campagne de reconnaissances alimenteront le marché qui sera lancé pour la construction du futur viaduc.

La **solution viaduc** nécessite au préalable l'adaptation des extrémités des digues (appelées les musoirs) sur La Grande Chaloupe (digue D3) et sur La Possession (digue D5) qui avaient été dimensionnées pour achever le projet en digue. Un allongement d'environ 80 m de la digue D5 est nécessaire, ce qui correspond à la fourniture d'environ 350 000 m3 de remblais et d'enrochements. Afin de sécuriser l'approvisionnement de la ressource, la Région a procédé à une **prospection des matières premières** avec la SAFER qui se poursuivra en 2025.

[1] *Etudes de projet et dossier de consultation des entreprises*

Sur **le plan réglementaire**, les échanges avec les services de l'Etat au niveau national et local dans le cadre du Comité de Pilotage Etat/Région pour autoriser la poursuite du projet sont réguliers. La Région devra constituer et faire instruire un dossier de modification substantielle du projet afin d'obtenir, après enquête publique, une modification des autorisations en cours permettant la réalisation d'un viaduc en lieu et place de la digue initialement envisagée.

L'objectif est de déposer un dossier début 2025 pour obtenir une modification des autorisations fin 2025, début 2026.

La mise en œuvre du programme de **mesures environnementales** sera poursuivie en parallèle et dans l'attente d'une réévaluation de ces mesures compte tenu du changement de solution technique pour l'achèvement de la NRL.

Au **plan financier**, le coût de l'investissement de la phase 1 de la NRL a été en cumulé de 1 693 M€. L'opération a bénéficié des concours de l'Union Européenne et de l'État (Protocoles de Matignon I et II) qui ont été soldés en 2024. Il s'agira en 2025 d'engager les dépenses au titre du nouveau Protocole dit de Matignon III, signé en 2022 par la Présidente de Région et le Premier Ministre, dont la contribution de l'Etat est fixée à hauteur de 420 M€ (50% du montant des travaux). Une première enveloppe a été conventionnée pour la phase d'études de 11,6 M€ pour la période 2023-2025 afin de réaliser les études de reconnaissances préalables, les prestations d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage, les missions de Maîtrise d'œuvre, l'élaboration des dossiers de demande d'autorisations. Une nouvelle convention pour la phase travaux sera à formaliser dès 2025.

### 2) Démarrage des premiers travaux à La Possession

Les réflexions sur l'allotissement permettent de démarrer dès 2025 plusieurs marchés afin d'optimiser le calendrier global de réalisation avant les travaux du second viaduc.

En termes de phasage de l'opération, les travaux de l'échangeur et du raccordement de La Possession seront notifiés à la fin du premier trimestre 2025, tandis que le marché des digues et des musoirs commencera mi-2026 préalablement aux travaux du second viaduc.

Les études de conception ont démontré l'intérêt d'une mise en service préalable de cet échangeur, avec réalisation d'un barreau de raccordement provisoire similaire à celui de la Grande Chaloupe. Il a été estimé que ce phasage permettrait un gain de 9 mois sur le planning général de mise en service de la NRL.

Le raccordement de l'échangeur de La Possession prévoit les travaux suivants :

- réalisation d'un barreau de raccordement entre la NRL et la RN1 existante côté Saint-Denis ;
- raccordement définitif de la NRL à la RN1 existante côté Possession ;
- aménagement d'un giratoire permettant les échanges entre la NRL, la RD41 et La Possession par la rue Mondon.

Ces travaux seront réalisés sur une durée approximative de 22 mois (dont 19 mois de travaux).

## B – Assurer les interfaces avec les extrémités de l'opération

### 1) Interfaces avec Saint-Denis : la Nouvelle Entrée Ouest (NEO)

Après la tenue du débat public relatif au projet de la Nouvelle Entrée Ouest de Saint-Denis (NEO), la confirmation de l'opportunité du projet et le choix d'une orientation de tracé (variante mer) par délibérations des exécutifs des trois maîtres d'ouvrage associés (Région, CINOR, Commune de Saint-Denis), le projet restait en attente de la production et de la validation conjointe d'un programme de maîtrise d'œuvre pour entrer en phase opérationnelle, depuis 2021.

Compte tenu des réflexions en cours à la CINOR en partenariat étroit avec la ville de Saint-Denis, sur le projet « BAOBAB », ce projet, dans l'esprit des préconisations de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), est discuté dans le cadre des Etats Généraux de la Mobilité. Il conviendra notamment de vérifier que son opportunité et sa pertinence restent confirmées, dans le contexte du nouveau projet urbain précité.

### 2) Interfaces avec La Possession

Dans le cadre des mesures d'accompagnement du chantier de la NRL, une convention particulière a été signée en 2013 avec la commune de La Possession pour une vision globale et intégrée des interfaces entre le projet de ville, sa volonté de reconquête du littoral et le projet NRL.

En 2025, il est prévu de poursuivre la participation de la Région au projet de mise en valeur du front de mer (bassin de baignade), sous réserve de la confirmation du projet par la Commune. Une actualisation de la convention particulière de 2013 est également prévue.

## II – UNE POLITIQUE DE GRANDS TRAVAUX

| INTITULÉ DES ACTIONS | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|
| | AP | CP |
| **RN2 – Contournante de Saint-Joseph** | - | 2 000 000 |
| **Liaison RN1/R N5 à Saint-Louis – tranche 1 : Palissade** | - | 500 000 |
| **RN1 – Nouveau pont Etang-Saint-Paul** | - | 500 000 |
| **TOTAL** | **-** | **3 000 000** |

### A – En matière routière

Outre l'aménagement de la Nouvelle Route du Littoral, la collectivité poursuit sa politique de grands travaux destinés à doter l'île d'infrastructures modernes pour accompagner le développement économique du territoire et l'aménager. Un accent particulier sera mis sur la congestion aux entrées de villes. Les études, concertations, procédures ou travaux se poursuivront sur plusieurs opérations dont :

- La contournante de Saint-Joseph (RN2) restant à achever ;
- La liaison RN1- RN1C- RN5 (contournement par l'est de Saint-Louis), avec un mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SPL Maraina ;
- Le nouveau pont sur l'Etang Saint-Paul, à lancer en études.

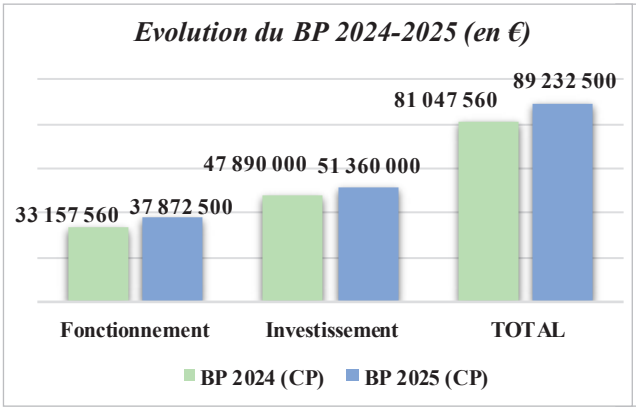
Face aux difficultés de congestion en agglomérations, les réflexions prospectives et les études amont doivent être relancées pour chercher des solutions nouvelles, ce qui implique d'initier des partenariats avec les EPCI et les communes concernées, pour un travail en étroite concertation dès les phases de réflexion amont.

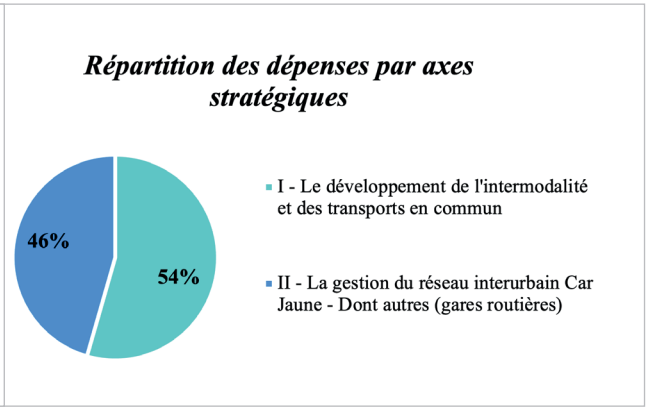
### B – Le développement d'un réseau régional de transports en site propre

En complément des travaux de développement des voies de TCSP, les études préliminaires du réseau régional de transports guidés (RRTG) en co-maîtrise d'ouvrage avec les EPCI seront complétées.

Des compléments seront apportés aux études en cours sur le secteur du TCO (variante littorale) et de la CINOR (en cohérence avec les projets BAOBAB et RRTG et adaptation des projets étudiés pour un phasage temporel).

# UNE POLITIQUE RÉGIONALE DE MOBILITÉ DURABLE AMBITIEUSE EN FAVEUR DU TRANSPORT ET DES DÉPLACEMENTS




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **2 742 560** | **33 157 560** | **1 730 000** | **37 872 500** | **- 36,9 %** | **14,2 %** |
| **Investissement** | **39 390 000** | **47 890 000** | **68 400 000** | **51 360 000** | **73,6 %** | **7,2 %** |
| **TOTAL** | **42 132 560** | **81 047 560** | **70 130 000** | **89 232 500** | **66,5 %** | **10,1 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au développement de la mobilité en faveur du transport et des déplacements se traduit par un budget de **70 130 000 € en AE/AP et à 89 232 500 € en CP**.

En complément de l'intervention régionale en fonds propres, la participation de l'Europe (FEDER) sur la politique publique de la mobilité s'élèvera à environ **26 M€ en 2025.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I - Le développement de l'intermodalité et des transports en commun | 1 490 000 | 1 490 000 | 63 800 000 | 47 100 000 |
| II – La gestion du réseau interurbain Car Jaune - Dont autres (gares routières) | 240 000 | 36 382 500 | 4 600 000 | 4 260 000 |
| **TOTAL** | **1 730 000** | **37 872 500** | **68 400 000** | **51 360 000** |

La Région Réunion, en sa qualité de chef de file de l'intermodalité et en tant qu'Autorité Organisatrice du réseau interurbain, développe une politique régionale de mobilité durable selon **trois grands axes** :

– La mise en œuvre d'un large **programme d'actions en faveur de l'attractivité et de l'efficacité des transports en commun et de l'intermodalité** ;
– **L'accompagnement financier des projets de transports menés par les Autorités Organisatrices de la Mobilité** (AOM) ;

– **L'exploitation et la gestion du réseau de transport collectif routier non urbain, dit réseau Car Jaune**, depuis le 1er janvier 2017.

## I – LE DEVELOPPEMENT DE L'INTERMODALITE ET DES TRANSPORTS EN COMMUN

Le socle du **programme d'actions en faveur des mobilités durables** se décline comme suit :

- Offre d'alternatives crédibles au tout-automobile ;
- Poursuite de la réalisation de voies réservées aux transports en commun ;
- Déploiement de pôles d'échanges et amélioration des gares routières régionales ;
- Optimisation du covoiturage ;
- Promotion des modes doux à travers le Plan Régional Vélo (P.R.V.) ;
- Développement des éco-mobilités et de modes de transports innovants ;
- Optimisation de la gouvernance des transports de l'île, à travers Ile de la Réunion Mobilités (IDRM), le syndicat mixte des transports de La Réunion (ex-SMTR) ;
- Mise en œuvre des orientations de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM).

| INTITULE | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **RN2 - requalification de la RN2 en traversée de Saint-Benoît** | - | - | - | 3 500 000 |
| **RN7 - Prolongement de l'Axe Mixte** | - | - | 30 000 000 | 500 000 |
| **RN2 – VRTC entre Cambuston et Bel air à Sainte-Suzanne** | - | - | - | 4 500 000 |
| **RN2 – VRTC entre Duparc et le Verger à Sainte-Marie** | - | - | - | 200 000 |
| **RN1 – Voie de bus Bellemène/Savannah à Saint-Paul** | - | - | - | 3 000 000 |
| **RN1 – VRTC Etang-Salé** | - | - | 500 000 | 250 000 |
| **RN3 – Voie TC entre Saint-Pierre et Tampon** | - | - | 300 000 | 50 000 |
| **Nouvelle voie urbaine du Tampon – projet CASUD** | - | - | 11 000 000 | 3 000 000 |
| **Autres projets en faveur des transports en commun (Programme P160-0003)** | - | - | 1 600 000 | 250 000 |
| **Diverses opérations modes doux (cofnancement FEDER)** | - | - | 20 000 000 | 31 000 000 |
| **Etudes TCSP/PEM** | - | - | 400 000 | 650 000 |
| **Voie Vélo Régionale** | - | - | - | 200 000 |
| **Frais divers TC** | 450 000 | 450 000 | - | - |
| **Frais de communication TC** | 20 000 | 20 000 | - | - |
| **Plan Régional Vélo (PRV)** | 20 000 | 20 000 | - | - |
| **Covoiturage** | 1 000 000 | 1 000 000 | - | - |
| **TOTAL** | **1 490 000** | **1 490 000** | **63 800 000** | **47 100 000** |

### A – Réaliser les grands projets au stade opérationnel en faveur des transports en commun

La Région poursuivra les études relatives au réaménagement de la RN2 en traversée de la ville de Saint-Benoît, entre l'échangeur du Bourbier et le giratoire des Plaines, dans l'objectif de mettre en place une infrastructure multimodale, comprenant des voies réservées aux transports en commun et aux modes doux. La déclaration d'utilité publique de l'opération est attendue pour 2025, ce qui permettra le lancement des travaux.

Les études de maîtrise d'œuvre du prolongement de l'Axe mixte (RN7) entre Cambaie et Savannah se poursuivront également, afin de le valoriser en tant qu'axe structurant de la ZAC Cambaie Oméga de l'Ecocité. L'enquête publique est prévue en 2025. S'agissant d'une voie urbaine, comportant en agglomération des aménagements d'espaces verts, piétons, cyclables, du mobilier urbain, il y aura lieu de prévoir des conventions de remise d'ouvrages et de gestion et d'entretien avec les collectivités d'échelle communale concernées (ville et/ou TO) avant de s'engager plus avant dans l'exécution de ces parties de l'aménagement, comme cela s'est fait sur d'autres projets de même nature (boulevard sud de Saint-Denis, NPRSD...).

Par ailleurs, une Voie réservée aux Transports en Commun (VRTC) est également en cours de réalisation le long de la RN1, à Saint-Paul, entre le viaduc du Bernica et l'Etang Saint-Paul, dont la livraison prochaine permettra d'améliorer les temps de parcours des transports en commun dans cette zone fortement congestionnée à l'heure de pointe du matin.

En outre, la Région lancera en 2025 des études sur la RN1 entre L'Etang-Salé et Le Gol (Saint-Louis), sur la RN3 entre le Tampon et Saint-Pierre, ainsi que sur la RN2 entre Grands Bois et le pont sur la rivière d'Abord, afin d'aborder la possibilité d'offrir un site propre dans les deux sens pour être utilisables tant aux heures de pointe du matin que du soir, ou bien, le cas échéant de permettre une exploitation réversible.

Pour rappel, les projets d'aménagement de voies de bus le long des RN intègrent, des dispositions destinées à faciliter, dans l'avenir, l'évolution de ces infrastructures vers un mode ferré léger de type tramway interurbain (RRTG) dont les études se poursuivront. Ces projets, comme par exemple l'axe mixte à Saint-Paul ou le réaménagement de la RN2 à Saint-Benoît, devront être étudiés en lien avec le TO, la CINOR et la CIREST pour garantir leur cohérence avec les projets qu'ils développent (BAOBAB, liaison CIREST-CINOR, ...).

### B – Ouvrir des alternatives au tout-automobile en développant les modes de transports propres et durables

#### 1) La mise en œuvre de la LOM

La Région a signé, en 2024, trois des quatre **Contrats Opérationnels de Mobilités** (COM) conclus à l'échelle des quatre bassins de mobilité définis avec ses partenaires « Autorités Organisatrices de la Mobilité Durables » (CINOR, CIREST, TO, CIVIS/CASUD). Il s'agira en 2025 de reconduire les COM de l'Est, de l'Ouest et du Sud et de reprendre la concertation avec la CINOR afin de finaliser le COM Nord.

#### 2) Optimisation du covoiturage

En 2024, la Région Réunion a poursuivi son engagement en faveur du covoiturage en renouvelant la mise à disposition de **l'application KAROS** et en maintenant son soutien financier aux utilisateurs. Une **évaluation** globale du dispositif sera réalisée en 2025 pour mesurer sur l'efficacité du dispositif ainsi que son impact réel sur l'amélioration des conditions de circulation avec pour objectif, une optimisation de son intervention. La Région prévoit de mettre en place une communication visant à valoriser son rôle de financeur et promouvoir ce dispositif de covoiturage auprès des utilisateurs. Le développement d'aires de stationnement dédiées aux covoitureurs de poursuivra en 2025.
Par ailleurs, une réflexion sera engagée sur les modalités de financement ainsi que sur de nouvelles stratégies pour développer le covoiturage sur le territoire réunionnais.

### 3) Poursuivre la Voie Vélo Régionale (VVR)

La mise en œuvre du programme de la **Voie Vélo Régionale** se poursuit avec régularité (de l'ordre de 4 à 6 km nouveaux par an) avec un financement FEDER, reconduit sur le POE 2021-27. Ce programme s'inscrit également dans le cadre du développement touristique de l'île, pris en compte par le déploiement d'une signalisation touristique et culturelle spécifique.

L'année 2025 permettra la poursuite de la réalisation **d'opérations en faveur des mobilités actives** dont :

• **NORD :**
- RN102 Le Chaudron : lancement des appels d'offres pour les travaux de la voie vélo ;
- La Convenance Sainte-Marie : finalisation du PRO.

• **OUEST :**
- RN1A à Saint-Gilles : lancement des études de conception pour une piste cyclable entre Boucan et la Saline ;
- RN1E au Port : Continuité des études pour l'aménagement des modes doux et finalisation des travaux sur les tronçons 1 et 2.

• **SUD :**
- RN1 pont amont de la rivière Saint-Etienne : Lancement études de maîtrise d'œuvre ;
- RN1 Etang-Salé/ Saint Louis : Lancement études de maîtrise d'œuvre pour une voie vélo le long de la RN1.

• **EST :**
- RN2 à Saint-Joseph : aménagement de modes doux ;
- RN2 Saint-Anne : aménagement de modes doux (Chemin Déroland - OA ravine Petit Saint-Pierre) ;
- Saint-Benoît : réalisation de tronçons pour les modes doux.

De **nouvelles opérations** seront à initier, notamment pour assurer une continuité sécurisée des itinéraires cyclables, à l'instar de ce qui pourrait être envisagé le long de la RN2 entre Bras-Panon et Saint-André, pour l'ouvrage sur la rivière du Mât, selon la faisabilité.

Dans cet objectif, deux nouvelles opérations de création de pistes cyclables en site propre sont proposées pour 2025 :
- La première opération est située au pied du Viaduc dans l'agglomération de Saint-Paul, entre le carrefour de la rue Poivre et le cimetière Marin et constitue le chaînon manquant pour une liaison continue en site propre entre l'Étang de Saint-Paul et Boucan Canot ;
- La deuxième se situe entre La Saline et Les Trois-Bassins, sur le littoral, dans les emprises de la RN1A.

### 4) Autres actions

Au-delà de ces projets d'infrastructures arrivés à un stade opérationnel, la Région poursuivra ou lancera de **nouvelles réflexions/actions** visant à ouvrir des alternatives au tout-automobile, lutter contre la congestion, notamment urbaine et à réduire les effets des déplacements sur le climat :

- Les études pré-opérationnelles ou de maîtrise d'œuvre de nouveaux projets en faveur des **transports et/ou de l'intermodalité** à l'échelle de l'île ;

- Des actions pour soutenir et développer les **mobilités alternatives** :

· Plan Régional Vélo (PRV) : conduire des actions et des projets en étroit partenariat avec les autres collectivités, pour développer un réseau cyclable plus étendu, allant **au-delà de la seule VVR**, notamment par le sentier littoral.

En effet, si la trentaine de collectivités de l'île (24 communes, 5 EPCI, le Département) produisait chacune 4 à 5 nouveaux kilomètres d'aménagements cyclables, La Réunion pourrait rapidement devenir la 1ère île cycliste ultramarine. Ainsi, l'expérimentation de parcs pour vélos dans deux gares Car Jaune sera évaluée et le cas échéant à reproduire en développant le concept de vélo-ruches. La mise en place de dispositifs de location de vélos libre-service dans ces mêmes gares serait aussi à étudier, en lien avec les réflexions à mener pour le renouvellement de la DSP Car Jaune ;

- Réflexion sur le développement de sources énergétiques innovantes pour les transports (huile végétale hydrotraitée (HVO), BioGNV, Hydrogène...) ;

- Actions concertées avec le monde économique pour le développement de toutes **initiatives pouvant contribuer à réduire les charges de trafic aux périodes de pointe** (télétravail, espaces de co-working, parcs de vélos à assistance électrique en entreprise, plans de déplacement des administrations/entreprises en particulier pour des zones à forte concentration d'activités...), mise en place de navettes pour la desserte de gros pôles générateurs de déplacements...).

- Réflexion à mener avec les communes et les entreprises sur l'étalement des horaires d'entrée et de sortie, en particulier pour les écoles. Un premier travail sera à conduire avec les communes de Saint-Denis et de Saint-Pierre (essayer d'initier une réflexion comparable à un Bureau des Temps en partenariat avec ces communes).

- **Évaluation et éventuelle actualisation des documents de planification existants** en vue de la révision du SAR.

Certaines de ces missions pourraient être confiées à Ile de la Réunion Mobilités (IDRM).

### C – Accompagner les projets des autorités organisatrices de mobilité durable

La stratégie d'accompagnement technique et financier de la Région repose sur des cadres d'intervention à destination des A.O.M.D. (Autorités Organisatrices de la Mobilité Durable). L'année 2025 verra la poursuite du **financement des opérations de T.C.S.P. et de pôles d'échanges**, portées par les différentes communautés d'agglomération de l'île au travers des nouveaux dispositifs du PO 2021-2027.

L'intervention sur les projets de transports collectifs constitue un axe véritablement prioritaire et exclusif pour l'avenir au niveau des financements européens. Une réflexion doit également être menée en parallèle pour le **« verdissement » du parc de véhicules de transport collectif**, qu'ils soient urbains ou interurbains.
A cet effet, des études sont conduites sur le sujet des mobilités à partir d'énergies nouvelles (BioGNV, HVO, hydrogène...), compte tenu des spécificités de notre territoire (capacité de production à partir de sources d'énergie renouvelable ou locale) à la fois dans une perspective d'autonomie énergétique et de décarbonation des transports, mais aussi en s'assurant de l'adaptabilité/adéquation des différentes technologies aux modes de transport considérés (ex : solution adaptée pour du transport collectif routier interurbain, sur longue distance).

### D – Relancer la réflexion et la prospective par un grand débat public : les Etats Généraux de la Mobilité à La Réunion

Le principe de tels états généraux, suggérés par la Commission nationale du débat public (CNDP) à l'issue du débat public relatif à la Nouvelle entrée Ouest (NEO) de Saint-Denis, a été retenu par la Région.
Ces États Généraux des Mobilités (EGM) à La Réunion se sont déroulés en 2023. La Région et ses partenaires se sont positionnés en 2024 sur les suites à donner aux propositions de **l'assemblée citoyenne des mobilités.**
L'année 2025 sera mise à profit pour mettre en œuvre la **feuille de route** qui doit être validée collégialement en début d'année 2025.

Au-delà du bilan qui pourra être fait sur les réalisations des deux dernières décennies et de la définition de nouvelles orientations pour le futur, il en est particulièrement attendu une étroite **mise en synergie** des politiques conduites par les différentes collectivités en enrichissant les réflexions par un débat avec les composantes de la société civile, les acteurs socio-économiques, le monde associatif, les usagers et de manière plus générale, les citoyens. Il est primordial que ce débat soit ouvert à l'ensemble des Réunionnais. Il s'agit, au final, de **redéfinir un plan de déplacement global à moyen/long terme** (10/30 ans) et de définir des **priorités** au regard de leur **soutenabilité budgétaire**.

## II – LA GESTION DU RÉSEAU INTERURBAIN CAR JAUNE

La Région est compétente pour exploiter et gérer le réseau Car Jaune depuis le 1er janvier 2017. Les enjeux de la politique régionale porteront principalement sur **l'augmentation de l'usage** du transport public, l'optimisation des **fréquences** sur le réseau et la **modernisation des infrastructures**. Le réseau Car Jaune est géré via un contrat de délégation de service public (DSP) qui s'achèvera fin mars 2025.

| INTITULE | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Mise en accessibilité points d'arrêts Car Jaune** | - | - | 1 000 000 | 800 000 |
| **Travaux gares routières et infrastructures réseau Car Jaune** | - | - | 750 000 | 350 000 |
| **Exploitation pôles d'échanges** | 200 000 | 200 000 | - | - |
| **Acquisition de matériels roulants pour la DSP Car Jaune** | - | - | 2 200 000 | 2 500 000 |
| **Réseau Car Jaune (subvention vers budget annexe transport)** | - | 36 142 500 | - | - |
| **Autres (gares routières – budget DGA PAT)** | 40 000 | 40 000 | 650 000 | 610 000 |
| **TOTAL** | **240 000** | **36 382 500** | **4 600 000** | **4 260 000** |

### A – La gratuité sur le réseau Car Jaune pour certains publics et développer la tarification interopérable

La mise en œuvre de la **gratuité** sur le réseau Car Jaune pour les publics les plus fragiles a démarré en 2022. En 2024, le bilan est très positif puisqu'un voyageur sur deux se déplace gratuitement sur le réseau régional.
Les publics concernés par la gratuité sont les étudiants, les demandeurs d'emploi, les personnes en situation de handicap, les personnes à mobilité réduite et leur accompagnant ainsi que les personnes âgées.
Une étude a été confiée à l'IDRM pour étudier les possibilités d'étendre cette gratuité à d'autres publics ainsi que l'impact financier pour la Région et les EPCI.

Par ailleurs, le développement de la **tarification régionale inter-réseaux** est à encourager au regard des attentes exprimées par les citoyens lors des Etats Généraux des Mobilités. En ce sens, un projet de Réuni'Pass journalier à 5€ valable sur l'ensemble des réseaux de l'île est actuellement porté par IDRM, et permettra de faciliter les déplacements des réunionnais.

## B – Mise en œuvre du projet d'évolution du réseau Car Jaune 2025-2031

Le projet Car Jaune 2025-2031, intégré au futur contrat de DSP à signer en 2025, vise à renforcer l'offre de transports en commun et à préparer la transition vers un réseau ferré régional pour améliorer les déplacements quotidiens et réduire la congestion routière à La Réunion.

Pour assurer cette transition, le réseau Car Jaune sera renforcé et restructuré, notamment à partir de 2025 dans les bassins Sud, Est et Ouest, avec une offre plus fiable et attractive. Les lignes structurantes évolueront à partir de 2026 vers un projet de car à haut niveau de service (CHNS) avec des voies dédiées, une flotte de véhicules spécifiques (car à étage) et une fréquence renforcée aux heures de pointe. Ce renfort d'offre s'accompagnera de nouveaux véhicules acquis par la collectivité et mis à disposition du délégataire. Les 83 premiers véhicules neufs seront mis en service dès le démarrage du contrat. En complément, l'intermodalité sera favorisée par l'installation de box à vélos dans les gares routières régionales et de porte-vélos sur certains véhicules.

La mise en œuvre du projet de Car à Haut Niveau de Service (CHNS) est une phase essentielle de l'évolution du réseau Car Jaune. Il vise à offrir une réelle alternative de déplacement en proposant un transport en commun plus rapide, fiable et capacitaire. Le CHNS desservira les principales agglomérations de l'île, reliant Saint-Paul à Saint-André en passant par Saint-Denis dès 2026, et s'étendra jusqu'à Saint-Pierre et Saint-Benoît en 2028. L'utilisation de voies réservées, couplée à une fréquence de passage toutes les 15 minutes en heure de pointe, permettra au CHNS d'éviter la congestion routière et de répondre aux besoins des usagers à bord de véhicules à double étage pouvant transporter jusqu'à 80 passagers.

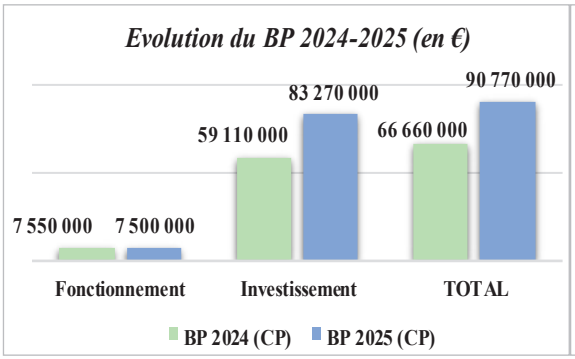
## C – Aménager les infrastructures du réseau Car Jaune et des gares routières régionales

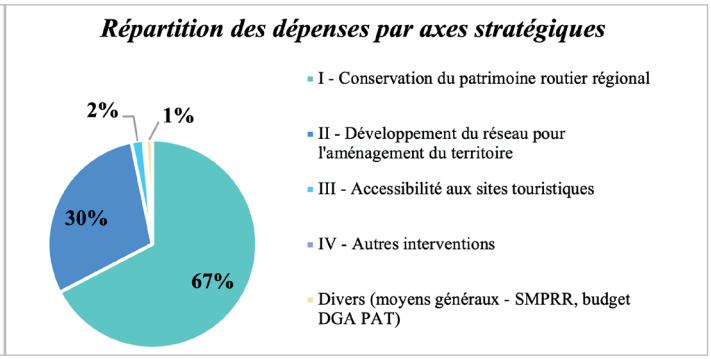
Outre la gestion du réseau de transport interurbain Car Jaune, la Région est également compétente pour la construction, l'aménagement et l'exploitation des gares routières. À ce titre, elle assure l'entretien et la maintenance des gares routières de Saint-Denis, Saint-Benoît et Saint-Pierre, du Pôle d'échanges de Duparc, ainsi que des 258 points d'arrêts desservis par le réseau Car Jaune.

Dans le cadre de l'amélioration du confort des usagers et de la mise en accessibilité de son réseau, la Région initiera en 2025 une première phase de travaux visant à aménager et rendre accessibles les points d'arrêt du réseau Car Jaune, certains ne disposant pas d'abris. En 2025, La Région poursuivra son diagnostic des arrêts existants dans le but d'aboutir à une programmation de travaux ainsi que la révision du Schéma directeur d'accessibilité des transports.

Par ailleurs, la Région poursuivra en 2025 ses actions de rénovation, d'aménagement et d'amélioration des gares, avec la mise en œuvre des projets suivants :
- Installation d'abris vélos sécurisés dans les gares routières de Saint-Denis et de Saint-Benoît, prioritairement destinés aux abonnés du réseau Car Jaune ;
- Rénovation et mise en accessibilité des quais de la gare routière de Saint-Denis ;
- Travaux de rénovation des gares de Saint-Benoît, Saint-Denis et Saint-Pierre ;
- Étude de faisabilité pour le raccordement des eaux usées de la gare routière de Saint-Denis au réseau d'assainissement public ;
- Étude de faisabilité de nouveaux pôles d'échanges, notamment ceux de Sainte-Thérèse au Port et de Bel Air à Sainte-Suzanne.

# MAINTENIR UN RÉSEAU ROUTIER NATIONAL À HAUT NIVEAU DE SERVICE




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/ AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **8 250 000** | **7 550 000** | **7 500 000** | **7 500 000** | **- 9,1 %** | **- 0,7 %** |
| **Investissement** | **72 400 000** | **59 110 000** | **74 070 000** | **83 270 000** | **2,3 %** | **40,9 %** |
| **TOTAL** | **80 650 000** | **66 660 000** | **81 570 000** | **90 770 000** | **1,1 %** | **36,2 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au réseau routier national se traduit par un budget de **81 570 000 € en AE/AP et à 90 770 000 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Conservation du patrimoine routier régional | 6 800 000 | 6 800 000 | 61 450 000 | 54 330 000 |
| II – Développement du réseau pour l'aménagement du territoire | - | - | 9 000 000 | 26 700 000 |
| III – Accessibilités aux sites touristiques | - | - | 3 000 000 | 1 700 000 |
| IV – Autres interventions | 200 000 | 200 000 | 320 000 | 150 000 |
| Divers (moyens généraux – SMPRR, budget DGA PAT) | 500 000 | 500 000 | 300 000 | 390 000 |
| **TOTAL** | **7 500 000** | **7 500 000** | **74 070 000** | **83 270 000** |

À ce jour, ce réseau se compose de 394 km de routes nationales, dont 115 km sont à 2X2 voies et 35 km à 2X3 voies, auxquelles il convient d'ajouter 97 km d'échangeurs, giratoires et bretelles, ce qui représente un total équivalent à près de **675 km de voiries**. Elles forment le réseau principal et structurant des routes de La Réunion et supportent plus de 70 % du trafic total de l'île.

Le programme des investissements prévus en 2025 vise à trouver un **équilibre entre développement** du réseau (opérations nouvelles, à engager ou à achever) et un indispensable effort de **conservation et de modernisation** du réseau existant.

Ces investissements **intègreront les aménagements en faveur des transports en commun mais aussi des aménagements en faveur du vélo** pour en rendre l'utilisation plus attractive et sécurisée.

Par ailleurs, la Région poursuivra des opérations de requalification et de sécurisation des routes, notamment la route des Plages, la route de Cilaos, la route des Laves, la route des Plaines ainsi que les routes forestières.

## I – CONSERVATION DU PATRIMOINE ROUTIER RÉGIONAL

Dans la continuité de la politique de renforcement des chaussées du réseau routier national, il est prévu de poursuivre d'une part, la réhabilitation des sections dégradées et, d'autre part, le maintien en état normal des chaussées actuelles ainsi que des ouvrages d'art. L'année à venir sera concernée par un ensemble d'opérations réparties sur tout le territoire régional. Cet **effort de conservation du patrimoine** reste nécessaire afin d'éviter sa dégradation, plus particulièrement celle des ouvrages d'art. Elle aurait en effet inévitablement pour conséquence de lourdes mais incontournables dépenses de réparation futures, voire des obligations de reconstruction, à plus ou moins long terme.

Ces dépenses ne bénéficiant malheureusement d'aucun concours financier extérieur, elles devront être hiérarchisées, priorisées et étalées dans le temps.

| INTITULE | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **RN - Entretien-exploitation du réseau** | 4 800 000 | 4 800 000 | 18 000 000 | 16 000 000 |
| **Dépenses support (revues de projets, BRGM, foncier…)** | - | - | 200 000 | 200 000 |
| **RN - Conservation du patrimoine (chaussées, OA, équipements)** | - | - | 25 000 000 | 13 000 000 |
| **Contribution au SMPRR** | 2 000 000 | 2 000 000 | 5 750 000 | 5 750 000 |
| **RN - Autres dépenses exploitation** | - | - | - | 2 000 000 |
| **Subvention aux communes** | - | - | 500 000 | 1 200 000 |
| **Modernisation du réseau (opérations DEER)** | - | - | 6 000 000 | 6 480 000 |
| **Opérations résilience du réseau (cofinancement FEDER)** | - | - | 6 000 000 | 9 700 000 |
| **TOTAL** | **6 800 000** | **6 800 000** | **61 450 000** | **54 330 000** |

### A – Maintenir en état les chaussées et les ouvrages d'art

Des opérations réparties entre les quatre micro-régions et sur l'ensemble des itinéraires, en fonction des priorités liées à l'état du réseau et des chaussées, sont régulièrement effectuées. Elles se poursuivront en 2025. Le programme pluriannuel de grosses réparations sur ouvrages d'art (étanchéité, couche de roulement) sera également poursuivi.

Le budget annuel d'exploitation doit permettre de maintenir en bon état au quotidien les 675 km du réseau routier et les ouvrages qui le composent afin de garantir la sécurité des usagers. Il permet également de répondre à des besoins de grosses réparations, pouvant être liés, pour certains, à des dégradations non prévisibles survenant lors de phénomènes exceptionnels (cyclones, fortes pluies, crues, grands éboulements...).

Cette politique d'entretien et d'exploitation du réseau est en partie assurée par l'intermédiaire du Syndicat Mixte du Parc Routier de La Réunion (SMPRR), dont la Région est membre.

### B – Sécuriser et fluidifier le réseau

La poursuite de la modernisation des outils de gestion et exploitation du réseau routier se poursuivra en 2025. Ainsi les travaux pour le déploiement d'équipements dynamiques sur RN (panneaux à messages variables (PMV), antenne Bluetooth) continueront à s'opérer en bénéficiant, pour certains d'entre eux, d'une aide de l'Union Européenne.

Une réflexion sera lancée afin de doter le réseau en équipements performants, notamment autour des grands chantiers à venir comme le réaménagement de la RN2 à Saint-Benoît, le second tronçon de la NRL, ou encore la déviation de Saint-Joseph.

Enfin, la sécurisation et la fluidification de certains axes, carrefours et échangeurs se poursuivront en études, en procédures et en travaux.

## II – DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU POUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La congestion routière pénalise aussi fortement l'économie de notre île. Les améliorations apportées à notre réseau s'inscrivent donc aussi dans un contexte de développement économique du territoire, notamment avec l'implantation de nouvelles zones d'activités, qu'il convient de desservir ou de plus anciennes, dont l'accès est aujourd'hui saturé et qui doit être amélioré.

| INTITULE | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|
| | AP | CP |
| **RN2 - Aménagement échangeur complet chemin Lagourgue à St-André** | 9 000 000 | 100 000 |
| **Autres échangeurs** | - | 2 300 000 |
| **RN5 - Sécurisation accès à Cilaos** | - | 15 500 000 |
| **RN1A – Aménagement échangeur Carosse et voie verte** | - | 8 500 000 |
| **Autres opérations de développement du réseau DID** | - | 300 000 |
| **TOTAL** | **9 000 000** | **26 700 000** |

### A – Aménager ou créer des échangeurs

Dans ce cadre, plusieurs échangeurs existants sur le réseau routier structurant à 2X2 voies font l'objet de réaménagement ou sont à créer sur différents secteurs de l'île. La desserte de nouvelles zones de développement économique sera aussi à envisager, en partenariat avec les aménageurs et les opérateurs économiques, des zones à desservir (définition technique des échanges, portage et financement des travaux...).

Par ailleurs, une opération est proposée pour 2025, pour la sécurisation et la fluidification de l'échangeur dénivelé de la RN1A avec le chemin Carosse à Saint-Gilles, pour y aménager un carrefour giratoire avec les voies communales, en lien avec l'aménagement de stationnements et d'une voie verte sur le délaissé existant côté mer entre Carosse et « Chic Escale ». Le coût de l'opération s'élève à 9,5 M€.

### B – Construire de nouveaux ponts

La construction de nouveaux ponts contribue également à améliorer l'efficacité du réseau ou à réduire les risques en cas de crues. C'est notamment le cas du projet de nouveau pont sur l'étang Saint-Paul.

Une concertation publique devra également être lancée sur l'ouvrage de la ravine du Gol à Saint-Louis en partenariat avec la ville. Le pont devra être reconstruit tout en maintenant l'ouvrage maçonné existant.

Par ailleurs, la question du devenir du pont béton aval de la RN1 sur la Rivière des Galets se posera en 2025, celui-ci étant fondé sur des appuis superficiels et pouvant menacer ruine, en cas de fortes crues et d'érosion en pied de pile d'ouvrage.

### C – Sécuriser l'accès au cirque de Cilaos (RN5)

La RN1005, qui assure la continuité de l'accès au cirque de Cilaos depuis 2018, reste fragile. Elle est composée d'ouvrages « fusibles » en cas de crue. Afin d'assurer, dans les meilleurs délais possibles, la pérennité de l'accès au cirque de Cilaos et aux différents îlets situés le long de la route, il est prévu, en remplacement des 2 ponts bailey existants au droit de l'îlet Furcy, la réalisation de deux ouvrages d'art définitifs dimensionnés pour une crue centennale (débit estimé à 3 000 $m^3/s$), avec raccordements à la RN1005 en contournement de l'îlet Furcy.

Ce nouveau projet estimé à 30 M€ en coût d'opération prévoit :

- la construction de 2 ouvrages d'art d'environ 90 mètres, sans appui en rivière, au vu des fortes contraintes hydrauliques du Bras de Cilaos, plus étroit dans ces secteurs ;
- la réouverture à la circulation du tronçon de la RN5 compris entre le « Bas du ruisseau » (à partir de l'intersection avec la RN1005) et « l'îlet Rond », avec, si nécessaire, quelques dispositifs contre les chutes de blocs à prévoir en falaise ;
- la démolition, après travaux, du tronçon de la RN1005 en aval de l'îlet Furcy qui ne serait plus utilisé ;
- le maintien du tronçon de la RN1005, entre les 2 nouveaux ouvrages d'art au droit de l'îlet Furcy.

L'abandon du projet initialement porté sur la section Les Aloès / îlet Furcy (projet de 6 km dont 4 km de voie nouvelle, travaux estimés à 130 M€) a été définitivement acté par la collectivité lors des comité technique (COTECH) et comité de pilotage (COPIL) tenus en août 2023, les études de ce projet d'envergure étant très complexes et longues à mener avec un point d'achoppement avec les services de l'État (DEAL) sur le volet paysages. Le nouveau projet s'inscrit dans un processus de mobilisation des fonds européens au titre du PO FEDER 2021-2027.

L'année 2024 aura permis d'optimiser les éléments du projet avec les services de l'Etat, et limiter au mieux les contraintes administratives et environnementales. Deux ponts modulaires ont été commandés en 2024, avec une pose prévue en 2025 dès l'obtention des autorisations nécessaires.

Enfin, des réflexions sont menées en parallèle en d'autres points de la RN5, et notamment sur les tunnels, ouvrages très limitants en gabarit pour l'accès au cirque, afin de rechercher des solutions d'amélioration à plus court terme, sans attendre un projet global de sécurisation qui sera inévitablement long à étudier, à concerter puis à mettre en œuvre, dans un contexte de très forts enjeux environnementaux et paysagers.
L'année 2025 verra le lancement des études préliminaires du tunnel de Gueule rouge (problème de visibilité, embouteillage régulier), projet pour lequel la collectivité a passé une convention de partenariat avec le CETU en 2024.

## III – ACCÈSSIBILITÉ AUX SITES TOURISTIQUES

L'objectif de ces opérations est d'améliorer l'image et l'attractivité touristique régionale, au travers d'aménagements divers (routes nationales, routes forestières, voies vélo...).

Cet axe implique aussi l'embellissement des itinéraires, la requalification et la valorisation de délaissés routiers ainsi que la sensibilisation des usagers sur le sujet des déchets. Cela reste en effet un réel problème au vu des volumes collectés le long de nos routes.

Certaines de ces actions peuvent bénéficier du soutien de l'Europe (VVR, routes forestières).

| INTITULE | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|
| | AP | CP |
| **Aménagement de pistes forestières** | 3 000 000 | 1 700 000 |
| **TOTAL** | **3 000 000** | **1 700 000** |

### A – Valoriser les itinéraires à fort enjeu touristique

Les opérations à mener concernent des itinéraires à plus forts enjeux touristiques notamment la RN5, route de Cilaos, seul axe routier desservant ce cirque (en partenariat avec la CIVIS et la mairie de Saint-Louis sur la section îlet Furcy et Mairie de Cilaos sur le tunnel de Gueule Rouge), la route des laves (RN2) et la route des plages (RN1A).

### B – Poursuivre l'aménagement des pistes forestières

La Région est compétente également pour l'aménagement de routes forestières, notamment celles à fort enjeu touristique principalement situées dans les Hauts (route du Volcan, route du Tévelave, route des Tamarins, route de la Plaine d'Affouches...). Ces opérations peuvent émarger au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Un nouvel élan doit être donné au projet d'aménagement de la Route du Volcan, après le recrutement d'un nouveau maître d'œuvre en charge des études nécessaires à l'ensemble des nouvelles procédures. Cette opération, qui consiste à réaménager le dernier tronçon, du Pas des Sables au parking du Pas de Bellecombe, se développe dans un espace particulièrement sensible (Plaine des Sables, Parc national, bien classé au Patrimoine mondial par l'UNESCO). La concertation et les études devront être reprises en vue du lancement des travaux dans le cadre du prochain programme FEADER.

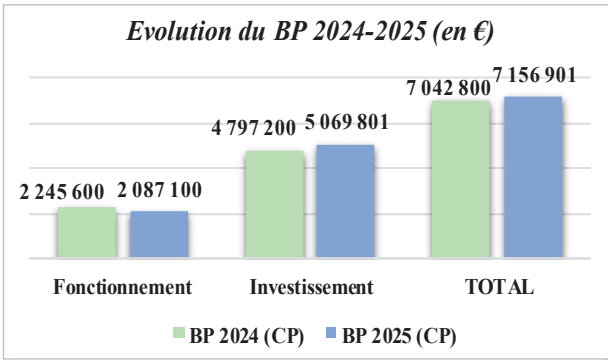
## IV – AUTRES INTERVENTIONS

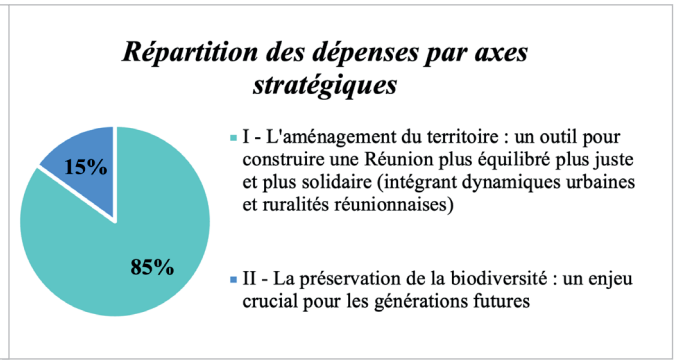
Il s'agit de dépenses liées à des opérations réalisées hors réseau routier, des opérations-supports ou de mesures d'accompagnement et qui nécessitent les crédits suivants :

| INTITULE | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Opérations support – mesures d'accompagnement** | 200 000 | 200 000 | 50 000 | 50 000 |
| **Maintien en état piste rivière des Galets** | - | - | 270 000 | 100 000 |
| **TOTAL** | **200 000** | **200 000** | **320 000** | **150 000** |



# POUR UN RÉÉQUILIBRAGE HARMONIEUX DU TERRITOIRE DANS LE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **2 118 300** | **2 245 600** | **2 280 000** | **2 087 100** | **7,6 %** | **- 7,1 %** |
| **Investissement** | **5 450 700** | **4 797 200** | **7 700 000** | **5 069 801** | **41,3 %** | **5,7 %** |
| **TOTAL** | **7 569 000** | **7 042 800** | **9 980 000** | **7 156 901** | **31,9 %** | **1,6 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au rééquilibrage harmonieux du territoire se traduit par un budget de **9 980 000 € en AE/AP et à 7 156 901 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – L'aménagement du territoire : un outil pour construire une réunion plus juste et plus solidaire | 1 256 500 | 1 063 600 | 6 800 000 | 4 521 801 |
| II – La préservation de la biodiversité : un enjeu crucial pour les générations futures | 1 023 500 | 1 023 500 | 900 000 | 548 000 |
| **TOTAL** | **2 280 000** | **2 087 100** | **7 700 000** | **5 069 801** |

La Réunion de demain doit être pensée et doit se construire dès aujourd'hui. En effet, l'enjeu est de pouvoir faire évoluer le territoire, planifier son aménagement pour qu'il réponde aux besoins essentiels et aux aspirations des réunionnais, liés aux nouveaux modes de vie, de consommer, de communiquer, de se déplacer.

Dans ce contexte la Région tient, à travers une de ses compétences premières qu'est l'aménagement du territoire, un rôle essentiel et un rôle fédérateur pour faire émerger et faire partager une vision de l'évolution du territoire, intégrant ces enjeux sociétaux et climatiques. L'aménagement de notre territoire et la construction de La Réunion de demain doivent pouvoir contribuer à rééquilibrer harmonieusement le territoire dans le respect de l'environnement, pour une île solidaire. L'aménagement du territoire réunionnais devra privilégier notamment l'espace rural dans toutes ses dimensions.

De plus, La Réunion fait partie des Hotspot de la biodiversité mondiale et le cœur du Parc National créé en 2007 couvre 42% du territoire. Cette richesse a permis de classer les « Pitons cirques et remparts » Patrimoine Mondial de l'Unesco en 2010. Le territoire est très riche en biodiversité avec un taux d'endémisme très élevé, mais celui-ci est restreint, sous pression de nombreuses menaces et de gestion des multiples usages.

Les priorités de la Région dans ce domaine se déclinent autour de deux axes :
- réussir la révision du SAR, conférer aux Hauts et à l'Est un caractère prioritaire, en soutenant la ruralité ;
- assumer pleinement toutes nos responsabilités dans l'agence régionale de la biodiversité et accélérer sa mise en œuvre opérationnelle.

## I – AMÉNAGER LE TERRITOIRE : UN OUTIL POUR CONTRUIRE UNE RÉUNION PLUS JUSTE ET PLUS SOLIDAIRE INTÉGRANT SIMULTANÉMENT LES DYNAMIQUES URBAINES ET LES RURALITÉS RÉUNIONNAIES

La Région détient, à travers une de ses compétences premières en aménagement du territoire, un outil essentiel de planification : le Schéma d'Aménagement Régional. Celui-ci fixe les orientations fondamentales à moyen terme en matière de développement durable, de mise en valeur du territoire, et de protection de l'environnement.

L'évaluation du SAR rendue en 2021 a démontré la nécessité de le mettre en révision au regard notamment de la persistance ou l'accentuation des déséquilibres sur le territoire (logement, déplacements, polarisation des activités, ...), combinée à d'importantes évolutions législatives et contextuelles récentes. Aussi, le Conseil Régional a décidé, par délibération du 22 novembre 2021, de mettre en révision générale le SAR 2011.

| INTITULE DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Réussir la révision du Schéma d'Aménagement Régional (SAR)** | 450 000 | 351 000 | 400 000 | 708 000 |
| **Contribuer au rééquilibrage harmonieux du territoire, en redonnant notamment à l'espace rural réunionnais toute sa place** | 715 000 | 597 100 | 6 380 000 | 3 559 850 |
| **Développer des outils au service de l'évaluation des politiques publiques d'aménagement du territoire** | 91 500 | 115 500 | 20 000 | 253 951 |
| **TOTAL** | **1 256 500** | **1 063 600** | **6 800 000** | **4 521 801** |

## A – Réussir la révision du Schéma d'Aménagement Régional (SAR)

### 1) La procédure de révision du SAR

En 2025, La Région poursuivra les travaux de révision du SAR, avec les AMO nouvellement choisies ainsi qu'avec les bureaux d'études déjà missionnées en 2022 pour la sécurisation juridique du document et l'appui au pilotage.
Les travaux se focaliseront plus particulièrement sur la rédaction des chapitres individualisés, la reprise du diagnostic, la rédaction des principes d'aménagement et du fascicule des règles, l'élaboration de la carte générale de destination des sols et l'analyse des incidences environnementales du projet.

### 2) Maintenir la trajectoire du Zéro Artificialisation Nette (ZAN)

En 2024, la commission d'élaboration du SAR - CESAR, telle que définie par l'article R 4433-7 du CGCT, s'est réunie pour présenter le projet de diagnostic et les orientations fondamentales ; l'avancement des principes d'aménagement et la trajectoire Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

La Conférence régionale de gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols – CRG ZAN a également été créée et a donné un avis sur la liste des Projets d'envergure nationale et européenne (PENE) proposés par le Ministère pour la Réunion. Elle doit se réunir une seconde fois pour donner un avis sur le projet de trajectoire ZAN territorialisée et la liste des Projets d'envergure régionale (PER).

Par ailleurs, la CESAR sera réunie à nouveau en 2025 afin de donner un avis sur le rapport, le fascicule des règles, les cartographies et les chapitres individualisés du document.

En septembre 2024, la Région a saisie l'Autorité Environnementale afin de disposer d'un cadrage environnemental. Ce cadrage a donné lieu à une mission de l'IGEDD et à la rédaction d'une note de cadrage.

En 2025, La Région poursuivra :
- son travail de concertation et son accompagnement des Communes et des EPCI en lien avec les élus régionaux pour la mise en compatibilité de leur document d'urbanisme avec le SAR en vigueur ;
- sa réflexion en lien avec le bilan issu de la consultation citoyenne (SARAVAN et Convention citoyenne) qui a eu lieu en 2024 ;
- la mise en conformité du document en lien la Conseillère d'Etat ;
- la procédure de révision du SAR par la mise en œuvre de la concertation réglementaire au titre du Code de l'Environnement.

### 3) Poursuivre la mise en œuvre et le suivi du SAR en vigueur

Le prochain SAR révisé remplacera le SAR actuel qui date de 2011 par un travail en étroite collaboration avec les communes et les EPCI.

En 2025, la Région interviendra pour :
- poursuivre le travail de mise à jour du SAR 2011 et du suivi des indicateurs environnementaux ;
- sa participation à diverses instances en lien avec les problématiques d'aménagement du territoire (cas notamment de la CDPENAF).

## B – Contribuer au rééquilibrage harmonieux du territoire, en redonnant notamment à l'espace rural réunionnais toute sa place

### 1) Mettre en place une instance de gouvernance de l'aménagement

Au regard de difficultés pour la mise en œuvre de projets d'aménagement et compte tenu que l'aménagement est une compétence partagée, les acteurs de l'aménagement souhaitent mettre en place une « Gouvernance de l'Aménagement » pour :
- aborder des politiques et des stratégies foncières ;
- identifier et optimiser des outils financiers pour la mise en œuvre de l'aménagement ;
- l'objectivation des situations de difficultés et la mise en commun des expertises et des moyens pour apporter des solutions ;
- adapter le cadre législatif et réglementaire au contexte local ;
- anticiper et accompagner des évolutions majeures : la mise en place du ZAN, l'adaptation au changement climatique, l'évolution démographique…

La Région dispose de participations au sein de plusieurs SEM (SEDRE, SEMAC, SODEGIS et SODIAC) et SPL (Maraïna, Avenir Réunion).

En 2025, la Région interviendra pour :
- définir une gouvernance des acteurs et projets d'aménagement à l'échelle régionale avec l'appui de l'Agorah (volet animation) ;
- entamer une réflexion sur la participation et les missions des SEM et SPL d'aménagement.

### 2) Contribuer au développement et à la structuration des Hauts et de l'espace rural réunionnais

La création d'un Comité stratégique des Hauts (COSH) en 2025, réunissant les partenaires historiques Etat/Région/Département, est envisagé ainsi que la constitution d'un observatoire des Hauts.

Parallèlement, à l'initiative du Territoire de l'Ouest, de ses communes, et de la Sous-préfecture de Saint-Paul, un GIP pour le cirque de Mafate est en projet de création. La Région, le Département ainsi que le PNR sont appelés à contribuer à ce GIP.

En 2025, la Région interviendra pour :
- accompagner le développement et l'évaluation des politiques publiques en faveur de ces territoires ruraux et des Hauts ;
- participer à la mise en place du Comité stratégique partenarial des Hauts ( COSH) ;
- soutenir les GALs (Groupe d'Action Locale) en veillant à la cohérence avec les fiches actions en cours d'élaboration avec celles du PO FEDER 2021-2027 ;
- contribuer au GIP Mafate en cours de constitution.

### 3) Contribuer à la structuration de la ville réunionnaise

Enfin, la Région poursuivra le suivi et le solde des projets engagés précédemment au titre du Plan Régional de Relance.

En 2025, la Région interviendra pour :
- contribuer et préciser son rôle en lien avec les programmes Petities Villes de demain et Action Cœur de Ville et ACV ;
- solder les dernières conventions actives du Plan Régional de Relance ;
- participer à l'opération de démarrage et de démonstration de l'Ecocité à Cambaie (Pôle vélo-glisse et village des initiatives).

### C – Développer des outils au service de l'évaluation des politiques publiques d'aménagement du territoire

La Région s'est dotée d'outils permettant d'observer l'évolution du territoire (plateformes ARCGIS, PIMANT, observatoire virtuel). Ces outils permettent d'accompagner les projets d'aménagement en apportant des éléments d'aide à la décision (production et analyse de données SIG, cartographies, Dashboard, simulation 3D de projets structurants) et de monter des projets d'aide au développement en coopération régionale (Madagascar, Comores).

Par ailleurs la Région a également été à l'initiative d'outils, devenus aujourd'hui des outils partenariaux comme la plateforme PEIGEO administré par l'AGORAH, et la station SEAS OI.

La Région contribue aussi au financement et au pilotage des missions socle de l'AGORAH, Agence d'urbanisme de La Réunion, comprenant notamment l'animation et le suivi des 10 observatoires de l'agence.

En 2025 la Région interviendra pour :
- poursuivre ses activités d'acquisition de données, de maintenance de ses équipements et de développement de ses applications et outils d'observation de l'évolution du territoire (Observatoire Virtuel de la Réunion, rencontres de la géomatique, ...) ;
- mettre en place un catalogue de ses données et poursuivre ses missions d'aides à la décision et à l'évaluation des politiques publiques régionales, notamment dans le cadre de la révision du SAR ;
- soutenir le programme d'actions de l'AGORAH ;
- finaliser et contribuer à l'évaluation de 2 projets de coopération régionale (PALM et SIG OI).

## II - LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ : UN ENJEU CRUCIAL POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

La loi du 08 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages confère la possibilité aux régions et à l'OFB de créer conjointement des Agences Régionales de la Biodiversité (ARB). Celle-ci doit couvrir l'ensemble des milieux et mettre en œuvre des actions s'inscrivant dans quatre registres au moins issus des missions de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), à l'exception des missions de police : Information, sensibilisation, éducation à l'environnement et au développement durable / Connaissance / Animation et appui des réseaux / Suivi et mise en cohérence des politiques publiques.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Accompagner l'Agence Régionale de la Biodiversité de l'île de La Réunion, pour coordonner les actions et asseoir une gouvernance adaptée** | 300 000 | 300 000 | - | - |
| **Élaborer une stratégie régionale de la biodiversité pour améliorer la connaissance et viser la reconquête des milieux naturels** | 10 000 | 10 000 | - | - |
| **Accompagner les acteurs du territoire** | 597 500 | 597 500 | 400 000 | 248 000 |
| **Contribuer à l'éducation et à la sensibilisation des citoyens** | 66 000 | 66 000 | - | - |
| **Mener des actions interne en faveur de la biodiversité** | 50 000 | 50 000 | 500 000 | 300 000 |
| **Mettre en œuvre les mesures compensatoires de la Nouvelle Route du Littoral** | - | - | - | - |
| **TOTAL** | **1 023 500** | **1 023 500** | **900 000** | **548 000** |

### A – Accompagner l'Agence Régionale de la Biodiversité de l'île de La Réunion, pour coordonner les actions et asseoir une gouvernance adaptée

L'Agence Régionale de la Biodiversité de l'île de La Réunion a été créée par arrêté préfectoral n°873 du 26 avril 2023, sous la forme d'un établissement public de coopération environnementale. Il constitue un outil intervenant sur les milieux terrestres, aquatiques et marins, et apporter une plus-value opérationnelle en matière de coordination, d'appui, et de mise en œuvre de la Stratégie Régionale pour la Biodiversité.

En 2025, la Région interviendra pour :
- apporter sa contribution financière à l'ARB de La Réunion ;
- participer aux instances de gouvernance, à la mise en place de l'équipe et à la préparation du plan d'action de la structure ;
- proposer un évènement régional de sensibilisation en faveur de la préservation de la biodiversité et du développement durable à destination du grand public.

### B - Élaborer une stratégie régionale de la biodiversité pour améliorer la connaissance et viser la reconquête des milieux naturels

La Stratégie Réunionnaise pour la Biodiversité (SRB) a été validée en octobre 2014 et sa mise en œuvre couvre la période 2013-2020. Cette stratégie comprend 6 axes tels que l'observation et la connaissance, la protection et la gestion de la biodiversité remarquable, ou encore la mise en œuvre de la Stratégie de lutte contre les espèces invasives.

En 2025, la Région interviendra pour :
- notifier le marché d'AMO pour l'élaboration de la nouvelle Stratégie Régionale de la Biodiversité, en cohérence avec les orientations de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité 2030, la Stratégie Nationale des Aires Protégées (SNAP) et la feuille de route régionale de planification écologique ;
- réaliser le bilan de la Stratégie Réunionnaise pour la Biodiversité et de la Stratégie de Lutte contre les Invasives en s'appuyant sur les travaux menés lors de la mission de préfiguration de l'ARB et dans le cadre de la territorialisation de la stratégie nationale des aires protégées ;
- élaborer conjointement avec le CBNM (Conservatoire Botanique National de Mascarin) la feuille de route de la stratégie de conservation de la flore et des habitats de La Réunion qui sera intégrée à la révision de la SRB.

### C - Accompagner les acteurs du territoire

La Région est membre de plusieurs structures (GIP Réserve Nationale Marine de La Réunion, GIP Réserve Nationale Naturelle de l'Étang Saint-Paul, Parc National de La Réunion, ARB, associations...) qu'elle accompagne dans la définition de leurs objectifs annuels ou encore en cofinançant des actions sur fonds propres et/ou en mobilisant les crédits du FEDER. La Région est également membre de diverses instances auxquelles elle participe aux travaux (Comité Eau Biodiversité, Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel de La Réunion, ...).

En 2025, la Région interviendra pour :
- poursuivre le lancement d'appels à manifestation d'intérêt mobilisant le FEDER ;
- soutenir les actions de préservation de la biodiversité et de sensibilisation/éducation au développement durable, définies par les cadres d'intervention en cours d'élaboration ;
- co-piloter le programme « Territoires engagés pour la nature » avec l'OFB (Office Français de la Biodiversité) et l'ARB.

## D – Contribuer à l'éducation et à la sensibilisation des citoyens

L'éducation et la formation au développement durable, la sensibilisation des citoyens permet de faire évoluer les comportements et modes de vies faces aux défis du développement durable. En 2022, une convention cadre a été signée par l'Etat, le Rectorat, la Région, le Département pour l'éducation au développement durable à La Réunion 2022-2030.

En 2025, la Région interviendra pour :
- poursuivre la mise en œuvre d'actions relatives à l'éducation au développement durable (exemple : semaine européenne du développement durable) et particulièrement en faveur de la biodiversité, dans le cadre d'une démarche transversale en interne, et en lien avec les partenaires ;
- réduire l'impact écologique de la collectivité (tri des déchets et notamment déchet organique, incitation à l'abandon des bouteilles en plastiques ...).

## E – Mener des actions interne en faveur de la biodiversité

La Région Réunion se doit d'être exemplaire et élabore chaque année un rapport sur sa situation en matière de développement durable en tenant compte des politiques internes et des politiques publiques menées. Une attention particulière sera portée sur les forêts et espaces régionaux ainsi que sur la poursuite de la démarche transversale d'aménagement des lycées pour tendre vers des lycées « vertueux et résilients ».

Un travail transversal a été mené en 2024 pour amplifier le réaménagement des cours de lycées : désimperméabilisassions, lutte contre les îlots de chaleur, éradication des espèces invasives et replantation d'arbres indigènes ou exotiques non envahissants, amélioration du mobilier et des espaces ombragés, etc. L'objectif est d'améliorer la qualité des cours de Lycées « Oasis » et d'améliorer le confort et cadre de vie des élèves en les associant au projet afin qu'ils se réapproprient leur espace. Le lycée Amiral Lacaze (St Denis) a été réaménagé, les lycées Bel Air (St Denis) et Jean-Claude Fruteau (St Benoit) sont en démarrage et le réaménagement du lycée Moulin Joli (La Possession) est en cours d'étude.

Un cahier des charges a été établi avec un marché qui sera lancé en 2024 pour réaliser l'inventaire des forêts régionales ainsi que proposer des modalités de gestion de ces espaces : lutte contre les espèces invasives, replantations d'espèces indigènes et endémiques, valorisation des espaces.
Propriétaire d'environ 1336 hectares de forêt et plus de 16 hectares d'espaces boisés au droit de ses sites patrimoniaux, la Région Réunion a conscience des enjeux liés à la conservation de la biodiversité, notamment sur sa propriété. De ce fait, la Région ambitionne d'approfondir les connaissances sur les forêts et sites patrimoniaux qu'elle possède, afin d'assurer leur gestion et leur valorisation sur le long terme.

En 2025, la Région interviendra pour :
- élaborer un inventaire de l'état des forêts régionales dans une perspective de préservation des espèces indigènes, endémiques et de lutte contre les espèces exotiques envahissantes et renforcer les actions d'entretien des forêts notamment avec l'Office National des Forêts ;
- réaliser un inventaire floristique des espaces régionaux (MOCA, ex-ARDA et MADOI) et valoriser ces espaces dans une perspective de préservation de la biodiversité et de lutte contre les espèces exotiques envahissantes ;
- poursuivre la démarche engagée vers des lycées « vertueux et résilient » intégrant une approche de confort thermique, d'économie d'énergie, de production d'énergie renouvelable, de promotion de la mobilité douce et électrique, de valorisation de la biodiversité sur les espaces extérieurs, de recyclages et valorisation des déchets ainsi que de la réutilisation des eaux de pluies.

## F – Mettre en œuvre les mesures compensatoires de la Nouvelle Route du Littoral

La Région poursuit la mise en œuvre des mesures compensatoires de la Nouvelle Route du Littoral localisées hors du périmètre direct de l'opération et s'inscrivant au sein de problématiques générales de préservation de la biodiversité à l'échelle de l'île.

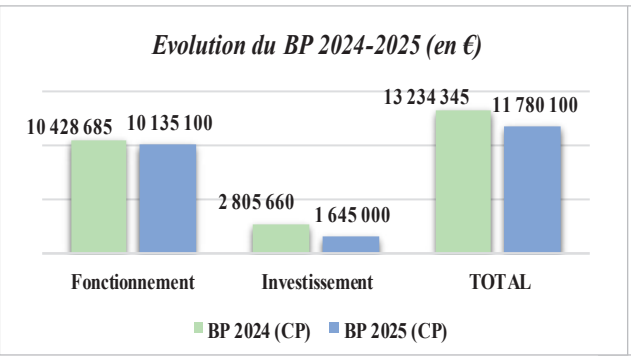
La mesure de quiétude pour les mammifères marins a été menée à son terme, l'étude sur la lutte biologique contre la liane papillon a été relancée et le soutien à l'effort de soin des oiseaux marins renouvelé. De même le cahier des charges pour la réalisation d'une aire marine protégée a été rédigé pour lancement de la phase de consultation et les études pour l'acquisition de terrains sur le plateau Malheur en vue de restauration écologique est en cours.

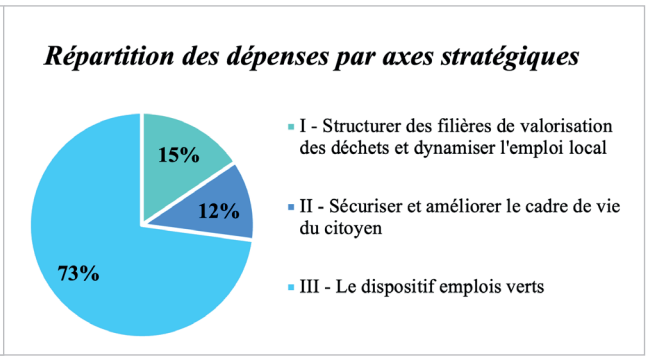
En 2025, la Région interviendra pour :

- mettre en œuvre des actions des Plans Directeurs de Conservation (PDC) et Plans Nationaux d'Actions en faveur des mammifères marins, des espèces végétales remarquables de la falaise littorale et des oiseaux marins ;
- poursuivre l'étude de faisabilité pour la création d'une zone de protection d'habitats remarquables en bordure du littoral réunionnais ;
- installer des gîtes artificiels pour la nidification des oiseaux marins et leur préservation vis-à-vis des prédateurs ;
- continuer les études d'approfondissement des connaissances sur les moyens de lutte contre la liane papillon.



# POUR UNE POLITIQUE DE TRAITEMENT DES DÉCHETS RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT, UNE SÉCURISATION ET UNE AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE DU CITOYEN




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **10 319 985** | **10 428 685** | **10 700 100** | **10 135 100** | **3,7 %** | **- 2,8 %** |
| **Investissement** | **1 586 000** | **2 805 660** | **1 356 000** | **1 645 000** | **- 14,5 %** | **- 41,4 %** |
| **TOTAL** | **11 905 985** | **13 234 345** | **12 056 100** | **11 780 100** | **1,3 %** | **- 11,0 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées aux traitement des déchets se traduit par un budget de **12 056 100 € en AE/AP et à 11 780 100 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Structurer des filières de valorisation des déchets et dynamiser l'emploi local | 1 010 000 | 995 000 | 300 000 | 839 000 |
| II – Sécuriser et améliorer le cadre de vie du citoyen | 810 100 | 810 100 | 806 000 | 556 000 |
| III – Le dispositif emplois-vert | 8 880 000 | 8 330 000 | 250 000 | 250 000 |
| **TOTAL** | **10 700 100** | **10 135 100** | **1 356 000** | **1 645 000** |

Il s'agit d'intervenir à trois niveaux : produire sobrement, via l'éco-conception notamment, optimiser et allonger l'usage, via l'économie du partage, le réemploi par exemple, et en dernier lieu préserver la matière grâce au compostage ou au recyclage.

Du fait de son caractère insulaire tropical dans la zone Sud-Ouest de l'Océan Indien, La Réunion est un territoire particulièrement exposé aux effets du changement climatique longtemps annoncés et aujourd'hui avérés. Cela représente un défi majeur pour La Réunion, qui doit mettre en place des stratégies d'adaptations pour faire face à ces enjeux.

Enfin, il est important de préserver les ressources, notamment les ressources en eau, afin de permettre la distribution d'une eau de qualité aux usagers, de réduire les pertes et les consommations.

Les priorités de la Région dans ce domaine se déclinent autour de deux axes :
- Mettre en œuvre un plan « zéro déchet » à l'horizon 2030, développer et sécuriser le fonctionnement des filières de l'économie circulaire à travers l'élaboration d'un plan régional d'actions en faveur de l'économie circulaire (PRAEC) ;
- Sécuriser et améliorer le cadre de vie du citoyen, en prévenant les risques et en distribuant une eau de qualité.

## I - STRUCTURER DES FILIÈRES DE VALORISATION DES DÉCHETS ET DYNAMISER L'EMPLOI LOCAL

La loi NOTRe de 2015 confère aux régions la compétence en matière de planification des déchets avec l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), qui comprend un Plan d'Actions Régional en faveur de l'Economie Circulaire (PRAEC). Ce plan unique couvre l'ensemble du territoire et l'ensemble des déchets (déchets ménagers et assimilés, déchets d'activités économiques, déchets du BTP, déchets dangereux).

La Région a un rôle de coordination de l'ensemble des actions entreprises tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés en vue d'assurer la réalisation des objectifs qui auront été définis dans le Plan (horizon de 6 ans et à 12 ans).

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, la Région accompagne la création et la structuration des entreprises pour le développement de l'économie circulaire, notamment par la mobilisation des fonds du FEDER.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Animer le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD)** | - | - | 100 000 | 450 000 |
| **Animer le PRAEC** | - | - | - | 200 000 |
| **Accompagner et solliciter les acteurs publics et privés pour promouvoir la prévention et le traitement des déchets** | 1 010 000 | 995 000 | 200 000 | 189 000 |
| **TOTAL** | **1 010 000** | **995 000** | **300 000** | **839 000** |

## A – Animer le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD)

La gestion des déchets sur l'île est préoccupante et la nouvelle dynamique engagée depuis 2021 a permis d'approuver le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) par délibération de l'assemblée plénière du Conseil Régional le 28 juin 2024.
Il s'agit d'un plan unique qui concerne tous les types de déchets, couvre l'ensemble du territoire et tient compte du respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets.

Les travaux d'animation ont été repris fin 2022, par la tenue des réunions d'animation du PRPGD, avec les EPCI, les syndicats mixtes de traitement des déchets (ILEVA et SYDNE) et les acteurs de la gestion des déchets des activités économiques pour mettre en œuvre la stratégie de prévention et de traitement des déchets. En parallèle, une étude relative à la création d'une Installation de Stockage des Déchets Dangereux a été mise en œuvre.

Le projet de plan intègre les objectifs ambitieux fixés par la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Il s'agit de réduire de 15% la production de déchets ménagers et assimilés, d'atteindre 60% de réutilisation ou recyclage (en 2030 par rapport à 2010) et de réduire drastiquement leur enfouissement en 2035 (10% des déchets ménagers et assimilés produits admis en installation de stockage).

Dans le cadre de la mise en œuvre du PRPGD, des filières prioritaires ont été identifiées particulièrement les biodéchets et les déchets dangereux :
- Pour les biodéchets, il s'agit de coordonner les actions de prévention et de gestion sur le territoire en lien avec les acteurs compétents et de rendre la Région Réunion exemplaire en animant la prévention, la collecte et la valorisation des biodéchets sur ses propres sites, notamment les biodéchets produits par les lycées.
- Pour les déchets dangereux, les priorités d'action sont : amiante, batteries (plomb, lithium-ions), déchets diffus, et l'étude approfondie sur la création d'une Installation de Stockage des Déchets Dangereux dont les conventions de financement, de groupement de commande et cahiers des charges ont été élaborés et validés en 2024.

En 2025, la Région interviendra pour :
- défendre le PRPGD contre le recours contentieux déposé par le SYDNE ;
- lancer l'étude sur l'ISDD (Installation de Stockage des déchets Dangereux) par la participation à un groupement de commandes avec les syndicats de traitement des déchets et une convention partenariale avec l'Etat ;
- œuvrer pour structurer une filière sur les biodéchets à l'échelle de l'île, en complément des actions des acteurs compétents en matière de prévention et de collecte, en favorisant les échanges d'expériences entre les différents acteurs ;
- mettre en place un groupe de travail de concertation sur la prévention et la réduction des déchets, en lien avec les EPCI/SMTD en mutualisant les plans de communication
- poursuivre des échanges avec les acteurs pour optimiser la collecte (encourager l'installation de bornes de collectes enterrées et d'apports volontaires) ;
- suivre et animer la filière sur les déchets dangereux, en favorisant les échanges pour permettre l'export de batteries ainsi que la mise en place de la nouvelle REP, en permettant de mieux connaître le gisement d'amiante ;
- réunir à nouveau la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi pour faire un bilan annuel de la prévention et de la gestion des déchets et un point d'avancement du plan ;
- suivre l'Observatoire réunionnais des déchets porté par l'AGORAH.

## B – Animer le PRAEC

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) comprend un plan d'actions régional en faveur de l'économie circulaire (PRAEC). Celui-ci permettra d'identifier les actions pour les filières locales et d'orienter les appels à projets.

En 2025, la Région interviendra pour :
- accompagner la création et la structuration d'entreprises et autres acteurs (associations, coopératives, etc.) en lien avec la Direction FEDER Entreprise et la Direction Économie, en recentrant son aide sur les études de faisabilité qui seront accessibles à un large éventail d'entreprises ;
- préparer un nouvel appel à projet commun Région-ADEME pour soutenir les initiatives en faveur de l'économie circulaire ;
- suivre la mise en œuvre des actions du PRAEC, en favorisant les initiatives des filières dites à Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) et notamment la filière PMCB (Produits, Matériaux et Composants de Bâtiment) ;
- renouveler l'adhésion au Cluster GREEN (Gestion Régionale des Entreprises Engagées pour l'Environnement) et à l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC) ;
- mettre en place des actions de sensibilisation pour démocratiser l'économie circulaire, en établissant une cartographie des acteurs et en recensant les bonnes pratiques.

### C - Accompagner et solliciter les acteurs publics et privés pour promouvoir la prévention et le traitement des déchets

La Région accompagne les acteurs publics et privés à plusieurs niveaux :
- La Région est membres des deux Syndicats Mixtes de Traitement des Déchets (ILEVA et SYDNE) et contribue à leur frais de fonctionnement, en tenant compte de la part de la population concernée ;
- La Région soutien l'animation des filières du BTP (CER BTP), des déchets agricoles non organiques et organiques (Eco-agri Réunion, Chambre d'Agriculture) et contribue au suivi du programme d'actions de l'observatoire réunionnais des déchets (AGORAH) ;

En 2025, la Région interviendra pour :
- lancer des AMI FEDER sur la Gestion et valorisation des déchets ménagers, sur la transformation des déchets verts (et biodéchets) ;
- apporter une contribution à l'animation des filières du BTP et des déchets agricoles, ainsi qu'à l'observatoire des déchets ;
- contribuer, aux frais administration des deux syndicats mixtes de traitement des déchets.

## II - SÉCURISER ET AMÉLIORER LE CADRE DE VIE DU CITOYEN

La collectivité régionale s'engage d'ores et déjà dans la réponse régionale au changement climatique en se positionnant sur la stratégie du territoire au travers le Schéma d'Aménagement Régional en cours de révision, en mobilisant des aides en tant qu'Autorité de gestion du FEDER du PO 2021/2027 et enfin, pour mettre en place sur le territoire de nouveaux outils de connaissance et de coordination des acteurs locaux pour faire face aux défis et enjeux qui se posent.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Prévenir les risques pour contribuer à la sécurité des citoyens** | 700 000 | 700 000 | 506 000 | 406 000 |
| **Distribuer une eau de qualité et surveiller l'air ambiant, pour préserver la santé des citoyens** | 110 100 | 110 100 | 300 000 | 150 000 |
| **TOTAL** | **810 100** | **810 100** | **806 000** | **556 000** |

## A - Prévenir les risques pour contribuer à la sécurité des citoyens

LLa Réunion est soumise à divers risques naturels (cyclones, inondations, mouvements de terrain, submersions marines, éruptions volcaniques, ...) et au risque requin.

L'élévation du niveau des mers qui peut avoir des conséquences graves pour les zones côtières de l'île (inondations, érosion du trait de côte, salinisation des masses d'eau littorales...) et une modification de la météorologie pourrait se traduire notamment par une intensification des phénoménologies climatiques opérants sur le bassin Sud de l'Océan Indien et une modification à la hausse de la fréquence et des intensité des épisodes de sècheresse, impactant directement la ressource en eau, la biodiversité, et augmentant significativement les risques feux de forêts.

De fait, le changement climatique représente un défi majeur pour La Réunion, qui doit mettre en place des stratégies d'adaptations pour faire face à ces enjeux. La Région a co-organisé en 2023 avec l'Etat les
3e assises régionales des risques naturels, l'occasion de mobiliser tous les acteurs et de lancer de nouvelles initiatives comme la création d'un Groupe Régional d'Experts sur le Climat (GREC). La convention de l'observatoire du littoral a été signée en 2024. S'agissant du risque inondation, la Stratégie Locale de Gestion des Risques Inondation pour la période 2022-2027 identifie 7 Territoires à Risque Important (TRI) pour lesquels 7 Programmes d'Actions de Prévention contre les Inondations (PAPI) ont été contractualisés.

Dans le cadre de la révision du Schéma Régional d'Aménagement, une étude sur l'adaptation au changement climatique est prévue pour alimenter ce document qui en constituera un chapitre spécifique.

S'agissant du risque requin, la Région est membre du GIP Centre Sécurité Requin, créé en 2016, qui a pour objet de conduire et d'accompagner toutes actions tendant à la réduction du risque requin à La Réunion. La Région souhaite encourager un audit du dispositif Vigie Requin Renforcé porté par la Ligue de Surf et œuvrer afin que le GIP CSR pilote la mise en œuvre de ce dispositif dans le cadre de ses missions.

En 2025, la Région interviendra pour :
- installer et accompagner la mise en œuvre d'un Groupe Régional d'Experts sur le Climat (GREC) à La Réunion ;
- contribuer à la réalisation d'une étude sur la stratégie régionale d'adaptation au changement climatique et d'une carte de vulnérabilité du territoire ;
- accompagner les actions stratégiques de l'Observatoire du littoral ;
- accompagner les actions d'adaptation à l'évolution du trait de côte en appui de la Direction FEDER et en cohérence avec le prochain Contrat de convergence territorial ;
- contribuer à la révision du schéma de prévention des risques naturels de La Réunion 2018-2022 ;
- poursuivre le programme de gestion des risques d'inondation (PGRI), en soutenant des actions de prévision, de prévention et de protection (fiche action 2.4.1 du PO FEDER) ;
- contribuer à une démarche de contractualisation avec Institut Physique du Globe de Paris (IPGP) / Observatoire Volcanologique du Piton de la Fournaise (OVPF) ;
- apporter sa contribution au GIP Centre Sécurité Requin pour la gestion du risque requin et à la Ligue de Surf (dispositif Vigies Requins Renforcés) pour lequel La Région rappelle le souhait exprimé en 2022 d'un transfert du dispositif au GIP, et en en réduisant progressivement la contribution de la région.

## B - Distribuer une eau de qualité et surveiller l'air ambiant, pour préserver la santé des citoyens

Le Plan Eau DOM à La Réunion vise à accompagner les collectivités compétentes dans l'amélioration des services rendus en matière d'eau potable et d'assainissement. Il permet de renforcer la gouvernance des collectivités avec un mode de contractualisation pluriannuel dit « contrat de progrès » (ils ont été signés par les 5 EPCI en 2020).

S'agissant de la préservation de la santé des citoyens, la Région contribue au financement des équipements de surveillance de la qualité de l'air de l'ATMO Réunion et participe à la mise en œuvre d'actions du Plan Régional Santé Environnement (PRSE 3).

En 2025, la Région interviendra pour :
- soutenir la création et l'extension d'usines de potabilisation de l'eau (de plus de 5 000 équivalents/habitants), contribuer à limiter les fuites dans les réseaux d'eau pour économiser la ressource en eau, réaliser des stations de traitement des eaux usées (fiches actions du PO FEDER 2021-2027) ;
- mettre en place un dispositif d'aide pour le stockage de l'eau pluviale chez les particuliers ;
- soutenir les investissements d'ATMO Réunion.

## III – LE DISPOSITIF EMPLOIS-VERTS

Les travaux commencés en 2024 pour le dispositif Emplois-verts se poursuivront en 2025 avec des actions visant à améliorer et enrichir le programme, afin de mieux répondre aux besoins du territoire et de l'emploi. Une avancée importante est la signature prochaine d'une Convention d'Objectifs Annuels et de Moyens (CAOM) avec le Préfet de La Réunion, prévue pour début 2025. Cette convention facilitera la prescription des PEC, simplifiera les démarches administratives et sécurisera les processus.

En parallèle, une étude qualitative du dispositif sera réalisée en 2025 par un prestataire extérieur pour évaluer et optimiser son efficacité. La cartographie des risques de probité, commencée en 2024, sera finalisée à la fin de l'année pour renforcer la transparence et la gestion du programme.

Ces initiatives visent à rendre le dispositif Emplois-verts plus performant, innovant et adapté aux besoins.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Valoriser les sites touristiques grâce au dispositif Emplois-verts** | 8 630 000 | 8 080 000 | 250 000 | 250 000 |
| **Valoriser le dispositif, les acteurs et les réalisations** | 100 000 | 100 000 | - | - |
| **Construire un parcours d'insertion pour les Emploi-Verts** | 50 000 | 50 000 | - | - |
| **Développer la lutte antivectorielle et la lutte contre les espèces invasives** | 100 000 | 100 000 | - | - |
| **TOTAL** | **8 880 000** | **8 330 000** | **250 000** | **250 000** |

### A – Valoriser les sites touristiques grâce au dispositif Emplois-verts

Le projet de renforcer le dispositif Emplois Verts vise la promotion de La Réunion comme une destination touristique de premier plan, et l'amélioration de la qualité de vie des réunionnais. Le dispositif s'appuie sur plusieurs orientations stratégiques :
- Le soutien adapté aux associations pour garantir leur viabilité et leur impact durable ;
- L'orientation des actions vers les sites à fort impact touristique ;
- La mise en valeur du foncier et des forêts régionales pour soutenir la biodiversité.

Par ailleurs, des mesures supplémentaires seront mises en place pour :
- Les encadrants techniques : analyse de la prise en compte de la hausse du SMIC et de l'inflation, assurer une meilleure reconnaissance de leur travail (...) ;

- La prise en charge des équipements de protection individuelle (EPI) : à partir de 2025, la collectivité assumera la charge financière liée à l'achat des équipements de protection individuelle ;
- La révision du cadre d'intervention du dispositif.

### B - Valoriser le dispositif, les acteurs et les réalisations

En 2025, la collectivité régionale renforcera les efforts initiés en 2024 pour valoriser le dispositif Emplois Verts, en mettant l'accent sur la visibilité et la reconnaissance des contributions des acteurs du programme (exposition dédiée aux portraits des femmes Emplois Verts, des panneaux signalétiques de qualité et uniformes, une communication grand public).

### C - Construire un parcours d'insertion pour les Emploi-Verts

Au premier semestre 2025, la collectivité régionale organisera un salon de la formation dédié aux bénéficiaires des contrats aidés Emplois Verts : formations diplômantes et certifiantes, job dating, rencontres avec les entreprises locales, opportunités d'emploi et un catalogue de formations spécifique.

En parallèle, une réflexion sera menée par la Région dont la finalité serait de proposer des formations adaptées aux bénéficiaires des PEC Emplois Verts. Ce projet vise à combler les lacunes éventuelles en compétences de base, tout en renforçant leur employabilité à long terme.

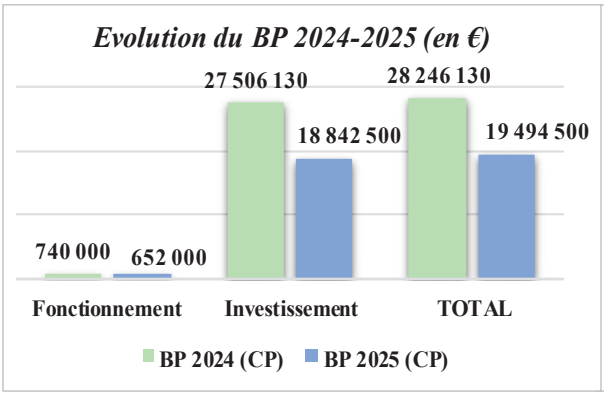
### D - Développer la lutte antivectorielle et la lutte contre les espèces invasives

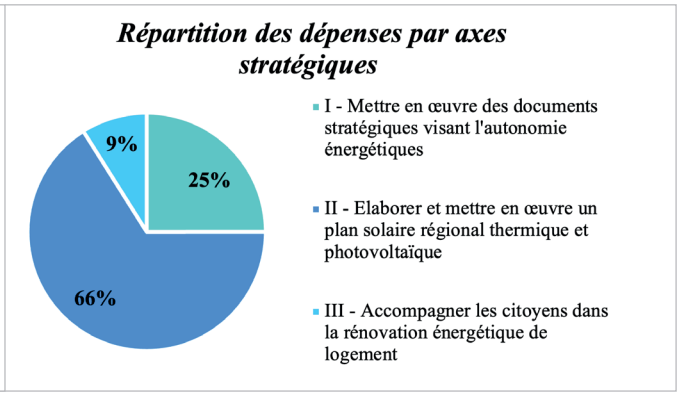
En 2021, la Région Réunion a demandé à la préfecture de réactiver le GIP LAV. Depuis, notre collectivité participe aux différents comités stratégiques sur le sujet. Elle porte une attention particulière à la situation épidémiologique de l'île, et est prête et volontaire pour toute action coordonnée en cas de crise.

En 2025, la collectivité régionale mènera une réflexion autour de la mobilisation de ses ressources sur des sujets tels que la formation des PEC Emplois verts et encadrants techniques à la LAV avec l'Agence Régionale de Santé (ARS), ou encore la mise à disposition des PEC Emplois Verts pour la lutte antivectorielle en cas d'épidémie.



# ATTEINDRE L'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **400 000** | **740 000** | **426 000** | **652 000** | **6,5 %** | **-11,9 %** |
| **Investissement** | **30 750 000** | **27 506 130** | **20 755 000** | **18 842 500** | **- 32,5 %** | **- 31,5 %** |
| **TOTAL** | **31 150 000** | **28 246 130** | **21 181 000** | **19 494 500** | **- 32,0 %** | **- 31,0 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au développement de l'autonomie énergétique se traduit par un budget de **21 181 000 € en AE/AP et à 19 494 500 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Mettre en œuvre des documents stratégiques visant l'autonomie énergétique | 426 000 | 652 000 | 5 015 000 | 4 218 500 |
| II – Élaborer et mettre en œuvre un plan solidaire régional thermique et photovoltaïque | - | - | 12 920 000 | 12 880 300 |
| III – Accompagner les citoyens dans la rénovation énergétique de leur logement | - | - | 2 820 000 | 1 743 700 |
| **TOTAL** | **426 000** | **652 000** | **20 755 000** | **18 842 500** |

L'île de La Réunion reste encore très dépendante de l'importation d'énergie fossile avec un taux de dépendance énergétique de 88,6% en 2023. En tant que Zone Non Interconnectée (ZNI) à un réseau continental d'électricité, des dispositions particulières s'appliquent, avec notamment la co-élaboration par l'État et la Région Réunion d'une Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) distincte de celle nationale. Celle-ci fixe les priorités de territoire en matière énergétique et a été approuvée en avril 2022 pour la période 2019-2028.

La part des énergies renouvelables augmente fortement dans le mix électrique à 56,6% en 2023 (contre 37,7% en 2022 et 28,2% en 2021). Cela varie en fonction des conditions climatiques qui influent sur la quantité de bagasse et sur l'hydraulique mais aussi avec la conversion progressive des centrales thermiques à la biomasse qui sera achevée d'ici fin 2024.

La volonté de la mandature est d'assurer une souveraineté énergétique durable pour l'île qui poursuit sa transition démographique et comptera un million d'habitants dans 20 ans, et considère l'objectif d'autonomie énergétique comme le fil rouge. Cette autonomie énergétique intègre tous les champs énergétiques du territoire : la mobilité, l'électricité ou la chaleur. Cette souveraineté énergétique durable de La Réunion, elle suppose que les ressources énergétiques utilisées pour l'ensemble des usages soient tout à la fois renouvelables et locales.

Les priorités de la Région dans ce domaine se déclinent autour de 4 axes :
- Accélérer l'autonomie énergétique en amplifiant les actions en faveur de la transition énergétique, tout en contribuant à la relance de l'économie ;
- Développer le mix énergétique en s'appuyant sur une instance partenariale de gouvernance et en développant les filières correspondant au mix énergétique (solaire, en particulier le photovoltaïque, éolien, hydraulique, biomasse, géothermie, énergies marines, ...) ;
- Déployer un plan solaire régional ambitieux pour La Réunion en transformant les toitures de l'île en « toits solaires thermiques et électriques » sur la base de technologies matures et disponibles ;
- Contribuer à la sobriété et à la rénovation énergétique à travers le programme du Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique (SARé) .

## I – METTRE EN ŒUVRE DES DOCUMENTS STRATÉGIQUES VISANT L'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE

La Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) s'inscrit dans une perspective de mix électrique 100 % énergies renouvelables dès 2024. Ses objectifs s'appuient sur des ambitions de réduction de la consommation d'énergie, sur la substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables pour la production d'électricité, également sur un développement très ambitieux de la production d'énergies renouvelables notamment dans le solaire (photovoltaïques). Une impulsion forte sera également donnée à la filière hydrogène et pour développer les filières géothermie et éolien off-shore. La révision de cette Programmation doit permettre de poursuivre la transition énergétique à l'horizon 2033 en renforçant la part des énergies locales matures et en s'inscrivant dans une stratégie d'autonomie à l'horizon 2050.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Poursuivre la mise en œuvre de la PPE** | 26 000 | 25 000 | - | - |
| **Suivre les résultats des actions menées avec les outils de la gouvernance de l'énergie** | 300 000 | 463 000 | - | - |
| **Soutenir les énergies renouvelables locales** | 100 000 | 164 000 | 5 015 000 | 4 218 500 |
| **TOTAL** | **426 000** | **652 000** | **5 015 000** | **4 218 500** |

### A – Poursuivre la mise en œuvre de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie et travailler à sa révision en l'inscrivant dans une stratégie d'autonomie à horizon 2050, en s'appuyant sur la gouvernance de l'énergie

La PPE révisée pour la période 2019-2028 approuvée par décret du 20 avril 2022, fixe les priorités d'action des pouvoirs publics pour la gestion de l'ensemble des formes d'énergie sur le territoire, et s'inscrit dans une trajectoire vers l'autonomie énergétique.

Elle doit faire l'objet d'une révision pour se projeter sur la période 2024-2033. Cette révision fera office de volet énergie du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) en cours de révision. Il convient donc de l'inscrire dans une stratégie énergétique qui vise la même échéance que ce document soit 2050.

Le Schéma Régional Biomasse (SRB) 2018-2023 qui constitue le plan de développement de la biomasse pour la PPE est en cours de révision. Il a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 mars 2022.

En 2025, il s'agira donc de :
- assurer le suivi régulier de l'atteinte des objectifs de la PPE révisée dans le cadre de la Gouvernance de l'Énergie sous pilotage de la Région et de l'État ;
- initier une évolution révision de la PPE révisée pour la période 2024-2033 en veillant à y maximiser le recours aux énergies locales matures ;
- définir et rédiger une stratégie énergétique à horizon 2050 pour le territoire dans laquelle la PPE révisée devra s'inscrire ;
- faire le lien avec le SAR en révision dont la PPE constituera le volet énergie ;
- finaliser la révision du Schéma Régional Biomasse et suivre la mise en œuvre de ses orientations en focalisant sur les filières à enjeux (cas notamment de la bagasse et des effluents d'élevage) ;
- participer à la mise en œuvre du nouveau Cadre Territorial de Compensation (CTC) pour financer les actions de Maîtrise de la Demande en Électricité (MDE) pour la période 2025-2028.

### B – Suivre les résultats des actions menées avec les outils de la gouvernance de l'énergie

Les travaux d'élaboration de la PPE se sont appuyés sur la gouvernance énergie qui a permis de mobiliser l'ensemble des acteurs et de définir les objectifs. La SPL Énergies Réunion en assure le secrétariat et l'animation et établit le bilan énergétique annuel de La Réunion à travers l'Observatoire de l'Énergie de La Réunion.
Une nouvelle convention cadre régissant le fonctionnement de cette gouvernance a été signée en 2024 pour notamment y intégrer les attendus de la loi Climat et Résilience quant à la définition de l'organe tenant lieu de Comité régional de l'Énergie.

En 2025, il s'agira de poursuivre les travaux au sein de la gouvernance énergie et notamment de :
- assurer le fonctionnement de la Gouvernance de l'Énergie et de ses différents Comités thématique, avec l'appui de la SPL Énergies Réunion ; La Région est notamment en pilotage ou copilotage des comités Énergies renouvelables, MDE/Précarité énergétique et Mobilité électrique,
- s'appuyer sur la gouvernance énergie pour faire un bilan et avoir un suivi régulier sur l'atteinte des objectifs de la PPE révisée et de décliner les objectifs dans la feuille de route des comités thématiques (Énergies renouvelables, Maîtrise de l'Énergie, Mobilité/Déplacement, précarité énergétique et notamment de la mobilité (consommation et déploiement du véhicule électrique));
- mettre en œuvre les outils de suivi de la mise en œuvre de la PPE notamment en matière de maîtrise de la demande en énergie ;
- suivre les travaux de l'Observatoire énergétique de l'île.

### C – Soutenir les énergies renouvelables locales

La Région maintient sa volonté d'inscrire ses actions dans une trajectoire visant à atteindre l'autonomie énergétique du territoire, en favorisant le développement des énergies renouvelables locales et en s'appuyant sur des technologies matures.

L'identification du gisement et des caractéristiques environnementales pour le développement de l'éolien off-shore et pour les projets de géothermie sont inscrits dans la PPE révisée au titre de la prise en compte des études d'infrastructures, finançables par la contribution au service public de l'électricité (CSPE).

La Région intervient à plusieurs niveaux, en mobilisant les crédits FEDER du PO 2021-2027 :
- Projets de valorisation énergétique de la biomasse et déchets organiques selon différentes voies (combustion, méthanisation, gazéification ...) (fiche action 2.2.4) ;
- Etudes sur les énergies renouvelables (fiche action 2.2.5) qui permettent de prendre en compte les études de faisabilité qui contribueront à la diversification des sources composant le mix énergétique de l'île et d'augmenter la part des énergies renouvelables locales.

En 2025, la collectivité va mettre en œuvre les moyens et mobiliser les acteurs pour la transition énergétique du territoire et notamment :
- commencer la mise en œuvre du plan Hydrogène pour La Réunion afin de valoriser et soutenir les projets en lien avec la mobilité ;
- la plateforme d'innovation et de développement sur l'énergie intelligente envisagée avec le Territoire de l'Ouest (TO) animé par la SPL Énergies Réunion ;
- accélérer le développement de l'éolien off-shore en favorisant le dérisquage des projets par l'acquisition et le partage par l'État de données permettant de faciliter son implantation au large des côtes de La Réunion ;
- contribuer auprès de l'État aux réunions de la cellule énergie marines réunissant les acteurs de l'énergie et du milieu marin pour valoriser le potentiel énergétique marin ;
- accompagner les projets de géothermie soit en amont pour favoriser l'attribution du permis exclusif de recherche soit auprès des porteurs qui en sont déjà bénéficiaires ;
- s'appuyer sur la SPL Énergies Réunion pour décliner les actions régionales qui contribuent à l'autonomie énergétique du territoire (solaire, éolien, hydraulique, biomasse, géothermie, énergies marines...)
- lancement de la réhabilitation complète des micro-centrales du Bras des Lianes sur la base de l'audit initié en 2023 ;
- définir une stratégie pour la collectivité en matière de valorisation énergétique de son patrimoine et d'exploitation de ses unités de production en lien avec la structuration d'une Société d'Économie Mixte « Énergie » avec d'autres partenaires publics et privés ;
- soutenir des études qui contribueront à la diversification des sources composant le mix énergétique de l'île.

## II – ÉLABORER ET METTRE EN ŒUVRE UN PLAN SOLAIRE RÉGIONAL THERMIQUE ET PHOTOVOLTAÏQUE

En déclinaison des priorités de la PPE révisée, la Région souhaite promouvoir une politique énergétique forte, centrée sur le développement des énergies renouvelables locales et favorisant la création d'emploi local. La PPE révisée validée en 2022 prévoit un objectif d'installer entre 250 à 310 MW de puissance en photovoltaïque en 2028 et un objectif de développement de la chaleur (solaire thermique) permettant d'éviter 419 GWh/an en cumulé en 2028. La PPE précise que *« Outre les appels d'offre CRE, les dispositifs locaux financés par la Région Réunion, l'ADEME et le financement européen (chèque photovoltaïque et appel à projets Autoconsommation tertiaire – industriel) contribueront à atteindre ces objectifs ».*

Pour cela, la collectivité poursuivra en 2025, le déploiement du plan régional solaire décliné en « un toit solaire pour chaque réunionnais », sur la base de technologies matures et disponibles, afin d'accélérer le déploiement des projets solaires sur le territoire. Le périmètre de ce plan solaire inclura également le solaire thermique.

| INTITULE | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|
| | AP | CP |
| **Déployer le programme « MonToitSolaire »** | 8 770 000 | 8 594 300 |
| **Aider les foyers modestes pour lutter contre la précarité énergétique** | 4 150 000 | 4 286 000 |
| **Élaborer et développer un réseau de recharge électriques des véhicules modernes** | - | - |
| **Chauffage des écoles des Hauts** | - | - |
| **TOTAL** | **12 920 000** | **12 880 300** |

## A – Déployer le programme « MonToitSolaire »

Le plan « un toit solaire pour chaque Réunionnais » est le premier axe de déclinaison du « plan régional solaire ».

### 1) Accélérer le déploiement du photovoltaïque chez les particuliers

L'action cible le soutien à l'installation de centrales photovoltaïques chez les particuliers d'une puissance comprise entre 0,3 et 9 kWc (avec ou sans stockage). L'objectif est de viser entre 50 et 100 000 logements équipés en 2035.

En 2025, le dispositif d'aide « Kap Photovoltaïque » (ex-Chèque Photovoltaïque) continuera à se déployer sur le territoire en mobilisant les fonds du programme opérationnel FEDER 21-27. Compte tenu de l'évolution du dispositif liée au tarif « S24 » (dispositif ciblant désormais les installations en autoconsommation sans revente), le nombre de dossiers de demande attendu en 2025 sera environ de 1 500.

En matière d'autoconsommation collective, une expérimentation sera également soutenue à l'échelle d'un quartier pour valider le bien-fondé de cette solution pour le déploiement du photovoltaïque. Les crédits du FEDER seront recherchés pour accompagner cette innovation.

### 2) Réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments tertiaires, bureaux et bâtiments publics

Il s'agit de soutenir la réalisation de centrales photovoltaïques en autoconsommation sans stockage dans les secteurs tertiaires, publics et industriels (y compris lorsque l'énergie produite est destinée aux bornes de recharge IRVE pour une flotte captive, ou autres usages tels que la climatisation).

Un autre dispositif consiste à soutenir la réalisation des investissements relatifs : bornes IRVE accessibles au public, réalisées soit par un acteur public soit par un acteur privé (la Revente du surplus est autorisée et/ou injection dans un bâtiment pour autoconsommation).

La Région intervient à plusieurs niveaux, en mobilisant les crédits FEDER du PO 2021-2027 :
- Installations photovoltaïques en autoconsommation tertiaire (y compris bâtiments publics) et industrielle (fiche action 2.2.3) ;
- Infrastructures de recharge de véhicules électriques par production solaire (accessibles au public) (fiche action 2.2.2).

En 2025, des appels à manifestation d'intérêt seront lancés pour faire émerger plusieurs projets d'installations photovoltaïques en autoconsommation tertiaires & industrielles et d'infrastructures de recharge de véhicules électriques par production solaire.

### 3) Accompagner l'agrivoltaïsme sur le territoire

Il s'agit de favoriser le déploiement de centrales agri-photovoltaïques répondant aux attendus du décret paru en 2024. Pour cela la Région s'est proposée d'accompagner la chambre d'agriculture dans la rédaction d'une charte agrivoltaïque qui définira les principes retenus localement (conformes aux décrets) garantissant à la fois un intérêt agricole, économique et énergétique des projets soutenus.

En 2025, la Région participera à la promotion et à l'émergence de projets agrivoltaïques sur son propre patrimoine agricole et s'appuiera sur une assistance à maîtrise d'ouvrage compétente en matière agricole pour l'accompagner dans la définition et la mise en œuvre de sa stratégie.

### 4) Mesures d'accompagnement

En déclinaison du SRDEII, un contrat de filière Energie Renouvelables a été élaboré, avec un sous-contrat pour le photovoltaïque. Le plan d'action et d'animation mis en place avec la filière, sera mis en œuvre. De plus, le développement du cadastre solaire sera poursuivi en tant qu'outil permettant d'accompagner le déploiement d'installations photovoltaïques sur l'ensemble du territoire.

## B – Aider les foyers modestes pour lutter contre la précarité énergétique

Le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME) est mené en partenariat avec la SPL Énergies Réunion et EDF. En réponse à un appel à programme national lancé par le CLER (Comité de Liaison pour les Énergies Renouvelables), le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME) Réunion a été reconduit pour la période 2022-2025 et permet de mobiliser des financements apportés via les Certificats d'Économies d'Énergie.

Le dispositif « Kap Ecosolidaire » permet d'installer des chauffe-eaux solaires avec un reste à charge minime pour les foyers modestes. A cet effet, la fiche action 2.1.4 a été inscrite au PO FEDER 2021-2027 pour les Chauffe-eaux solaires chez les particuliers en situation de difficulté économique.

En 2025, il s'agira pour la collectivité :
- De poursuivre le dispositif SLIME en visant l'accompagnement de 3 000 foyers environ qui pourront ainsi bénéficier de diagnostics conseils. La Région prendra en charge dans ce cadre les petits équipements économes qui sont fournis dans le cadre des visites diagnostics ;
- De poursuivre le dispositif « Kap Ecosolidaire » avec le soutien de 1 500 installations.

## C – Élaborer et développer un réseau de recharge électriques des véhicules modernes

La validation du Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Électriques (SDIRVE) devrait permettre à La Région, en partenariat avec le SIDELEC, de définir une stratégie permettant la recharge optimisée pour le réseau électrique des véhicules électriques et les véhicules hybrides rechargeables sur le territoire.

En 2024, la Région a émis des observations sur le SDIRVE en demandant qu'il soit retravaillé en proposant notamment une déclinaison précise du déploiement des 3400 points de charge, l'installation d'un corridor de 20 à 30 bornes de recharge très rapides sur le littoral et la RN3, une interopérabilité des bornes et une description des moyens qui seront mobilisés pour assurer un taux de disponibilité élevé.

En 2025, il s'agira pour la collectivité :
• de participer au comité de pilotage du SDIRVE et de mobiliser les aides FEDER pour favoriser le déploiement de réseaux de bornes ;
de participer également aux travaux menés par l'association AVERE pour accompagner le développement du véhicule électrique et les changements induits.

### D – Chauffage des écoles des Hauts

En 2023, l'expérimentation visant à mettre en œuvre, sur quelques écoles primaires, une réhabilitation globale intégrant la mise en place d'isolation et de systèmes de chauffage afin de répondre aux besoins énergétiques liés au confort thermique, se poursuivra en coordination avec la mesure n°32 du CIOM :
- Pour les écoles des Hauts, le chauffage solaire et au bois feront l'objet d'une expertise pour envisager d'être aidé ;
- Un travail sera mené pour développer avec l'ONF une filière de production de plaquettes de bois pour alimenter les chauffages dans les écoles.

En 2025, il s'agira pour la collectivité de lancer l'expérimentation pour le chauffage d'écoles dans les Hauts.

## III – ACCOMPAGNER LES CITOYENS DANS LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DE LEUR LOGEMENT

En matière de maîtrise de la demande en énergie, les actions à mener constituent un gisement considérable d'économies d'énergies et d'amélioration des conditions de vie, en particulier à travers les aides financières renforcées pour les foyers précaires et très précaires. Il s'agit aussi de création d'activité et d'emploi local dans le secteur du froid, de l'éclairage, de la rénovation thermique des bâtiments, etc. La PPE révisée en 2022 affiche des objectifs très ambitieux en matière de maîtrise de la demande en énergie dans les secteurs résidentiels (individuel et collectif), tertiaire et industriel (263 GWh évités par an en cumulé en 2023 et 438 GWh en 2028).

Il s'agit de mettre en place un véritable parcours de la rénovation énergétique pour les habitants et de faciliter la mobilisation des différents dispositifs existants (financements : Certificats d'Economies d'Energie, Cadre Territorial de Compensation, aides du FEDER...).

| INTITULE | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|
| | AP | CP |
| **Accompagner les citoyens dans la rénovation énergétique de leur logement** | 640 000 | 714 700 |
| **Accélérer la rénovation énergétique des logements sociaux et bâtiments publics** | 1 680 000 | 529 000 |
| **Réduire les dépenses énergétiques des ménages modestes et vulnérables** | 500 000 | 500 000 |
| **TOTAL** | **2 820 000** | **1 743 700** |

### A – Accompagner les citoyens dans la rénovation énergétique de leur logement

Après avoir développé depuis 2021 les bases du Service Public de la Rénovation Énergétique de l'Habitat (SPREH) dans le cadre du Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique (SARé), ce sont les EPCI et le Département (en lien avec l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH)) qui mettront en œuvre désormais les actions de conseils et d'accompagnement auprès des ménages en assurant une vision globale de la rénovation intégrant non seulement le volet énergie mais aussi ceux du confort, de la salubrité, de l'adaptation aux personnes en perte d'autonomie.

La Région continuera à proposer le dispositif d'aide à la réalisation de diagnostics énergétiques EFFIKAZ' pour permettre aux propriétaires de logements d'identifier les travaux à réaliser pour les rendre performant thermiquement et énergétiquement. Le dispositif cofinancé par les crédits PO FEDER 2021-2027 (fiche action 2.1.3) sera déployé tout au long l'année 2025.

De plus, la collectivité recentrera son intervention sur la cible des petits bâtiments tertiaires privés tout en accompagnant la professionnalisation et l'information des professionnels de la rénovation dans la continuité des partenariats qu'elle avait initiés notamment avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et la FRBTP.

### B – Réduire les dépenses énergétiques des ménages modestes et vulnérables

La Région souhaite mettre en place un nouveau dispositif permettant d'apporter une solution globale et concertée, avec un reste à charge réduit pour les ménages de personnes âgées modestes et vulnérables.

En 2025, il s'agira de définir le dispositif et de mettre en place une animation territoriale ainsi qu'une ingénierie afin d'apporter une solution globale pour réduire la consommation électrique de la cible visée (installation d'un panneau solaire de moins de 1,5 kWc en autoconsommation et d'un chauffe-eau solaire) et de mobiliser les autres dispositifs existants pour améliorer le confort thermique (isolation, installation de brasseurs d'airs, climatisation performante...).

Il s'agira en complément de cette offre de proposer une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les foyers concernés leur permettant de coordonner les différents travaux à réaliser et la mobilisation des aides correspondantes. La mobilisation de programmes CEE pour financer cette mission sera recherchée.





# Les missions transversales

# PRÉAMBULE

L'année 2025 sera une année qui marquera la poursuite de la modernisation des missions transversales au service des politiques prioritaires de la mandature.

Tout d'abord sur le plan de la gestion des ressources humaines, il s'agira d'améliorer la qualité de service ainsi que le bien-être des agents et initier une gestion prévisionnelle des compétences. Cela devra se faire dans un contexte où la maîtrise des dépenses de fonctionnement, et en particulier de la masse salariale, restera un des enjeux majeurs pour la Région.

L'amélioration et la fiabilisation de la chaîne comptable se poursuivra tout au long de cette année par la consolidation d'un dispositif de contrôles internes comptable et financier. Dans le cadre de la certification des comptes, l'accompagnement initial en 2024, avec un prestataire externe, se poursuivra en 2025 dans le but d'inscrire la Région dans une trajectoire d'amélioration continue de la qualité comptable et aboutir à une certification des comptes. La Région produira en 2025 une classification de ses dépenses budgétaires en faveur du climat dans le cadre de son premier Budget Vert.

De plus, la collectivité mettra en œuvre une gouvernance de son Schéma de Promotion de l'Achat Socialement et Écologiquement Responsable (SPASER) prévu d'être adopté fin 2024.

Par ailleurs, la collectivité s'attachera également à poursuivre la modernisation de son système d'information en se faisant accompagner pour l'élaboration de son Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI). En outre, le développement de l'informatique décisionnelle ainsi que la modernisation des outils de gestion seront des projets que la collectivité portera dans le but d'améliorer la prise de décision et la qualité des services rendus aux usagers.

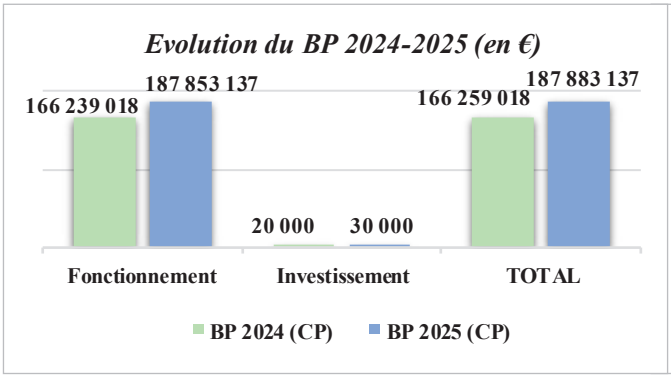
Enfin, s'agissant des fonds européens, l'accélération du rythme de la programmation en 2025 participera pleinement à la mise en œuvre des axes de la mandature.

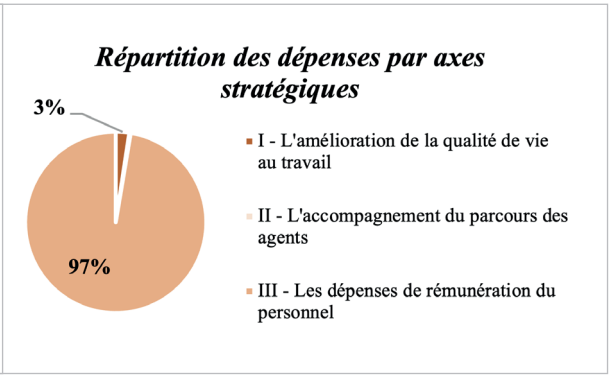
**Pour la mise en œuvre de cet axe au titre de l'année 2025, la collectivité consacrera des crédits de paiement à hauteur de 321 389 919 € :**

## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **33 148 770** | **238 556 899** | **44 042 575** | **242 199 511** | **32,9 %** | **1,5 %** |
| **Investissement** | **18 935 152** | **100 721 630** | **16 974 372** | **79 190 408** | **- 10,4 %** | **- 21,4 %** |
| **TOTAL** | **52 083 922** | **339 278 529** | **61 016 947** | **321 389 919** | **17,2 %** | **- 5,3 %** |

# LES RESSOURCES HUMAINES




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **4 578 547** | **166 239 018** | **4 962 392** | **187 853 137** | **8,4 %** | **13,0 %** |
| **Investissement** | **20 000** | **20 000** | **30 000** | **30 000** | **50,0 %** | **50,0 %** |
| **TOTAL** | **4 598 547** | **166 259 018** | **4 992 392** | **187 883 137** | **8,6 %** | **13,0 %** |

Le budget destiné aux ressources humaines se traduit par **4 992 392 € en AE/AP et 187 883 137 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – L'amélioration de la qualité de vie au travail | 4 472 392 | 4 472 392 | 30 000 | 30 000 |
| II – L'accompagnement du parcours des agents | 490 000 | 490 000 | - | - |
| III – Les dépenses de rémunération du personnel | - | 182 890 745 | - | - |
| **TOTAL** | **4 962 392** | **187 853 137** | **30 000** | **30 000** |

Les dépenses de personnel constituent le principal poste de fonctionnement de la collectivité et leur représente un enjeu stratégique pour la soutenabilité budgétaire et le financement de projets de la mandature. Dans un contexte de ressources limitées, la rigidité des dépenses de ce poste peut impacter la programmation pluriannuelle de fonctionnement (PPF).

Les crises récentes (sociales, sanitaires ou économiques) amènent la collectivité à accentuer ses efforts pour améliorer la gestion et le pilotage des ressources humaines.
Aussi des mesures d'optimisation des compétences des agents, une approche maitrisée des recrutements ainsi que des actions de prévention seront renforcées pour garantir un pilotage vertueux.

## I – L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

La collectivité régionale place l'amélioration de la qualité de vie au travail (QVT) au cœur de sa stratégie. Consciente de l'impact direct des conditions de travail sur la motivation et la performance des agents, la Région mobilisera des ressources, et en particulier des crédits de fonctionnement et d'investissement, pour des actions visant à créer un environnement de travail respectueux, inclusif et favorable à l'égalité professionnelle.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Comité des œuvres sociales** | 1 000 000 | 1 000 000 | - | - |
| **Conditions de travail** | 260 000 | 260 000 | 30 000 | 30 000 |
| **Tickets restaurant** | 2 131 392 | 2 131 392 | - | - |
| **Médecine** | 545 000 | 545 000 | - | - |
| **Autres dépenses** | 536 000 | 536 000 | - | - |
| **TOTAL** | **4 472 392** | **4 472 392** | **30 000** | **30 000** |

### A – Comité des œuvres sociales

La collectivité verse une subvention au comité des œuvres sociales des agents de la Région pour la mise en œuvre d'une partie des prestations d'action sociale. Son montant sera maintenu en 2025.

### B – Conditions de travail

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail, la Région continue de mettre en œuvre son plan Handicap, qui bénéficie d'un budget dédié de 260 000 € pour 2025. Ce montant sera alloué à diverses études, recherches et actions visant à favoriser l'inclusion des agents en situation de handicap.

### C – Tickets restaurants

Les agents peuvent bénéficier de 17 tickets par mois dont la valeur faciale est de 8 € financés à 50 % par la collectivité régionale.

### D – Médecine

Le changement de prestataire en matière de médecine du travail en 2024 a permis une diminution des dépenses (- 40% par rapport à 2023). Le budget dédié en 2025 est quasi-stable par rapport à 2024 pour un montant de 545 000 €.

## II – L'ACCOMPAGNEMENT DU PARCOURS DES AGENTS

| INTITULE | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Formation** | 270 000 | 270 000 |
| **Etude et prestations de service** | 220 000 | 220 000 |
| **TOTAL** | **490 000** | **490 000** |

### A – Formation

Les dépenses de formation se composent du prélèvement obligatoire, de 0,90 % sur la masse salariale pour les fonctionnaires et contractuels et de 0,10 % pour les apprentis, soit un total de 800 000 € au profit du CNFPT (inclus dans la masse salariale) et de paiements à divers organismes de formation.

En 2025, les dépenses de formation augmenteront de 23 % afin de renforcer les compétences et la mobilité des agents au sein de la collectivité.

### B – Etude et prestations de service

Pour améliorer l'intégration et l'accueil des nouveaux arrivants au sein de la collectivité, une « matinée » a été mise en place et sera reconduite en 2025. Pour renforcer le lien de cohésion, d'engagement et la motivation des agents, une cérémonie de remise de médailles sera également organisée.

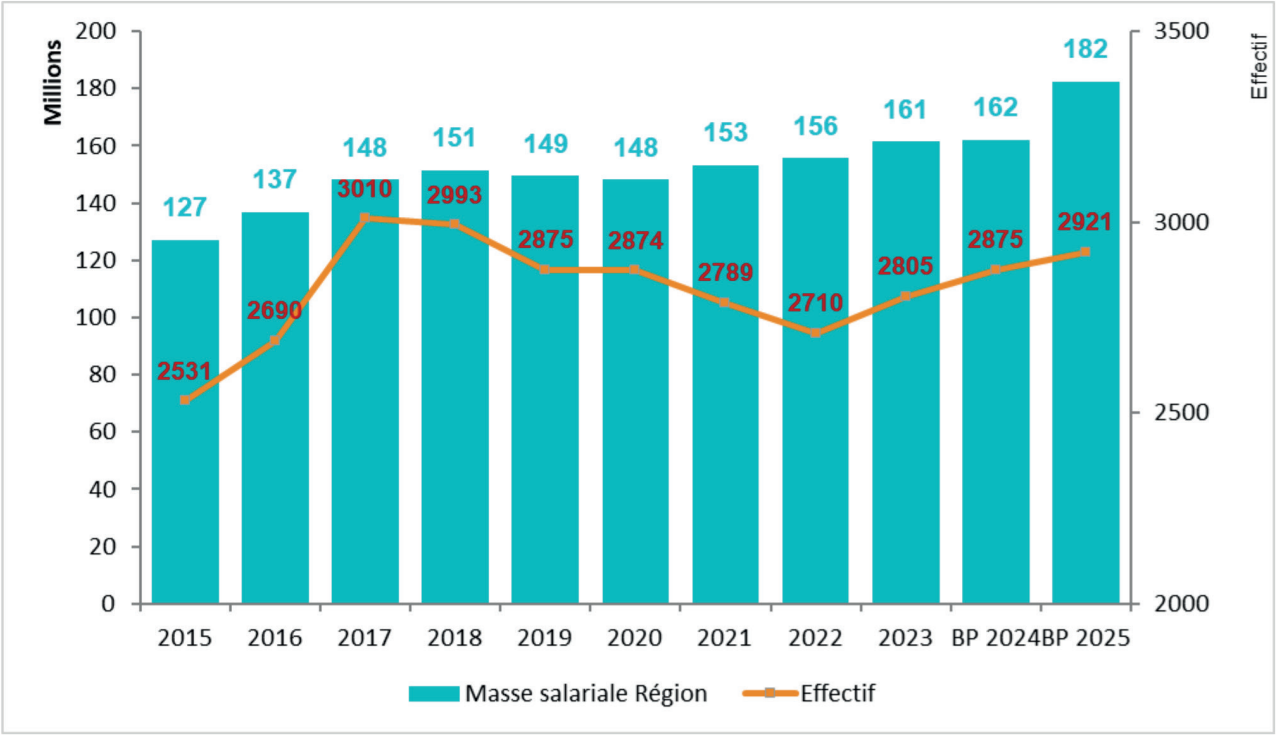
Enfin, pour renforcer le bien-être des agents, un accompagnement social sera expérimenté sous forme de prestations de service.

## III – LES DEPENSES DE REMUNERATION DU PERSONNEL

Les dépenses de rémunération du personnel représentent un enjeu majeur pour la Région. Dans un contexte économique en constante évolution, ces dépenses doivent s'adapter pour répondre aux besoins de la collectivité et garantir un service de qualité.

| INTITULE | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Masse salariale** | - | 147 055 745 |
| **NBI** | - | 514 000 |
| **Régime indemnitaire et autres indemnités** | - | 17 310 000 |
| **Heures supplémentaires** | - | 1 188 000 |
| **CET** | - | 600 000 |
| **Contribution Allocation Retour à l'Emploi** | - | 3 000 000 |
| **Recrutements (N et Impact N-1)** | - | 13 223 000 |
| **TOTAL** | **-** | **182 890 745** |

## Evolution de la masse salariale de 2015 à 2025




### A – Masse salariale (147,0 M€)

La masse salariale correspond aux traitements de base, indexations, majorations et cotisations sociales aux régimes de sécurité sociale et de retraite.

A l'instar de 2023, la masse salariale a été fortement impactée en 2024 par plusieurs revalorisations nationales. Les revalorisations de l'indice minimum en mai et juillet 2023 ont entraîné un surcoût de 1,6 M€. La revalorisation du point d'indice de juillet 2023, avec effet au 1er janvier 2024, a ajouté 1,9 M€, tandis que la nouvelle revalorisation d'indice de janvier 2024 a représenté 1,6 M€ supplémentaires. Enfin, les effets GVT (avancements de grade et échelon) pour 2024 ont généré un coût additionnel de 1,2 M€.

Ces augmentations appellent un suivi budgétaire attentif pour garantir une gestion durable des ressources, dans un contexte financier très contraint.

### B – NBI (0,514 M€)

La Nouvelle Bonification Indemnitaire (NBI) s'ajoute au traitement de base pour tenir compte du niveau de technicité ou de responsabilité de certains emplois ou fonctions. En 2025, le coût de la NBI sera en légère augmentation.

### C – Régime indemnitaire et autres indemnités (17,3 M€)

Le régime indemnitaire correspond au RIFSEEP, à savoir une part IFSE (11 760 000 €), une part CIA
(1 900 000 €) ainsi que les indemnités (Indemnités de Sujétion Horaire, indemnités kilométriques et astreintes) qui représentent 2 150 000 €.

### D – Heures supplémentaires (1,188 M€)

Les indemnités pour heures supplémentaires sont versées au personnel de catégorie B ou C. Une maîtrise et une rationalisation des paiements des heures supplémentaires sera poursuivie en 2025.

### E – CET (0,6 M€)

Les Comptes Épargne Temps (CET) permettent aux agents de choisir entre l'utilisation de leurs jours épargnés, un versement sur leur régime de retraite additionnel (RAFP), ou une indemnisation.
Bien que le montant des indemnisations reste globalement stable d'une année sur l'autre, les mesures salariales nationales ont introduit en 2024 une revalorisation de 10 % du barème de monétisation des CET pour chaque catégorie d'agents.

### F – Contribution Allocation Retour à l'Emploi (3 M€)

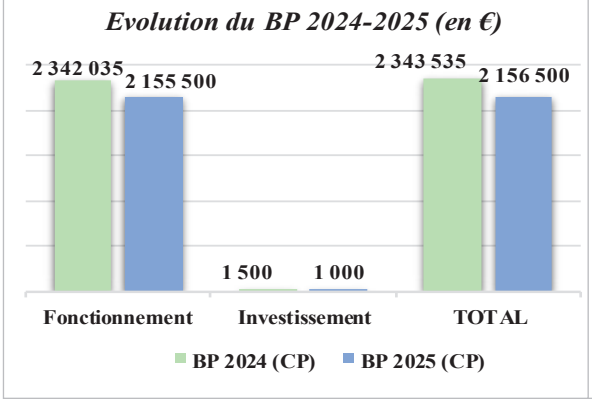
Les allocations chômage sont versées aux apprentis et aux agents contractuels en fin de contrat selon une durée égale à leur période d'affiliation à l'assurance chômage dans une limite de deux ans. Une diminution progressive du montant devrait intervenir à partir de 2025.

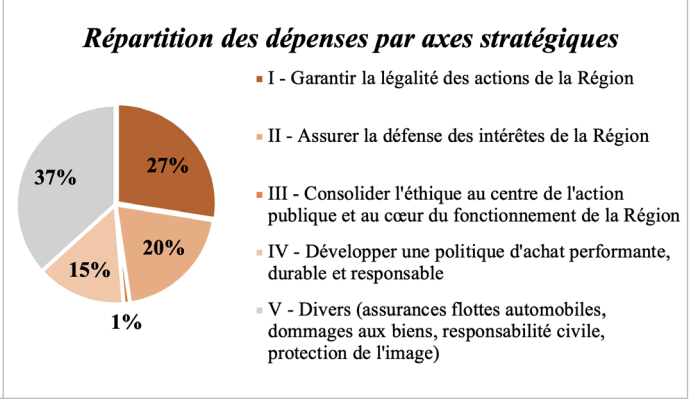
### G – Recrutements (N et Impact N-1) (13,2 M€)

L'effet report en année pleine des recrutements effectués en 2024 est prévu à hauteur de 9 200 000 € et l'enveloppe prévisionnelle pour les recrutements à réaliser est de 4 000 000 €.



# LES AFFAIRES JURIDIQUES ET LA COMMANDE PUBLIQUE




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **2 347 655** | **2 342 035** | **2 080 255** | **2 155 500** | **- 11,4 %** | **- 8,0 %** |
| **Investissement** | **1 500** | **1 500** | **1 000** | **1 000** | **- 33,3 %** | **- 33,3 %** |
| **TOTAL** | **2 349 155** | **2 343 535** | **2 081 255** | **2 156 500** | **- 11,4 %** | **- 8,0 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées aux affaires juridiques et à la commande publique se traduit par un budget de **2 081 255 € en AE/AP et à 2 156 500 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Garantir la légalité des actions de la Région | 562 500 | 593 935 | - | - |
| II – Assurer la défense des intérêts de la Région | 400 000 | 433 810 | - | - |
| III – Consolider l'éthique au centre de l'action publique et au cœur du fonctionnement de la Région | 22 755 | 22 755 | - | - |
| IV – Développer une politique d'achat performante, durable et responsable | 305 000 | 315 000 | - | - |
| V – Divers<br>*(dont assurance flotte automobiles, dommage aux biens, responsabilité civile – Protection de l'image)* | 790 000 | 790 000 | 1 000 | 1 000 |
| **TOTAL** | **2 080 255** | **2 155 500** | **1 000** | **1 000** |

Cette mission transversale recouvre 3 volets :

- La gestion des affaires juridiques et des assurances qui vise à sécuriser les actions de politiques publiques et à défendre les intérêts de la collectivité régionale dans le cadre de la mise en œuvre de ses missions ;

- L'organisation et la gestion de la commande publique en conciliant des logiques de sécurité juridique et de performance économique, écologique et sociale des achats ;

- Le déploiement du dispositif anti-corruption de la collectivité conformément aux dispositifs de la loi SAPIN II et aux recommandations de l'Agence Française Anti-corruption.

## I – GARANTIR LA LÉGALITÉ DES ACTIONS DE LA RÉGION

La légalité des actions de la Région Réunion est garantie par l'accompagnement et le contrôle interne effectués par le service juridique et par un recours ponctuel à des prestataires extérieurs sur des questions techniques dont les enjeux nécessitent un avis d'expert.

Les crédits alloués au titre de l'année 2025 pour cet accompagnement se déclinent comme suit :

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Sécurisation des actions de la Région** | 562 500 | 593 935 |
| **TOTAL** | **562 500** | **593 935** |

## II – ASSURER LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE LA RÉGION

La défense des intérêts s'effectue par le traitement des réclamations préalables et des recours gracieux contre les décisions, les actions ou les inactions de la collectivité. La défense des intérêts de la collectivité aux contentieux est assurée soit par les services de la collectivité soit par les avocats. La défense des intérêts nécessite parfois l'introduction des actions contentieuses.

Pour la mise en œuvre de cet accompagnement, les crédits alloués au titre de l'année 2025 se décline comme suit :

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Défendre les intérêts de la collectivité** | 400 000 | 433 810 |
| **TOTAL** | **400 000** | **433 810** |

## III – CONSOLIDER L'ÉTHIQUE AU CENTRE DE L'ACTION PUBLIQUE ET AU CŒUR DU FONCTIONNEMENT DE LA RÉGION

La Région poursuit son travail au périmètre des questions de gouvernance de l'éthique, au cœur des priorités de la mandature.
Ainsi, le déploiement du dispositif anti-corruption fera l'objet d'une grande sensibilisation auprès des agents et des élus.

Par ailleurs, l'actualisation des cartographies des risques par processus opérationnels et leur maîtrise se poursuivra, ainsi que la démarche déjà initiée sur la politique de la gestion et de la prévention des conflits d'intérêts.

Les crédits alloués au titre de l'année 2025 pour ces actions :

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Consolider l'éthique au centre de l'action du fonctionnement de la Région** | 22 755 | 22 755 |
| **TOTAL** | **22 755** | **22 755** |

## IV– DÉVELOPPER UNE POLITIQUE D'ACHAT PERFORMANTE DURABLE ET RESPONSABLE

La Région intègre dans ses objectifs opérationnels, une démarche d'achat plus performante, durable et responsable qui se traduit par la garantie de l'accès des TPE/PME à la commande publique, une meilleure connaissance de l'offre territoriale, une planification des achats et une stimulation du tissu économique locale par des méthodes d'achat innovantes et l'intégration du volet développement durable (en lien avec le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) qui sera mis en place en 2025).

La transparence et la publicité étant au cœur d'une politique d'achat sécurisée et performante, la mise en œuvre de ces objectifs se traduit par la publication d'avis d'appels publics à la concurrence, avis rectificatifs le cas échéant, avis d'attribution et avis de modification de marché ainsi que des actions de formation ciblées à haute valeur opérationnelle. En outre, afin de permettre à la cellule contrôle et évaluation de poursuivre l'externalisation d'une partie de ses audits, le marché a été reconduit.

Les crédits alloués au développement d'une politique d'achat au titre de l'année 2025 se déclinent comme suit :

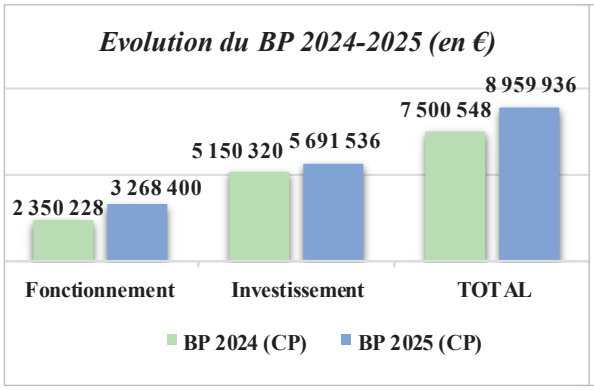
| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Mettre en œuvre une politique d'achat sécurisée et performante** | 270 000 | 280 000 |
| **Audit Marché** | 35 000 | 35 000 |
| **TOTAL** | **305 000** | **315 000** |

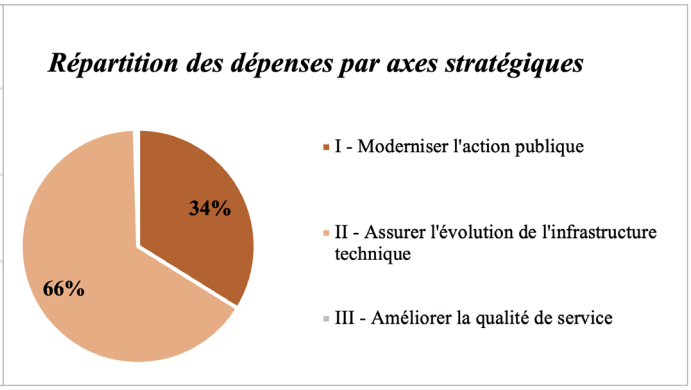
## V– DIVERS

Afin d'assurer le personnel, les élus, les véhicules et les bâtiments, la collectivité a souscrit des contrats d'assurances tels que assurances « dommage aux biens et risque annexées » et « responsabilité civile » ainsi qu'une assurance de la flotte automobile et risques annexes.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Assurances automobiles** | 250 000 | 250 000 | - | - |
| **Assurances dommages aux biens et responsabilité civile** | 540 000 | 540 000 | - | - |
| **Protection de l'image** | - | - | 1 000 | 1 000 |
| **TOTAL** | **790 000** | **790 000** | **1 000** | **1 000** |

# LES SYSTÈMES D'INFORMATION ET ORGANISATION




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **2 903 200** | **2 350 228** | **3 269 000** | **3 268 400** | **12,6 %** | **39,1 %** |
| **Investissement** | **5 780 000** | **5 150 320** | **5 060 000** | **5 691 536** | **- 12,5 %** | **10,5 %** |
| **TOTAL** | **8 683 200** | **7 500 548** | **8 329 000** | **8 959 936** | **- 4,1 %** | **19,5 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées aux systèmes d'information se traduit par un budget de **8 329 000 € en AE/AP et à 8 959 936 € en CP**. L'augmentation des crédits de paiement est en lien avec des projets engagés en 2024 mais livrés en 2025, l'acquisition d'outils, etc...

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I - Moderniser l'action publique | 1 082 723 | 1 084 600 | 1 415 000 | 1 948 536 |
| II -Assurer l'évolution de l'infrastructure technique | 2 115 277 | 2 141 500 | 3 645 000 | 3 743 000 |
| III - Améliorer la qualité de service | 71 000 | 42 300 | - | - |
| **TOTAL** | **3 269 000** | **3 268 400** | **5 060 000** | **5 691 536** |

La circulation de l'information est au cœur des collectivités territoriales. Notre collectivité veille à faciliter la mise à disposition de l'information et sa circulation de manière transversale.

## I – MODERNISER L'ACTION PUBLIQUE

La Région Réunion poursuit sa démarche de modernisation de l'action publique afin de maximiser l'efficacité des investissements technologiques au profit des citoyens et des services internes.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Elaborer et mette en œuvre le schéma directeur informatique** | - | - | 250 000 | 250 000 |
| **Moderniser de la gestion des aides et des subventions** | 30 000 | 27 500 | 300 000 | 300 000 |
| **Moderniser des outils informatiques** | 992 723 | 1 019 600 | 865 000 | 1 398 536 |
| **Généraliser l'usage de l'informatique décisionnelle** | 60 000 | 37 500 | - | - |
| **TOTAL** | **1 082 723** | **1 084 600** | **1 415 000** | **1 948 536** |

### A – Simplifier et fluidifier la circulation de l'information

#### 1) Elaborer et mette en œuvre le schéma directeur informatique

La mise en place d'un schéma directeur informatique permettra de définir une trajectoire dans l'évolution du système d'information régional pour les années à venir, tant sur le plan technique, fonctionnel et organisationnel.

#### 2) Moderniser de la gestion des aides et des subventions

Le projet de remplacement de MAFATE débuté en 2024 (acquisition d'un outil sur les frais de missions) se poursuivra en 2025 avec le déploiement d'un logiciel pour la gestion des aides et subventions pour un montant de 200 K€.

#### 3) Moderniser les outils informatiques

L'effort sera maintenu pour faciliter le travail collaboratif (drive, outil de visioconférence, ...).
Les besoins métiers se traduiront par la modernisation ou l'acquisition de systèmes d'information (Ressources humaines, Formation professionnelle, Finances et Gestion du patrimoine).

#### 4) Généraliser l'usage de l'informatique décisionnelle

2025 permettra de renforcer l'accompagnement des directions sur leur montée en compétences sur l'outil Microsoft Power BI ainsi que la réalisation d'outils d'aide à la décision.

## II – ASSURER L'ÉVOLUTION DE L'INFRASTRUCTURE TECHNIQUE

Afin de garantir la bonne circulation de l'information au sein de la collectivité et auprès de ses agents, notre collectivité doit veiller au bon fonctionnement technique de l'infrastructure et assurer son évolution constante en s'appuyant sur une infrastructure technique moderne et fiable.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Moderniser des équipements utilisateurs** | 1 452 277 | 1 478 500 | 850 000 | 948 000 |
| **Déployer de la visioconférence avec écrans interactifs** | - | - | 350 000 | 350 000 |
| **Renforcer la sécurité réseau** | 320 500 | 320 500 | 860 000 | 860 000 |
| **Remplacer et optimiser le pare-feu interne** | - | - | 500 000 | 500 000 |
| **Centraliser le système Téléphonie** | 230 000 | 230 000 | 385 000 | 385 000 |
| **Renouveler des équipements réseau filaire et sans fil (Wifi)** | - | - | 200 000 | 200 000 |
| **Refondre de la sauvegarde** | 112 500 | 112 500 | 500 000 | 500 000 |
| **TOTAL** | **2 115 277** | **2 141 500** | **3 645 000** | **3 743 000** |

## A – Moderniser et maintenir une infrastructure technique performante

### 1) La modernisation des équipements utilisateurs et des moyens de communication

Le renouvellement du parc informatique à hauteur de 20% par an se poursuivra en 2025. Les configurations des postes utilisateurs suivront les évolutions technologiques afin de répondre aux prescriptions techniques des logiciels, aux contraintes de sécurité informatique, et d'ergonomie utilisateur. Près de 570 K€ seront consacrés au renouvellement des ordinateurs portables, postes lourds et écrans.

### 2) Le déploiement de la visioconférence avec écran interactif

Pour répondre aux enjeux liés à la communication, à la mobilité ou au télétravail, des écrans interactifs seront déployés sur des sites de la Région pour moderniser et fiabiliser les échanges en distanciel pour un montant de 350 K€.

### 3) Le renforcement et la modernisation de la sécurité réseau

La sécurisation du réseau informatique est une action primordiale pour se prémunir des risques de cybermenace. Elle se décline pour le déploiement de sécurité dédiés sur les sites distants.

### 4) Le remplacement et l'optimisation du pare-feu interne

La Région procédera à l'acquisition d'une solution certifiée ANSSI permettant de maintenir un haut niveau de sécurité pour un montant de 600 K€.

### 5) La centralisation du système de Téléphonie

L'amélioration de l'infrastructure technique est un enjeu pour maintenir la fiabilité globale de nos solutions et outils. Aussi un des objectifs de 2025 sera de mettre à disposition une solution de téléphonie « connectée » permettant de rationaliser les coûts liés aux abonnements et aux consommations téléphoniques.

### 6) Le Renouvellement des équipements réseau filaire et sans fil (Wifi)

La modernisation de nos équipements réseau passera aussi par le déploiement d'un réseau wifi agents avec le même niveau de service que le réseau filaire dans les espaces de réunion. Ce sont 200 K€ qui seront consacrés pour moderniser et garantir la qualité de nos équipements.

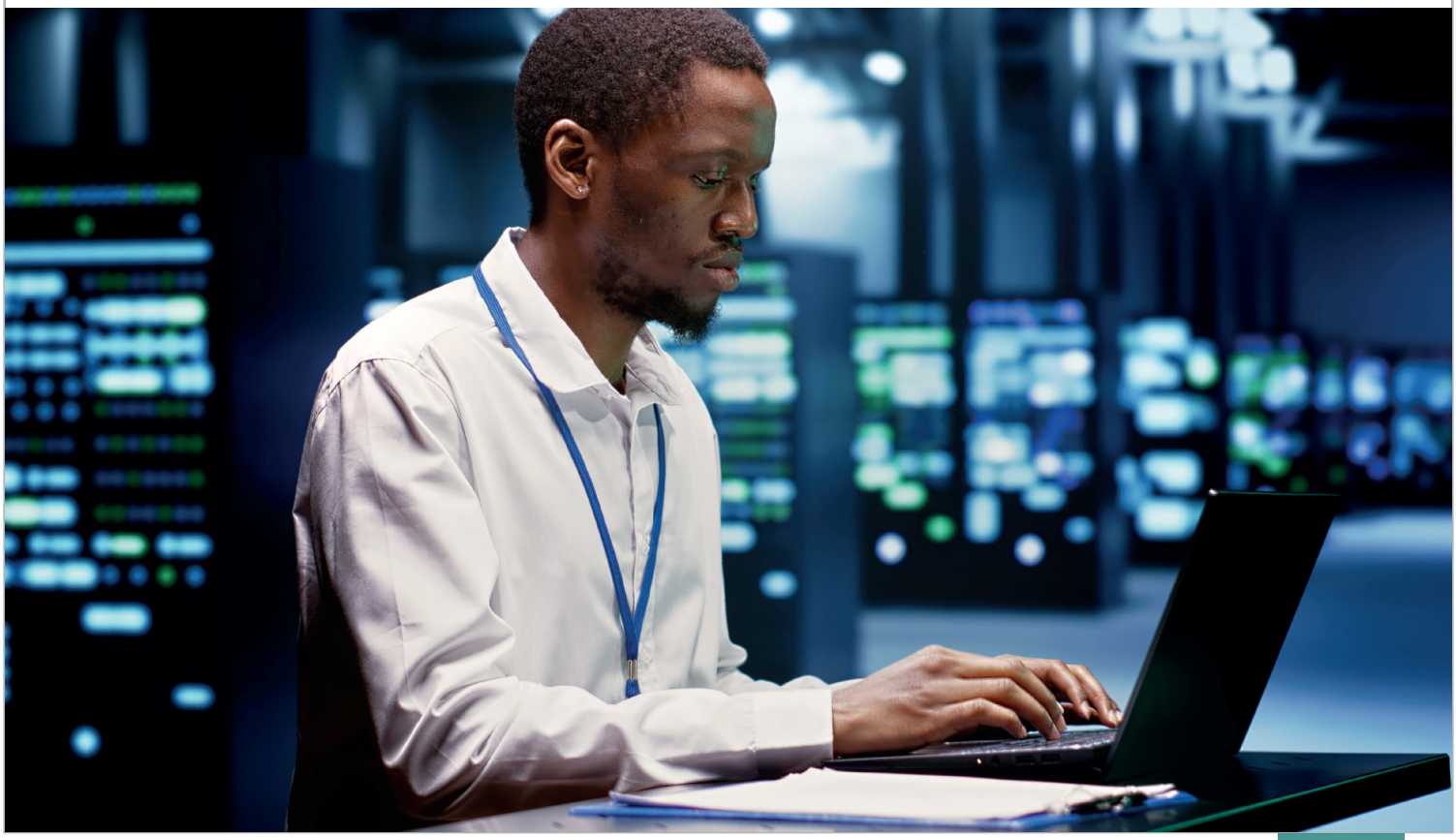
### 7) La Refonte de la sauvegarde

Enfin, la réflexion sur l'amélioration de la résilience du système d'information et du Plan de Reprise Informatique sera menée cette année pour garantir la sauvegarde du système d'information mais aussi sécuriser la continuité des activités de la collectivité.

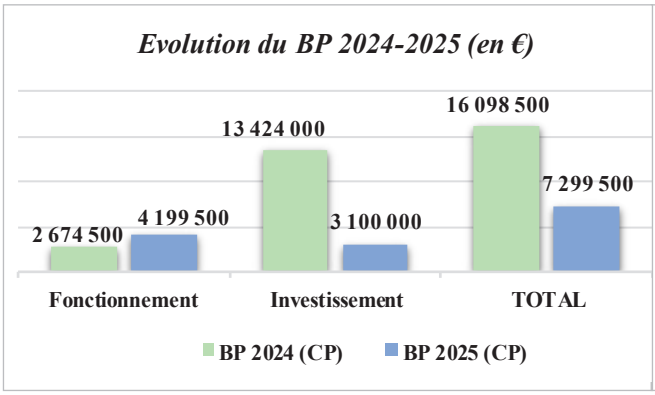
## III – AMÉLIORER LA QUALITÉ DU SERVICE

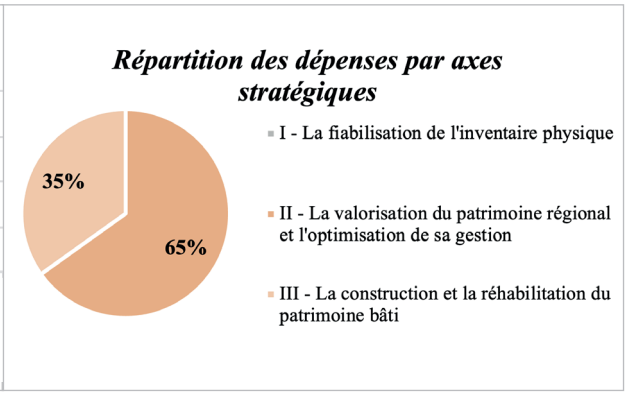
Il est nécessaire de mesurer la qualité de service rendu par le support utilisateur pour s'assurer de répondre efficacement aux attentes. Un outil permet aujourd'hui de piloter cette assistance et garantir une réponse appropriée aux sollicitations des agents.
Pour accompagner efficacement les directions métiers, une cellule support applicatif a été créée et sera pleinement opérationnelle en 2025. Elle permettra d'améliorer l'expérience utilisateurs en lien avec les correspondants des Systèmes d'Information Métier.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Support utilisateur**<br>**Améliorer l'assistance aux utilisateurs** | - | - |
| **Support applicatif**<br>**Améliorer l'accompagnement utilisateur dans l'usage des logiciels** | 71 000 | 42 300 |
| **TOTAL** | **71 000** | **42 300** |



# LE PATRIMOINE ET L'IMMOBILIER




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **2 090 000** | **2 674 500** | **3 845 500** | **4 199 500** | **84,0 %** | **57,0 %** |
| **Investissement** | **3 640 000** | **13 424 000** | **1 620 000** | **3 100 000** | **- 55,5 %** | **- 76,9 %** |
| **TOTAL** | **5 730 000** | **16 098 500** | **5 465 500** | **7 299 500** | **- 4,6 %** | **- 54,7 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées au patrimoine et à l'immobilier se traduit par un budget de **5 465 500 € en AE/AP et à 7 299 500 € en CP.**

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (en fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I - La fiabilisation de l'inventaire physique | - | - | - | - |
| II - La valorisation du patrimoine régional et l'optimisation de sa gestion | 3 500 000 | 3 854 000 | - | 900 000 |
| III - La construction et la réhabilitation du patrimoine bâti | 345 500 | 345 500 | 1 620 000 | 2 200 000 |
| **TOTAL** | **3 845 500** | **4 199 500** | **1 620 000** | **3 100 000** |

Le Patrimoine régional a une valeur comptable (hors domaine public routier, biens immobiliers et actifs financiers) estimée à plus de 1 milliard d'euros, dont 73,5 M€ pour les terrains et 998 M€ pour les constructions.

Le foncier non bâti, propriété de la Région, compte environ 2 500 parcelles identifiées à ce jour. Il couvre une superficie d'environ 3 500 hectares dont 1 190 hectares sont exploités en foncier agricole par gestion directe ou délégation.

Le foncier bâti, dont 70% du parc immobilier concernent les lycées, représente près de 93 hectares.

## I – LA FIABILISATION DE L'INVENTAIRE PHYSIQUE

En réponse à la recommandation de la Cour des Comptes, figurant dans le Diagnostic Global d'Entrée (DGE) réalisé dans le cadre de l'expérimentation du dispositif expérimental de certification des comptes, la collectivité s'est engagée en 2021 dans une démarche de connaissance de son patrimoine et de fiabilisation de l'inventaire.

### A – La démarche de connaissance du patrimoine et de fiabilisation de l'inventaire

#### 1) Poursuivre les opérations de rapprochement physico-comptable menées par la cellule inventaire

La mission « Gestion Dynamique du Patrimoine » consiste à recenser les actifs de la collectivité, en priorité le foncier, les bâtiments, les plus significatifs ainsi que les véhicules et les œuvres d'art et d'opérer un rapprochement entre l'inventaire physique et l'inventaire comptable.

Il s'agit de rassembler les actes de propriété, à identifier les références cadastrales qui sont parfois erronées, à renseigner les superficies, l'usage du bien ainsi que le montant des travaux réalisés.

La cible 2025 a donc été adaptée pour tenir compte de l'avancée des travaux de fiabilisation du recensement des parcelles régionales, en supprimant les doublons.

Ainsi la réalisation de l'inventaire détaillé des biens des 4 musées régionaux est l'objectif opérationnel en 2025, afin de l'intégrer à la DSP confiée à la SPL RMR.

Impact attendu : disposer d'un inventaire physique exhaustif, condition indispensable pour la mise en œuvre d'une stratégie patrimoniale éclairée et performante.

### B – La constitution d'une Base Unique du Patrimoine

#### 1) Doter la collectivité d'outils dédiés à la valorisation des données patrimoniales (GED SI)

En 2021 et 2022, la collectivité a été accompagnée par un prestataire (le cabinet ARTIMON) pour une mission de conseil et d'expertise technique en organisation et ingénierie des process en vue :

- de réaliser un diagnostic sur la gestion patrimoniale ;
- d'identifier les potentialités d'amélioration ;
- de poser des scénarios organisationnels opérants.

La mission qui s'est achevée fin 2022 a permis de dessiner les outils et process à déployer pour une fonction patrimoniale et immobilière performante.
Dès 2023 a été lancée, en collaboration inter-service, la première étape de recensement des applications existantes. Cette première étape a permis d'identifier les fichiers et logiciels métiers existants en interne, à interfacer avec le futur SI patrimoine.

Parallèlement, l'équipe projet a mené une démarche de sourcing opérationnel dans le respect des principes de la commande publique, afin d'adapter au mieux le besoin au regard du marché fournisseurs.

L'appel d'offres pour l'acquisition d'un Système d'Information patrimonial a été relancé suite à un premier appel infructueux. La nouvelle procédure, lancée en marché négocié, devrait aboutir fin 2024, pour un déploiement de l'application en 2025.

Le déploiement de l'outil débutera avec trois sites pilotes, un lycée, un centre de formation et un bâtiment administratif pour ensuite se généraliser.

**Impacts attendus :**
- Constituer et formaliser l'inventaire physique du patrimoine régional ;
- Accroître la performance de la gestion administrative et juridique du patrimoine ;
- Prévention des risques juridiques ;
- Planification des programmes d'entretien courant et grosses réparations des bâtiments et optimisation des coûts.

## II - LA VALORISATION DU PATRIMOINE RÉGIONAL ET L'OPTIMISATION DE SA GESTION

| INTITULÉ DES ACTIONS | RECETTES | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | AE | CP | AP | CP |
| **Maximisation des recettes de redevances et de loyers** | 1 146 000 | - | - | - | - |
| **Produit de cessions immobilières** | 2 000 000 | - | - | - | - |
| **Impôts et taxes** | - | - | 354 000 | - | - |
| **Acquisitions immobilières** | - | - | - | - | 900 000 |
| **Locations immobilières** | - | 3 500 000 | 3 500 000 | - | - |
| **TOTAL** | **3 146 000** | **3 500 000** | **3 854 000** | **-** | **900 000** |

### A – La maximisation des recettes de redevances et des loyers

Un certain nombre d'occupations illégales ont été identifiées sur plusieurs propriétés régionales. Des occupants sans titre ont édifié ou fait édifier, des constructions à usage d'habitation, voire professionnel sur du foncier appartenant à la Région et ce, sans autorisation et sans s'acquitter d'une quelconque redevance.
En 2025, les procédures judiciaires pour diminuer les OST (occupations sans titre) seront poursuivies et accentuées pour régulariser ces situations. La régularisation des OST de Stella devrait être finalisée à la fin 2024 ou début 2025.

Les principales recettes sont issues des cessions et des AOT (Autorisation d'Occupation Temporaire). En 2025, le recensement du foncier agricole valorisable se poursuivra pour évaluer est en cours pour une valorisation financière adaptée et réaliste dès 2025.
Selon la SAFER, près de 263 ha supplémentaires répartis sur 13 communes, actuellement en friche, pourraient être mis en exploitation sous réserve d'études. 43 ha sont déjà en zone Agricole et 219 ha sont en zone N (secteurs naturels et forestiers).

La gestion des baux, AOT et conventions sera optimisée en 2025 afin de maximiser les recettes attendues. De nouveaux baux seront passés suite à l'Appel à Manifestations d'intérêts qui a été lancé en 2024 sur la ZAA Pierre Lagourgue.

### 1) Rationalisation de l'occupation

La nouvelle organisation des services de la Région fin 2023 s'est accompagnée d'une réflexion autour de l'espace et de l'organisation des sites. Aussi une démarche qualitative visant à améliorer et rationaliser l'occupation des locaux pour favoriser le travail collaboratif est menée avec des opérations de réhabilitations des sites les plus vétustes (MRST, CHATEL).

**Impacts attendus :**
- Améliorer qualitativement les locaux ;
- Rationaliser le fonctionnement des Directions au sein des DGA ;
- Optimiser l'occupation des sites.

### 2) Optimisation et sécurisation des revenus patrimoniaux (Baux, AOT...)

En 2025, la réflexion menée au périmètre de la tarification des occupations des domaines publics et privés de la collectivité se concrétisera avec l'adoption d'un nouveau règlement tarifaire. Celui-ci tiendra compte, dans la détermination du montant de la redevance, outre la surface occupée, la situation des emplacements, la nature et la rentabilité de l'activité exercée, au regard du chiffre d'affaires réalisé par l'occupant.

**Impact attendu :**
- Optimisation des recettes d'occupation par la mise en œuvre de tarifs plus favorables à la collectivité et reflétant la réalité des avantages procurés aux occupants et ce, en conformité avec l'esprit de l'article L.2125-3 du CG3P *« **La redevance due** pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public **tient compte des avantages de toute nature procurée au titulaire** de l'autorisation »*.

## B - Une stratégie de cession de certains biens immobiliers

Un bien vacant et inutile ou qui ne présente que peu d'intérêt économique pour la collectivité constitue un poste de dépenses important, sans aucun retour financier.
Leur cession est de nature à procurer des recettes exceptionnelles qui peuvent être investies dans d'autres champs de compétences de la collectivité régionale ou servir à contribuer au financement des investissements (nouvelles acquisitions ou réhabilitation).

Ainsi un certain nombre d'actifs du parc immobilier de la collectivité (bâtis et non bâtis) pourraient être soumis à arbitrage en vue de déterminer un plan de cessions, à hauteur de 2 millions d'euros en 2025.

**- Les délaissés routiers ou de voirie**
Une étude a été réalisée par un cabinet de géomètres pour le compte de la Région en 2019. Près de 2 600 délaissés de voiries seraient potentiellement valorisables, bien que très morcelés.
Ils se répartissent notamment en :
- 41,5 hectares en zone U ;
- 14,4 hectares en zone AU ;
- 101 hectares en zone A ;
- 62,3 hectares en zone N.

Ces parcelles faisant actuellement partie du domaine public, elles devront faire l'objet d'une procédure de déclassement/délimitation, extraction du domaine public routier (DPR) avant toute opération de valorisation.

**Impacts attendus :**
- Régularisation des empiètements ;
- Valorisation des délaissés routiers sans usage futur.

### C – Les acquisitions immobilières

Dans le cadre des projets routiers ou de construction de bâtiments, la collectivité est amenée à acquérir de nouveaux biens. Il convient également de régulariser des situations anciennes d'équipements publics transférés par compétence à la collectivité régionale mais dont l'acte de transfert de propriété n'est pas encore élaboré ( gares routières, lycées, centres de formation...).

L'année 2025 sera également marquée par la livraison de bureaux dans un ensemble à Saint-Paul en vue, d'une part, d'accroître le patrimoine immobilier régional et, d'autre part, d'offrir aux agents de l'antenne Ouest, de l'IRT et des SPL de nouveaux espaces de travail.

Enfin, de nouveaux projets d'équipements publics feront l'objet d'acquisition foncière à l'euro symbolique : futur lycée du tourisme et de l'hôtellerie à Saint André, futur IRTS à Saint Benoît.

**Impacts attendus :**
- Accroissement des actifs patrimoniaux ;
- Réduction des coûts des locations ;
- Sécurisation de l'implantation des services.

## III - LA CONSTRUCTION ET LA RÉHABILITATION DU PATRIMOINE BÂTI

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Travaux et gros entretiens** | - | - | 950 000 | 2 000 000 |
| **Travaux de maintenance** | 250 000 | 250 000 | 50 000 | 50 000 |
| **Etudes et subventions** | 95 500 | 95 500 | 620 000 | 150 000 |
| **TOTAL** | **345 500** | **345 500** | **1 620 000** | **2 200 000** |

### A – La maintenance du patrimoine bâti et les grosses réparations

Au même titre que les années précédentes, les opérations de maintenance se poursuivront en 2025 dans les bâtiments administratifs de la collectivité mais aussi sportifs, culturels et éducatifs. Les lycées et les organismes de formations continueront à percevoir des subventions pour réaliser de petites réparations nécessaires.

Par ailleurs, des grosses réparations seront réalisées pour la mise aux normes des locaux dans le but d'améliorer le confort thermique des établissements éducatifs pour les utilisateurs et diminuer la consommation d'énergie.

Enfin, s'agissant de la rénovation thermique, sont notamment prévus :
- des travaux de rénovation thermique sur 11 lycées et 3 gymnases ;
- du relamping sur 2 gymnases ;
- l'installation de fermes photovoltaïques sur 2 lycées et 3 bâtiments de l'administration.

### B – La réhabilitation du patrimoine et les nouvelles constructions

Les projets majeurs concernent l'enseignement secondaire, la formation professionnelle, les bâtiments culturels et sportifs.

L'année 2025 sera marquée par la poursuite des projets dans les domaines de :
- Education : Construction du lycée des Métiers de la mer et des Métier de l'hôtellerie ainsi que celui du Tourisme, construction de l'Institut d'Etudes en santé et la reconstruction de l'AFPAR de Saint-François.
- Sport : construction du gymnase de Champ Fleuri, et du stadium olympique d'escalade, la réhabilitation des CREPS de Saint-Denis et de la Plaine des Cafres
- Culture : lancement des études pour la réhabilitation de la villa Barbot Isautier, l'aménagement des réserves muséales STELLA MADOI ainsi que l'extension de Kélonia.

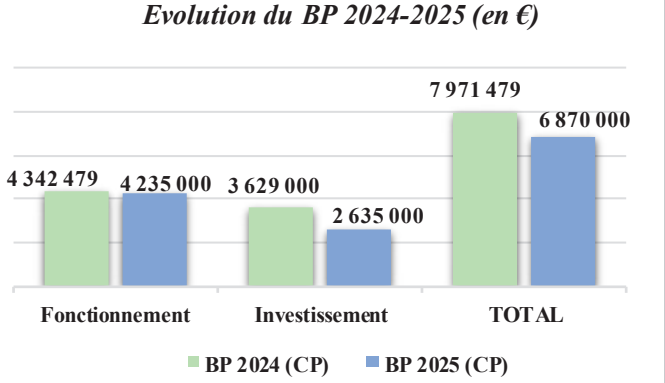
**Les principales opérations déjà validées sont les suivantes :**

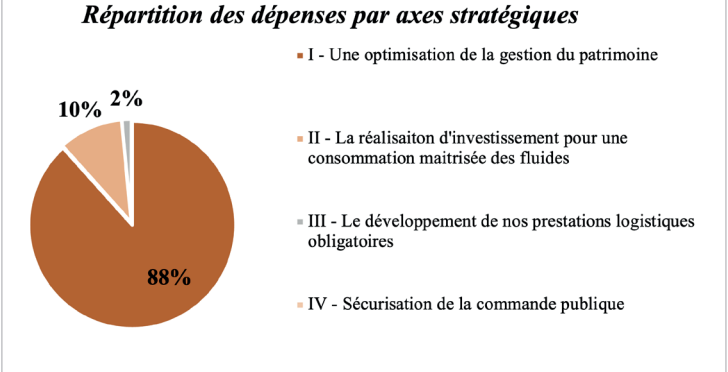
| Opérations | Montants |
|---|---|
| **Construction de 2 nouveaux lycées à vocation professionnelle** | 168 M€ |
| **Création d'un site de stockage des œuvres et collections muséales** | 6,5 M€ |
| **Construction du gymnase de Champ Fleuri** | 9,7 M€ |
| **Projet d'extension de Kélonia** | 5 M€ |
| **Reconstruction de l'AFPAR Saint François** | 40,6 M€ |
| **Réhabilitation des 2 CREPS Saint-Denis et Plaine des Cafres** | 55,8 M€ |
| **Projet de réhabilitation du MADOI** | 20 M€ |
| **Poursuite des travaux de maintenance** | 2,2 M€ |
| **Poursuite des aménagements extérieurs : Lycée Vertueux** | 3,3 M€ |
| **Poursuite du schéma directeur des lycées professionnels** | 10 M€ |
| **Rénovation thermique des lycées** | 47,4 M€ |
| **Rénovation des gares routières** | 1,8 M€ |
| **Remise en service du Centre Aquacole de l'Etang Salé** | 2,1 M€ |
| **Réhabilitation du CRR Sud** | 17,6 M€ |
| **Extension de la MRST** | 12 M€ |
| **Création d'un pôle d'enseignement supérieur au lycée Lislet Geoffroy** | 12 M€ |
| **Reconstruction de l'Observatoire du Volcan du Piton de la Fournaise** | 15 M€ |
| **Reconstruction de l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers** | 18 M€ |
| **Construction de l'Institut Régional du Travail Social, à Saint Benoît** | 33 M€ |
| **Création d'une crèche destinée à accueillir les enfants des agents Région** | 1,2 M€ |
| **Rénovation des locaux administratifs et nouveaux espaces de coworking** | 1,8 M€ |

**Impacts attendus :**
- Augmentation du patrimoine par le portage des projets majeurs de la mandature tout en accentuant les actions de préservation et d'entretien du bâti ;
- Soutien de la filière du BTP avec des actions fortes (+ 40 opérations) ;
- Augmentation des mesures et projets pour une construction durable en milieu tropical.


Cie DE FIVES-LILLE
FRANCE — 1925

# LES MOYENS GENERAUX




## SYNTHÈSE FINANCIÈRE

| | BP 2024 | | BP 2025 | | Evol. AE/ AP | Evol. CP |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | AE/AP | CP | AE/AP | CP | | |
| **Fonctionnement** | **4 342 479** | **4 342 479** | **4 275 000** | **4 235 000** | **- 1,6 %** | **- 2,5 %** |
| **Investissement** | **3 149 000** | **3 629 000** | **2 585 000** | **2 635 000** | **- 17,9 %** | **- 27,4 %** |
| **TOTAL** | **7 491 479** | **7 971 479** | **6 860 000** | **6 870 000** | **- 8,4 %** | **- 13,8 %** |

La déclinaison opérationnelle des orientations destinées aux moyens généraux se traduit par un budget de **6 860 000 € en AE/AP et à 6 870 000 € en CP**.

En 2025, le défi financier consistera à maintenir notre engagement de rigueur dans la gestion des budgets dédiés aux moyens généraux.

**Pour 2025, les principales actions qui seront mises en œuvre par la Région (fonds propres) se déclinent comme suit :**

## SYNTHÈSE DES AXES STRATÉGIQUES

| INTITULÉ | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| I – Une optimisation de la gestion du patrimoine | 3 869 500 | 3 829 500 | 2 190 000 | 2 240 000 |
| II – La réalisation d'investissements pour une consommation maitrisée des fluides | 300 000 | 300 000 | 395 000 | 395 000 |
| III – Le développement de nos prestations logistiques obligatoires | 105 500 | 105 500 | - | - |
| IV – La sécurisation de la commande publique | - | - | - | - |
| **TOTAL** | **4 275 000** | **4 235 000** | **2 585 000** | **2 635 000** |

La Région Réunion est une collectivité de près de 3 000 agents répartis sur 58 sites (115 000 m²).

En 2025, la Région continuera à maintenir son objectif de rigueur dans la gestion des budgets relatifs aux moyens généraux dans le but de développer une gestion vertueuse.

## I – UNE OPTIMISATION DE LA GESTION DU PATRIMOINE DE LA COLLECTIVITÉ

La collectivité dispose d'un patrimoine exceptionnel composé d'espaces très différents qu'elle doit gérer efficacement, mais qu'elle doit aussi valoriser afin que leur occupation soit maximale et fonctionnelle. A cette fin, un travail d'optimisation des recettes est à mener sur les sites du MoCA et du CPOI. De même, il est important que la maintenance et l'entretien bâtimentaires soient rationalisés.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Une optimisation de la gestion du patrimoine de la collectivité** | 3 869 500 | 3 829 500 | 2 190 000 | 2 240 000 |
| **TOTAL** | **3 869 500** | **3 829 500** | **2 190 000** | **2 240 000** |

### A – L'optimisation des recettes générées par le domaine du MoCA et le CPOI

#### 1) Le MoCA

Le domaine du MoCA est unique sur l'île par l'étendue de ses espaces, ses équipements, et sa situation géographique. Ce site permet à la collectivité d'organiser ses événements sans besoin de louer des espaces externes de grande envergure. Par ailleurs, ces espaces sont ouverts à des tiers extérieurs pour des événements privés, sous convention avec des tarifs définis par m².

#### 2) Le CPOI

Le Campus Professionnel Océan Indien (CPOI) s'étend sur 7 hectares et accueille 6 organismes de formation, la Cité des Métiers, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, l'AFPAR, des services régionaux, ainsi que 2500 apprenants. La location des salles de formation ou de bureaux à ces organismes constitue une source de revenus. De plus, en renforçant la communication sur nos espaces auprès des acteurs publics et privés, notre collectivité pourra maximiser le taux d'occupation et accroître ses recettes locatives.

| INTITULÉ DES ACTIONS | RECETTES |
|---|---|
| **Optimisation des recettes générées par le domaine du MoCA** | 100 000 |
| **Optimisation des recettes générées par le domaine du CPOI** | 5 400 |
| **TOTAL** | **105 400** |

## II – LA RÉALISATION D'INVESTISSEMENTS POUR UNE CONSOMMATION MAITRISÉE DES FLUIDES

Qu'il s'agisse de notre consommation de carburant, d'eau et d'électricité, l'acquisition nouvelle de certains dispositifs ou de véhicules propres devraient nous permettre de la maitriser, voire de la réduire.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | |
|---|---|---|---|---|
| | AE | CP | AP | CP |
| **Achat de véhicules (La maîtrise de la consommation de carburant)** | 300 000 | 300 000 | 225 000 | 225 000 |
| **Déploiement de dispositifs de télérelève sur les compteurs d'eau** | - | - | 30 000 | 30 000 |
| **Réalisation de relamping avec ampoules basses consommation (LED)** | - | - | 50 000 | 50 000 |
| **Installation de luminaires solaires** | - | - | 90 000 | 90 000 |
| **TOTAL** | **300 000** | **300 000** | **395 000** | **395 000** |

### A – La maîtrise de la consommation de carburant

Le carburant représente un poste de dépense important pour une collectivité comme la Région puisque l'exercice de ses missions impose à ses agents et représentants de se déplacer sur tout le territoire et de manière constante.
Afin de réduire la consommation de carburant (et les émissions de gaz polluants), la collectivité a renouvelé une partie de sa flotte en 2024 en intégrant des véhicules électriques et hybrides. En 2025, les effets produits devraient être mesurables.
Par ailleurs, des bornes électriques acquises en 2023 permettront une parfaite autonomie des utilisateurs.

### B – La maîtrise de la consommation d'eau et d'électricité

L'utilisation quotidienne et habituelle des bâtiments engendre une consommation importante d'eau et d'électricité. Bien qu'incontournable, cette dépense devra être maîtrisée sur l'ensemble de notre patrimoine.

#### 1) Poursuivre le déploiement de dispositifs de télérelève sur les compteurs d'eau

Cette mesure permet de suivre de la consommation d'eau et de détecter immédiatement des fuites, y compris celles difficilement identifiables (fuites souterraines). Leur traitement peut être beaucoup plus rapide afin d'éviter des dépenses importantes.
En 2025, leur déploiement (déjà opérationnel sur les sites à forte influence que sont l'Hôtel de Région, le CPOI et le MoCA), se poursuivra sur d'autres sites régionaux, en particulier sur ceux des routes.

#### 2) Réalisation de relamping avec ampoules basses consommation (LED) sur nos sites

Initiée déjà depuis plusieurs années, ces changements permettent de diminuer la consommation électrique des bâtiments. En 2025, cette mesure se poursuivra et se généralisera sur tous nos sites.

### 3) Installation de luminaires solaires sur les sites de la collectivité

L'installation de luminaires solaires permet de diminuer la consommation en électricité, particulièrement sur les sites très fréquentés comme celui du MoCA.

## III - LE DÉVELOPPEMENT DE NOS PRESTATIONS LOGISTIQUES OBLIGATOIRES

D'un point de vue réglementaire, la collectivité a l'obligation de faire procéder au tri de ses déchets recyclables (2016) et d'assurer un service de gestion des organismes vivants qui sont indésirables dans les lieux publics (1978). Aussi, depuis 2023, un marché « 3D » (Dératisation, désinsectisation, désinfection) a été passé avec un prestataire.

| INTITULÉ DES ACTIONS | FONCTIONNEMENT | |
|---|---|---|
| | AE | CP |
| **Généralisation de la pose de bornes de tri des déchets recyclables** | 55 500 | 55 500 |
| **Mise en place un plan de traitement 3D sur l'ensemble du patrimoine bâti régional** | 50 000 | 50 000 |
| **TOTAL** | **105 500** | **105 500** |

### A – La mise en place de bornes de tri des déchets recyclables

En 2025, la Région devra construire un nouveau partenariat pour l'enlèvement et la valorisation des déchets déposés (déjà en place au niveau de l'Hôtel de Région et Annexe). Il s'agira d'étendre ce dispositif à l'ensemble de sites de l'administration régionale.

### B – La mise en place d'une mission 3 D (Dératisation, désinsectisation, désinfection)

Le traitement 3D des bâtiments régionaux constitue une obligation légale et s'inscrit, au niveau organisationnel, parmi les missions de maintenance de notre structure. Dans le cadre du marché de maintenance lancé en 2023, la collectivité a déployé un plan de traitement 3D couvrant l'ensemble de son patrimoine bâti, afin de respecter cette obligation tout au long de l'année selon les fréquences prescrites par la réglementation.

## IV - SÉCURISATION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Au titre de la réorganisation de l'achat public au sein de la collectivité, la DMG s'est vue confier la passation et la gestion de 22 accords-cadres.

### A – Une organisation de service et des ressources renouvelées pour le pilotage de 22 accords-cadres

Au second semestre 2023, la DMG est devenue direction pilote sur de nombreux segments d'achat. Elle doit ainsi porter 22 accords-cadres.

### B – Une fonction achat repensée pour une gestion rigoureuse et vertueuse de nos ressources

Dans le cadre de cette réorganisation globale des marchés publics au sein de la Collectivité, la DMG doit repenser l'évaluation et le recensement de ses besoins. Il est également nécessaire d'établir des processus visant à rendre les achats, et par conséquent les consommations de services et prestations, plus responsables et durables.



# BUDGET PRIMITIF DE LA RÉGION POUR L'EXERCICE 2025

